DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13331 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1987

L'Europe prend l'air

Il y a tout de même une Europe qui avance : celle du transport aérien. Peut-être parce qu'elle ne coûte rien aux Etats, à la différence de l'Europe agricole, et qu'elle n'étrangle pas les entreprises concernées, à la différence de l'Europe sidérurgique. Les Douze sont parvenus, le lundi 7 décembre à Bruxelles, à son sujet, à un accord qui prépare concrètement la suppression de leurs frontières aériennes le 31 décembre 1992.

La libéralisation du ciel européen ne se fera pas à l'américaine, c'est-à-dire de façon sauvage. Pas question de supprimer d'un coup toutes les réglementations, comme cela s'est produit outre-Atlantique. Les Etats ne pouvaient courir le risque d'une concurrence débridée qui a abouti, aux Etats-Unis, à une concentration du transport aérien, désormais assuré à 80 % par cinq compagnies. La France ne supporterait pas de voir disparaître Air France ; l'Allemagne de l'Ouest, Lufthansa, et le Royaume-Uni, British Airways.

On a donc choisi la méthode douce. D'ici au 1er janvier 1991, les Douze desserreront progressivement les réglementations et introduiront de plus en plus de concurrence. Fini le système partageant à moitié le trafic entre les transporteurs des deux pays desservis ! Fini le contrôle « a priori » des tarifs réduits par les administrations nationales !

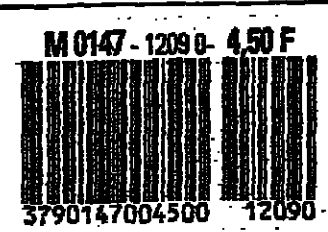
Les passagers s'apercevront vite que les souplesses tarifaires, les nouvelles possibilités de dessertes interrégionales et la fin de la parité de trafic entre deux transporteurs, toutes mesures décidées lundi, sont avantageuses pour eux. Les compagnies seront poussées à accroître leurs fréquences et à pratiquer des tarifs de plus en plus bas. Même les hommes d'affaires — traditionnellement « matraqués » — en profiteront, grâce à la suppression de la règle qui faisait obligation de passer la nuit du samedi à destination, avant de revenir, pour profiter de tarifs très réduits.

Dans toutes les compagnies, c'est le branle-bas de combat. Ici, on fourbit des tarifs spéciaux pour les jeunes, les couples ou les gens du troisième âge. Là, on pense créer des dessertes régionales avec de petits avions pour rabattre la clientèle vers les lignes long-courriers autrement profitables. Dans les états-majors, on étudie des accords inter-compagnies pour étendre le réseau, les fréquences et les avantages proposés aux passagers.

On peut, avec certaines associations de consommateurs, regretter que l'Europe de l'air se construise si lentement et ne soit pas plus libérale. Cette démarche prudente était pourtant, comme ne manque pas de le rappeler M. Jacques Douffiagues, ministre français des transports, le seul moyen d'éviter que les pays les plus protectionnistes et les plus réglementaristes, comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne, ne refusent toute évolution.

Gageons que les Douze ne s'arrêteront pas en chemin. L'Europe de l'air concerne trop le grand public pour que celui-ci ne redemande pas de cette liberté d'aller et de venir qui contribuera, à la longue, à cette supranationalité dont rêvaient les pères du traité de Rome.

(Lire nos informations page 35.)



L'accord sur les euromissiles et la négociation sur les armements stratégiques

M. Gorbatchev a des « choses nouvelles » à proposer au président Reagan

M. Reagan et M. Gorbatchev devaient signer, ce mardi 8 décembre, aux environs de 20 heures (14 heures, heure de Washington), le traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires en Europe. L'un des tête-à-tête de la journée entre les deux dirigeants devait être consacré, estime-t-on, à la mise au point d'un schéma de négociation pour parvenir à une réduction de 50 % des armements stratégiques.

M. Gorbatchev avait déclaré, lundi soir, à son arrivée sur la base militaire d'Andrews, près de Washington, qu'il avait des « choses nouvelles » à proposer à M. Reagan, lequel, quelques heures auparavant, s'était dit résolu à « aller de l'avant ».

- **L'arrivée de M. Gorbatchev aux Etats-Unis ;**
- **Le sommet vu par la presse soviétique ;**
- **Le dossier du démantèlement des missiles intermédiaires ;**
- **Les deux arsenaux nucléaires ;**
- **Le régime de Kaboul plus fragile que jamais.**

Pages 2, 3 et 4

Crise du recrutement dans l'éducation nationale

400 000 enseignants devront être embauchés avant l'an 2000

L'éducation nationale ne trouve plus suffisamment d'enseignants. Dans les disciplines scientifiques, les concours de recrutement manquent de candidats et la tendance va s'amplifier et se généraliser dans les prochaines années.

D'ici à l'an 2000, plus d'un enseignant sur trois partira à la retraite, tandis que le nombre de lycéens devrait doubler si l'on veut atteindre l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000.

En douze ans, la France a besoin de quatre cent mille enseignants. Cette exigence ne sera pas satisfaite sans une promotion de la condition enseignante et un changement des méthodes de travail.

(Lire page 12 l'article de PHILIPPE BERNARD.)

Les menaces de famine en Erythrée et au Tigré

« Routes de survie » en Ethiopie

« *Profondément préoccupé* » par les risques d'une famine comparable à celle de 1984-1985, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a annoncé, lundi 7 décembre, un renforcement de la représentation de l'ONU en Ethiopie. Une véritable course de vitesse est engagée par l'Organisation pour éviter une nouvelle migration massive des populations menacées...

ADDIS-ABEBA
de notre envoyé spécial

Il aura fallu une embuscade dressée le 23 octobre dernier sur la route d'Adigrat au sud d'Asmara par les « *sécessionnistes* » érythréens contre un convoi militaire battant pavillon bleu des Nations unies — plus de vingt camions et près de 600 tonnes de nourriture détruits — pour que l'on réalise que cette guérilla qui dure depuis vingt-cinq ans dans le nord de l'Ethiopie est toujours une vraie guerre, une guerre sans pitié. Comme un malheur, dit-on, n'arrive jamais seul, il se trouve que les lignes de front, toujours floues dans ce genre de conflit, zigzaguent à travers des régions — Erythrée et Tigré — où la famine menace au moins cinq millions de personnes.

Dans ces régions en guerre, beaucoup de routes sont fermées ou entrouvertes de temps à autre, sans qu'on le sache à l'avance. L'axe stratégique qui relie le port de Massaouah à Asmara, *la capitale de* l'Erythrée, n'est en service *grosso modo* que de 10 h à 17 h. Un rapport des Nations unies révèle que, s'il était permis de circuler librement entre Makale, la capitale du Tigré, et Axoum, il serait possible d'économiser une centaine de camions.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a récemment demandé aux belligérants de laisser ouvertes ces « *routes de survie* », mais son appel n'a pas eu d'écho, dans l'un comme dans l'autre camp. *Malgré tout*, beaucoup d'organisations humanitaires souhaitent courir le risque de circuler comme bon leur semble : « *C'est moins dangereux que de se déplacer sous escorte militaire* », confie M. Alain Siboni, chef de mission d'Action internationale contre la faim (AICF). Un pont aérien composé de quatre Hercules C-130 et de trois Antonov-12 est en train de se mettre en place entre Asmara et Makalle, mais il ne pourra acheminer que le tiers des 33 000 tonnes de nourriture dont le nord de l'Ethiopie aura besoin chaque mois, dans l'hypothèse la plus optimiste, pour échapper à la famine. Restera ensuite à approvisionner, à partir de la capitale du Tigré, les différents points de distribution le long de la piste qui n'échappe pas aux minages.

« *Il faudrait amener les opérations militaires au niveau le plus bas possible, parvenir à une trêve* de facto », suggère sans trop y croire le responsable d'une organisation humanitaire. Or, depuis la proclamation de la République populaire, en septembre dernier, les « *bandits* » érythréens et tigréens ont repris l'initiative sur le terrain et contrôlent maintenant les deux routes d'accès au nord, via Adigrat et via Axoum. Dans les circonstances actuelles, aucun camp n'est prêt à lâcher du lest.

« *Dès le début, et vu le manque de pluie, on était persuadé que l'on allait affronter un nouveau désastre, comparable à celui de 1984-1985* », raconte un membre d'une organisation humanitaire. Cette fois-ci, l'alerte a pu être donnée rapidement, mais il n'empêche que, début décembre, beaucoup de responsables locaux éthiopiens et étrangers, en sont venus à imaginer déjà des « *scénarios catastrophes* », comme s'ils n'avaient pas eu le temps de se préparer au pire.

Les experts des Nations unies ont calculé que le nord du pays a, au bas mot, besoin de trois cents camions et qu'il faudrait pour cela en faire remonter du Sud deux cents. Or les autorités locales se font prier pour déplacer ces poids lourds vers ces zones à hauts risques. Quant aux ports d'Assab et de Massawa, dont les installations doivent être modernisées, et au chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba, ils n'ont affrété en 1984 et 1985 qu'environ 800 tonnes, alors que le déficit alimentaire dépasse aujourd'hui le million de tonnes.

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 8.)

Les expulsions d'opposants iraniens

Le pourboire ou l'acompte...

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a adressé, mardi 8 décembre, une note verbale au ministère français des affaires étrangères, dans laquelle il demande à connaître les motifs de l'expulsion *frappant des réfugiés iraniens*.

par Bruno Frappat

Au cours du week-end, la France, grâce au « Téléthon », s'était trouvée généreuse, au-delà de toute prévision. Le cœur sur la main. De tout l'Hexagone avaient afflué des millions de francs pour la lutte contre la myopathie.

Lundi, on la retrouvait cynique et calculatrice, décidant d'expulser de son territoire — sans autre forme de procès — des dizaines d'opposants au régime de Khomeiny, dont beaucoup de réfugiés politiques en situation régulière. France ouverte, France fermée.

« *Gardons*, disait encore dimanche soir sur TF 1 Raymond Barre, parlant des rapports franco-iraniens, *un comportement qui soit conforme aux principes que nous affichons.* » Et encore : « *Il faut rester ferme sur la limite que l'on n'entend pas dépasser.* » Qui n'adhérerait à ces préceptes, à droite comme à gauche ? Et pourtant... Où passe cette limite ?

La succession des événements, depuis une dizaine de jours, ne permet pas de distinguer tous les rouages de la mécanique complexe qui a abouti à la libération de deux otages français. Mais elle permet au moins de deviner une logique dont l'objectif est clair (libérer tous les otages avant l'élection présidentielle), la stratégie proclamée (normaliser les relations avec l'Iran) et les méthodes inavouables (marchander sans reconnaître qu'on le fait).

Le pari est perceptible : dès lors que tous les otages français auront été rendus à leur famille et à leur pays, les scrupules qu'aura pu manifester tel ou tel seront balayés par le résultat et l'euphorie qu'il provoquera.

(Lire la suite et nos informations page 14.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

La signature à Washington par MM. Gorbatchev et Reagan

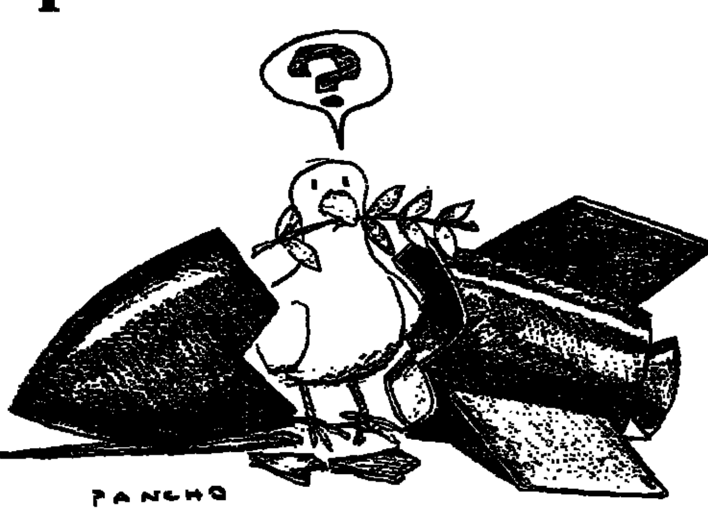
Le président des Etats-Unis veut « aller de l'avant »

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Bien que le président Reagan et M. Gorbatchev n'aient pas eu l'occasion de se rencontrer lundi soir 7 décembre, l'optimisme était de commande d'un côté comme de l'autre. Dès son arrivée sur la base militaire d'Andrews, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, le secrétaire général du PC soviétique avait fait bonne figure. Accueilli par M. George Shultz, secrétaire d'Etat, accompagné par sa femme, souriante à souhait et toute vêtue de renard argenté, M. Gorbatchev avait pris soin de souhaiter *« la paix et le bien-être au peuple américain »*.

Il avait aussi profité de l'occasion pour rappeler que *« le problème central des relations américano-soviétiques est la diminution des armements stratégiques »*. *« Nous devons agir avec le plus grand sens de nos responsabilités et nous espérons un discours nouveau »* (de la part des Américains), avait-il ajouté, après avoir précisé qu'il avait, quant à lui, des *« choses nouvelles »* à dire.

La scène ne dura que quelques minutes, puis M. Gorbatchev s'engouffra dans l'une des douze limousines soviétiques spécialement amenées de Moscou pour l'occasion et gagna Washington par la route, puisque les services de sécurité américains s'étaient opposés à un transfert à bord d'un hélicoptère soviétique qui aurait été spécialement transporté d'URSS aux Etats-Unis.



Le programme officiel ne prévoyant rien pour lundi soir, M. Gorbatchev s'installa aussitôt à Washington à la résidence de l'ambassadeur soviétique, dont il ne devait ressortir que mardi matin pour se rendre à la Maison Blanche. Décalage horaire oblige...

Quelques heures avant l'arrivé du secrétaire général, le président Reagan, toujours en butte aux critiques des éléments les plus conservateurs de son parti qui lui reprochent de brader la sécurité des Etats-Unis, avait tenu à rassurer les services de son état-major et, à travers eux, les dirigeants européens. *« Je veux utiliser ce sommet*, avait-il dit, *pour aller de l'avant. Je veux un accord sur les armements stratégiques, mais seulement si c'est un bon accord, vérifiable, et qui accroît notre sécurité »*.

Le président a ensuite affirmé que le traité sur les missiles intermédiaires *« rendra l'Europe et l'Asie plus sûres »*. *« Nous avons conclu cet accord sans affaiblir notre défense en Europe, et nous aurons les procédures de vérification les plus strictes »*, a-t-il ajouté. Un peu plus tard, en inaugurant l'arbre de Noël traditionnellement installé derrière la Maison Blanche, il devait faire preuve d'un optimisme encore plus grand.

Il n'empêche, lundi soir encore, personne ne disposait à Washington du texte complet de l'accord sur les armes intermédiaires qui devait être signé mardi. Les experts américains et soviétiques venus de Genève dans la journée à bord d'un appareil militaire de l'US Air Force n'avaient toujours pas fini d'harmoniser les versions dans les deux langues, et tard lundi soir, le porte-parole du département d'Etat se plaignait de ne pas disposer d'une photo suffisamment nette des fameux SS-20. Aux dernières nouvelles, le texte du traité et ses annexes – près de cent soixante pages, dit-on – devraient être imprimés dans la nuit pour être disponibles avant la cérémonie de signature.

« Tout va bien », déclarait lundi soir M. Chevardnadze à la sortie d'un entretien avec M. Shultz destiné à aplanir les dernières difficultés, et qui n'avait duré que quarante cinq minutes au lieu des deux heures prévues. C'était bien la moindre des choses, car l'important pour M. Reagan reste, à ce stade, d'obtenir la ratification du traité. Il devrait y parvenir, affirment les augures qualifiés, mais non sans mal, ajoutent-ils. L'essentiel pour le président reste en effet d'éviter que le texte ne soit amendé par les sénateurs, car cela impliquerait l'ouverture de nouvelles discussions avec Moscou.

Le texte du traité est attendu avec impatience par les experts. D'une certaine manière, il constituera en effet une première. Non seulement parce qu'il prévoit la destruction de toute une catégorie d'armes, mais aussi parce qu'il édicte avec une extrême précision les modalités de l'opération et celles de la vérification du démantèlement des missiles.

C'est ainsi que chacun des pays signataires aurait la possibilité de détruire une centaine de fusées en les lançant dans l'atmosphère après avoir ôté les ogives ; les autres missiles pourraient être détruits par le feu ou par explosion, mais cela pose, dit-on, de graves problèmes de pollution.

Washington restant Washington, toutes les opinions continuent d'autre part à s'y manifester. Peu avant l'arrivée de M. Gorbatchev, ce sont des juifs (*réclamant* le libre départ d'URSS de leurs coreligionnaires), des Ethiopiens (*réclamant* le départ de six mille conseillers soviétiques installés à Addis-Abeba), des Ukrainiens (*réclamant* l'indépendance de leur pays), et des Afghans (réclamant la fin de l'intervention soviétique) qui brandissaient leurs pancartes non loin de l'ambassade soviétique. Face à la Maison Blanche, il y en avait aussi pour tous les goûts : doux pacifistes dans la lignée des années 70 prêchant en faveur d'un désarmement total, et fortes faibles femmes défendant résolument la « guerre des étoiles ».

JACQUES AMALRIC
et JAN KRAUZE.

La nombreuse et très diverse délégation soviétique

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Combien sont-ils exactement ? Pour ce qui est de la délégation officielle, pas de problème. Il est en revanche fort difficile de faire un compte exact de la suite d'experts, de conseillers et de propagandistes en tous genres qui accompagnent M. Gorbatchev et qui sont tous installés au Madison, l'un des hôtels les plus snobs *et les plus chers de la capitale.*

Outre M. Gorbatchev, la délégation comprend le ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, un gorbatchévien bon teint, M. Alexandre Iakovlev, ancien ambassadeur au Canada, ancien stagiaire de Colombia University, auquel on prête l'invention de la « glasnost », M. Dobrynine, ancien « éternel » ambassadeur soviétique à Washington, aujourd'hui chef de la section internationale du comité central (un homme, soit dit en passant, que de nombreux experts jugent beaucoup plus dur qu'on ne le croit généralement et à qui on attribue ici le coup de bluff auquel se serait livré M. Gorbatchev au cours du dernier voyage de M. Shultz à Moscou pour tenter *in extremis* de remettre la « guerre des étoiles » dans la négociation), le maréchal Akhromeev, chef d'état-major interarmes, et M. Iouli Vorontsov, le dernier chef des négociateurs soviétiques à Genève et fin connaisseur de la politique américaine puisqu'il fut adjoint de M. Dobrynine à Washington avant d'être nommé ambassadeur en France, *puis premier vice-ministre des affaires étrangères.*

Mais la liste est loin d'être exhaustive. On trouve de tout *dans le contingent soviétique qui* a commencé à débarquer sur les rives du Potomak il y a plus d'une *semaine, et qu'on évalue à trois* cents personnes, une centaine d'agents de sécurité et une cinquantaine de journalistes compris. Signalons, bien sûr, la présence de M. Guerassimov, le porte-parole du ministère des affaires *étrangères*, qui se produit régulièrement au centre de presse, avec son *alter ego* de la Maison *Blanche, M. Fitzwater*. Sans oublier celle d'hommes comme M. Velikhov, spécialiste du contrôle des armements et vice-président de l'Académie des sciences, M. Sagdeev, directeur de l'Institut soviétique de recherche spatiale, de l'économiste de la « perestroïka », Abel Aganbeguian, ou de M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada.

Deux stars de la « transparence »

Quitte à chagriner M. Ligatchev, resté seul « à la maison » en son absence, M. Gorbatchev a aussi mis dans ses bagages, outre les vieux routiers du journalisme soviétique comme un Valentin Zorine, les deux stars de la transparence, MM. Egor Iakovlev (sans parenté avec le précédent), responsable des *Nouvelles de Moscou*, et Vitali Korotitch, le directeur du nouvel *Ogoniok*.

Tout ce monde fait la joie des chaînes de télévision, qui multiplient, depuis plusieurs jours, tables rondes et émissions spéciales sans craindre de se répéter. La concurrence fait le jeu de la propagande, même si à la longue elle risque de susciter la lassitude de téléspectateurs pourtant bien disposés à l'égard de tous ces hymnes à la paix en période de Noël. C'est sans doute pour se racheter que la chaîne CBS a diffusé lundi matin un impertinent reportage centré sur l'écrivain soviétique Axionov (installé depuis plusieurs années aux Etats-Unis), parcourant tous les « *espaces de liberté* » de Washington que M. Gorbatchev ne connaîtra pas : centres commerciaux, librairies (où le livre du secrétaire général est loin de faire un malheur), clubs de jazz...

Dernière et grave question qui se pose au département d'Etat chargé de payer la note d'hôtel des officiels et para-officiels soviétiques : que faire avec les minibars installés dans les chambres et qui ont été immédiatement pillés par les membres des équipes venues préparer le voyage de M. Gorbatchev ? Après réflexion, on aurait abandonné l'idée de sceller les réfrigérateurs, mais il aurait été décidé de ne les remplir que de boissons non alcoolisées.

Tant d'avarice surprend quand on sait qu'il n'en coûtera que 500 000 dollars au contribuable américain pour héberger les négociateurs soviétiques. A peine le douzième du prix d'un seul de ces Pershing II qu'on s'apprête à réduire en fumée...

J. A. et J. K.

La paix des étoiles

Difficile d'imaginer arrivée plus banale, spectacle moins enthousiasmant. Un avion d'Aeroflot se pose sur la piste. Un homme de taille moyenne, de corpulence *moyenne*, vêtu d'un manteau gris et chapeauté de même, descend, serre quelques mains et, *chapeau toujours sur la tête*, prononce quelques phrases de circonstance. Puis, s'éloignant du micro, adresse au secrétaire d'Etat George Schultz une remarque de bon sens : *« La visite a commencé »*. Raïssa sourit, engoncée dans une veste de fourrure.

Mais M. Gorbatchev, contrairement aux apparences, n'est pas un simple apparatchik. Le modeste spectacle qu'il a offert lundi 7 décembre a suffi à mettre les chaînes de télévision dans tous leurs états. *« Ils sont là, c'est officiel »*, écrit avec enthousiasme une journaliste postée devant l'ambassade soviétique transformée en bunker. Un peu *plus tôt, une autre chaîne de* télévision offrait le spectacle émouvant d'un reporter frigorifié placé au bord d'une autoroute où, explique-t-il longuement, *« passera peut-être »* le cortège de M. Gorbatchev (qui, bien entendu, n'est jamais passé par là, sécurité oblige).

Washington ressemblait tout d'un coup à une bourgade de province éblouie par la venue d'un grand de ce monde. *M. Reagan, dans l'affaire, aurait* été totalement oublié si sa bonne fée et une vieille tradition n'étaient venues à son secours : *la cérémonie par* laquelle tous les ans le président allume l'arbre de Noël dressé derrière la Maison *Blanche. Le genre de circonstance* où M. Reagan joue mieux que quiconque sur le registre gentiment lyrique qu'il affectionne.

Il commence par parler de Noël, exprime l'espoir que *M. Gorbatchev pourra comprendre* ce que signifie cette fête pour les Américains. Ce n'est pas tout à fait un *appel messianique à la* conversion mais certainement un appel à la bonne volonté. *« Lui et moi nous allons nous rencontrer dans l'espoir de promouvoir la paix pour nos peuples et tous les peuples de la terre... »* Reste à tirer parti d'un symbole tout trouvé : l'étoile qui pendant tout le séjour de M. Gorbatchev *« brillera jour et nuit au sommet de l'arbre »*.

Le président se baisse, aide un petit garçon invité pour la circonstance à appuyer sur le bouton et le sapin s'illumine. L'étoile, tout d'abord, est rouge. Puis elle devient blanche. Et *rouge à nouveau... Comprenne qui pourra.*

J. A. et J. K.

Les arsenaux nucléaires

Le décompte des armes démantelées en application de l'accord sur les missiles intermédiaires (FNI) s'est un peu précisé depuis qu'Américains et Soviétiques ont procédé à l'échange de données. Ainsi, le nombre des armes stockées en réserve par les Soviétiques pour leurs lanceurs de missiles à moyenne portée serait de 1450. Il en découle que les Soviétiques sacrifieraient plus de six fois plus d'ogives nucléaires que leur partenaire américain.

Ces chiffres doivent toutefois être comparés à ce qui reste : le tableau ci-dessous a été établi à partir des chiffres récemment communiqués par les deux parties en ce qui concerne les arsenaux stratégiques, de la *Military Balance* éditée par l'Institut international des études stratégiques de Londres pour ce qui concerne les armements à courte portée, notamment en Europe. Le total des ogives et munitions nucléaires américaines qui resteront basées en Europe est d'au moins 4 000, a-t-on annoncé à Washington. Ce chiffre est très probablement supérieur du côté soviétique, compte tenu du nombre de lanceurs dénombrés.

Enfin, il convient d'ajouter au total occidental les forces de dissuasion française (environ 260 vecteurs avec les Pluton) et britannique (environ 100).

Ce qui va être éliminé

	ÉTATS-UNIS		URSS		
	missiles	charges	missiles	charges	
Pershing-2	108	108	441	1 323	SS-20
Missiles de croisière	256	256	112	112	SS-4
(Pershing 1-A appartenant à la RFA, mais avec ogives américaines)	72	72	110	110	SS-12
			20	20	SS-23
Recharges		?		1 450	
TOTAL	436	436	683	3 015	

Ce qui reste

	ETATS-UNIS		URSS	
	missiles	charges	missiles	charges
Les arsenaux stratégiques (*portée supérieure à 5 500 km*)				
ICBM (1)	1 000	2 261	1 398	6 426
SLBM (2)	640	5 632	922	3 232
Bombardiers	317	4 956	160	?
TOTAL	1 957	12 849	2 480	10 000 +
En Europe (3)				
MISSILES basés à terre Lance (115 km de portée)	163		1 159	Frog, Scud, etc.
AVIONS				
– F-111 (bombardiers américains en Grande-Bretagne)	150		340	Bombardiers (Backfire, etc.)
– Autres	921		1 664	Autres
– Aviation embarquée	40			
ARTILLERIE (pièces)	3 000		3 800	
TOTAL CHARGES		4 000		?

(1) ICBM : missiles intercontinentaux basés à terre.

(2) SLBM : missiles lancés de sous-marins. Il faudrait ajouter à ce nombre, du côté américain, les missiles de croisière lancés d'un navire de surface ou d'un sous-marin (SLCM) : 164 pour les Etats-Unis, 774 pour l'URSS, selon l'Institut international des études stratégiques de Londres. Leur portée varie entre 100 kilomètres, pour certains missiles soviétiques, et 2 500 pour le Tomahawk américain.

(3) Il s'agit soit d'armes américaines entreposées en Europe, soit d'armes détenues par les alliés de l'OTAN, avec ogives américaines.

Images de la télévision en URSS

A la conquête du Nouveau Monde

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Le temps peut changer très rapidement à Moscou et, en matière de relations soviéto-américaines, depuis lundi 7 décembre, l'heure est à l'euphorie dans la presse soviétique qui parle même de dégel.

L'agence Tass semble avoir subitement découvert un vieil ami, les Etats-Unis, pour lequel elle ne néglige aucune marque d'affection, allant jusqu'à rendre compte d'une exposition de portraits d'enfants soviétiques et américains.

L'importance accordée dans le monde à ce sommet est particulièrement mise en valeur à Moscou où l'on est très soucieux de l'impact provoqué à l'étranger, et ce n'est pas sans fierté que la presse relève que les quatre grands réseaux américains de télévision consacreront huit heures d'antenne par jour à la rencontre Reagan-Gorbatchev, suivie par ailleurs par 6 000 journalistes.

La *télévision soviétique*, elle, a ouvert le grand journal du soir, lundi, par une séquence de 20 minutes sur la première journée du voyage de M. et Mme Gorbatchev, depuis les adieux rituels du Politburo en chapka, sur la piste de Cheremetchevo, jusqu'au départ de la base britannique de Brize Norton, vers Washington. N'en déplaise aux critiques de l'épouse du secrétaire général, les caméras de la télévision soviétique n'ont pas cherché à la faire disparaître derrière les larges épaules des gardes du corps, et le couple Gorbatchev agitant la main sur la passerelle de l'avion de l'Aeroflot, avait tout à fait l'air de partir à la conquête du Nouveau Monde. Les activités parascolaires de Mme Gorbatchev en Grande-Bretagne, pendant que son époux discutait affaire, avec Mme Thatcher, n'ont quand même été présentées à la télévision qu'après les choses sérieuses, en une trentaine de secondes.

Le compte rendu de cette première journée fait bien sûr la « une » de tous les quotidiens nationaux soviétiques jusqu'à celui des sports. *La Pravda* y ajoute, sous la signature de ses correspondants à Washington, une note pleine d'espoir : *« Ceci n'est pas un dialogue de sourds. Nous* [les Etats-Unis et l'URSS] *avons commencé à nous écouter mutuellement »*, écrit l'organe du parti communiste soviétique. Mais, rappelle encore une fois *la Pravda*, le traité qui va être signé *« ne porte que sur 4 % des arsenaux d'armements accumulés. Il est important maintenant de franchir l'étape suivante »*.

Seule ombre au tableau : les juifs soviétiques que la presse accuse de servir d'instrument de propagande antisoviétique aux Etats-Unis. *« D'aucuns ont intérêt à ternir l'image de l'ennemi »*, estime la *Pravda*. Lundi à midi, à Moscou, face au comité central, le KGB était déterminé à ne laisser aucun refuznik « provocateur » troubler l'ordre : le quartier était entièrement quadrillé par la police et il était interdit d'y accéder car, nous a expliqué un policier en civil sans rire, on y tournait un film, *« une répétition »*.

S. K.

● Manifestation à Tel-Aviv en faveur des refuzniks. – Une grande *manifestation de solidarité* avec les juifs soviétiques a regroupé, le lundi 7 décembre, à l'occasion du sommet de Washington, des milliers *de personnes au palais des sports de* Tel-Aviv. *« Let my people go »*, s'est écrié en anglais M. Shamir, lors de cette manifestation qui entendait attirer l'attention des Deux Grands sur la condition des juifs en URSS. Le chef de l'Etat, M. Haïm Herzog, présidait ce *rassemblement*, auquel a pris part également le ministre des affaires étrangères Shimon Pérès. Le *président Herzog a demandé à* M. Gorbatchev *« de respecter les droits nationaux naturels de nos frères en Union soviétique »*. *« Il est temps de passer des gestes de bonne volonté aux actes »*, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*

de l'accord sur le démantèlement des missiles intermédiaires

De quelles bases, et comment, vont être retirées les armes américaines en Europe

Les armes dont le traité sur le démantèlement des FNI entraîne la suppression étaient déployées – ou devaient l'être – sur neuf bases en Europe.

Quatre bases en Allemagne occidentale au total, 150 engins sont déployés sur les 4 bases de Mutlangen, Schwäbisch-Gmünd et Neu-Ulm en Bade-Wurtemberg, et de Wüscheim en Rhénanie-Palatinat. Des fusées Pershing-2 sont en place sur 3 de ces bases, la quatrième abritant des missiles de croisière.

Les bases dépendent des troupes d'occupation américaines en RFA et continueront à l'avenir à être utilisées par ces mêmes troupes, sans effet, par conséquent, pour les personnels civils allemands qui y sont employés.

Deux en Grande-Bretagne. – 96 missiles de croisière sont déjà déployés à Greenham-Common (Berkshire) et 16 à Molesworth (Cambridgeshire), qui devait en accueillir 64. Il s'agit officiellement de bases de la RAF, mais les unités de missiles appartiennent à l'US Air Force. Sur chacune d'elles, le plus haut gradé américain est censé représenter l'OTAN.

Greenham-Common, qui dispose d'une piste d'atterrissage pour avions gros-porteurs, pourrait continuer à être utilisée comme base aérienne. Molesworth, où les travaux sont beaucoup moins avancés, serait en revanche démantelée.

Une en Belgique. – Au total, 48 missiles Cruise devaient être déployés sur la base de Florennes (Wallonie), dont 16 sont déjà sur place. Les travaux d'aménagement étaient pratiquement terminés et leur coût – environ 4 milliards de francs belges, soit plus de 600 millions de francs français – a été essentiellement supporté par les Etats-Unis et par le fonds d'infrastructure de l'OTAN. La Belgique a cependant dépensé une cinquantaine de millions de francs belges pour l'achat de terrains agricoles nécessaires à l'extension de la base.

Une petite ville est sortie de terre en quelques mois à Florennes, en même temps qu'étaient entrepris, début novembre, les travaux pour la construction d'un « village américain » de 650 foyers. Cette activité nouvelle était bienvenue dans une région fortement touchée par la crise. Les entreprises belges pourraient réclamer 10 % des sommes prévues pour les travaux qui ne seront pas réalisés.

Une en Italie. – La base de Comiso, en Sicile, était destinée à accueillir 112 missiles de croisière, qui sont tous déployés. Elle a le statut des bases de l'OTAN, précisé par des accords spécifiques américano-italiens datant de 1954 et 1982. 5 000 militaires y sont stationnés, en grande majorité américains, et les frais d'infrastructure ont été couverts à 90 % par les Etats-Unis.

Aucune décision n'a encore été prise sur l'avenir de Comiso, mais il semble probable que la base sera désarmée. Cette perspective a provoqué l'inquiétude des 200 civils italiens employés sur le site qui ont observé des mouvements de grève et demandent à être intégrés, après fermeture de la base, comme fonctionnaires de l'Etat italien.

Une aux Pays-Bas. – 48 missiles de croisière devaient être déployés sur la base de Woensdrecht, dans le sud du pays, mais les premiers d'entre eux n'étaient pas attendus avant le second semestre trimestre de 1988. La question du démantèlement ne se pose *donc* pas. Les travaux d'aménagement étaient cependant très avancés sur la base, *propriété du ministère hollandais de* la défense. Ils représentaient un investissement total de 364 *millions* de florins (environ 1,09 milliard de francs français) *sur* lequel les Etats-Unis ont déjà dépensé 112 millions, l'OTAN 84 *millions et* les Pays-Bas 49 millions. La reconversion de la base fait l'objet de *discussions entre* ces trois « copropriétaires ». Le gouvernement néerlandais a promis à ce sujet des éclaircissements d'ici à la mi-décembre. 250 entreprises hollandaises ont participé aux travaux. Un peu plus de 4 000 Américains étaient attendus à terme aux Pays-Bas.

Destruction aux Etats-Unis

Se posent maintenant les problèmes des modalités pratiques du démantèlement des missiles de croisière et des Pershing-2, et ceux liés à la vérification du désarmement. Sur le premier point, les choses paraissent claires : après la ratification du traité américano-soviétique, les fusées ne seront pas détruites sur place, dans les pays concernés. Les avions de l'US Air Force se chargeront de leur rapatriement aux Etats-Unis, où les armes seront détruites. Les coûts de ces opérations sont difficiles à chiffrer pour le moment, mais ils seront sans doute *« très élevés »*, dit-on par exemple à Bonn. Le gouvernement belge souligne que tous les frais seront assurés par les Américains, propriétaires des missiles.

La signature de l'accord entraînera immédiatement le gel des travaux d'aménagement des sites militaires qui devaient accueillir les FNI. Les chantiers seront définitivement fermés après la ratification du traité par le Sénat américain.

En ce qui concerne la vérification, il semble que les consultations entre Washington et ses alliés européens n'aient pas été particulièrement poussées. A Bonn, on s'attend qu'une noria d'appareils de l'US Air Force embarque les euromissiles, sur la zone américaine de l'aéroport de Francfort, sous l'œil des observateurs venus de Moscou. Sans plus de détails. Un comité spécial de l'OTAN (Basis Country Agreement) doit veiller à ce que les droits et la souveraineté nationale des pays sur lesquels s'effectueront les vérifications seront respectés.

La Grande-Bretagne et l'URSS, en revanche, paraissent s'être davantage concertées. Londres et Moscou devraient procéder dans un avenir assez proche à un échange officiel de notes spécifiant les droits des inspecteurs soviétiques qui viendront contrôler sur place le déroulement des opérations. Ceux-ci seront au nombre de dix, choisis sur une liste de deux cents noms fournis par Moscou. Les inspecteurs pourront atterrir directement sur la base de Greenham-Common et diposeront de quatre heures pour annoncer leur arrivée. *Ce délai pourrait* être encore plus court s'ils viennent d'un autre site d'inspection en *Europe* occidentale. Ils ne pourront, dit-on, rester ensuite plus *de quatre-vingt*-dix heures en Grande-Bretagne. Les Britanniques se chargeront de l'hébergement et de la restauration des inspecteurs...

Dans l'ensemble des pays directement concernés par l'installation des euromissiles, le mouvement d'opposition des Verts, des pacifistes et autres groupes antinucléaires paraît presque partout en nette perte de vitesse au moment où l'un des principaux objectifs est atteint.

Pourtant, cette constatation qui, *au début des années 80, a mobilisé* des dizaines – voire des centaines – *de milliers de personnes dans la rue* ou autour des bases, a joué un rôle *très important : elle a réussi à* influencer et à troubler les partis de gauche *et du centre, parfois ceux de* droite, tout en créant dans l'opinion *un tel climat que la plupart des* gouvernements se sont sentis plus ou *moins obligés d'approuver l'option* « double zéro » en dépit de *profondes réticences.*

Si le courant pacifiste s'est *estompé, ce n'est pas seulement* parce qu'il est relativement parvenu *à ses fins. C'est aussi* parce *qu'il* s'est heurté à l'attitude de gouvernements qui, en Grande-Bretagne et *en* RFA, par exemple, peuvent se targuer d'avoir largement contribué à amener les Soviétiques à composer par la fermeté qu'ils ont manifestée en assurant le déploiement des missiles, malgré les protestations de l'opposition.

A BONN, le chancelier Kohl tire cette conclusion d'un débat qui aura particulièrement marqué la vie politique allemande depuis 1980 et qui semble actuellement tourner à son avantage. A droite, les « durs », qui, comme Franz-Josef Strauss, reprochaient vivement aux Américains de vouloir conclure un marché trop favorable aux Soviétiques, préfèrent maintenant taire leurs objections. Ainsi, M. Kohl est d'autant plus libre pour souhaiter la poursuite des négociations sur les autres types d'armement, notamment sur les missiles à très courte portée, les armes chimiques et conventionnelles.

Les pacifistes désemparés

Devant de telles dispositions, les Verts, qui doivent une grande partie de leurs récents succès électoraux à la « récupération » du grand mouvement pacifiste des années 1982-1983, se trouvent aujourd'hui assez désemparés.

A LONDRES, Mme Thatcher, elle aussi, affirme que *« la fermeté s'est avérée payante »* et elle ajoute qu'à présent les relations entre le Royaume-Uni et l'URSS n'ont jamais été meilleures depuis près de trente ans. Le Parti travailliste continue de prôner un désarmement nucléaire unilatéral. Mais les défaites électorales du Labour en 1983 et en juin dernier étant pour beaucoup imputées au maintien de cette politique, incomprise par un large secteur de l'opinion, on prête au leader du parti, M. Neil Kinnock, l'intention d'infléchir peu à peu la doctrine officielle pour trouver une formule moins radicale.

Le CND (*Campaign* for Nuclear Disarmement), pionnier dès les *années 50 de la lutte contre* « la bombe » en Europe, est proche du *Parti travailliste et reste influent* au sein de celui-ci. Mais il paraît avoir *perdu une fraction importante* de son pouvoir de mobilisation. En *Grande-Bretagne* comme ailleurs, l'« unilatéralisme » aura vraisem*blablement du mal* à trouver un second souffle.

A *ROME*, hormis *le MSI* (extrême droite), les différents partis *saluent la conclusion de* l'accord. Ceux qui pourraient avoir des objections (*libéraux, républicains et certains démocrates-chrétiens*) *évitent* de trop *les exprimer*. Dans cette affaire des euromissiles, du *début à la fin, l'Italie* se sera en général comportée comme l'un des *plus fidèles alliés* des Etats-Unis.

S'il y a eu, avant le déploiement des Cruise, quelques grandes manifestations hostiles, organisées surtout par le Parti communiste, c'est, depuis, le calme plat. *L'Italie* ne connaît pas de mouvement pacifiste autonome comme *il* en existe en Grande-Bretagne ou en RFA.

A BRUXELLES, juste avant les élections du 13 décembre, la signature du traité vient à point pour lever une hypothèque sur les chances des socialistes. Particulièrement en Flandre, ces derniers ont fortement dénoncé le déploiement des euromissiles et n'ont cessé de promettre que *s'ils* revenaient au pouvoir, ils exigeraient le démantèlement immédiat ou *l'arrêt de leur* installation. Mais il était impossible de respecter un *tel engagement qui* aurait eu pour effet d'empêcher la formation indispensable *d'une* coalition de gouvernement. Les socialistes ont donc accueilli *avec* un profond soulagement la nouvelle de l'accord *soviéto-américain*, d'autant que plusieurs sondages les donnent favoris du prochain scrutin.

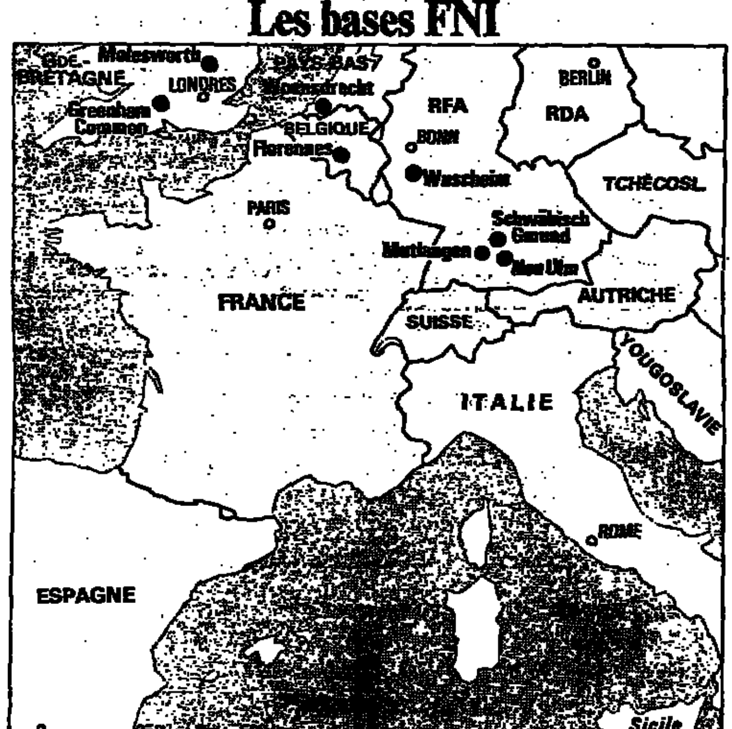
Le courant pacifiste subsiste mieux en Belgique – surtout en Flandre – que dans les pays voisins. Il a surpris les observateurs en organisant une manifestation de grande ampleur, fin octobre, à Bruxelles. Les pacifistes belges restent bien décidés à poursuivre leur action pour de nouvelles étapes sur la voie *du désarmement* nucléaire.

A LA HAYE, l'opposition aux *euromissiles a été la plus insistante*, au point de provoquer un report du déploiement. *Mais la détente* entre Moscou et Washington a sonné le glas d'un mouvement pacifiste hier puissant et uni, aujourd'hui affaibli par ses divisions : l'une de ses composantes, le KKN (Comité « Non *aux missiles* »), *vient de décider de* se dissoudre.

Tous les partis politiques néerlandais applaudissent à la conclusion du traité. *Mais derrière cette unanimité* de façade, des désaccords apparaissent *à propos d'un problème* épineux : un échange du « oui aux *missiles* », La Haye *avait obtenu* la suppression d'une partie des missions nucléaires de l'armée néerlandaise dans le cadre de l'OTAN (*équipement* d'avions F-16 et Orion avec des charges nucléaires) ; or les euromissiles ne venant plus à Woensdrecht, ces missions devront-elles être rétablies ?

(Enquête réalisée par nos correspondants à Bonn, Londres, Rome, Bruxelles et La Haye.)

Les bases FNI



Les sourires appuyés de Mme Thatcher

« Courageux », « audacieux », « sympathique »... Mme Thatcher n'avait pas de mots assez chaleureux pour saluer M. Gorbatchev qui, en route pour Washington, passait en coup de vent, lundi 7 décembre, sur la base militaire de Brize Norton. Ignorant les rigueurs du *temps glacial*, la « Dame de fer », airs penchés, sourires plus *que jamais appuyés*, ne quittait pas des yeux son visiteur. Elle le *couvait du regard*. Un traitement de grande faveur que l'on *pensait, jusque-là, réservé à son « très cher ami »* Ronald Reagan.

La diplomatie du « fast-food »

A croire que le premier ministre britannique est en train de nouer avec le « numéro un » soviétique des liens presqu'aussi spéciaux et privilégiés que ceux qui l'unissent – oh combien ! – au président américain. Qui aurait dit que celui qu'elle n'a *pas hésité à appeler le « vaillant champion du monde occidental » s'exposerait, dans le cœur de* Maggie, à la concurrence d'un leader du Kremlin ?

Mme Thatcher a tout fait pour donner de l'importance à ce qui n'était initialement qu'une escale technique. On a pris soin d'emmener Mme Raïssa Gorbatchev assister dans une école du voisinage à une *Christmas Party*. Et surtout, on a réussi, dans un un emploi du temps serré (cent vingt minutes), à caser un rapide déjeuner, dit pompeusement « de travail », au mess des officiers de la base.

Mais, inutile de railler davantage Mme Thatcher pour son emphase. Les brefs entretiens de Brize Norton tenaient lieu de consultation des dirigeants européens, par « Dame de fer » interposée. Aux regards des Super-Grands, qui décident en partie de son sort, l'Europe semble ne *mériter* que la diplomatie du *« fast food »*.

F. C.

AFGHANISTAN : divisions internes, échecs militaires

Le régime de Kaboul paraît plus fragile que jamais

Plaie béante évoquée de plus en plus crûment dans la presse soviétique, boulet diplomatique de plus en plus lourd à *traîner*, l'Afghanistan est devenu, en huit ans d'intervention militaire, un tel gouffre pour l'URSS que les dirigeants de Moscou semblent aujourd'hui n'avoir plus qu'un mot à la bouche : *« Partons. »* A Washington, M. Mikhaïl Gorbatchev va sans doute répéter au président Ronald Reagan que *« la décision politique d'un retrait est prise »*, et lui en demander la contrepartie : l'arrêt de l'aide américaine à la résistance afghane.

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Selon des sources diplomatiques à Moscou, Américains et Soviétiques ont notablement progressé sur ce sujet ces dernières semaines, et l'URSS espère qu'une *« amélioration d'ensemble des relations soviéto-américaines consécutive au sommet »* permettra un règlement de la question afghane. Mais la mise en œuvre d'une décision de retrait soviétique est-elle possible sans prendre des allures de déroute pour l'URSS ?

En une semaine passée à Kaboul, le groupe de journalistes étrangers invités depuis Moscou par les autorités afghanes pour témoigner des *« transformations démocratiques »*, a en fait assisté à une accumulation d'incidents révélateurs de l'état de totale confusion qui prévaut en Afghanistan. Dans Kaboul encerclée par un cordon de sécurité soviétique, le président Najibullah – dont le frère est passé à l'étranger – vantait la nouvelle Constitution au son des explosions de roquettes tirées depuis la montagne environnante par la guérilla. Le lendemain, un ancien chef de la résistance. M. Ismat Muslim, devenu général de l'armée afghane en échange de son ralliement, provoquait, en plein Kaboul, une bataille d'artillerie qui devait laisser, au bas mot, une vingtaine de combattants sur le tapis.

Près de la frontière pakistanaise, la ville de Khost, assiégée depuis un mois par les moudjahidins, se préparait elle aussi à la bataille, tandis que des colonnes de plusieurs centaines de blindés soviétiques convergeaient vers la région. Dans la capitale, passé 21 heures, les rues sont aux mains d'hommes en armes qui contrôlent jusqu'aux voitures dotées de plaques diplomatiques. Les journalistes étrangers ont eu tout le mal du monde à quitter individuellement leur hôtel sans une voiture d'escorte bourrée de gardes du corps, et il n'a pas été question de sortir de Kaboul au-delà d'un périmètre de 15 kilomètres. De l'aveu même du chef de l'Etat, les trois quarts du pays rural échappent au contrôle du gouvernement.

Sur le plan politique, le parti prosoviétique au pouvoir, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), est encore plus divisé qu'avant l'arrivée des Soviétiques, en décembre 1979. Le poulain du Kremlin, M. Najibullah, mis en place en mai 1986 en remplacement de M. Babrak Karmal, a lui-même dressé un accablant constat d'échec lors de la conférence nationale de son parti à la mi-octobre, si l'on en croit les textes de cette conférence qui viennent d'être publiés à Kaboul. A la vieille division entre les factions khalq et parcham, qui avait entraîné une scission du PDPA en 1967, s'est ajoutée une autre faction : celle des karmalistes, pudiquement désignés dans les discours officiels par l'expression *« opposants à la ligne du dix-huitième plénum du comité central »*. C'est précisément ce dix-huitième plénum qui décida du départ de M. Babrak Karmal.

« Le parti en morceaux »

« Notre parti n'a jamais connu le niveau d'unité nécessaire », a renchéri à la conférence un membre du bureau politique du PDPA, M. Saleh Mohammed Zeary. *« Faute d'unité, ce n'est pas seulement la défaite politique mais aussi la mort physique qui nous attendent. »* En dépit des purges des éléments « déviationnistes » du parti, *« l'activité des factions se poursuit, en particulier dans les cercles moyens et dirigeants du parti à Kaboul et dans les centres provinciaux »* – c'est-à-dire dans l'ensemble du parti, peu implanté dans les campagnes. Les efforts conjugués des divers groupes, a reconnu M. Zeary, *« ont mis le parti en morceaux »*.

Ces luttes intestines se traduisent, selon M. Najibullah, par le *« sabotage de la politique de réconciliation nationale »*, le *« refus obstiné de participer à la reconstruction du parti »* et par l'*« affaiblissement de l'autorité de la direction du parti »*. Plus grave encore, *« par la faute des ennemis de l'unité* [du PDPA], *la guerre fratricide se poursuit »*.

Autant dire que si l'objectif assigné par Moscou à M. Najibullah était de renforcer et d'unir le PDPA dans la perspective d'un retrait du corps *expéditionnaire soviétique* (estimé à cent quinze mille hommes par les Occidentaux), il a échoué. M. Karmal, issu de la grande bourgeoisie et trop marqué du côté parcham, ne faisait plus l'affaire. Mais M. Najibullah, en dépit de ses origines pachtounes qui devaient le rendre plus acceptable à la faction khalq (importante dans l'armée et la sécurité), n'a pas pu venir à bout des divisions du parti.

Visiblement, les Soviétiques n'ont pas d'homme de rechange à Kaboul. Il a donc été décidé de maintenir M. Najibullah, mais en lui donnant d'autres moyens : les pleins pouvoirs, avec le titre de président de la République créé par une nouvelle Constitution, où les références à l'islam abondent.

Le président Najibullah n'envisage pas moins de conserver son poste de secrétaire général du PDPA. Le contraire serait une *« marque d'ingratitude à l'égard de ceux qui ont placé leur confiance en moi »*, a-t-il déclaré à la presse. Selon lui, la situation actuelle exige une telle concentration des pouvoirs.

« Demain est fait du travail d'aujourd'hui », a ajouté M. Najibullah, laissant penser que le but de l'opération est bien de préparer l'après-retrait soviétique. Car, a-t-il reconnu pour la première fois, *« bien sûr nous sommes inquiets »* de ce qui peut se passer après le départ des troupes soviétiques. *« Et pas seulement nous, nos amis* [soviétiques] *aussi. »*.

Partir tout en restant

L'une des hypothèses prêtées aux Soviétiques comporterait d'ailleurs un plan d'évacuation des personnalités afghanes les plus marquées aux côtés de l'URSS. Mais, dans leurs contacts avec les pays intéressés à un retrait de l'armée rouge, les Soviétiques se sont également montrés soucieux d'éviter un afflux de réfugiés vers l'URSS.

Militairement, la situation n'est guère plus brillante. L'URSS a beau répéter que le contingent soviétique n'aura plus de raison d'être dès lors que cessera l'aide occidentale à la résistance, les cent vingt-sept mille hommes (chiffre officiel) des forces de l'ordre afghanes ne paraissent pas à même de défendre seuls la révolution. Les problèmes de la désertion et de la conscription sont ouvertement évoqués par les dirigeants.

Les Soviétiques auraient-ils fondé quelque espoir sur la politique de « réconciliation nationale » lancée par M. Najibullah en janvier ? L'épisode Ismat Muslim, au-delà de ses aspects folkloriques, a, là encore, illustré l'échec de cette politique : les quelques chefs rebelles ralliés au régime sont prêts à se retourner à tout moment.

Pour la plupart des interlocuteurs des Soviétiques, il est clair que l'URSS n'acceptera pas un pouvoir hostile à ses frontières, aussi fort que soit son désir de se désengager d'Afghanistan. Elle souhaite aussi éviter un régime fondamentaliste musulman, susceptible de contaminer les Républiques soviétiques d'Asie centrale. Comment partir tout en restant ? La question ne paraît pas encore avoir trouvé de réponse claire au sein de la direction soviétique.

Certes, l'URSS pourrait retirer ses troupes, tout en laissant ses « conseillers ». Un enfant de onze ans à qui l'on demandait la semaine dernière, dans un village proche de Kaboul, pourquoi il aimait les Soviétiques a répondu candidement en russe : *« Parce que ce sont eux qui décident. »* Selon les étrangers qui ont à traiter avec l'administration afghane, les fonctionnaires afghans en place sont généralement incompétents, et les Soviétiques sont implantés dans les moindres ministères. Il y a fort à parier que ni la résistance ni les Etats-Unis ne se satisfassent de cette situation. Washington, selon un diplomate occidental de haut rang à Moscou, ne veut pas d'une solution qui laisserait à Kaboul un gouvernement à la solde de l'URSS.

« Bien sûr, on peut avoir un accord à Genève au début de l'année prochaine sur un retrait soviétique en moins de douze mois, observe un diplomate à Kaboul. *Mais le faire appliquer sera une autre affaire. »* D'autant plus que les Américains ont beaucoup moins à perdre que les Soviétiques dans la poursuite du conflit afghan, tout au plus des millions de dollars dépensés en missiles sol-air Stinger livrés depuis 1986 aux moudjahidins, et qui ont changé le cours de la guerre au détriment de l'armée soviétique.

SYLVIE KAUFFMANN.

Les trésors de « Brejnev Market »

Les deux passagères les plus chargées de ce vol Kaboul-Moscou sont deux jeunes femmes soviétiques qui ont bien du mal à monter la passerelle, embarrassées par leur butin enfermé dans des cartons, apparemment de l'équipement stéréo de fabrication japonaise.

C'est probablement l'un des rares avantages de Kaboul pour les Soviétiques : on trouve tout au bazar de la capitale, toujours aussi florissant malgré huit ans de guerre. Pour les habitués des marchés maigrichons et des magasins vides d'URSS, les rues de Kaboul, en grande partie approvisionnées par la contrebande, renferment de véritables trésors, et à des prix défiant toute concurrence : tapis, bien sûr, vodka, produits cosmétiques, escarpins fabriqués en RFA, vêtements occidentaux, appareils électroménagers, cartouches de cigarettes américaines pour l'équivalent de 5 dollars, équipement vidéo japonais, posters de Rambo...

De l'autre côté de la mosquée, en traversant un semblant de rivière brunâtre, les minuscules ruelles de « Brejnev Market », ainsi baptisé par les Afghans, offrent tout ce que l'on peut rechercher comme pièces détachées de véhicules soviétiques, jusqu'à des altimètres d'hélicoptères militaires... Interrogé sur la provenance de ces pièces, le marchand préfère rester dans le vague : *« Ce sont des enfants qui les apportent. »* Selon l'un des vendeurs, qui tient boutique dans un conteneur, local commercial très répandu à Kaboul – *« C'est l'Etat qui nous les vend, comme nous n'avons rien à exporter, cela coûterait trop cher de devoir les renvoyer vides à l'étranger »*, – ce sont les Soviétiques qui proposent ces matériels à des marchands afghans contre des vêtements occidentaux qu'ils ne peuvent payer en argent liquide.

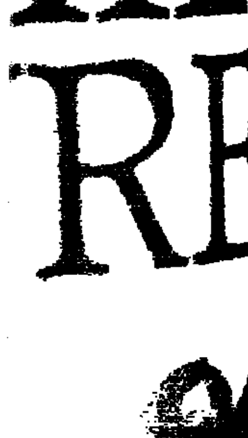
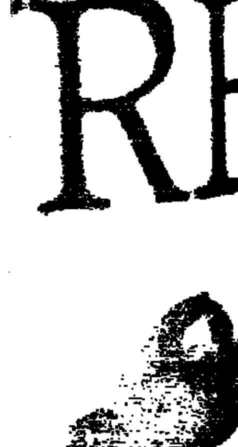
La contrebande se fait essentiellement par le Pakistan, mais il arrive aussi que la cargaison de camions venant officiellement en Afghanistan se retrouve sur des voies détournées. On raconte ainsi l'histoire d'un camion chargé de camemberts danois en boîte, destinés à l'approvisionnement de la communauté étrangère de Kaboul, qui fut attaqué en route. Quelques semaines plus tard, les camemberts faisaient leur apparition au bazar de Kaboul...

S. K.







Asie

CHINE

Un millier d'étudiants manifestent à Pékin pour protester contre le meurtre d'un de leurs camarades

Un millier d'étudiants ont manifesté lundi 7 décembre dans les rues de Pékin pour protester contre le meurtre d'un de leurs camarades par un *« liumang »*, un voyou. Samedi, un étudiant de dix-neuf ans, Zang Wei, avait été frappé à coups de couteau alors qu'il achetait de la nourriture dans une boutique.

Il avait été tout d'abord soigné dans la clinique rudimentaire de l'Institut du commerce extérieur avant d'être transféré, au bout de plusieurs heures, à l'hôpital sino-japonais voisin. Mais, se sont plaints certains de ses camarades, le personnel de cet hôpital a refusé de l'y admettre avant d'être payé à l'avance.

La police a annoncé lundi l'arrestation du meurtrier présumé et de son complice.

Des « dazibao » sur les murs de l'Institut

La protestation des étudiants de l'Institut du commerce extérieur est la première manifestation estudiantine depuis celles de décembre 1986 en faveur d'une démocratisation du régime. Mais, cette fois-ci, les protestataires demandaient avant tout la garantie de leurs *« droits de l'homme »* et de leur protection physique.

Ils ont placardé des *« dazibao »* (affiches en gros caractères, interdites par la loi) sur les murs de l'Institut et sont partis en cortège vers le ministère du commerce extérieur, dont ils dépendent, et qui est situé au centre de Pékin. Les policiers ont tenté de s'opposer à leur marche, et plusieurs accrochages ont eu lieu, au cours desquels au moins deux étudiants ont été blessés.

Le ministre, M. Zeng Tuobin, a reçu leurs représentants, qui se sont plaints de la *« médiocrité des médecins »*, de l'*« insuffisance de la sécurité »* et du désintérêt que manifestent à l'égard de leurs problèmes les responsables de leur Institut. Ils sont ensuite rentrés sur leur campus. – *(UPI, Reuter, AFP.)*

Proche-Orient

ISRAËL : réunis à Jérusalem

Les juifs de la Diaspora constatent l'anémie du sionisme

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Curieuse assemblée : réunie cette semaine à Jérusalem pour renouveler ses instances dirigeantes, l'Organisation sioniste mondiale (OSM) a dû constater que son idéologie originelle – sa raison d'être – n'était plus guère *« porteuse »*. En tant que doctrine visant à l'établissement du plus grand nombre de juifs en Israël, le sionisme souffre d'anémie.

C'est la seule vraie question qui se pose à l'OSM et à son nouveau président, M. Simha Dinitz, député travailliste et ancien ambassadeur à Washington. Ce trente et unième congrès de l'organisation a rassemblé quelque cinq cent trente délégués élus de la Diaspora (dont un tiers des Etats-Unis) et d'Israël. Couplée à l'Agence juive, l'OSM a pour mission d'inciter à l'*aliya* (« la montée » en Israël) et de faciliter l'insertion des nouveaux immigrants.

Or, depuis quelques années, les chiffres montrent des soldes migrateurs régulièrement négatifs. En 1986, 14 300 personnes ont émigré d'Israël, *9 500 ayant immigré. Les* estimations officielles pour l'année en cours prévoient de nouveau un « déficit » de quelque 2 000 à 3 000 personnes.

En octobre, dans une série consacrée à l'Israël de l'an 2000, le quotidien *Yedioth Aharonot* interrogeait des spécialistes sur la probabilité d'une nouvelle grande vague d'immigration dans les années à venir. La réponse était plus que nuancée. *Les principales* communautés juives de la Diaspora occidentale paraissent stabilisées. La seule source potentielle d'un nouveau flux migratoire important serait la communauté juive d'URSS (qui compte environ 2 millions de personnes). Que se passerait-il si les portes étaient vraiment ouvertes ? La question est à l'origine d'infinis débats en Israël. Mais, *mezza voce*, les sceptiques sont nombreux qui font valoir que, d'ores et déjà, seuls 20 % des juifs soviétiques autorisés à émigrer choisissent Israël...

Symbole des relations complexes unissant la Diaspora et Israël, l'OSM est devenue au fil des ans *une bureaucratie tournant* à vide avec, pour seul objet, la collecte de fonds à l'étranger sous la tutelle des plus importants contributeurs, les organisations juives américaines. Certains s'interrogent même sur l'utilité de son maintien.

*« Un mouvement sioniste qui n'incite plus à l'*aliya *est un mouvement en faillite »*, écrivait l'éditorialiste de *Yedioth Aharonot ;* et la bannière agressive brandie par quelques jeunes Israéliens à l'entrée de la salle du congrès ne disait pas autre chose en proclamant : *« Le sionisme, ce n'est pas la montée des dollars en terre d'Israël. »* On n'en est cependant pas encore à refuser lesdits dollars. L'OSM collecte en moyenne quelque 500 millions de dollars de dons privés par an (principalement aux Etats-Unis), qui servent parfois au financement d'implantations juives dans les territoires occupés. C'est sans doute une *des raisons pour lesquelles le Likoud* souhaite conserver le poste de trésorier de l'organisation.

ALAIN FRACHON.

EN BREF

● **ISRAËL : M. Shimon Pérès et la bande de Gaza.** – Le ministre israélien des affaires étrangères s'est déclaré favorable lundi 7 décembre à *une « démilitarisation »* de la bande de Gaza. *« Il faut démilitariser le territoire de Gaza et y geler les implantations »*, a dit M. Pérès devant la commission des affaires étrangères de la Knesset (Parlement). Les représentants des quelque 2 000 colons juifs de Gaza se sont dit *« stupéfaits »* à la suite de ces propos. – *(AFP.)*

● **Premier contact israélo-cubain.** – Des diplomates cubains et israéliens se sont rencontrés la semaine dernière à Mexico a-t-on indiqué lundi 7 décembre à Jérusalem. C'est le premier contact officiel entre les deux pays depuis la rupture des relations diplomatiques par La Havane en 1973 lors de la guerre du Kippour. Selon le journal israélien *Yediot Aharonoth*, Cuba souhaite renouer des liens économiques et commerciaux avec l'Etat hébreu. – *(Reuter.)*

● **LIBAN : un chef du Hezbollah tué.** – L'un des principaux dirigeants de la *« résistance islamique »*, organisation para-militaire du Hezbollah, M. Faraj Ballouk, a été tué dans une attaque samedi dernier contre la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS), a-t-on appris, lundi 7 décembre, à Ballbeeck.

M. Ballouk, responsable des opérations, et son *adjoint*, surnommé As-Saalouk, figurent parmi les trois combattants tués lors de l'attaque *« à l'iranienne »* contre la position de l'ALS à Toumat Niha, proche de Jezzine (73 km au sud de Beyrouth). Les corps des deux victimes ont été abandonnés sur place. – *(AFP.)*

● **LAOS : première visite d'un *membre du gouvernement français* depuis 1975.** – M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, effectue, à partir de mardi 8 décembre, une visite officielle de trois jours au Laos, la première d'un membre du gouvernement français dans ce pays depuis la proclamation en 1975 de la République démocratique et populaire (communiste). Il doit s'y entretenir avec les plus hautes autorités de l'Etat et *« redonner un nouveau départ aux relations bilatérales, tant sur le plan politique que dans le domaine de la coopération culturelle, scientifique et technique »*, précise-t-on au Quai d'Orsay. Auparavant, M. Bariani avait représenté la France aux cérémonies marquant, à Bangkok, le soixantième anniversaire du roi Bhumibol de Thaïlande. – *(AFP.)*

ÉGYPTE

Les islamistes à la conquête des syndicats

LE CAIRE
de notre correspondant

Le courant islamiste égyptien vient de prouver une fois de plus que son influence progresse. Il a, en effet, remporté la semaine dernière la majorité des sièges à *pourvoir au cours des élections* du Syndicat des ingénieurs et de l'Union des étudiants.

Au Syndicat des ingénieurs, une des plus importantes formations professionnelles du pays, les islamistes ont remporté près *de 80 % des sièges. Ils ont main*tenant la haute main sur les branches du syndicat dans sept provinces de haute et de basse Egypte, sans compter les diverses sections : génie civil, architecture, mécanique, électricité, etc.

Toutefois, ils n'ont pas réussi à obtenir le poste de président *du syndicat qui a été remporté* par le milliardaire et ancien ministre Osman Ahmad Osman. Mais la perte n'est pas énorme car M. Osman, quoique modéré, n'a *jamais caché ses sympathies* pour la confrérie des Frères musulmans.

Au terme de ces élections, les islamistes contrôlent pratiquement les plus importants syndicats de professions libérales : *ingénieurs, médecins et avocats.* Même s'ils ne dirigent pas ces syndicats, ils y sont maintenant assez puissants pour obliger les présidents de ces syndicats à y *penser deux fois avant d'adopter* une décision qui pourrait leur porter ombrage.

Si la victoire du courant islamiste au Syndicat des ingénieurs est une première qui témoigne de *l'infiltration progressive des* divers rouages de la société, celle remportée lors des élections de l'Union des étudiants ne fait que confirmer un état de fait : les campus *sont entre leurs mains.*

Que ce soit à l'université du Caire, d'Ain Chams, de Hélouan où de Zagazig dans le delta, les islamistes ont gagné haut la main. Ils ont par exemple remporté tous les sièges dans les *facultés de médecine*, d'ingénierie, de sciences et d'agronomie de l'université du Caire. En sciences politiques, faculté qui était un fief de la gauche, 50 % des sièges leur ont échu. Le scénario fut pratiquement le même dans les autres universités égyptiennes. *Seules quelques facultés* non scientifiques comme les lettres ou le droit leur échappent encore.

Cette nouvelle victoire des islamistes sur le campus rendra plus difficile l'application des décrets interdisants le port du *nequab* (vêtement couvrant le corps de la tête aux pieds et ne laissant apparaître que les yeux) ou de la djellaba islamiste. Divers incidents ont déjà eu lieu depuis la rentrée universitaire en octobre dans les universités du Caire et d'Assiout en haute Egypte. La garde universitaire, un corps de vigiles dépendant du doyen, a dû faire marche arrière à plusieurs reprises devant des groupes d'islamistes visiblement prêt à faire rentrer même par la force des étudiantes portant le *nequab.*

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Europe

BELGIQUE : la campagne pour les élections législatives du 13 décembre

Les débats économiques et la révision de la Constitution ne passionnent pas l'opinion

Des élections législatives anticipées se dérouleront le dimanche 15 décembre en Belgique. Le gouvernement de centre-droit de M. Wilfried Martens avait démissionné le 19 octobre dernier.

BRUXELLES
de notre correspondant

Tous les Belges sont pour une fois d'accord : la campagne électorale en vue des élections générales du 13 décembre a rarement atteint un tel niveau... d'inexistence. Et ce n'est pas peu dire dans un pays où les nombreux scrutins se déroulent le plus souvent dans la plus parfaite indifférence. Seuls les affiches et des débats à la télévision pourraient signaler à l'étranger de passage que des élections auront lieu dans le pays dans moins d'une semaine. Les « affaires » françaises, la chute du dollar, les otages du Liban, occupent ici davantage les conversations que les problèmes des Fourons, la poursuite de la politique d'austérité ou encore le profil de la future coalition. L'immense majorité des Belges, toutefois, iront aux urnes par habitude, mais aussi par nécessité : le vote en Belgique est obligatoire.

« Sur le papier », pourtant, les enjeux du scrutin du 13 décembre sont loin d'être négligeables. Il s'agit d'abord de savoir si la politique économique menée depuis maintenant plusieurs années par la coalition libérale-social chrétienne de M. Wilfried Martens sera ou non poursuivie. L'austérité drastique mise en œuvre a certes permis quelques succès, notamment la diminution d'un déficit budgétaire impressionnant et une certaine restauration de la compétitivité des entreprises. Mais elle a aussi fortement pesé sur le pouvoir d'achat, notamment des plus défavorisés. Au sein de la coalition sortante, des voix s'étaient d'ailleurs déjà élevées, en particulier à l'aile gauche des sociaux-chrétiens, pour demander un assouplissement de cette politique.

Deuxième enjeu : une révision de la Constitution, qui pourrait permettre un fonctionnement plus harmonieux des relations entre les différentes communautés du pays. Principaux points en suspens : la « fédéralisation » de l'enseignement qui dépend encore en grande partie du pouvoir central; le statut de Bruxelles (pour le moment, francophones et Flamands ne s'entendent pas sur la manière dont la capitale doit être gérée), sans oublier bien entendu le règlement de l'épineux dossier fouronais, ces communes rattachées à la Flandre en 1962 et dont la majorité francophone de la population souhaite le retour dans la province de Liège. *C'est d'ailleurs sur ce dossier incarné par la figure de M. José Happart, le maire de la commune, qui refuse de prouver ses connaissances en néerlandais*, que le gouvernement de M. Martens avait chuté au mois d'octobre.

Un Wallon ne peut pas voter pour un Flamand

Enjeux importants, fondamentaux même, mais qui paraissent tellement inextricables qu'il faudra bien longtemps, sans doute plus qu'une législature, pour les régler. Pour le moment donc, la principale question est davantage de savoir ce qui se passera après les élections que ce qui sortira des urnes le 13 décembre.

A moins d'une surprise improbable, le paysage politique restera, en effet, sensiblement le même. Seuls quelques sièges pourraient « basculer ». On s'attend, par exemple, à un léger recul des sociaux-chrétiens flamands (CVP), le tout-puissant parti de M. Wilfried Martens. En revanche, le Parti socialiste, qui trouve maintenant un peu longue sa cure d'opposition, pourrait voir sa domination sur la Wallonie renforcée. Quant aux libéraux, tant francophones que flamands, qui ont été les principaux inspirateurs de la politique économique et qui préconisent une réforme fiscale d'importance, il sera important de savoir s'ils feront ou non les frais de leur relative modération dans la querelle linguistique.

Pour le moment, le débat entre les communautés n'a pas vraiment lieu puisque les élections sont régionalisées. Un Wallon, par exemple, ne peut voter pour un Flamand, sauf s'il habite dans le nord du pays. Ce qui conduit les partis à pratiquer une certaine surenchère dans leurs communautés respectives, en sachant très bien que, une fois les élections passées, tout le monde se retrouvera autour de la table pour une négociation. Une formule qui dure en fait depuis la création de l'Etat belge.

Les discussions pourraient cette fois durer longtemps, avant d'aboutir à une solution gouvernementale acceptable. Sauf si – ce fut le cas lors des dernières élections d'octobre 1985 – la majorité actuelle recevait un nouveau quitus. Mais cette issue paraît peu probable. Il faudra à l'« informateur » puis au « formateur » désignés par le roi Baudouin beaucoup de talent pour dégager une nouvelle majorité.

« Notre cohabitation, ironisait un homme politique bruxellois, *ne consiste pas seulement à faire gouverner ensemble des personnalités de sensibilités idéologiques différentes, mais aussi de culture et de langage différents. Alors vous comprendrez pourquoi ce n'est pas simple. Mais comme toujours nous y arriverons. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON.

ITALIE

Comment se passer de pots-de-vin en politique et dans les affaires...

ROME
de notre correspondant

Le pot-de-vin refait une entrée en force dans la chronique judiciaire italienne après un temps de morte saison. La presse est remplie ces jours-ci d'affaires de corruption. La démocratie chrétienne, qui depuis quelques années s'était laissé ravir la vedette en ce domaine au profit du Parti socialiste, est revenue au premier plan avec la récente arrestation pour concussion du responsable des travaux publics pour la Campanie, M. Armando De Rosa. *Des carabiniers avaient observé cette figure de premier plan dans la vie politique de la région de Naples recevant une enveloppe contenant 100 millions de lires* (environ 500 000 F). Le versement était effectué par un représentant d'une entreprise de construction de Padoue, la Vittadello, qui entendait apparemment obtenir par ce biais une adjudication concernant des travaux hydrauliques dans la province de Salerne.

L'actuel secrétaire général du Parti social-démocrate (PSDI), M. Franco Nicolazzi, ancien ministre, est, lui, soupçonné d'avoir favorisé des entrepreneurs amis lors d'appels d'offres en vue de la construction de prisons. Un autre ex-ministre, socialiste celui-là, M. Claudio Signorile, naguère responsable des transports, est aussi dans le collimateur. Un de ses proches collaborateurs, M. Rocco Trane, avait été arrêté peu de jours avant les législatives de juin pour une affaire de « commission » reçue à l'occasion de l'agrandissement de plusieurs aéroports nationaux, à Catane, ville-phare du pouvoir démocrate-chrétien. Il n'est quasiment pas une administration où la justice ne découvre ces temps-ci une grave irrégularité.

La corruption a son marché noir

Mais le plus gros scandale actuel concerne les fonds noirs de l'IRI. C'est une énorme affaire de comptabilité parallèle portant sur 200 milliards de lires (un milliard de francs). Elle met en cause l'état-major du grand holding public à l'époque de la gestion de M. Giuseppe Petrilli (1960-1978), ancien commissaire aux affaires sociales à Bruxelles et sénateur démocrate-chrétien de 1978 à 1987. La pratique fautive avait démarré en 1964. Elle n'a cependant été découverte que vingt ans plus tard...

Un professeur de sciences politiques, M. Franco Cazzola, a récemment publié les résultats d'une enquête effectuée sur la base d'articles et de documents émanant des tribunaux : *33 000 milliards de lires* (plus de *150 milliards de francs*) *ont été soustraits* des *caisses* publiques de 1976 à 1985 par des hommes politiques ou des administrateurs indélicats. Cette évaluation ne tient compte bien sûr que de ce qui est parvenu à la connaissance de la justice : la corruption a aussi son *sommerso*, son « marché noir », inchiffrable par définition. De ce document il ressort que la DC demeure le parti où l'on s'adonne le plus à la pratique de la *tengente* (58 % des cas), loin devant le PS (33 %). Ce dernier reprend la tête, en revanche, si l'on rapporte les sommes reçues au nombre de votants, c'est-à-dire d'élus. *Conformément à sa réputation de* « parti honnête », le PC, quoique seconde force du pays, n'est pratiquement pas dans la compétition (3 %). Le président du très respecté Observatoire des sciences sociales (CENSIS), M. Gino Martinolli, estime, pour sa part, à 15 000 milliards de lires le « chiffre d'affaires de la corruption ».

Une caractéristique à peu près constante du « corrompu » est qu'il n'agit pas pour son enrichissement personnel ni pour... son parti. Le bénéficiaire ordinaire des sommes mal acquises est le « courant » auquel il appartient au sein de sa propre formation. Les sommes provenant du mécanisme du financement public des partis sont en effet distribuées de façon à la fois assez « ouverte » et équitable. D'autres apports « extérieurs » sont donc nécessaires pour aboutir à la remise en cause des équilibres internes. Le jeu des courants est lui-même favorisé aux élections par le système dit des « préférences », qui permet au citoyen d'indiquer d'une croix son favori sur son bulletin.

L'attitude des partis face à ce phénomène est variable. En principe, le coupable est aussitôt suspendu, en partant de l'hypothèse que le parti n'est pas responsable des agissements de chacun de ses membres. Le PS, plus souvent que d'autres, entreprend parfois une défense en règle de ceux des siens qui sont accusés, en mettant en cause les magistrats « malades de protagonisme » (c'est-à-dire avides de publicité) et les journalistes, accusés de donner un écho excessif à ces affaires.

Il faut reconnaître que beaucoup d'entre elles se « dégonflent » au long des interminables procédures. Lors du dernier congrès de son parti à Rimini, au début de cette année, M. Bettino Craxi s'était, à la tribune, livré à une étrange défense de ses amis. Selon un calcul effectué par ses conseillers, le secrétaire du PS était en mesure d'affirmer que le pourcentage des *citations* en justice à l'encontre des élus de sa *formation* par rapport au total des procédures engagées ne dépassait pas celui des postes qu'ils occupaient. Implicitement, dès lors, les choses étaient en règle...

JEAN-PIERRE CLERC.

ROUMANIE : la pénurie alimentaire

L'organisation d'une aide humanitaire internationale se heurte à de nombreux obstacles

VIENNE
de notre correspondante

Après les émeutes de Brasov, les appels à la solidarité avec la population roumaine se multiplient en Europe de l'Ouest et en Hongrie. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. H.D. Genscher, vient d'être interpellé à ce propos par l'Association des Sudètes, qui lui a demandé d'obtenir du président Ceausescu qu'il accepte le lancement d'une action analogue à celle organisée en faveur de la Pologne en 1980. L'organisation d'une telle action se heurte au refus des autorités roumaines de reconnaître la pénurie qui sévit dans leur pays, sans parler des *« prélèvements »* opérés par la douane roumaine.

Les gouvernements autrichien et ouest-allemand avaient déjà dû intervenir l'année dernière pour permettre une opération colis de Noël. Les colis étaient retenus par la douane roumaine, qui demandait aux destinataires de payer en devises des droits de douane outranciers. Les autorités roumaines avaient fini par accepter... qu'ils soient payés par les expéditeurs.

Pour satisfaire la convoitise des douaniers roumains, les organisations qui se sont chargées de ces envois en Autriche, en RFA et en Suisse ont conseillé à leurs clients d'envoyer toujours deux colis à la fois, un grand et un plus petit destiné *a priori* à disparaître dans les poches des douaniers. Les voyageurs hongrois qui passent la frontière roumaine en voiture ont l'expérience des « petits cadeaux » – bananes, café, thé ou cigarettes – qui racourcissent miraculeusement l'inspection minutieuse des coffres de leurs voitures.

Une action de solidarité a eu lieu à Budapest où des tracts sont apparus demandant aux Hongrois de faire parvenir à leurs parents et amis en Roumanie un *« appel »* pour qu'ils protestent contre le régime Ceausescu. La minorité hongroise (environ deux millions de personnes, dont la majorité en Transylvanie) se plaint depuis des années d'une politique d'assimilation forcée. Cette question a été à plusieurs reprises évoquée au plus haut niveau entre Budapest et Bucarest et continue à envenimer les relations entres les deux pays frères.

Plusieurs milliers de Roumains de souche hongroise se sont établis ces dernières années en Hongrie. Des parlementaires hongrois ont évoqué tout récemment devant la commission des affaires étrangères la possibilité d'accorder aux Roumains venant de Hongrie et qui désirent y rester l'assistance nécessaire.

Un jour après la première allusion indirecte aux manifestations de Brasov dans la presse roumaine, les médias hongrois les ont évoquées de leur côté. Contrairement aux usages, l'organe du parti a largement cité les agences occidentales et les récits de voyageurs occidentaux témoins des scènes de violence.

WALTRAUD BARILY.

● **TURQUIE : *Michel Caraminot condamné par contumace.*** – Le guide de tourisme français, Michel Caraminot, a été condamné par contumace, lundi 7 décembre, par la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), à cinq ans de prison pour atteintes aux *« sentiments nationaux turcs »*. Dénoncé par un accompagnateur turc, il avait été accusé de faire de la propagande pro-arménienne ou pro-kurde auprès des touristes français auxquels il servait de guide pour le compte de l'agence de voyage Clio. Après avoir passé cinq mois en détention, M. Caraminot avait été remis en liberté provisoire le 5 octobre dernier et avait regagné discrètement la France. – *(AFP.)*

Une bonne architecture système doit être un pont ouvert à la communication.

La communication est pour les hommes une passion et, pour les entreprises, un besoin vital. Aussi est-il surprenant qu'il se trouve encore dans le monde informatique aujourd'hui certains constructeurs qui limitent les facilités de la communication, parce qu'il n'est pas de leur intérêt de faire bénéficier leurs clients de toutes les possibilités d'échange d'information.

La différence Olivetti.

Olivetti fait exactement le contraire. Son architecture système *permet aux systèmes fermés de s'ouvrir. C'est un pont* qui, en reliant les technologies distinctes de différents constructeurs, facilite la communication et s'adapte immédiatement aux *nouvelles technologies* qui apparaissent sur le marché.

Choisir l'architecture système Olivetti, c'est donc choisir la liberté. L'offre système Olivetti est fondée sur les principes de connexion et de conformité aux standards. Sa capacité à relier les environnements des différents constructeurs facilite l'échange et l'intégration de l'information, pour un nombre infini d'applications et à tous les niveaux. Sa conformité aux standards et aux normes du marché permet au système d'évoluer et de s'étendre au rythme de chaque entreprise.

En définitive, l'Open System Architecture (Architecture *Système Ouverte) favorise non seulement la coexistence des* systèmes, mais également leur intégration totale.

La solution Olivetti.

L'architecture système Olivetti est construite selon les normes internationales des réseaux informatiques : les produits réseau Olinet répondent aux normes ISO/OSI, tant pour une intégration en réseau local, qu'à travers les réseaux publics. Ces systèmes intègrent, bien entendu, l'environnement MS-DOS et les bases de données de l'entreprise, où qu'elles soient.

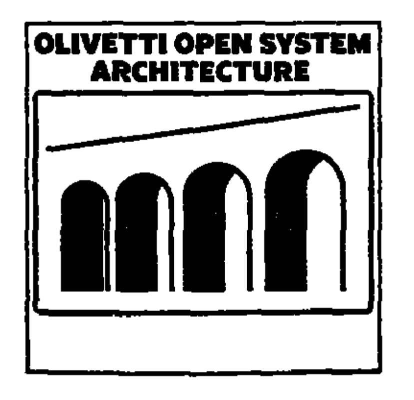
Olivetti propose en outre une gamme complète de protocoles *assurant une totale connexion aux environnements des* principaux constructeurs, ainsi qu'une ligne nouvelle totalement intégrée de mini ordinateurs LSX 3000, pouvant relier de *deux à deux cents utilisateurs.*

La gamme LSX 3000 repose sur un système d'exploitation basé sur les standards UNIX System V et X/OPEN. Une multitude de logiciels d'application est là pour répondre à vos besoins les plus complexes.

Si vous voulez savoir comment construire ce pont qui relie les hommes et les différents départements de l'entreprise, adressez votre carte de visite à Olivetti-Logabax - Direction de la Communication - 91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

Le Groupe Olivetti-Logabax en France.

- Un chiffre d'affaires de plus de 2,5 milliards de francs.
- 2.000 collaborateurs directs dont plus de 1.000 spécialistes de support et de maintenance.
- 500 points de vente et d'assistance répartis sur tout le territoire dont plus de 250 spécialisés en informatique et en applications.
- Plus de 200.000 heures de formation annuelles.
- Une base installée de plus de 100.000 micro-ordinateurs, 8.000 mini-ordinateurs et 100.000 périphériques.



olivetti-logabax

UNIX est une marque déposée de AT & T Bell Laboratories.
MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Inc.



هكذا من الاصل

Afrique

Menace de famine en Érythrée et au Tigré

« Routes de survie » en Éthiopie

(Suite de la première page.)

La Commission d'aide et de réhabilitation (RRC), qui avait acquis un certain savoir-faire lors de la précédente famine, apparaît aujourd'hui être en partie dessaisie de ce dossier au profit des instances supérieures du parti et du gouvernement. Si cette commission a déjà publié de grossières estimations sur le nombre de personnes affectées par la sécheresse dans les différentes régions (5,2 millions), elle n'a pas encore mis sur pied un véritable plan de bataille en distribuant les rôles entre les différentes organisations humanitaires. « *Il n'y a pas de travail de réflexion en commun, se plaignent celles-ci.* »

Il est vrai que depuis la mise en place des nouvelles institutions éthiopiennes les décisions semblent plus longues à prendre. Il est vrai aussi que les autorités d'Addis-Abeba veulent garder le contrôle des opérations et rechignent à se faire forcer la main par les organisations humanitaires qu'elles tiennent un peu en suspicion. D'où cette lenteur calculée à déclarer l'état d'urgence. Lors de sa récente visite à Paris, le vice-président de la République n'a évoqué la famine qu'en réponse à une question d'un journaliste...



Les camps de la faim

La guerre, les lenteurs administratives, les blocages politiques donnent à penser qu'en définitive il ne sera pas possible d'éviter la création de « *camps de la famine* » dans les semaines à venir en Erythrée et au Tigré : on en avait compté cinquante-deux en 1984-1985. Déjà des paysans commencent à quitter leurs villages après s'être débarrassés de leur maigre avoir, et s'en vont au devant de la nourriture qui leur fait défaut puisque celle-ci ne leur parvient pas à domicile.

Et pourtant, les donateurs ont répondu à temps aux appels qui leur ont été lancés : début décembre, le quart des besoins alimentaires (272 000 tonnes) était déjà en cours. « *On peut tenir jusqu'en mai* », affirme M. Michaël Priestley, le coordinateur des Nations unies pour les opérations d'urgence. Hélas ! l'intendance ne suit pas...

L'Ethiopie est-elle condamnée à subir des famines de plus en plus rapprochées dans le temps ? La sécheresse a bon dos, car elle masque les causes de ce déficit alimentaire inhérent à la politique agricole suivie par les autorités locales.

Sur le million de tonnes de nourriture dont l'Ethiopie a besoin, 400 000 tonnes représentent un manque à gagner qui n'est pas imputable aux conditions climatiques mais aux structures en place. Si celles-ci ne sont pas rapidement modifiées, les experts estiment que, indépendamment des caprices de la météo, le « déficit structurel » pourrait atteindre... 2 millions de tonnes en 1990.

Or le gouvernement éthiopien n'a pas renoncé aux objectifs de son plan décennal de développement, qui prévoit de regrouper la moitié de la population rurale en 1990 dans des coopératives de production ou des fermes d'Etat. D'autre part, il continue sur une base plus ou moins volontaire à « *villagiser* » et à « *refouler* » des paysans du Nord vers les régions fertiles du Sud-Ouest. En septembre dernier, le colonel Mengistu Haïlé Mariam, le chef de l'État, a même affirmé que, si l'agriculture était dans une si mauvaise passe, c'est parce qu'elle n'était pas suffisamment socialisée !

Déclin agricole

Cependant les résultats sont là : depuis 1979-1980, la production agricole a stagné et compte tenu de la croissance démographique (plus de 2,9 % par an), la ration alimentaire par tête d'habitant a diminué de 2 % au cours des dix dernières années. Une région riche comme l'Arsi, qui produit des surplus, est en déclin, comme le révèle une étude de l'Agence suédoise de développement.

Les petits propriétaires privés, qui représentent 80 % de la population rurale, travaillent 94 % des terres cultivées et fournissent la moitié de la production agricole. Or les fermes d'Etat ont reçu, à elles seules, au cours des cinq dernières années, 43 % de l'ensemble des crédits consacrés à l'agriculture.

La Communauté économique européenne (CEE), dans le cadre de Lomé III, et la Banque mondiale, qui ont dans leurs cartons des projets de développement rural, poussent, plus ou moins fort, le gouvernement éthiopien à libéraliser sa politique agricole. Mais il y a gros à parier que celui-ci refusera de modifier par des réformes en profondeur sa ligne de conduite idéologique.

Déjà la Suède a décidé d'abandonner en 1988 son projet de développement rural de l'Arsi. La Banque mondiale se donne quelques délais pour se retirer d'Ethiopie si le gouvernement s'entête dans sa politique agricole. Quant à la CEE, qui compte un peu naïvement pouvoir convertir les autorités locales à de meilleurs sentiments, si elle n'y réussit pas, elle utilisera ses crédits, faute de mieux, à construire des routes dans le Shoa...

L'autosuffisance alimentaire, les autorités d'Addis-Abeba l'avaient annoncée pour... 1990. A cause de cette nouvelle sécheresse, elles en ont reculé l'échéance à une date non précisée. Même si le pays s'engage sur la voie d'une politique agricole plus pragmatique, il faudrait, disent les experts, entre cinq et dix ans avant que ces réformes fassent sentir leurs premiers effets bénéfiques. Il est à craindre que – bonne ou mauvaise météo – l'Ethiopie ne soit pas au bout de ses épreuves et que la communauté internationale soit longtemps encore appelée à demeurer à son chevet.

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

Mali

Neuf condamnés à mort pour corruption

Neuf personnes ont été condamnées à mort, samedi 5 décembre, par la Cour de sûreté de l'Etat du Mali, au terme d'une session de trois semaines consacrée à l'examen d'affaires de détournements de fonds publics. Les magistrats ont également prononcé deux condamnations à la prison à perpétuité et plusieurs dizaines de condamnations à des peines de travaux forcés et d'emprisonnement de durée variable, au cours de l'examen de quarante-sept affaires.

Ces peines s'inscrivent dans le cadre de la politique de « *moralisation de la vie publique* », devenue depuis le début de l'année le cheval de bataille du président Moussa Traoré.

Les sommes détournées dans le cadre des quarante-sept affaires jugées totalisaient la somme de 660 millions de francs CFA (13 millions de francs français). La loi prévoit la peine de mort pour tout détournement de plus de 10 millions de francs CFA (200 000 francs français). – *(Reuter.)*

Yougoslavie

La Ligue des communistes s'oppose à une libéralisation de l'économie

Le plénum du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie qui s'est ouvert le lundi 7 décembre à Belgrade est essentiellement consacré aux difficultés économiques chroniques du pays. Officiellement, l'inflation tourne à un rythme annuel de 160 %, mais elle est probablement plus élevée, et le service de la dette extérieure (quelque 20 milliards de dollars) représente 40 % des revenus en devises.

Le premier ministre, M. Branko Mikulic, avait lancé au mois de novembre un nouveau plan de stabilisation impliquant le contrôle des prix et des salaires ainsi qu'une dévaluation de 24,8 % du dinar. Ces mesures ont été vivement critiquées, la semaine dernière, par un groupe d'économistes et de responsables politiques réunis à Opatija. L'un d'entre eux, M. Marjan Korosic, a estimé que l'inflation pourrait être mieux combattue par la mise en place d'une « *économie libre* » et la suppression du système d'autogestion. Il a également préconisé la formation d'un « *gouvernement fédéral d'urgence* » chargé de résoudre les problèmes économiques, l'introduction du pluralisme politique, l'abandon du non-alignement et un rapprochement avec les pays occidentaux.

Au cours de la première journée du plénum, plusieurs intervenants ont dénoncé « *ces tentatives de restauration du système capitaliste en Yougoslavie* » et appelé le comité central à soutenir « *massivement* » la politique menée actuellement par le gouvernement. Les tensions ethniques au Kosovo et un projet de conférence extraordinaire du parti en 1988 doivent également être discutés par les 165 membres du comité central. – *(UPI, Reuter.)*

Amériques

HAITI

La grève générale n'a été que partiellement suivie

La grève générale contre le Conseil national de gouvernement (CNG), déclenchée le lundi 7 septembre par les principaux partis et plusieurs syndicats haïtiens, n'a pas connu un grand succès. Les activités économiques n'ont été que partiellement touchées par le mouvement. La plupart des magasins avaient fermé leurs portes, mais de très nombreux marchands ambulants étaient présents dans les rues de la capitale où les taxis collectifs fonctionnaient presque normalement. Dans le reste du pays, les activités n'ont pas été perturbées, à l'exception de Gonaïves, à 200 kilomètres au nord de la capitale, où la grève a paralysé une partie de la ville.

Le Syndicat des chauffeurs de transports publics de Port-au-Prince a déjà décidé de lever son mot d'ordre. Lundi, la police avait publié un communiqué annonçant qu'elle garantirait la sécurité pour permettre aux habitants de vaquer normalement à leurs occupations, et des camions militaires sillonnaient les rues. Selon la plupart des observateurs, les nombreuses journées d'inactivité forcée en raison des événements de ces dernières semaines, et la proximité des fêtes de fin d'année expliquent le peu d'empressement de la population à perdre encore des journées de travail.

Le gouvernement n'a, pour l'instant, fait aucun commentaire sur le relatif échec de cette grève. A Washington, devant l'Organisation des Etats américains (OEA), le ministre des affaires étrangères haïtien, Herard Abraham, a simplement réaffirmé que « *la bataille de la démocratie sera gagnée* ». Le ministre a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion spéciale de l'OEA sur Haïti. Les ministres des affaires étrangères des trente et un pays membres ont, pour leur part, adopté un communiqué « *déplorant les actes de violences* » et « *en particulier les pertes en vies humaines* » le jour des élections. Dans un texte en cinq points, l'OEA estime également nécessaire de remettre en route le processus démocratique et « *presse le CNG d'adopter toutes les mesures permettant au peuple d'Haïti de s'exprimer à travers des élections libres, sans pressions ou ingérence d'aucune sorte* ». – *(AFP, Reuter.)*

ÉTATS-UNIS

Un avion de ligne s'écrase en Californie : 44 morts

Un quadrimoteur BA 146 de la compagnie Southwest Pacific assurant la liaison Los Angeles-San Francisco s'est écrasé lundi 7 décembre en Californie à 300 kilomètres de sa destination. Les trente-neuf passagers et les cinq membres d'équipage ont tous été tués. Une porte-parole du conseil national de la sécurité des transports, Mme Drucella Andersen, a indiqué que peu avant la chute l'équipage de l'appareil « *a annoncé que des coups de feu avaient été tirés à l'arrière de l'appareil* ». Le FBI a annoncé l'ouverture d'une enquête. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

● **BOLIVIE : Recul du parti au pouvoir aux élections municipales.** – Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, centre gauche) a essuyé un échec, dimanche 6 décembre, en Bolivie, lors des élections municipales. Huit des neufs capitales provinciales ont été remportées par l'opposition, la gauche du Mouvement international révolutionnaire (MIR) et les conservateurs de l'Action démocratique nationaliste (ADN) détenant chacun quatre villes. Le parti au pouvoir semble avoir payé le prix des mesures d'austérité imposées par le président Victor Paz Estenssoro. – *(Reuter.)*

● **BRÉSIL : vingt et un réfugiés chiliens occupent les bureaux de l'ONU.** – Vingt et un réfugiés chiliens ont occupé lundi 7 décembre les locaux de l'ONU à Rio-de-Janeiro, où ils ont pris un photographe de presse en otage. Ils demandent à être envoyés dans un autre pays estimant « *ne pas se sentir en sécurité au Brésil* ». Le photographe, Jorge Peter, a précisé que les réfugiés, arrivés au cours des derniers huit mois craignaient de devenir la cible de membres de la sécurité secrète chilienne qui se trouveraient actuellement au Brésil. – *(AFP, Reuter.)*

● **PÉROU : 15 morts et 100 disparus dans des glissements de terrain.** – Une quinzaine de personnes sont mortes et une centaine d'autres ont disparu à la suite d'inondations et de glissements de terrain survenus vendredi 4 décembre dans les contreforts des Andes, à 400 kilomètres au nord-est de Lima. Selon la défense civile péruvienne, un pont aérien devait être organisé à partir de lundi entre la capitale et la localité de San-Ramon pour apporter vivres, médicaments et secours. – *(AFP, Reuter.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le voyage de M. Jacques Chirac dans le Nord-Pas-de-Calais

Le glissement progressif d'un premier ministre devenu candidat

LILLE
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac, le TGV : on en rougit, c'est un cliché, n'en parlons plus. M. Pierre Mauroy, *lui*, est fâché avec les pendules, c'est un fait. Lorsqu'il était à l'hôtel Matignon, le maire de Lille avait un aide de camp qui entrebaillait la porte et passait la tête pour lui signifier que l'heure de prendre congé de son visiteur approchait, puis qu'elle était arrivée ; souvent qu'elle était passée.

M. Mauroy, retenant son hôte dans son bureau de l'hôtel de ville lundi matin 7 décembre, c'est un collaborateur du maire de Paris qui a joué à l'horloge *en montrant*, par la porte entrouverte, un visage de plus en plus inquiet à M. Chirac, lequel n'en pouvait mais. L'ancien premier ministre a fait à son successeur, en gage de bienvenue à Lille et dans le Nord, deux cadeaux en principe *incompatibles, qui se* sont révélés pourtant aussi indissociables qu'accrochés à M. Chirac pour le reste de la journée : le TGV (Nord) et un retard d'une heure.

Confondu par la courtoisie – certes républicaine mais inépuisable et manifestement sous-estimée par ses collaborateurs – avec laquelle M. Mauroy l'a accueilli (*le Monde* du 8 décembre), M. Chirac *n'y pouvait lui-même* manquer. Il ne restait aux étapes suivantes qu'à formuler des excuses pour son retard en rendant hommage à l'hospitalité du maire de Lille. Pour l'hommage, à la fin de l'après-midi à Douai, le premier ministre avait changé d'avis : il se bornait aux excuses.

Ouvert par M. Mauroy, le dossier du TGV n'a pas quitté M. Chirac, qui l'a retrouvé d'abord à la Chambre régionale de commerce et d'industrie, ensuite en cours de *séance de travail avec les élus de la* Communauté urbaine de Lille, puis avec ceux du Hainaut-Cambrésis. Enfin à Douai, mais là le maire, M. Jacques Vernier (RPR), s'est seulement félicité que sa ville doive être reliée à Paris en une heure et cinquante minutes par le fameux train. Le TGV a fait au moins un élu heureux !

A *Lille* c'est une autre chanson : qui va payer le surcoût entraîné, pour la SNCF, *par le passage et le* croisement dans la métropole du nord des lignes Paris-Londres *et* Londres-Bruxelles empruntant le tunnel sous la Manche ? Ce surcoût, de 800 millions de francs selon M. Mauroy, est aux yeux du maire de Lille *« beaucoup trop »* élevé, et il est hors de question que la Communauté urbaine le prenne à sa charge à 75 %, comme cela est proposé.

M. Chirac a observé que Paris, *face au même problème* à la gare de Lyon, *« avait pris en charge la totalité du surcoût sans rien demander à personne, en le finançant par une opération d'urbanisme »*. Le premier ministre a proposé une réunion entre experts de Lille, de la région, *de l'Etat et de la SNCF* pour étudier les propositions d'aménagement urbain couvrant 50 à 70 hectares que la ville souhaite réaliser autour des installations nécessaires au TGV, et pour en évaluer le bénéfice prévisible affecté au surcoût, le solde devant ensuite *« faire l'objet d'une répartition »*.

M. Chirac estime que cette affaire doit être réglée *« dans les semaines qui viennent »*. De ses propos, M. Mauroy a retenu que le premier ministre s'est engagé personnellement en faveur du croisement des ligne du TGV-Nord à Lille, et que la répartition du surcoût est négociable.

Crédit d'impôt pour la formation

M. Chirac a présidé ensuite à la préfecture une session du Conseil national de la formation professionnelle qui ne s'était pas réuni depuis *1980 et auquel il a soumis* plusieurs mesures destinées à aider les entreprises à améliorer la qualification de leur personnel (*le Monde* du 6-7 décembre).

Parmi ces décisions l'une des principales, la création dès 1988 d'un crédit d'impôt de 25 % pour la formation, a donné lieu à une discussion avec les représentants du CNPF qui préfèrent le système de la provision. *Le* premier ministre présentant son plan après la réunion du Conseil national devant environ *mille sept cents chefs d'entreprise*, à la Chambre de commerce, a indiqué qu'il avait demandé aux *finances* d'étudier *« rapidement »* la formule proposée par le CNPF.

Dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre de commerce comme au début de la matinée à l'hôtel de ville M. Chirac a exprimé sa confiance dans l'avenir du Nord-Pas-de-Calais.

M. Chirac, dont personne ne peut plus ignorer qu'il aime la poésie, a cité quelques vers d'Emile Verhaeren pour exalter la volonté d'entreprendre et affirmer que *« la France peut jouer aujourd'hui le Nord-Pas-de-Calais gagnant »*. Sans employer la première personne aussi souvent que lui proposait le texte de son discours, M. Chirac, qui parlait devant six membres du gouvernement (quatre RPR : MM. Albin Chalandon, Philippe Séguin, Michel Noir, Mme Nicole Catala ; deux UDF : MM. Pierre Méhaignerie et Jean-Jacques Descamps) a évoqué le vote de confiance qu'il avait demandé, le 3 décembre, à l'Assemblée nationale.

« J'ai appelé (...) notre pays à se rassembler autour de quelques idées : une même exigence de justice et de solidarité, une même préoccupation pour la formation des hommes, une même volonté de réussite économique, bref une même ambition pour la France », a-t-il déclaré. *« Cet appel, je le renouvelle ici devant vous et je sais qu'il sera entendu, car s'il est exigeant il est aussi porteur d'espoir. »*

Ce ton nouveau, pour ce qui est sans doute son dernier voyage à dominante gouvernementale en province, montre comment M. Chirac entend désormais combiner sa *fonction* avec l'entrée dans sa campagne *présidentielle. Pour les habitants du* hameau minier du Frais-Marais à Douai, qui ont accueilli le premier ministre en fin d'après-midi, la campagne est indiscutablement commencée.

Elle l'est aussi pour les quelque trois cents manifestants qui, répondant à l'appel de la CGT et tenus à distance par les forces de police, sont venus rappeler que le Nord est *un département historiquement de* gauche, ce que la « courtoisie » des élus socialistes lillois avait fait un peu oublier. Aux cris de *« Chirac assassin ! »* (se rapportant à la mort d'un militant de la CGT bastonné par la police à Amiens) a succédé néanmoins un *slogan* somme toute plus respectueux du dialogue républicain : *« Votez Lajoinie. »*

Accompagné de MM. Chalandon, Méhaignerie et Descamps, auxquels s'était joint M. Alain Madelin, M. Chirac a été acclamé dans la salle des fêtes par plusieurs centaines de personnes parmi lesquelles *des militants du RPR arborant des* badges qui affirmaient : *« J'aime Pasqua. »*

Le premier ministre, après que le maire de Douai eut rappelé son précédent passage dans cette ville comme chef du gouvernement en 1975, a rassuré ses auditeurs sur le maintien du statut du mineur pour les retraités, *sur celui du* système de soins dont bénéficient les victimes de la silicose et sur la rénovation de l'habitat minier.

C'est à l'Ecole des mines de Douai que M. Chirac, invité par M. Vernier, a confirmé l'effort de l'Etat pour la reconversion du bassin (*où l'extraction* du charbon aura totalement cessé dans quatre ans) et qu'il a confirmé les engagements des pouvoirs publics. Le Fonds d'industrialisation du bassin minier (FIBM) recevra 100 millions de francs en 1988, de même que la société de reconversion FINORPA. Huit mille huit cents jeunes étant entrés en stages de formation professionnelle au 30 octobre dernier dans le Nord-Pas-de-Calais, mille cinq cents places de stages supplémentaires vont être offertes aux seize-dix-huit ans dans cette région d'ici à la fin de l'année.

« Je veux pour nos enfants... », a commencé M. Chirac. Puis il s'est repris. *« Nous voulons pour nos enfants*, a-t-il dit, *une France nouvelle : une France plus vigoureuse et plus libre qui donne à chacun tous les moyens de construire son destin ; une France plus généreuse et plus juste qui soit mieux attentive aux plus faibles, une France davantage rassemblée autour de valeurs partagées qui inspirent un même idéal. »*

Le propos est « consensuel » jusqu'à l'insignifiance. Le style évolue insensiblement vers celui de « l'appel » caractéristique des campagnes présidentielles et, ce qui n'est pas sans rapport, cher au mouvement gaulliste.

D'autre part, M. Chirac a annoncé, mardi au cours d'un banquet à Saint-Omer qu'*« il avait décidé de permettre, de manière dérogatoire et à titre expérimental, aux communes des départements du Nord et du Pas-de-Calais de mettre en place par conventions avec l'Etat des compléments locaux de ressources »*. *« L'Etat est prêt à consacrer en 1988 jusqu'à 20 millions de francs à cet effort exceptionnel. »* Ces aides, en vigueur dans 80 départements, permettent de garantir une couverture sociale et 2 000 francs par mois aux personnes démunies de ressources, en contrepartie d'un travail à mi-temps et d'une formation personnalisée.

PATRICK JARREAU.

Le «vrai-faux passeport» d'Yves Chalier (suite)

La chambre d'accusation annule l'ordonnance qui déclarait recevable la plainte de M. Nucci

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Albert Moatty, a rendu, lundi 7 décembre, un arrêt qui annule l'ordonnance du doyen des juges *d'instruction* du tribunal de grande instance de Paris, M. Alain Sauret, qui avait déclaré recevable, le 6 octobre, la plainte contre X... pour *« recel de malfaiteur »*, déposée avec constitution de partie civile, le 21 septembre, par Mes Jean-Paul Levy et Francis Szpiner, au nom de M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, (*le Monde* du 8 octobre).

Cette plainte s'appuyait sur la délivrance d'un passeport à M. Yves Chalier, établi au nom d'Yves Navarro, un document qui avait permis à l'ancien chef de cabinet de M. Nucci *« de se soustraire à la justice »* lorsque fut révélée l'affaire dite du Carrefour du développement. En déclarant la plainte recevable, le doyen des juges, M. Alain Sauret, évoquait les rapports qui existèrent entre le fonctionnaire de police Jacques Delebois et M. Chalier, avant de conclure : *« La sécurité publique ne peut être assurée que si* [...] *la justice* [...] *peut se saisir de toutes les infractions commises, quelle que soit leur importance »*, en soulignant qu'il est *« dans l'intérêt de M. Nucci que des investigations soient effectuées pour assurer éventuellement sa défense »*.

Le 5 octobre, le parquet, qui avait pris des réquisitions d'irrecevabilité, devait faire appel de l'ordonnance dès le 7 octobre, en considérant que le délit de recel de malfaiteur était d'ordre public et que conséquence, M. Nucci *ne pouvait engager une* poursuite réservée au procureur de la République.

La chambre d'accusation a invoqué *un autre argument. Elle considère* que le doyen des juges d'instruction n'avait pas qualité pour rendre une ordonnance sur la recevabilité d'une plainte. Selon les magistrats, le rôle de ce magistrat serait purement administratif car il *ne serait chargé que de recevoir* matériellement les plaintes en constitution de partie civile, d'en vérifier la forme et de fixer le montant de la consignation. Seul le juge désigné ultérieurement pour instruire la plainte pourra prendre une décision *sur la recevabilité*. Aussi, la chambre d'accusation a ordonné que la procédure soit renvoyée au procureur de la République, afin qu'il demande au président du tribunal de désigner un juge d'instruction. Il appartiendra alors à ce magistrat de *se prononcer...*

MAURICE PEYROT.

● **Le comte de Paris à Mantes-la-Jolie.** – Le comte de Paris était, le samedi 5 décembre, l'invité de la ville de *Mantes-la-Jolie* (Yvelines) dans le cadre des manifestations de la célébration du millénaire capétien. Le comte de Paris a inauguré une plaque sur le pignon de la mairie de *Mantes-la-Jolie*, pour perpétuer le souvenir de la collégiale Notre-Dame, bâtie à partir de 1170 et qui fut pendant plus d'un siècle l'enjeu d'un conflit entre Normands et capétiens avant d'être rattachée définitivement à la couronne de France.

هكذا من الأصل

Politique

Après les incidents de Fort-de-France

M. Le Pen demande audience au chef de l'Etat

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, député de Paris, revenu lundi 7 décembre à Paris après un aller-retour forcé entre la métropole et les Antilles, a demandé audience au président de la République pour protester contre *« la violation caractérisée des droits constitutionnels et parlementaires dans les départements d'outre-mer »*.

Le bureau politique du Front national affirme que *« les violences commises par les indépendantistes aux Antilles sont le fait du racisme anti-français et non du soi-disant racisme du Front national »*. Il ajoute qu'il ne *« confond pas les quelques centaines d'agitateurs gauchistes et communistes qui ont créé des troubles avec les centaines de milliers d'habitants patriotes de ces îles auxquels il affirme son attachement fraternel »*.

M. Le Pen et les responsables de sa formation s'en sont pris à la responsabilité des autorités policières et préfectorales ainsi qu'à celle du ministre de l'intérieur jugeant *« scandaleux »* qu'ils n'aient pu permettre *« à un candidat à la présidence de la République accompagné d'une délégation parlementaire de tenir une session d'études aux Antilles »*.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a demandé lundi soir à Europe 1 : *« Que me proposez-vous ? De faire ouvrir le feu sur les manifestants ? Que chacun prenne ses responsabilités. Nous avons l'habitude de prendre les nôtres. »*

M. Robert Pandraud, ministre délégué à la police, a *« regretté cet incident »*, déploré que M. Le Pen ait *« subi une entrave à la liberté de circulation »*, mais affirmé que *« le préfet et le ministre des DOM-TOM avaient choisi l'apaisement »*. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, tout en *« comprenant tout à fait »* l'hostilité des Antillais aux thèses de M. Le Pen *« ne trouve pas normal qu'un parlementaire français soit mis dans l'impossibilité de se déplacer sur le territoire français. »*

En revanche, M. Félix Proto, président socialiste du conseil régional de Guadeloupe, répondant à M. Jospin a déclaré : *« Il s'est trouvé une majorité de Guadeloupéens pour refuser la venue de M. Le Pen, c'est là une manifestation de démocratie directe à laquelle il convient d'adhérer. »* M. Valéry Giscard d'Estaing, enfin, a estimé *« inacceptable »* que M. Le Pen n'ait pu se rendre aux Antilles.

Sous le signe du tropique

FORT-DE-FRANCE
de notre envoyé spécial

Deux jours après avoir renvoyé dans les airs M. Jean-Marie Le Pen, *beaucoup de Martiniquais* éprouvent un sentiment de fierté d'avoir infligé au président du Front national cette sorte de bras d'honneur. *Fierté d'avoir su répondre* à la provocation par la provocation.

Trois mille cinq cents manifestants : on n'avait jamais vu une telle *mobilisation* dans l'île, depuis *la visite mouvementée en* 1970 du ministre des DOM-TOM de l'époque, M. Pierre Messmer. Contrairement à l'idée que tente d'accréditer *la droite locale, tous ces* manifestants n'étaient pas des indépendantistes.

Selon tous les témoignages, les gens de gauche n'étaient pas les *seuls à se sentir concernés*. A gauche comme à droite, on est aujourd'hui d'accord : en provoquant les Martiniquais, M. Le Pen *n'a fait que récolter ce qu'il a* semé. *« Que diable allait-il faire dans cette galère ? »,* a dit tout de suite M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, *député apparenté* socialiste. Chacun sur place lui a emboîté le pas.

Son homme lige, également de la gauche martiniquaise, M. Camille Darsières, vice-président du conseil régional, nous a précisé : *« M. Le Pen a été dans cette affaire un véritable provocateur qui ignore totalement* l'histoire *du peuple martiniquais. Ses idées racistes, ses récentes déclarations sur le « détail » des chambres à gaz ne peuvent que frapper notre peuple. Pendant deux siècles, on a malmené ici physiquement et moralement le peuple noir. Dans son subsconcient collectif, c'est très important. »*

Un autre homme influent dans l'île, *mais placé de l'autre côté de* l'échiquier, le président du conseil général, M. Emile Maurice, RPR, n'y va pas non plus par quatre chemins : *« Appelons un chat un chat. M. Le Pen est raciste. Sa présence devait nécessairement conduire à ce genre de réaction. »* De part et d'autre, la même conclusion : *« M. Le Pen n'a, aujourd'hui, qu'à s'en prendre à lui-même, il était prévenu. »*

Pressentant sans doute quelques difficultés, les réservations à *l'hôtel étaient faites sous des noms* d'emprunt par Jet Tour, filiale d'Air France. Mais, depuis une semaine, quatorze partis et syndicats de gauche *et d'extrême gauche*, regroupés dans un collectif « Contre le racisme et le fascisme » appelaient à la mobilisation générale.

*Samedi encore, le nouveau pré*fet du département, M. Jean Jouandet, muté la veille de Haute-Savoie, vite mis dans le bain tropical, informait M. François Bachelot, *l'émissaire* de M. Le Pen, déjà sur place, que l'accueil de la délégation au Méridien serait impossible. *Averti de la qualité de sa clientèle, le personnel de cet hôtel avait déjà* déserté. M. Le Pen savait donc les risques qu'il courait.

Gendarmes mobiles immobiles

L'autre question est, évidemment, de savoir si les forces de *sécurité locales ont pris toutes les* dispositions utiles. M. Le Pen s'en est pris directement à MM. Pasqua et Pandraud. Il ne fait aucun doute *que le ministère de l'intérieur avait* été parfaitement instruit au préalable de cette affaire. Au cours de la semaine, M. Maurice avait également tenté vainement de joindre M. Bernard Pons, *ministre des* DOM-TOM, pour l'alerter. Des gendarmes mobiles avaient été envoyés en renfort de la Guade*loupe à la Martinique*. Ceux-ci n'ont pas été vus dimanche soir sur l'aérodrome de Lamentin. Selon plusieurs témoins, il n'y avait en *tout et pour tout guère plus d'une* centaine d'hommes pour maintenir l'ordre, tant dans l'aérogare que sur la piste. Trois mille gendarmes *environ sont pourtant stationnés* sur l'île. *« Il était évident,* explique un témoin *que ce dispositif minimum était là pour être vu, mais pas davantage. » « Les gendarmes mobiles,* précise discrètement le journal *France-Antilles, ne sont pas intervenus. » « Impossible,* a expliqué dès le lundi matin, dans une *conférence de presse,* le préfet, *il était primordial d'éviter toutes violences. Il était inutile de prendre le risque de faire du mal à des familles tout à fait étrangères à ce débat. »*

« Deux intolérances... »

Sur ce point, les responsables politiques martiniquais, curieusement, semblent avoir inversé leurs *rôles. Le socialiste, M. Darsières,* donne raison au préfet : *« Il a fort bien maîtrisé cette affaire. Il a évité le pire. Si les forces de l'ordre avaient été plus nombreuses et avaient chargé les manifestants, il y aurait eu des blessés. Ceux-ci se seraient vengés. »*

*M. Emile Maurice est plus dubi*tatif, *ne* pouvant s'interdire de constater que *« ces gendarmes mobiles sont restés étrangement immobiles »*.

Dans l'île, on murmure déjà que M. Pasqua avait peut-être tout intérêt à laisser les manifestants bouter M. Le Pen de cette chasse *gardée que reste pour le RPR tout* département d'outre-mer.

M. Maurice préfère plutôt s'en prendre aux indépendantistes : *« Moi j'étais partisan qu'on fasse le vide autour de M. Le Pen, qu'il soit accueilli dans l'indifférence la plus totale. Ce sont les groupuscules indépendantistes qui ont organisé cette réception de toutes pièces. Eux aussi à leur manière sont racistes. Et quand deux intolérances s'affrontent, forcément cela ne peut que faire des vagues. »*

Toute la droite semble se don*ner le mot. M. Miguel Laventure,* sous sa double casquette de l'UDF et du barrisme : *« L'outrance et l'intolérance ont conduit à l'outrance et à l'intolérance. Il faut arrêter cette escalade. »* Le préfet, enfin, renvoie dos à dos indépendantistes et lepenistes en regret*tant « cette action de force bouleversant le déplacement de centaines de voyageurs... »*

A la vérité, tout ce petit jeu politique du vrai et du faux et des arrière-pensées plus ou moins calculées échappe à la population martiniquaise. On sait bien ici que les indépendantistes ont souvent bon dos. Les *Martiniquais* ont été *davantage secoués par le retentis*sement de leur geste en métropole. Ils ne s'y attendaient pas.

C'est aussi leur autre fierté : s'ils pensent généralement avoir *ainsi enlevé quelques solides* pierres de l'édifice de respectabilité que tentait patiemment d'échafauder le présidentiable de l'extrême *droite en écrivant sur les murs « Le Pen dewo »,* ils espèrent que ce slogan du cœur né sous le signe du tropique aura dans l'Hexagone *quelque écho dans les têtes.*

DANIEL CARTON.

Une élection cantonale

LA RÉUNION : canton de Cilaos *(ex-Saint-Louis-III)* *(premier* tour).

Inscr., 2840 ; vot., 2122 ; suffr. exp., 2084. Mme Gilberte Accot (div. d.), cons. mun. de Cilaos, 1218 *voix, ÉLUE ;* MM. Pierre-Noël Dijoux (div. d), 396 ; Paul-Franco Techer (div. d.), 278 ; Aurélien Nassibou (PCR), 132 ; Pierre-Paul Hoarau (PS), 32 ; Jean-Luc Gonthier (PS), 28.

[Mme Accot a remporté dès le premier tour cette élection partielle organisée à la suite du décès, *le 11 novembre*, de son époux, Irénée Accot (div. d.), conseiller général depuis 1949. Avec *58,44 % des suffrages*, Mme Accot ne retrouve pas le score obtenu par son mari en 1985 (81,26 %). Elle pâtit de la présence de deux candidats divers droite qui recueillent 32,34 % des voix.

Les trois représentants de la gauche, qui rassemblent *9,21 % des suffrages*, abandonnent près de dix points par rapport au résultat enregistré par leurs deux *candidats en 1985 (18,73 %)*.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultat étaient les suivants : inscr., 2817 ; vot., 1903 ; suffr. expr., 1820. *M. Accot, 1479 voix, RÉÉLU ;* MM. Gonthier (PS), 171 ; Nassibou (div. g.), 170.]

● PRÉCISION. — Dans le *compte rendu des élections cantonales* partielles publié dans nos éditions du 8 décembre, une coupe a supprimé les *résultats des scrutins* précédents dans les trois cantons concernés.

A Montmoreau-Saint-Cybard (Charente), Guy Simonnet (UDF-*rad.) avait été élu, dès le premier* tour de l'élection de 1985, avec 1949 voix, contre 497 à M. Leber*thon* (PCF), 284 à M. *Martin* (PS), et 137 à M. Le Scour (FN), sur 2867 suffrages exprimés, 2929 *votants et 4195 électeurs ins*crits.

Dans le canton de Saint-Louis I (la Réunion), les résultats du scrutin de 1985 étaient les suivants : *inscr., 9881 ; vot., 7664 ; suffr.* expr., 7447. M. Claude Hoarau (PCR), 4655 voix, *RÉÉLU ;* MM. Techer (*RPR*), 1669 ; Lacouture (RPR), 442 ; Théobald Hoarau (div. d.), 377 ; Hantou (div. d.), 192 ; Zettor (PS), 112.

Les résultats du scrutin de 1982 dans le canton de Clamart (Hauts-de-Seine) seront publiés avec le compte rendu du second tour de cette élection partielle.

En Haute-Normandie

Accord entre la majorité et le Front national

ROUEN
de notre correspondant

Les trois élus du Front national de *l'assemblée régionale* de Haute-Normandie ont conclu, le lundi 7 décembre, avec M. Roger Fossé (RPR), *président du conseil*, un accord de gestion qui lui permettra d'être réélu à la présidence en cas d'annulation de son élection de mars 1986 par le Conseil d'Etat. Ce dernier, réuni en assemblée du contentieux, doit en effet examiner, le 11 décembre, un recours en ce sens, déposé par M. Laurent Fabius, député PS de Seine-maritime.

L'ancien premier ministre conteste la validité de l'élection de M. Fossé en arguant que les vingt et un élus socialistes et radical de gauche ayant quitté la séance pour protester contre l'alliance passée entre les élus de la majorité et ceux du Front national, le *quorum* n'était plus atteint au moment du scrutin. M. Fossé avait été élu par 27 voix (*10* UDF, *11* RPR, *3* divers droite et 3 FN) contre 26 (5 PCF, 20 PS et 1 MRG).

Au cours d'une conférence de presse, M. Dominique Chaboche, député (FN) de la Seine-Maritime, a annoncé, lundi, que *« diverses rencontres ayant eu lieu avec les composantes de la majorité, il a été décidé (...) d'organiser, avant toute décision ou orientation, des réunions de concertation afin de présenter une majorité unie »*. Les élus du FN souhaitaient la conclusion de ce *« pacte majoritaire »* depuis l'apparition de désaccords au moment du vote du budget de la *région* pour 1987.

Si M. Jean Lecanuet (UDF-CDS), sénateur de la Seine-Maritime, a toujours affirmé qu'il fallait empêcher l'accès à la présidence de la région de M. Fabius, il a laissé le soin à M. Fossé de conclure cet accord au nom du groupe de la majorité. Celui-ci a laissé aux élus du Front national la responsabilité de rendre cet accord public.

ETIENNE BANZET.

● **M. Giscard d'Estaing est *hostile à la dissolution de* l'Assemblée nationale.** — Invité, le lundi 7 décembre, de l'émission « La preuve par cinq », sur la 5, M. Valéry Giscard d'Estaing a souhaité que *« la majorité actuelle aille jusqu'au terme de son mandat quel que soit l'élu »*. Il *a précisé : « La majorité actuelle soutient un gouvernement bien qu'il y ait un président socialiste, donc elle montre sa solidarité. Pourquoi, s'il y a un président libéral, ne serait-elle pas capable de poursuivre son action. »* L'ancien président de la République a aussi jugé que le futur président, *« lorsqu'il sera élu, serait bien inspiré de décréter une trêve politique »* et devra *« rechercher comment faire travailler les deux moitiés de la France (...) dans des conditions raisonnables, et en les respectant »*. Interrogé sur ce qu'il aurait fait à la place de M. Mitterrand lors du sommet de Copenhague, M. Giscard d'Estaing a répondu : *« Je serais resté en disant : on ne peut pas offrir au monde après le spectacle de l'impuissance américaine sur le budget celui de l'impuissance européenne sur le budget. Je reste à Copenhague jusqu'à ce qu'on ait fini. »*

● **PRÉCISIONS : Les cégétistes au bureau politique du PCF.** — Dans notre article du 8 décembre sur l'élection de M. François Duteil au bureau politique du PCF, nous avons écrit que depuis 1936 *la règle est qu'il n'y ait* pas plus de deux membres du bureau confédéral de la CGT qui soient également au bureau politique du PCF. Le *comité confédéral* national de fusion entre la CGT-U et la CGT avait eu lieu le 28 janvier 1936. Ce même *mois, Benoît-Frachon et Julian Raca*mond, membres du bureau confédéral étaient entrés au bureau politique lors du congrès de Villeurbanne du PCF. A l'issue du congrès de la CGT réunifiée à Toulouse du 2 au 5 mars 1936, qui affirma que les membres du bureau confédéral ne pouvaient appartenir *« aux organismes directeurs d'un parti politique »*, Frachon et Racamond démissionnèrent. Après la *Libération*, au *lendemain de la nouvelle* scission de 1947 qui donna naissance à FO, Benoît-Frachon réintégra officiellement le bureau politique au XIVe Congrès de 1956. A ce même congrès, Léon Mauvais, lui aussi membre du bureau confédéral de la CGT entra au bureau politique, comme *deux autres syndicalistes*, G. Frischmann et M. Séguy. Mais ces deux derniers n'étaient pas en 1956 au bureau confédéral de la CGT.

Les « présidentiables bis » du PS

Revue d'effectifs

M. Michel Rocard est lancé dans la course à la présidence, bien que son élan puisse être brisé brutalement si M. Mitterrand décide finalement de s'aligner au départ. C'est cette déci*sion qu'attendent la plupart* des socialistes. Mais MM. Mitterrand et Rocard ne sont pas seuls. Un premier secrétaire, deux anciens premiers ministres, un chef de courant — tous présidentiables à *court ou moyen terme* — pensent, eux aussi, à leur propre avenir.

● ***M. Lionel Jospin.*** — Après un septennat exercé à la tête du PS, dans des conditions difficiles, aussi bien avant qu'après 1986, il aspire à changer d'air, et il se verrait bien *premier ministre, en* tout cas, de M. Mitterrand.

M. Jospin, à première vue, manque d'expérience ministérielle pour passer directement de *la rue* de Solferino à la *rue* de Varenne. Mais il considère que, de 1981 à 1986, s'il n'a pas appartenu au gouvernement, il a *été « au pouvoir ». Il juge* que son expérience a *été* plus diversifiée et ses responsabilités plus lourdes que celles d'un ministre « de base ».

M. Jospin est très proche de *M. Mitterrand. En privé, il se félicite* sans fausse modestie de cette communauté de vues, qui est évidemment un atout. A l'inverse, et quel que *soit* le *cas de figure dans* l'hypothèse d'une victoire de M. Mitterrand, force est de constater que M. Jospin ne s'est pas *dégagé d'une image « partisane »* — au premier sens du terme — qui ne le place pas parmi les favoris : le prochain premier ministre de *M. Mitterrand, s'il est* socialiste, devra pouvoir présenter une image « consensuelle », ce qui n'est pas le cas de M. Jospin.

Dans l'hypothèse d'une défaite de *la gauche, M. Jospin sera confronté* à un choix : soit rester à la tête du PS, si le parti en est d'accord, ce qui n'est pas automatique ; soit exercer des *responsabilités moins prenantes* et s'occuper davantage de son implantation en Haute-Garonne, ce qui, selon les acteurs et les observateurs locaux, *ne serait pas superflu.*

● ***M. Laurent Fabius.*** — Soucieux d'intégrer, dans sa propre démarche, la gestion mitterrandienne du temps, il se refuse officiellement à envisager dès *maintenant* son propre après-1988. Mais, pour un ancien premier ministre socialiste qui aspire à franchir le portail de l'Elysée, *la Ve République* ne réserve pas trente-six possibilités. En outre, ce n'est pas pour le plaisir d'avaler des kilomètres que M. Fabius *laboure inlassablement la* France profonde socialiste depuis 1986.

Ce n'est pas non plus parce que *M. Fabius* a réussi deux bons « coups » en une semaine (la réconciliation, au moins provisoire, entre pezétistes et defferristes à Marseille, sa prestation musclée à *« L'heure de vérité »*) qu'il a *levé* toutes les préventions à son égard dans le parti. Mais son travail dans les fédérations — qui *lui* a permis de *forger* sa nouvelle attitude — commence à porter ses fruits, et, pour le reste, le temps — et donc l'oubli — fait son œuvre. *Bref, M. Fabius s'intéresse au poste* de premier secrétaire (qui ne lui reviendrait pas plus automatiquement qu'il ne serait ôté à M. Jospin si celui-ci souhaitait conserver cette fonction). A moins que la présidence de l'Assemblée nationale... *Handicap : l'affaire Greenpeace*, en 1985, aurait provoqué, entre le président et lui une cassure qu'il tente aujourd'hui de masquer.

M. Pierre Mauroy. — Bien que le contexte soit différent, M. Mauroy est, en tant qu'ancien premier ministre, un peu dans la situation de M. Fabius. Peut-être, en cas de vic*toire de la gauche*, ne refuserait-il pas un poste de ministre d'Etat. Mais, pour lui comme pour M. Fabius, l'objectif est le poste de *premier secrétaire,* ou, *peut-être*, le « perchoir » du Palais-Bourbon.

Il est manifeste, en tout cas, que le jour même où M. Mauroy rejoignait avec ses amis le courant de M. Jospin, il entendait montrer qu'il conservait son autonomie de pensée et d'expression. Sans manquer de solidarité avec M. Jospin, M. Mau*roy n'a pas hésité à se démarquer* du premier secrétaire quand il le jugeait nécessaire. La présidence de la Fédération nationale des élus *socialistes et républicains* (FNESER) lui permet de développer son implantation auprès des élus locaux.

Mais une certaine autorité morale ne peut faire oublier l'étroitesse de la *base purement mauroyiste*. Bien que l'étiquette d' « archaïque » agace prodigieusement l'ancien premier ministre et son entourage, le *maire de Lille n'incarne pas* vraiment la modernité. En revanche, le fait d'être le symbole de l'ancrage à gauche du parti lui assure une rente de situation auprès des *militants*.

Un duel Fabius-Mauroy pour le poste de premier secrétaire n'est, en tout cas, pas l'hypothèse la plus invraisemblable de l'après-1988. De toute façon, *M. Mauroy ne fait* rien qui ne convienne pas à M. Mitterrand.

● ***M. Jean-Pierre Chevènement.*** — Le dirigeant de l'ex-CERES ne se ferme, *a priori, aucune porte* : *ni* celle du gouvernement (n'ayant pas été premier ministre, il peut accepter sans déchoir un poste de ministre « normal ») *ni celle du parti*. Toutefois, le député de Belfort a bien conscience qu'en prenant les positions qu'il défend (notamment sur la *dissolution « automatique »* de l'Assemblée nationale, qui, dans son esprit, a surtout valeur de gage du maintien de l'ancrage à gauche du PS) il se complique la tâche.

De toute façon, l'ancien ministre de l'éducation nationale pense qu'on ne fera appel à lui, pour entrer au gouvernement ou pour diriger le parti, qu'en cas de crise. Ce point de *vue gaullien sur son propre avenir* est bien dans le style de M. Chevènement. Il est vrai que le maire de Belfort peut se targuer de ne pas rechercher auprès des *militants* une popularité facile, c'est même plutôt l'inverse.

En opposant deux logiques dans le *PS*, en accusant, en gros, la plupart des socialistes d'être, consciemment ou non, contaminés par le libéralisme, M. Chevènement court le risque de s'enfermer dans un isolement dont sa candidature à la candidature, dans le PS, pour 1988 ne l'a toujours pas fait sortir. Jusqu'au moment où l'avenir démontrera, s'il doit le démontrer un jour, qu'il avait raison de camper sur des positions intransigeantes. C'est tout le pari du *maire de Belfort.*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Jospin souligne la « sévérité » de M. Barre à l'égard du gouvernement

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du *PS*, a commenté l'actualité, le lundi 7 décembre, lors du point de presse hebdomadaire de son parti.

M. Jospin a jugé qu'il est difficile de comparer le *sommet* européen raté de Copenhague et le sommet soviéto-américain : l'un a eu lieu et l'autre pas encore. A cause, aussi, de la *« différence profonde des champs abordés »*. *« Il serait,* a continué M. Jospin, *imprudent de mythifier l'un et de dramatiser l'autre à l'excès. »* Le premier secrétaire du PS a jugé que les problèmes techniques abordés à Copenhague étaient fondamentaux et qu'*« on peut comprendre que ces trois questions essentielles provoquent des débats de fond »*.

M. Jospin a incriminé la *« préparation défaillante »* de ce sommet. Selon lui, *« le gouvernement français [...] au moins autant que d'autre, n'a pas fait son travail dans la dernière période »*. M. Jospin a, en particulier, mis en cause M. *François Guillaume*, ministre français de l'agriculture, qui *« tend, pour des motifs électoraux, à ne pas assumer sa tâche »*. *« C'est au gouvernement d'assumer la tâche de régler les questions techniques, ou alors, que fait-il ? »*, a-t-il conclu.

A propos du congrès du PCF, M. Jospin a jugé que *« rien de saillant ne s'est produit dans ce congrès »*. Il a observé que M. André Lajoinie, candidat communiste officiel à l'élection présidentielle, a été *« le seul a avoir exprimé l'idée qu'un redressement du PC était nécessaire »*. Le premier secrétaire du PS a, une nouvelle fois, affirmé : *« En rien le PS ne favorise la candidature Juquin. »* Pour M. Jospin, la direction du PC *« ne convaincra personne »* que M. Juquin est le deuxième candidat socialiste. *« En quoi,* a-t-il ironisé, *le PS aurait-il besoin d'un deuxième candidat socialiste ? Il a déjà beaucoup de candidats à la candidature. »*

M. Jospin a encore commenté la prestation de M. Raymond Barre, dimanche, lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1. Il juge que, sur le fond, l'ancien premier ministre *« n'a pratiquement rien apporté sur les grandes questions »* et que son objectif était moins de dire *« ce qu'il ferait s'il était élu président »* que de *« créer une impression dans l'opinion »*. M. Jospin a trouvé M. Barre *« très sévère avec le gouvernement »* à propos de la libération des otages du Liban et a dénoncé l'*« ambiguïté »* de ses propos à l'égard de M. Jean-Marie Le Pen. *« Pour gouverner au centre,* a ajouté le premier secrétaire, *M. Barre ne serait pas chiche avec l'extrême droite [...]. Il vaut mieux le savoir. »*

Politique

La situation en Nouvelle-Calédonie

Légers incidents en marge de l'ouverture des Jeux du Pacifique

Les huitièmes Jeux du Pacifique se sont ouverts mardi 8 décembre à Nouméa sans graves désordres, en dépit de l'annonce par le FLNKS d'une campagne d'agitation. Le dispositif policier déployé devant le stade Magenta où se déroulaient les cérémonies d'ouverture – auxquelles assistait le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, – a eu vite fait de maîtriser les trois cents manifestants indépendantistes venus protester contre ces *« jeux du colonialisme »*.

Encerclés par des CRS et des gendarmes mobiles, les militants du FLNKS ont dû se contenter de crier des slogans et de dérouler, au passage des cars véhiculant les délégations étrangères, des banderoles écrites en anglais : *« No collaboration with the french government »* (Pas de collaboration avec le gouvernement français) et *« Only games in free Kanaky »* (Des jeux dans une Kanakie libre). De brefs incidents ont toutefois éclaté en fin d'après-midi, au moment où les indépendantistes, voulant s'approcher du stade, se sont heurtés à un cordon de CRS : coups de matraque d'un côté, jets de pierres et de bouteilles de l'autre, l'échauffourée a été vive mais personne n'a été blessé. Refoulés un peu plus loin aux abords de la plage de Magenta, les manifestants ont alors observé un sit-in.

Au même moment, quinze mille personnes assistaient au spectacle des cérémonies d'ouverture de ces Jeux.

M. Tjibaou évoque « le désespoir du peuple canaque »

De passage à Paris, le chef du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tjibaou, a exprimé, le lundi 7 décembre au cours d'une réunion d'information organisée à l'Assemblée nationale à propos du fonctionnement de la justice sur ce territoire, *« le désespoir du peuple canaque »*.

Le président du FLNKS est apparu extrêmement ému, après les témoignages de trois avocats, à l'évocation de l'acquittement, à Nouméa, des meurtriers de deux de ses frères et de huit autres membres de sa tribu tués dans une embuscade en janvier 1985.

Il a notamment déclaré : *« Avant ce massacre, ma tribu avait été déjà brûlée deux fois depuis le début de la colonisation. En 1917, la mère de mon père a été tuée par les militaires et les hommes de ma tribu, dont mon grand-père, ont été mis en prison. Nous éprouvons de la fatigue devant ce destin qui fait de nous depuis un siècle des victimes (...). Ce sont vos institutions, les institutions françaises, qui représentent le désespoir de notre peuple. La presse est la seule protection qui nous reste dans notre pays (...). Notre dernier espoir, c'est que l'opinion publique française bouge pour dire : ça suffit ! Mais nous sommes un peu désespérés car nous sentons que notre peuple reçoit moins de soutien. Les condoléances et les témoignages de sympathie ne changent rien. »*

Evoquant le changement intervenu ces dernières semaines dans la stratégie du FLNKS, M. Tjibaou a indiqué : *« Nous avons vu les limites de la non-violence. Nous pouvons continuer, mais ce serait envoyer les gens à l'abattoir. Si nous commençons à dire à nos gens : il faut acheter des fusils, comprenez bien que c'est pour moi contre nature, car c'est pour les vivants et non pour les morts que nous revendiquons la liberté. »*

Si l'on dit « achetez des fusils »

M. Tjibaou a estimé d'autre part que les récents appels à la réconciliation lancés par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, représentent des *« crachats sur la figure des canaques »*.

Parmi les élus qui ont exprimé leur soutien au président du FLNKS, figuraient notamment MM. Pierre Joxe et Jean-Michel Belorgey au nom du groupe socialiste, François Asensi, au nom du groupe communiste, Henri Bangou, sénateur, et Ernest Moutoussamy au nom du Parti communiste guadeloupéen, ainsi que Mme Dorothée Piermont, membre de l'Assemblée européenne, porte-parole des Verts de RFA.

Plusieurs autres personnalités, représentant la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, la CIMADE, le MAN, les paysans du Larzac, la communauté de l'Arche, la revue *Esprit*, etc., ont également affirmé leur solidarité avec M. Tjibaou.

M. Joxe, en particulier, s'est élevé contre le traitement infligé par l'ORSTOM au sociologue Jean-Marie Kohler, dont la mission de recherche en Nouvelle-Calédonie vient d'être interrompue pour des motifs politiques. *« Interdire à un chercheur de penser constitue une atteinte à un droit imprescriptible, celui de la liberté de conscience, qui ne peut aller sans la liberté d'expression,* a-t-il notamment affirmé. *Le verdict du procès de l'embuscade de Hienghène a été un déni de justice, et on assiste en Nouvelle-Calédonie à un effritement du droit. »*

A. R.

La crise politique de Papeete

Le chef du gouvernement de Polynésie démissionne

PAPEETE
de notre correspondant

M. Jacky Teuira, deuxième président du gouvernement de Polynésie française depuis l'accession de ce territoire au statut d'autonomie interne, en 1984, a donné, lundi 7 décembre sa démission. Celle-ci intervient moins d'une semaine après le départ de trois de ses ministres.

M. Teuira, qui avait succédé à M. Gaston Flosse, n'aura tenu que neuf mois pendant lesquels il avait été très contesté. L'opposition et quinze dissidents du parti majoritaire, avaient déposé, le 2 décembre dernier, une motion de censure destinée à renverser l'exécutif au pouvoir depuis le mois de février. L'adoption de cette motion de censure qui doit faire l'objet d'un vote à l'assemblée territoriale avait été repoussée de plusieurs jours en raison de l'empêchement de son président, retenu sur un lit d'hôpital.

Avec la démission officielle de M. Teuira de ses fonctions, c'est le dernier bastion du parti au pouvoir depuis 1982 – le Tahoeraa Huiraatira – mené par le secrétaire d'Etat chargé des affaires du Pacifique sud, qui tombe quelques heures après le passage du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, à Tahiti.

La nouvelle majorité ne devrait plus avoir d'autre préoccupation *maintenant que de constituer* un gouvernement d'alternative. Ce qui ne semble pas être une affaire facile alors que les négociations se poursuivent depuis plusieurs jours sans succès. La place de président du territoire devrait revenir normalement à M. Alexandre Léontieff, ancien ministre de l'économie, du tourisme et de la mer.

Néanmoins, c'est sur la répartition des dix ministères prévus par le statut que les dissensions apparaissent car les dix partis politiques qui forment la nouvelle coalition n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente. M. Teuira, ainsi que deux de ses ministres restés fidèles à son gouvernement et à M. Flosse, rejoindra son ancienne place de conseiller à l'assemblée territoriale, mais cette fois dans les rangs de l'opposition.

M. Y.



Le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale

Les socialistes dénoncent l'« insouciance post-électorale » de M. Chirac

Une UDF pratiquement absente, un RPR apparemment indifférent : la majorité – une fois encore – a apporté, le lundi 7 décembre à l'Assemblée nationale, la démonstration de son peu d'intérêt pour la défense de la loi de finances rectificative pour 1987 (le collectif).

« Lassitude » des députés de droite devant la redite, par les oppositions, d'arguments déjà bien connus, comme l'a expliqué **M. Alain Juppé**, ministre délégué au budget, ou *« fuite »* devant le manque de crédibilité de la politique gouvernementale, comme l'a affirmé **M. Pierre Joxe** ? Toujours est-il que, dans la discussion générale, le RPR ne s'expliqua que par une brève intervention de **M. Georges Tranchant** (Hauts-de-Seine), et que l'UDF ne s'exprima, en dehors de M. d'Ornano, qu'encore plus brièvement par la voix de **M. François d'Aubert** (UDF, Mayenne), pour renouveler son souhait qu'une partie du produit de la vente du Crédit agricole *retourne* à l'agriculture.

La fin de non-recevoir de la Rue de Rivoli fut nette : le gouvernement fait un geste en prévoyant 300 millions de francs de plus pour l'agriculture dans ce collectif (en dehors des dépenses nécessitées par la Communauté européenne), il n'ira pas au-delà.

La discussion d'un collectif a, il est vrai, de quoi faire réfléchir des parlementaires sur leur pouvoir budgétaire. Il permet d'apprendre qu'en cours d'année le gouvernement a supprimé pour 16,9 milliards de francs de crédits initialement votés et en avait ouvert d'autres, de sa propre autorité, pour 7,3 milliards. Des chiffres à rapprocher des quelque 4 milliards qui avaient changé d'affectation au cours d'un mois de discussion de la loi de finances initiale à l'automne 1986.

L'importance de la somme qu'il est obligatoire d'ajouter, en fin d'année, aux crédits transférés à la Communauté européenne aurait, pourtant, pu permettre un débat sur l'état de celle-ci au lendemain de Copenhague. Il n'en a rien été, si ce n'est de la part du RPR, dont les deux intervenants ont fait part de leur *« préoccupation »* devant l'importance des dépenses européennes. Amorce d'un thème de campagne ?

Le « camouflage » du déficit

Les oppositions, elles, ont rodé, une fois encore, les leurs. *« Vos promesses n'ont pas été tenues »*, a redit **M. Pierre Descaves** (FN, Oise), pendant que **M. Paul Mercieca** (PC, Val-de-Marne) mettait, comme d'habitude, la droite et le PS dans le même sac. Les socialistes, eux, semblent avoir décidé de durcir le ton.

M. Christian Pierret (PS, Vosges) a, à nouveau, souligné que *« la sollicitude pré-électorale du gouvernement et son insouciance postélectorale »* allait créer *« des lendemains difficiles pour son successeur »*. Surtout, **M. Pierre Joxe**, le président du groupe, est lui-même monté longuement à la tribune *« pour prendre rendez-vous »*. *« Quand il faudra refaire le budget de 1988, on pourra relire tout ce que vous avez déclaré »*, a-t-il lancé à M. Juppé.

Reprenant les arguments sur le *« camouflage »* du déficit, sur la sous-évaluation de certains crédits, s'étonnant que les promesses de M. Jacques Chirac, faites lors de sa récente déclaration de politique générale, ne soient que peu traduites financièrement dans ce collectif, M. Joxe a accusé la majorité de vouloir *« manipuler l'opinion »*, de mener une politique *« irresponsable qui n'est pas à [son] honneur »* en refusant de tenir compte de la crise boursière et donc en s'appuyant sur des hypothèses *« irréalistes »*.

« Méfiez-vous des prophéties », lui a répondu ironiquement **M. d'Ornano**, en lui rappelant les prévisions faites par les socialistes à la veille de leur arrivée au pouvoir. *Cependant, si le président de la* commission des finances trouve *« acceptables »* les prévisions du gouvernement, il reconnaît qu'il est possible qu'elles ne se réalisent pas, mais *« ni vous ni moi*, a-t-il dit à M. Joxe, *ne savons par quoi il faut les remplacer. Il est trop tôt pour connaître les conséquences de la crise »*. **M. Juppé** a été plus péremptoire : *« Il serait irresponsable de modifier le budget, ce serait un contre-signal de panique pour les opérateurs. Gardons notre sang-froid ! »*

Est-ce simplement pour ne pas perturber davantage les marchés boursiers que le gouvernement attend avant de tirer les conséquences de la crise ?

THIERRY BRÉHIER.

Société

EDUCATION

Un casse-tête pour l'an 2000

La France manque d'enseignants

L'éducation nationale ne parvient plus à recruter des professeurs de mathématiques en nombre suffisant. Ce sera l'un des thèmes du colloque organisé le 9 et le 10 décembre à l'Ecole polytechnique par la Société mathématique de France et la Société de mathématiques appliquées et industrielles. Mais cette crise de recrutement concerne toutes les disciplines : d'ici à l'an 2000, ce sont 400 000 enseignants nouveaux qui devront être trouvés.

L'équation scolaire des douze années à venir est simple : pour doubler le nombre de bacheliers et les accueillir à l'Université, au moment où plus d'un enseignant sur trois partira à la retraite, il faudra embaucher de façon massive : 400 000 enseignants (140 000 instituteurs, 190 000 professeurs du secondaire, et 70 000 dans les universités), et quelque 100 000 administratifs, ouvriers, cuisiniers et infirmiers. Mais ce défi grisant tourne vite au casse-tête, car tout laisse prévoir qu'un grand nombre de ces emplois ne trouveront pas preneurs.

Cette année, par exemple, 30 % des postes offerts aux concours du CAPES et de l'agrégation n'ont pas été pourvus, et 123 emplois d'instituteurs n'ont pas trouvé de titulaires, en dépit d'une campagne de publicité sans précédent.

Et le vertige des chiffres s'accélère si l'on se tourne vers l'an 2000, tout proche. L'éducation nationale évalue à 330 000 le volume de recrutement d'enseignants nouveaux à effectuer, entre 1988 et 2000 pour les écoles, les collèges et les lycées, soit 27 000 en moyenne par an, alors qu'on en trouve à peine 10 000 actuellement. La situation n'est pas dramatique dans l'immédiat, car l'afflux des élèves dans les lycées se fera progressivement, et les départs en retraite de professeurs ne deviendront massifs qu'au début des années 90, et surtout après l'an 2000. Mais le temps presse : les futurs enseignants du vingt et unième siècle fréquentent déjà le collège.

Le choc est d'autant plus rude que personne ne l'attendait. Jusqu'à ces dernières années, le ministère ne se préoccupait guère de prospective, son horizon se limitant traditionnellement à la préparation du budget de l'année suivante ou de la prochaine rentrée. Or la réponse au problème posé n'est pas seulement technique. En effet, il ne suffit pas de créer massivement des postes puisque ceux-ci risquent de ne pas être pourvus faute de candidats. Il s'agit donc de s'attaquer à l'ensemble des problèmes de l'éducation, concernant aussi bien les professeurs (formation, statut, salaires, durée du temps de travail et méthodes) que les élèves (rythmes scolaires, répartition entre les filières, orientation, etc.).

La crise actuelle a des causes multiples. En premier lieu, les salaires, qui sont décourageants. Un instituteur débute à 6 000 F net, un jeune professeur titulaire du CAPES à 6 600 F net et un agrégé à 7 650 F. Dans les disciplines scientifiques, où s'exerce la concurrence du secteur privé, les carrières de l'enseignement n'attire plus les étudiants, et le recrutement est en voie de tarissement. Au CAPES de mathématiques, la barre de l'admissibilité descend à... 3,5 sur 20.

Les candidats aux CAPES scientifiques sont pourtant à peine plus nombreux que les postes offerts et 40 % des besoins dans ces disciplines ne sont pas assurés cette année. D'où le recours de plus en plus massif à des maîtres-auxiliaires, non formés, sans garantie d'emploi, souvent des étudiants africains qui maîtrisent mal le français et sont dépêchés en catastrophe dans des collèges ou des lycées professionnels de banlieue.

Elargir le vivier

Et la situation va empirer : les universités ne produisent qu'un millier de licenciés en mathématiques chaque année, alors que les besoins annuels des collèges et des lycées seront de 900 à 1 300 professeurs nouveaux entre 1990 et 2000, selon les prévisions de l'éducation nationale, qui viennent d'être communiquées à toutes les universités pour la première fois. Le président de la société mathématique de France, M. Jean-François Méla, parle d'un « véritable désastre », et la plupart des observateurs, y compris de grands scientifiques, admettent que l'on ne développera pas la scolarisation au lycée sans un aménagement des horaires et une profonde révision des contenus de l'enseignement des maths et de la physique.

Un groupe de travail, constitué à la demande de M. Monory autour de M. Pierre Legrand, doyen de l'inspection générale de mathématiques, estime qu' « une action vigoureuse s'impose... à bref délai ». Dans son rapport au ministre, il propose l'octroi, dès la rentrée 1988, de bourses d'études, voire d'un statut de fonctionnaire-stagiaire aux étudiants titulaires d'un DEUG, s'engageant à servir l'éducation nationale. La grande masse des étudiants ignore les débouchés offerts par l'enseignement et ceux qui seraient tentés restent marqués par le faible recrutement des années 70, ignorant que les postes offerts se sont multipliés depuis 1981.

Le même rapport suggère d'en finir avec l'inquiétante stagnation des bacs scientifiques et l'Inspection générale souhaite favoriser l'orientation des jeunes filles dans les filières correspondantes, où elles restent sous-représentées. Pour élargir le vivier des professeurs potentiels, le document suggère d'accroître le nombre de bacheliers C et E en revoyant l'ampleur des programmes, en adaptant les épreuves du bac à l'élève moyen, et en permettant à « certains élèves motivés mais un peu lents » de suivre en quatre ans au lieu de trois les classes du lycée. Il est aussi question de faire appel à des ingénieurs en chômage ou en préretraite pour combler les déficits d'enseignants.

Campagnes de publicité pour les carrières de l'éducation, prérecrutement avec aide financière, appel aux retraités ou aux militaires du contingent, subventions pour les universités ou les régions qui ne produisent pas suffisamment d'enseignants : ces premières réponses à la crise du recrutement concernent d'abord les disciplines scientifiques mais les lettres modernes et l'histoire-géographie ne sont pas épargnées. Seules la philosophie et les lettres classiques fournissent largement les enseignants nécessaires au prix d'une sévère sélection.

La revalorisation des rémunérations constitue l'autre axe majeur de réflexion. Mais son coût est si phénoménal que le PS a préféré ne pas afficher l'évaluation réelle de son projet de « loi de programmation » : 450 milliards de francs sur douze ans, enseignement supérieur compris. Les évaluations de l'actuel ministère, qui limite pourtant l'objectif à 74 % de « niveau bac » pour l'an 2000 aboutiraient à une addition presque aussi salée.

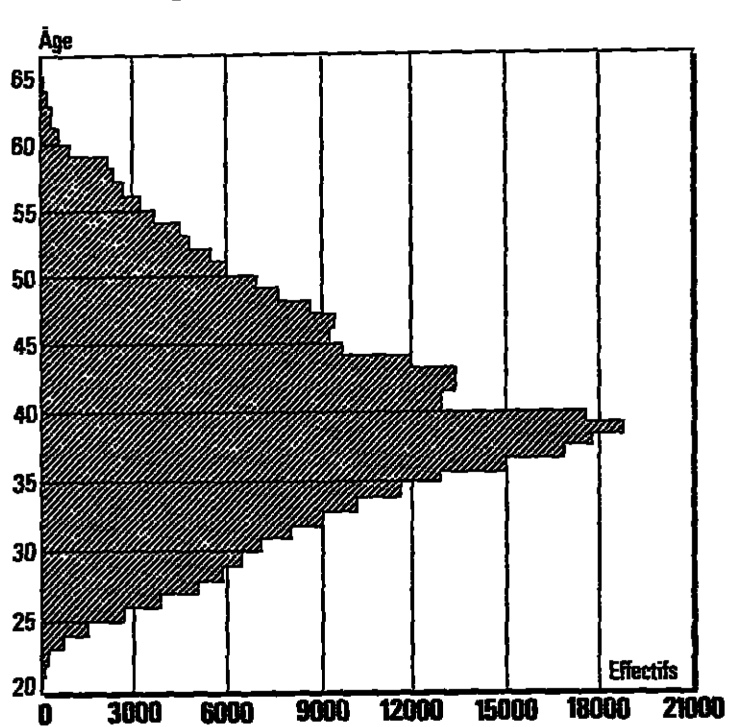
Travailler autrement

Dans l'esprit des gestionnaires, la revalorisation des rémunérations n'aura pas pour seule fonction de redorer le blason des enseignants ; elle autorisera l'Etat à exiger d'eux qu'ils travaillent plus – ou en tout cas « autrement ». Obligation de service calculée sur l'année et non plus par semaine, exigence d'un suivi individuel des élèves en dehors des cours, incitation aux heures supplémentaires, bien moins coûteuses qu'une augmentation générale des salaires et des retraites... Les idées ne manquent pas. Certains envisagent même la création d'un corps de « super-profs » mieux payés, en contrepartie de nouvelles obligations. Les collectivités locales pourraient être appelées à compléter l'effort de l'Etat, lorsque des professeurs s'engagent à rester un certain temps dans des zones difficiles. Des possibilités nouvelles d'aller-retour avec le privé, et la suppression de toute limite d'âge pourraient casser l'image d'un « enseignement ghetto ».

Dernière arme pour compenser le manque de professeurs : l'allégement des horaires des élèves et l'assouplissement des filières qui imposent aujourd'hui certains enseignements à des élèves non motivés. Supprimer une demi-heure de maths au collège, c'est « économiser » trois mille professeurs. On imagine les fortes tentations du côté des gestionnaires – mais aussi le risque d'un déchaînement des corporatismes enseignants, qui a déjà fait avorter à l'automne dernier la réforme des lycées de M. Monory, bâtie sur le même principe.

PHILIPPE BERNARD.

Pyramide des âges des enseignants du second degré en 1986-1987



La pyramide des âges des trois cent quarante mille enseignants des collèges et lycées montre que, si les jeunes sont peu nombreux, l'essentiel des effectifs de professeurs actuellement en fonctions se situe dans la classe des trente-cinq - cinquante ans. Lorsque ces derniers partiront en retraite, dans une dizaine d'années, les besoins seront énormes. Dans certaines disciplines (mathématiques, physique, lettres modernes), une forte demande se manifestera dès le début des années 90 et sera confrontée à une offre insuffisante. Et les bacheliers de 1987 ne seront professeurs certifiés qu'en 1992, au mieux...

Le Monde de l'éducation **publiera, dans son numéro de janvier 1988, un dossier intitulé : « Prof : un métier d'avenir. »**

● **Grève à l'université de Besançon.** – Les étudiants en droit de l'université de Besançon ont décidé, par un vote à bulletin secret, de se mettre en grève jusqu'au jeudi 10 décembre pour protester contre l'insuffisance des locaux, du nombre des enseignants et du personnel administratif. L'intersyndicale des enseignants a lancé un mot d'ordre de grève pour jeudi. Les juristes rejoignent ainsi les étudiants en lettres, qui ont reconduit, jusqu'à jeudi également, la grève qu'ils avaient commencée le 2 décembre. – *(Corresp.)*

L'« instit » saisi par le privé

Lorsqu'il a décidé de franchir le fossé qui sépare l'éducation nationale du secteur privé, Patrick Worms n'a pas eu besoin de publier une petite annonce. Pour cinquante candidatures volontaires adressées à des sociétés d'informatique, il a obtenu quarante propositions de rendez-vous pour « entretien », et c'est lui qui a finalement sélectionné son employeur parmi une dizaine de propositions : Texas Instruments, le fabricant de calculatrices électroniques.

A vingt-sept ans, Patrick Worms ne sort ni d'HEC ni de Polytechnique. Sa licence d'informatique et son diplôme d'instituteur n'ont pas de quoi impressionner *a priori* une multinationale. Mais il a été préféré à des candidats issus de grandes écoles de commerce parce qu'il connaît de l'intérieur le fonctionnement de l'éducation nationale, où Texas Instruments souhaite se renforcer.

Instituteur doté d'un solide tonus et passionné pour les ordinateurs, Patrick Worms avait été choisi en 1985 par le rectorat de Paris pour coordonner le plan « Informatique pour tous » dans les écoles. Pendant deux ans, il négocie avec des inspecteurs d'académie et des fabricants de matériel, en gardant son salaire de maître d'école – 7 000 F. – mais il quitte ses fonctions à la rentrée 1987, estimant impossible de bâtir son travail « sur la durée ». Redevenir instituteur ? *« Les enfants me passionnent, mais je me voyais mal plonger pour trente ans et abandonner mon expérience informatique. »* Aujourd'hui, Patrick Worms est chargé de promouvoir les calculatrices Texas chez les enseignants, qui sont les principaux prescripteurs de ce type d'achats.

L'entreprise emploie vingt-cinq professeurs en exercice sous contrat pour former leurs collègues à l'utilisation de ses machines et publie une revue mensuelle à leur intention. Le jeune instituteur s'est changé en *« chef de produits éducation »*. Il se veut *« performant »* et constate : *« Je fais un boulot qui me porte. »* Il a aussi doublé son salaire.

Ph. Be.

RELIGIONS

La visite au Vatican du patriarche de Constantinople

Dimitrios Ier et Jean-Paul II rejettent tout « prosélytisme » entre orthodoxes et catholiques

La fin de la visite de Dimitrios Ier au Vatican a été marquée, le lundi 7 décembre, par la publication d'une déclaration commune, signée par le chef de l'Eglise de Constantinople, *« premier par les égaux »* dans l'épiscopat orthodoxe mondial, et par Jean-Paul II. Le précédent voyage au Saint-Siège du patriarche de Constantinople remontait à 1967, il y a exactement vingt ans : il s'agissait alors d'Athénagoras rendant à Paul VI sa visite en Turquie la même année (*le Monde* du 3 décembre).

La déclaration commune confirme le progrès du rapprochement œcuménique entre les orthodoxes et l'Eglise catholique, séparés depuis le schisme de 1054. Les signataires soulignent leur désir d'aboutir à une unité complète et s'engagent à *« promouvoir, de toutes les manières possibles, le dialogue de la charité »*. Cette expression sert traditionnellement à qualifier les discussions entre Rome et l'orthodoxie engagées après le concile Vatican II.

« Cette charité créatrice, poursuit la déclaration, *nous conduit à collaborer pour la justice et la paix, tant au niveau mondial qu'au niveau régional et local. Elle nous pousse à ouvrir cette collaboration, au-delà des chrétiens, à tous ceux qui, dans les autres religions, cherchent Dieu, sa justice et sa paix. »*

Dimitrios Ier et Jean-Paul II affirment encore que la mission de l'Eglise dans le monde *« implique la défense de la dignité de l'homme »* partout où elle est mise en cause, par la pauvreté, par la limitation de la liberté religieuse, par *« l'utilisation et le trafic d'êtres humains »*, par *« la peur qu'engendre l'existence de moyens de nuire gravement à l'intégrité de la création »* et par *« des idéologies racistes niant l'égalité fondamentale de tous devant Dieu »*.

La déclaration commune souligne le devoir des deux Eglises de *« rejeter toute forme de prosélytisme, toute attitude qui serait ou pourrait être perçue comme un manque de respect »*. Liée à la question de l'*« uniatisme »*, qui, dans les pays de l'Est et au Proche-Orient, oppose les orthodoxes aux catholiques de rite oriental unis à Rome, l'accusation de prosélytisme visant d'autres Eglises chrétiennes revient souvent dans les discours des Eglises et patriarcats orthodoxes, notamment en Grèce et en Serbie, où pèse le poids des catholiques croates.

Des gestes symboliques ont marqué cette visite au Vatican de Dimitrios Ier. Pour la première fois depuis la rupture entre Rome et Constantinople, le pape et le patriarche ont concélébré le 6 décembre, à Saint-Pierre de Rome, la liturgie de la parole et récité (en grec) le Credo de Nicée-Constantinople (avant la rupture). La *loggia* de la basilique vaticane a été exceptionnellement ouverte à une personnalité non catholique. De là, Jean-Paul II et Dimitrios ont lancé un appel à l'unité, en italien et en grec, devant vingt mille fidèles rassemblés sur la place Saint-Pierre.

Dans son homélie, le pape a dit que, en cas de réconciliation définitive, Rome respecterait *« pleinement »* la tradition des Eglises d'Orient. Celles-ci pourront *« se régir selon leurs propres disciplines »*. Mais il a en même temps réaffirmé, avec netteté, la *« primauté »* de l'évêque de Rome, que les orthodoxes admettent, sans toutefois pouvoir accepter l'*« infaillibilité »* et la *« juridiction directe »* du pape, définies par Vatican I orthodoxes-catholiques.

Achevant sa tournée hors de Turquie commencée en mai dernier, le patriarche de Constantinople est arrivé à Londres le 7 décembre, où il a été reçu par l'archevêque de Cantorbéry, primat de la communion anglicane. Il sera enfin du 10 au 14 décembre au Conseil œcuménique des Eglises à Genève.

H. T.

DROGUE

Les 450 kilos de cocaïne saisis en Guadeloupe étaient destinés au marché européen

Les 450 kilos de cocaïne (et non 400, comme annoncé dans nos éditions du 8 décembre) saisis en Guadeloupe, dimanche 6 décembre, qui constituent la plus grosse prise jamais effectuée sur le territoire français, étaient destinés au marché européen, indique-t-on, lundi 7 décembre, de source policière, à Pointe-à-Pitre.

Parmi les quatre trafiquants arrêtés se trouvait un ressortissant colombien, domicilié en RFA et originaire de Medellin, la ville colombienne où trois familles se partagent plus de 80 % de la production mondiale de cocaïne.

POINT-A-PITRE
de notre correspondant

La police avait repéré les trafiquants depuis deux mois, lors d'une enquête effectuée à l'initiative de la gendarmerie et en coopération avec l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) sur l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, à 250 kilomètres au nord de Pointe-à-Pitre.

Après avoir multiplié les filatures, en collaboration avec de nombreux services de police étrangers, les policiers du SRPJ Antilles-Guyane, basé à Pointe-à-Pitre, remarquaient, à la fin du mois de novembre, l'arrivée dans l'archipel de Juan Perez Piedrata, dit Hans, dit également Hans Peres, né en 1945 à Medellin (Colombie). Le rôle présumé d'acheteur de cet homme, domicilié en RFA, rendait l'affaire d'autant plus intéressante que Perez Piedrata est considéré par les policiers de l'OCRTIS comme un « directeur financier » de l'une des trois familles qui, à Medellin, se partagent plus de 80 % du trafic mondial de cocaïne.

Selon les enquêteurs, les quatre cents paquets de plus de 1 kilo chacun de cocaïne pure à 95 % ou 98 %, saisis sur l'île de Marie-Galante, à 40 kilomètres de Pointe-à-Pitre, proviennent du « cartel de Medellin ». Toutefois, il était impossible de savoir, lundi, si la drogue saisie provenait de la famille de Carlos Lieder (actuellement jugé à Jacksonville, aux Etats-Unis), de celle de Jorge Ochoa (qui s'est récemment proposé de rembourser toute la dette extérieure de la Colombie en échange d'une cessation de poursuites), ou de celle de Pablo Escobar.

La seule indication valable était la marque Gamada, imprimée sur chacune des briques, soigneusement enveloppées dans du papier aluminium, lui-même recouvert d'un plastique. Toujours est-il que l'arrestation de Juan Perez Piedrata et des trois passagers du Piper Cheyennes 2 (un biturbo propulseur, spécialement équipé de petits réservoirs d'essence de secours et de pompes électriques) constitue pour la police française (aidée sur place par le Drug Enforcement Agency) un succès important dans la lutte contre les stupéfiants.

Le commissaire Goujard, numéro deux de l'OCRTIS, se refusait, lundi à Pointe-à-Pitre, à préciser si le pilote travaillait ou non pour Carlos Lieder. Cependant, le pilote, David Rodrigo Ortiz Hermida, né en 1956 à Villavicencio (Colombie), est, selon M. Goujard, *« l'un des meilleurs pilotes de Carlos Lieder »* et n'aurait pas hésité à plusieurs reprises à détruire des avions, lors d'importantes livraisons de cocaïne aux Etats-Unis.

Le convoyeur arrêté dimanche à l'aéroport de Marie-Galante est également un homme connu des services de police. Il s'agit de Jesus Garcia Lasprilla, né en 1947 à Cali. Seul le copilote, âgé de seulement dix-neuf ans, Castro Armando Munoz, semblait, lundi soir, être un « sans grade » du trafic international de cocaïne. Ces quatre hommes étaient placés en garde à vue et on supposait, dans les milieux policiers, de prochaines interpellations.

ANDRÉ LÉGER.

M. Claudius Brosse présidera la mission de lutte contre la toxicomanie

M. Claudius Brosse, préfet hors cadre, a été nommé président de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) par un arrêté du 1er décembre 1987.

[Né le 16 novembre 1931 à Vienne (Isère), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Brosse a notamment occupé les fonctions de préfet de la Lozère, de la Drôme, de la Sarthe, de la région Auvergne et du Puy-de-Dôme. Il a été trésorier-payeur général du Morbihan et de l'Aisne, commissaire de la République de la région Bourgogne, puis de la Côte-d'Or. M. Brosse remplace M. Guy Fougier, conseiller d'Etat et président de la MILT depuis 1986.]

مكذا من الاصل

Société

JUSTICE

La décision du ministère de l'intérieur

Onze des opposants iraniens promis à l'expulsion ont le statut de réfugié

Après les opérations policières menées dans les milieux d'opposant iraniens par le ministère de l'intérieur, lundi 7 décembre, vingt-six de ces opposants sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

Dix-sept ont accepté de partir en direction du Gabon, tandis que les neuf autres sont assignés à résidence, le ministère de l'intérieur demandant aux pays de leurs choix s'ils sont prêts à les accueillir. Ces interpellations d'opposants à un régime qui vient d'être condamné, pour la troisième année consécutive, par l'Assemblée générale de l'ONU pour ses violations des droits de l'homme ont été qualifiées de *« marchandage ignoble avec la dictature la plus terroriste et la plus détestée du monde contemporain »* par M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple, dans une lettre adressée à M. François Mitterrand depuis Bagdad, la capitale irakienne.

Selon les Moudjahidins, qui ont fait appel au Haut Commissariat aux réfugiés, la plupart des expulsés avaient le statut de réfugié, étaient condamnés par contumace en Iran, résidaient en France depuis plusieurs années et comptaient des membres de leurs familles, en Iran, emprisonnés ou exécutés. Dans un télégramme adressé au secrétaire général de l'ONU, les Moudjahidins donnent les noms de dix-neuf des vingt-six expulsés en précisant, pour onze d'entre eux, le numéro de carte de réfugié (1). M. Radjavi, qui signe ce télégramme, reprend les mêmes arguments dans une lettre adressée au président de la République, où il dénonce le *« comportement scandaleux et déshonorant »* du gouvernement français. M. Radjavi avait été lui-même expulsé de France en juin 1986.

« Votre pays, sous votre responsabilité, était le champion des droits de l'homme pour avoir donné asile à de tels réfugiés, écrit M. Radjavi. *Il semble qu'aujourd'hui les principes sont piétinés en France et pris en otages par Khomeiny. Les terroristes qui ont versé le sang des Français échappent à la justice alors qu'on maltraite les réfugiés dont l'asile faisait partie de la gloire de la France. »* M. Radjavi s'adresse à M. Mitterrand en sa qualité de *« garant des valeurs et de la gloire de la France et particulièrement au militant antifasciste de longue date (...), afin que la dignité de la loi et le droit sacré d'asile soient préservés »*.

Quatre organisations françaises constituant le secrétariat permanent de la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA) – la CIMADE, France Terre d'asile, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), la Ligue des droits de l'homme (LDH) – s'*« élèvent fermement contre les mesures d'expulsion selon la procédure d'urgence absolue prise à l'encontre de plus d'une dizaine de réfugiés iraniens sous statut. »* *« Ces personnes,* ajoute la protestation, *dont la plupart résident en France depuis plus de cinq ans sans avoir causé de troubles à l'ordre public, n'ont pas fait, jusqu'à ce jour, l'objet de poursuites judiciaires dans notre pays. »*. Ces associations ont décidé de saisir la commission de recours des réfugiés.

Trois avocats français, Mes Henri Leclerc, Jean-Pierre Mignard et Francis Teitgen, dénoncent de leur côté *« la vassalisation de notre droit aux volontés de l'ayatollah Khomeiny »*, qu'*« aucun contexte, même le plus sensible, ne saurait justifier »*. Soulignant qu'*« aucune sanction pénale n'avait été infligée »* aux Iraniens expulsés, ils ajoutent : *« Toute procédure d'expulsion collective est contraire aux conventions internationales. Au surplus, on ne sait quelles voies de recours seront offertes aux personnes arrêtées, mais la procédure d'urgence absolue les priverait de toutes. »*

M. Jack Lang (PS) renchérit dans un communiqué : *« Honte à Pasqua. Honte au gouvernement Chirac qui, par ce geste indigne, renie le droit d'asile et pactise avec la dictature de Khomeiny (...). Quand M. Malhuret va-t-il enfin démissionner ? »* Pour M. Jean-Pierre Stirbois (FN), par ces expulsions, M. Pasqua *« déshonore un peu plus notre pays aux yeux de nos alliés »*.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a rétorqué, lundi 7 décembre, lors d'une réunion publique à Avallon (Yonne) : *« Nous n'avons de leçons à recevoir de personne (...). Nous n'accepterons jamais que des Français soient détenus en otages, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, sans transiger, quelles que soient les criailleries des uns et des autres. Et nous ne tolérerons pas qu'un certain nombre de gens qui ont demandé à s'installer sur notre sol en profitent pour intenter des actions terroristes : nous les expulserons. »*

(1) Selon les Moudjahidins, les opposants expulsés sont *« tous officiellement inscrits au Haut Commissariat aux réfugiés et au centre de l'OFPRA »*. Les noms des dix-neuf expulsés, parfois accompagnés d'un numéro de carte de réfugié, sont, selon ce mouvement, les suivants : Said Assadi Tari (carte n° 00170821), Mohammad Ali Massoumi (n° 26500111), Mohammad Ali Cheykhi Narani (n° 43219141), Yazdan Hadj-Hamza (n° 12373811), Cirous Ghaderi, Hassan Habibi Kalhordi, Mohammad Kazem Moussa'i (n° 26815861), Momen Tchoupani (N° 01012291), Nader Nourizadeh, Mohammad Eraqi Navaz (n° 00149031), Ali Achraf Ebadi Abouzar (n° 01281901), Bahman Ghaderi, Seyed Mohammad Mehdi Mofidi Chemirani (n° 26730701), Afsaheh Youssefi, Mitra Ariafar (n° 00156381), Anahita Ariafar (n° 00156351), Faramarz Baharifar, Mina Latifi, Assad Dehghani.

La « normalisation » avec Téhéran va bon train

La « normalisation » des relations franco-iraniennes va bon train. Elle va même un train d'enfer, avec la mise en rétention administrative, lundi 7 décembre, d'une *vingtaine* de membres ou sympathisants des Moudjahidins du peuple, dont l'expulsion vers *« le pays de leur choix »* ne devait pas tarder. A noter toutefois que, selon les représentants de ce mouvement d'opposition au régime de l'imam Khomeiny, le bureau en France des Moudjahidins, installé dans la maison d'Auvers-sur-Oise qu'habita leur chef, M. Massoud Radjavi, de son arrivée en juillet 1981 à son expulsion en juin 1986, a été très peu touché puisque deux seulement de ses membres – *sur une vingtaine* – *ont été interpellés* à fin d'expulsion.

Tous les démentis du monde n'y feront rien : il est de plus en plus difficile de ne pas voir se dessiner, jour après jour depuis la libération, il y a dix jours, de Jean-Louis Normandin et de Roger Hauque, la trame du marché conclu avec Téhéran. Vendredi 27 novembre : *libération* à Beyrouth des deux otages *français*, qui arrivent le lendemain à Paris, notamment accueillis par MM. Jacques Chirac et Charles Pasqua, ce dernier ayant pris en main le dossier otages – et donc celui de la « normalisation » avec l'Iran, – dont le Quai d'Orsay a *été totalement* écarté, et l'est toujours. Dimanche 29 novembre : M. Gordji sort de l'ambassade d'Iran pour la première fois depuis juin dernier et se rend chez le juge Boulouque, qui ne retient aucune charge contre lui après l'avoir entendu comme témoin dans l'enquête sur les attentats de septembre 1986 à Paris. Lundi 30 novembre : fin de la « guerre des ambassades » avec le retour à Paris du diplomate français Paul Torri, que les Iraniens ont également lavé de *tout soupçon après l'avoir accusé* d'espionnage. Le lendemain enfin, le Quai d'Orsay annonçait que l'on pouvait s'attendre à *« un progrès significatif assez rapide »* dans le règlement du contentieux financier franco-iranien, à savoir le remboursement *par Paris d'un prêt* d'un milliard de dollars accordé en 1974 par l'Iran au CEA et dont une première *échéance de 330 millions de dollars* avait déjà été honorée il y a un an, peu avant la libération de deux otages au Liban.

Le règlement du contentieux financier figurait parmi les trois conditions posées officiellement par Téhéran pour une normalisation de ses relations avec la France : une *normalisation* qui, aux yeux de Paris, passe par la libération des otages au Liban. La deuxième condition était que les autorités françaises *mettent* fin aux activités de l'opposition iranienne sur leur territoire. Un premier gage avait été donné à l'imam Khomeiny lorsqu'en juin 1986 M. Radjavi avait été prié de quitter la France, soit peu avant la libération de deux nouveaux otages.

Si des opposants iraniens beaucoup plus connus que ceux de la poignée de Moudjahidins qui viennent d'être interpellés résident également en France – tels MM. Chapour Bakhtiar, dernier chef d'un gouvernement impérial, et Abolhassan Bani Sadr, ex-président de la République islamique, – les hommes de M. Radjavi représentent une menace *beaucoup plus redoutable* en Iran même, où ils n'ont cessé de revendiquer depuis des années des opérations militaires contre le régime, *sans compter des attentats* très meurtriers contre les dignitaires islamiques.

Plus récemment, ils ont fait état d'une forte activité, aux côtés des *forces irakiennes*, de leur branche militaire, l'Armée nationale de libération de l'Iran, sur le front. Maintenant basés en Irak, ils se réclament d'un marxisme-léninisme étroitement lié à un islamisme qu'ils veulent très rigide (on ne voit en public de femme moudjahidin que la tête couverte). Revendiquant depuis Bagdad des opérations armées contre les forces iraniennes, les partisans de M. Radjavi *se sont attiré* une profonde hostilité de la part de tous les autres opposants iraniens, des monarchistes aux libéraux, qui *n'hésitent pas* à les *qualifier* régulièrement de *« Khmers rouges de l'Iran »*. Les premiers ne peuvent oublier que les Moudjahidins ont été parmi les ennemis les plus irréductibles du régime du chah. Les seconds ne peuvent adhérer à ce qu'ils considèrent comme leur *« fanatisme »* ; et l'alliance Bani Sadr-Radjavi n'a pas tenu, pas plus que celle que les Moudjahidins avaient nouée un temps avec les Kurdes.

La troisième condition...

Une fois réprimée l'activité en France des opposants les plus dangereux au régime de Téhéran, reste la troisième condition « officielle » de l'Iran : l'arrêt du soutien de Paris à Bagdad. S'il s'agit de la condition la plus importante aux yeux des Iraniens, c'est également celle sur *laquelle les Français se montrent* officiellement le plus intraitables, affirmant constamment que ce soutien ne saurait être remis en cause. *Des affaires récentes*, comme celle de la vente de munitions à l'armée iranienne par Luchaire montrent toutefois que des entorses à la règle *ne peuvent jamais être totalement* exclues. En tout état de cause, peut-on réellement qualifier de coïncidence le récent retour à Djibouti du porte-avions *Clemenceau*, fleuron de la flotte française présente dans la région du Golfe, après quinze jours seulement de croisière en mer d'Oman *depuis sa précédente escale* technique à Djibouti ? Une flotte française dont les Iraniens n'ont cessé de dénoncé la présence aux *côtés des Américains*.

Reste enfin une condition, jamais brandie ouvertement mais toujours présente au cours des négociations sur le sort des otages : la libération *de détenus* arabes, condamnés en France pour terrorisme, et notamment Anis Naccache, dont le président Mitterrand avait envisagé la grâce en échange de la libération de tous les otages français du Liban.

Le rythme avec lequel M. Pasqua mène le processus de « normalisation » avec Téhéran, *inséparable* pour Paris de la libération de MM. Fontaine, Carton et Kauffmann, n'est pas sans inquiéter *les milieux diplomatiques* « classiques ». Tout en affirmant que, en fin de compte, *« recoller les morceaux de porcelaine »* fait partie de leur travail habituel, ces milieux prient toutefois pour que rien ne soit fait d'irréparable sur le plan diplomatique et que, surtout, la politique *actuellement suivie* soit, après coup, au moins explicable à l'étranger, notamment auprès des pays arabes.

YVES HELLER.

Le HCR demande des précisions à la France

GENÈVE
de notre correspondante

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a adressé ce matin 8 décembre une note verbale au ministère des affaires étrangères à Paris dans laquelle il demande à connaître les motifs de la mesure d'expulsion qui a frappé les réfugiés iraniens, ainsi que des précisions sur les personnes touchées par cette décision.

Dans le cas où il s'agirait d'Iraniens bénficiant du statut de réfugiés, le HCR souhaiterait savoir quelles sont les garanties qui leur seront accordées quant à leur sécurité. La note rappelle l'article 32 de la Convention et protocole relatif au statut des réfugiés, qui stipule notamment :

« Les parties contractantes n'expulseront un réfugié se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public... L'expulsion de ces réfugiés n'aura lieu qu'en exécution d'une décision rendue conformément à la procédure de la loi. Le réfugié devra, sauf si des raisons impérieuses de sécurité nationale s'y opposent, être admis à fournir des preuves tendant à le disculper, à présenter un recours et à se faire représenter à cet effet devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.

(...) Les États contractants accorderont à un tel réfugié un délai raisonnable pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays (...).

La note fait allusion également à l'article 33 du même texte, qui précise : *« Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera de quelque manière que ce soit un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, sa religion, sa nationalité ou son appartenance à un groupe social, ou de ses opinions politiques. »*

La note du HCR rappelle également l'article 5 de l'OFRA (Office français pour les réfugiés apatrides), qui prévoit la saisie d'une commission de recours pour avis, ainsi qu'une procédure comportant un effet suspensif. Au Palais des nations, les fonctionnaires des Nations unies, quant à eux, n'hésitent pas, en parlant de cette affaire, à prononcer le mot de *« marchandage »*.

I. V.

M. JOSPIN : brutal

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a réagi ainsi à l'expulsion des opposants iraniens :

« Une expulsion massive et, semble-t-il, brutale dans ses formes de plusieurs dizaines d'opposants iraniens apparemment en situation régulière vient d'être opérée sur décision du gouvernement, sous prétexte d'« atteinte à l'ordre public ».

» S'il y avait véritablement « atteinte à l'ordre public », pourquoi est-elle constatée seulement et justement aujourd'hui ? Le gouvernement doit nous donner sur ce point des éléments précis d'information. »

Le pourboire ou l'acompte...

(Suite de la première page.)

L'efficacité dans cette affaire, *comme dans tant d'autres*, prime tout et annule les arguments des perpétuels avocats de l'Etat de droit qui, comme chacun sait, *n'ont pas les mains sales* puisqu'ils n'ont pas de mains...

C'est, clairement, la méthode Pasqua : on n'a rien sans rien. Pas d'otages libérés sans normalisation avec l'Iran. Pas de normalisation sans gages de bonne volonté et échanges de bons procédés, comme on l'a déjà fait, en plusieurs occasions, avec l'Algérie. *On vous rend Gordji, rendez-nous* Torri. Il reste des otages au Liban ? Il y a encore des opposants iraniens en France ? *Qu'à* cela ne tienne : nos textes sur « l'urgence absolue » – qui ont déjà beaucoup servi pour les Basques espagnols – permettant des expulsions administratives sans intervention du judiciaire. C'est *une méthode éprouvée que l'évacuation des oposants iraniens : en* juin 1986, le leader des Moudjahidins du peuple avait *dû quitter la* France et, deux semaines plus tard, deux otages français au Liban étaient libérés.

Pour conserver un semblant de cohérence avec les *« principes affichés »* – selon l'expression bien trouvée de M. Barre, – on s'abrite derrière cette bonne vieille notion de trouble de l'ordre public qui a le *mérite de servir toujours sans* s'user jamais. Le communiqué du ministère de l'intérieur annonçant les interpellations de lundi évoque ces *« dizaines de ressortissants iraniens [...] se livrant à des actions qui portent atteinte à l'ordre public ». On ne s'était pas* vraiment aperçu, pour tout dire, que la tranquillité publique était menacée par ces gens-là au point qu'il faille les chasser en urgence. A moins que les autorités françaises n'aient voulu nous débarrasser de ces militants qui, le soir venu, sur les trottoirs des grandes villes, vous obligent à de petits détours *quand ils font signer leurs* dérisoires pétitions contre l'Iran et les tortures...

« Cette intervention, a dit M. Pasqua, *s'inscrit dans le cadre de la politique que nous avons définie : nous n'acceptons pas que, sous couvert de bénéficier de la protection de nos lois, certains utilisent ces protections pour comploter. »* Un complot ? Contre l'imam ? Il était alors urgent d'intervenir d'une main de fer et de *montrer que la France sait se faire* respecter – sur son sol... – et qu'elle ne renouvellerait pas la *fâcheuse expérience de naguère,* lorsqu'elle avait si longtemps abrité le plus grand comploteur de l'Iran *moderne* : Khomeiny soi-même.

Anesthésie

Ne parlons pas de rançon, puisque cela fâche le gouvernement de la France. Ne parlons pas de troc, puisque, selon le chef de l'Etat, *« on ne peut pas troquer le crime contre l'innocence »*. Ne parlons pas de justice, puisque le juge Boulouque estime que, *dans l'affaire* Gordji, elle *« peut avoir la tête haute »*. Ne parlons pas de marchandages, puisqu'on ne pourrait, *en l'occurrence, que vendre en* secret l'inavouable (ventes d'armes, ventes d'âmes...) et que c'est impensable, comme on le sait. Ne parlons pas de diplomatie, ce mot ayant encore des connotations distinguées. Ne parlons pas *du prix des otages* car une vie d'homme ne devrait pas avoir de prix. Ne parlons plus de respect, de fermeté, d'intransigeance ou de bon droit quand la France verse à l'Iran, avec ces expulsions hâtives, un pourboire honteux. Ou un *acompte. Ne parlons plus* de tout cela, et attendons, la conscience anesthésiée, le retour des derniers otages.

BRUNO FRAPPAT.

● *Manifestants condamnés.* – Poursuivis pour avoir, selon les forces de l'ordre, participé au saccage *d'un véhicule de police*, lors des incidents survenus au terme de la manifestation organisée en mémoire de Malik Oussekine, samedi 5 *décembre à Paris*, deux jeunes hommes ont été condamnés, lundi 7 décembre, à trois mois de prison, par la *vingt-troisième chambre* du tribunal correctionnel. MM. Emmanuel Cornuat, vingt-cinq ans et Charles Maclart, *vingt-neuf ans, présentés au* tribunal selon la procédure de comparution immédiate, avaient été *interpellés, samedi soir vers* 20 heures, au métro Bastille, après avoir été « reconnus » par des inspecteurs des renseignements généraux.

A l'*audience, les deux jeunes gens* ont admis avoir participé à la manifestation. Ils ont également déclaré *« avoir vu lors de la dispersion un attroupement autour de la voiture de police »*, affirmant *« avoir juste donné un coup de pied dans le véhicule ». En revanche, ils ont, tous* deux, nié avoir brisé les vitres de cette voiture.

Demain notre supplément
LIVRES D'ÉTRENNES
16 pages

CINÉMA

La mort de Rouben Mamoulian

Directeur de vedettes

Il a dirigé les plus belles, les plus mythiques, Marlène Dietrich, Greta Garbo, Rita Hayworth. Rouben Mamoulian était un des derniers survivants de l'âge d'or hollywoodien.

Le réalisateur Rouben Mamoulian est décédé vendredi 4 décembre à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Rouben Mamoulian naît le 9 octobre 1898 à Tiflis, en Géorgie, d'une famille arménienne et israélite. En 1905, il vient à Paris avec ses parents et commence des études au lycée Montaigne. En 1910, la famille rentre à Tiflis. Rouben Mamoulian ira étudier le droit criminel à Moscou, mais, passionné par le théâtre, il va prendre des leçons d'art dramatique chez Stanislavski. En 1918 il dirige une troupe *d'acteurs à Tiflis; en 1920, il s'installe* à Londres et fonde une compagnie théâtrale avec des compatriotes. Un premier succès, deux ans plus tard, lui vaut d'être appelé aux Etats-Unis pour diriger un théâtre. A partir de 1923, commence sa carrière américaine. Dans ses mises en scène, il abandonne le naturalisme pour une stylisation et une intelligente conception de la direction d'acteurs qu'on retrouvera dans ses films. Il débute en 1929 au cinéma, avec le parlant. *Applause*, entièrement tourné à New-York, est l'histoire d'une vedette de music-hall interprétée par Helen Morgan. Exigeant sur les recherches visuelles et sonores, Rouben Mamoulian va réussir à donner une unité esthétique à des films de genres divers. *Les Carrefours de la ville* (1931), avec Gary Cooper et Sylvia Sidney, sur un scénario de Dashiell Hammett, est un puissant film de gangsters mené à un rythme hallucinant. *Docteur Jekyll et M. Hyde* (1931), avec Fredric March et Miriam Hopkins, est une remarquable contribution au cinéma fantastique, sur le thème de R.L. Stevenson. En 1932, il réalise avec brio *Love me to night*, comédie musicale avec le couple à la mode Maurice Chevalier-Jeannette MacDonald, employé autrement que dans les films de Lubitsch. 1933 est pour Mamoulian l'année desstars mythiques. Entre deux Sternberg, Marlène Dietrich tourne avec lui *le Cantique des cantiques* (ou *Cantique d'amour*), superbe mélodrame romantique aux images de lumière à propos duquel on évoque Eric von Stroheim. Et de la Paramount, il passe à la MGM pour diriger Greta Garbo dans *la Reine Christine*. Il exalte la fascination et l'aspect androgyne de la star. Ce film est un écrin pour Garbo et le plus connu, parce que le seul fréquemment repris, des « portraits » hollywoodiens de Mamoulian. Un peu surfait peut-être, à la longue. Il faudrait revoir *le Cantique des cantiques* et *We Live again (Résurrection*, 1934) adaptation lyrique du roman de Tolstoï avec Fredric March et Anna Sten, actrice d'origine russe dont Samuel Goldwyn cherchait alors à faire une star internationale mi-Marlène, mi-Garbo.

Becky Sharp (1935), d'après *la Foire aux vanités* de Thackeray avec Miriam Hopkins en aventurière anglaise dansant au bal de sa réussite le soir de la bataille de Waterloo, « premier grand film en couleurs américain », n'est pas seulement le triomphe du procédé *Technicolor, mais celui d'un peintre* de société, d'atmosphère, utilisant les couleurs (en particulier le rouge) pour de beaux effets dramatiques et psychologiques. Personne n'en fera autant, ne fera mieux pendant longtemps. *Becky Sharp*, œuvre invisible et mythique aujourd'hui, nous reviendra peut-être enfin, sa restauration ayant été entreprise.

La carrière cinématographique de Rouben Mamoulian ne s'arrête pas là mais, après ce sommet artistique, devient moins intéressante. Qui se souvient de *la Furie de l'or noir* (1937), western romantique avec Irène Dunne et Randolph Scott ? De *l'Esclave aux mains d'or* (1939), film sur la boxe, où William Holden débuta aux côtés de Barbara Stanwyck ? On leur a préféré *le Signe de Zorro* (1940), avec Tyrone Power et Linda Darnell, et *Arènes sanglantes* (1941), avec Tyrone Power, Rita Hayworth et Linda Darnell, qui pourtant ne les valait pas et où Mamoulian montra surtout ses dons pour l'utilisation du technicolor. *Malgré sa célébrité, il* finit par se heurter aux producteurs. Après *Qui perd gagne* (1942), avec Henry Fonda et Gene Tierney, on lui retire *Laura*, que tournera Otto Preminger. Dix ans plus tard, il réalise encore *Belle Jeunesse* (1947), avec Mickey Rooney et Gloria de Haven, coulé dans le moule des « films d'adolescents » de la MGM et *la Belle de Moscou* (1957), version comédie musicale de *Ninotchka* avec les « deux meilleurs danseurs du monde », Fred Astaire et Cyd Charisse. Le scénario s'efface devant la danse, mais Mamoulian en *était conscient*. Ayant réalisé seize films durant toute sa carrière, en 1957, il prépare encore *Porgy and Bess*. Mais il est renvoyé et remplacé... par Otto Preminger. Autre malchance : il doit abandonner, en janvier 1961, le tournage de *Cléopâtre* avec Elisabeth Taylor. Il ne revint jamais au cinéma.

JACQUES SICLIER.

Le Festival des trois continents à Nantes

Chine sans surprise, Turquie immémoriale

Parfait exemple d'une PME culturelle, gérée avec humour et efficacité par la famille Jalladeau nantaise de souche, le Festival des trois continents vogue sur tous les flots.

Il y a neuf ans, Alain et Philippe Jalladeau, aidés des leurs et d'exploitants compréhensifs, les frères Pineau, se lançaient dans une aventure paradoxale, à l'ombre protectrice de la Cinémathèque française, qui les soutient dès le premier jour : *faire découvrir* d'autres cinématographies dans une perspective neuve, au-delà du tiers-mondisme, avec un regard purement cinématographique.

Il ne s'agit plus seulement de savoir combien on produit de balles de coton au Pakistan ou d'huile d'arachide dans tel coin perdu d'Afrique, mais de dire tout bonnement si un film est bon ou mauvais. On leur doit quelques premières mondiales, le cinéma américain noir (*black cinema*, rien à voir avec Humphrey Bogart), qui n'a pas encore réussi à devenir une réalité *économique*, mais l'idée fit le tour du monde. Puis il y eut l'Inde du Sud, avec en supplément la visite inopinée de Satyajit Ray, grand prince du Bengale. Et encore la révélation successive de pays de l'Asie du Sud-Est comme les Philippines et l'Indonésie.

Cette année, l'accent est mis sur la Chine et la Turquie. Les Chinois, à en croire Nantes, semblent se décider, timidement, à conquérir leur indépendance cinématographique.

Un Coppola chinois

L'homme du jour, dont on ne cesse de parler depuis sa *découverte* à Pesaro, il y a trois ans, est un jeune réalisateur de trente-cinq ans, Tchen Kaige, dont le second film, *la Grande Parade* (1986), couronné au Festival de Montréal, était également programmé et dans la compétition nantaise. Etrange brûlot qui, sous le prétexte de montrer que l'armée chinoise se compose d'individus et pas seulement de robots, s'achève sur une extraordinaire parade, place Tien An-Men, à faire pâlir *de* jalousie les collègues allemands et soviétiques. Phrase mémorable d'un gradé, telle que rapportée dans le sous-titrage : *« Certains disent que les militaires sont des idiots. Je leur dit merde ! » (sic).* » On pense furieusement au dernier film encore inédit de Francis Coppola, *Jardins de pierre*. Sauf que les femmes en sont totalement absentes.

La Turquie, après son retour à la démocratie, n'a pas eu encore vraiment la possibilité de faire un bond en avant et vit sur les valeurs acquises. Le sage Atif Yilmaz, soixante-deux ans, bon raconteur d'histoires. Le révolutionnaire Yilmaz Güney, mort en exil, que la Turquie refuse toujours de reconnaître comme un des siens parce qu'il défendait la minorité kurde. *Et un* réalisateur, à l'occasion, d'une force impressionnante, Metin Erksan, *cinquante-huit ans, à qui on doit le Puits* (1968, noir et blanc).

Une femme, deux hommes : la brute et le truand. La brute veut posséder Fatma, la tient en laisse comme un toutou. Elle échappe, revient à son village, s'enfuit, désespérée, est recueillie par Mémeth, bandit d'honneur. Ils s'aiment, la *police* le poursuit et l'abat. Troisième acte : la famille rejette Fatma, impure. La brute la retrouve, *s'arrête* au bord d'un puits. Elle réussit à tuer son ravisseur, puis se suicide en une sublime arabesque. Metin Erksam conte cette fable cruelle avec un minimum de paroles, un maximum d'action visuelle, dans des paysages grandioses.

Dernier temps nantais, une compétition inégale mais avec quelques surprises. Un film mexicain d'Arturo Ripstein, le chef de file de la génération des années 70, *l'Empire de la fortune*, non sans quelque parenté avec Mérimée. Un pauvre bougre tombe sous le charme d'une sorte de gitane. la *caponera* (« casse-couilles »). *Il* l'épouse, fait fortune. Elle meurt et aussitôt la chance l'abandonne. Mais leur fille *reprendra peut-être* le flambeau et jettera à son tour des sorts. Autre curiosité, *Karma*, d'un Vietnamien de Lausanne, Ho Quang Minh : surprise de découvrir un Vietnam différend, celui de Saïgon avant la chute, l'envers du décor de la guerre américaine.

Le Festival s'achève le mardi *9 décembre sur un hommage à Léon* Hirszman avec *Sao Bernardo* (1971), peu connu, ce qu'il y a eu de plus radical dans le *cinema novo* brésilien. Histoire d'une ambition : comment un marchand ambulant devient riche propriétaire et le pire des grands bourgeois (le romancier Graciliano Ramos a fourni le point de départ). Leon Hirzman nous a quitté le 16 septembre dernier. Personne ne l'a remplacé.

LOUIS MARCORELLES.

NOTES

« La vie platinée » de Claude Cadioux

Afrique insolite

Les mésaventures du groupe ivoirien Koteba se préparant à aller donner des concerts à Beaubourg *et en* Italie. Ils sont invités mais doivent payer leur voyage. La plupart n'ont jamais mis les pieds en Europe et ont une idée plutôt naïve de Paris. Cela dit, le film de Claude Cadioux fait découvrir une Afrique rarement montrée, loin de la brousse, à la lisière de la grand ville, dont on aperçoit les gratte-ciel. La ville des riches et des puissants est presque aussi difficile à atteindre que Paris, pour les musiciens fauchés de la banlieue ordinaire.

Tout ça est juste indiqué, sans message ni leçon, mais non sans complaisance. On assiste aux répétitions du groupe, on se promène dans les rues poussiéreuses, et dans les jardins ombragés de la haute bourgeoisie, car l'un des musiciens et amoureux d'une jeune fille de très bonne famille. Mais si elle s'habille mode et parle comme à Paris, elle reste soumise à la volonté de son père, qui lui a choisi un fiancé.

Au fond, ce n'est pas plus nunuche que *la Bamba*, qui plaît tant aux ados, pas moins bien fait, mais avec encore moins de moyens — notamment pour le lancement publicitaire — et ça n'entre pas dans les standards auxquels on est habitué. Les rythmes de Koteba vont-ils concurrencer le folklore mexicain revisité ? On aimerait, mais ça dépend aussi des maisons de disques.

C.G.

« Hollywood Shuffle » de Robert Townsend

Au bon Black

A tout prendre, ne vaut-il pas mieux être sympa, drôle, en bonne santé et noir que moche, triste, malade et blanc ? Eh bien ! si, répond un petit film bricolé avec beaucoup de roublarde innocence par Robert Townsend, qui est lui-même sympa, drôle, apparemment en bonne santé et noir.

Comédien remarqué dans *les Rues de feu*, de Walter Hill, et plus récemment dans *Ratboy*, de Sondra Locke, Townsend n'a pas eu à se pencher beaucoup pour cueillir son scénario. Il lui a suffi de se regarder dans une glace. Il y a vu un mec à qui on ne la faisait pas. Qui savait bien que les deux grands arbres, Murphy (Eddie) et Pryor (Richard), cachaient mal la forêt noire, celle de tous les autres acteurs black — dont lui — contraints d'accepter pour subsister au cinéma des rôles de souteneur, voleur, violeur ou dealer.

A partir de cette vérité plutôt déprimante, Townsend a donc écrit, produit, réalisé et joué ce conte bon enfant où il incarne un certain Bobby Taylor qui lui ressemble comme un jumeau. Vendeur de hot-dogs *entreprenant et rêveur*, Bobby, qui a du talent (bien sûr) et de l'ambition (évidemment), passe d'auditions ratées en humiliations répétées. Ça ne va jamais. Il est trop grand, pas assez gros, trop noir, et même pas assez noir ! Lui, il n'a peur de rien, il se verrait bien en Superman, ou même en Rambo. Et à la fin, devinez qui vient dîner en haut de l'affiche ! Bobby, ayant renversé tous les obstacles, parvient à briller comme une étoile de première grandeur au firmament hollywoodien.

C'est tourné à la va-vite (en quatorze jours) avec une gaieté communicative, une bonne humeur frénétique, et il y a des caricatures bien venues (la secrétaire de production blanche d'un paternalisme béat et cruellement plausible). Mais une bienveillance édifiante se dégage finalement de ce grand sketch de café-théâtre et la revendication est paisible. On comprend que *Hollywood Shuffle* ait remporté un triomphe aux Etats-Unis. Voilà un film bien propre, qui n'a pas coûté cher, qui donne bonne conscience. Il ira loin, ce petit Townsend, vous vous rendez compte, il vient d'être engagé pour filmer le show d'Eddie Murphy. Ces gens-là ont le rythme dans le sang. L'Amérique est formidable...

D. H.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

POINT D'ORGUE Salle Pleyel (Mº Ternes) 7/8/9/10/11/12/14 et 15 déc. 87 à 18 heures Entrée libre (43-63-38-68) (p.a. Mondial Musique)	Enregistrement inédit RICHTER BEETHOVEN - CHOPIN (piano YAMAHA)
ÉGLISE DE LA TRINITÉ Mercredi 9 décembre 20 h 30 Places 60 à 130 F Loc. église tél. 48-78-78-62 Ag. Perrossier 6, pl. de la Madeleine tél. 42-60-58-31 (Valmalète)	BERLIOZ L'ENFANCE DU CHRIST Viorica CORTEZ J.-Ph. Doubrere Raymond Voyat H. Bougerolle CHŒUR et ORCHESTRE PRO MUSICA de PARIS Dir. Trajan POPESCO
GAVEAU Vendredi 11 décembre à 20 h 30 précises (p.a. Mondial Musique, Grégoire, Musicaglotz)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS A l'occasion de son 15e anniversaire GALA DE LA QUATRA ANNIE JODRY NARINE HAROUTIUNIAN PHILIPPE MULLER SUSANA MILDONIAN RAFFI PETROSSIAN BERNARD SOUSTROT L'ORCHESTRE JEUNE PHILHARMONIQUE Direction : JEAN-JACQUES WERNER HAYDN - RAVEL HAROUTIUNIAN - KHATCHATURIAN
PLEYEL Samedi 12 décembre à 20 h 30 (p.a. Mondial Musique, Kiesgen)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Violon : JOSEF SUK HAYDN - WANHAL BEETHOVEN - HAYDN
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 13 décembre 17 h (p.a. Kiesgen)	CONCERT DE NOËL ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE Rossini - Britten Mendelssohn
SALLE PLEYEL Dimanche 13 décembre 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Musique en famille Dir. : J.-S. BÉRAUD POULENC, MOZART PROKOFIEV, DUKAS
THÉATRE DES BOUFFES-PARISIENS 4, r. Monsigny Dimanche 13 décembre 18 h 30 (p.a. Valmalète) Loc. 42-94-11-64 42-96-97-03	LIBRE COURS A Michaela PAETSCH Philippe DE CHALENDAR Œuvres pour violon et violoncelle BACH et KODALY
THÉATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET Lundi 14 décembre 20 h 30 (p.a. Valmalète)	KATIA et MARIELLE LABEQUE BIZET, INFANTE RAVEL, BERNSTEIN

SALLE GAVEAU Lundi 14 décembre 20 h 30 Entrée libre (Kiesgen)	CONCERT DES LAURÉATS CONCOURS INTERNATIONAL DE LA GUILDE Guilde française des artistes solistes et des musiciens de chambre En hommage à Albert ROUSSEL
INSTITUT NÉERLANDAIS 121, r. de Lille Mardi 15 décembre 12 h 30 et 18 h 30 Rens. tél. 47-05-85-99 (p.a. Valmalète)	Anne van Beek soprano Janine Abbas flûte Frans van Ruth piano ROUSSEL, KOSMA SAINT-SAENS
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA Opéra-comique Mardi 15 décembre 20 heures (p.a. Valmalète)	Concert MOZART « Autour de DON GIOVANNI » Orchestre de l'Opéra Dir. : Lothar ZAGROSEK BEETHOVEN - MOZART LISZT Avec les solistes de l'Orchestre de l'Opéra
ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES Mardi 15 décembre 20 h 30 (p.a. Valmalète	Ligue nat. contre le Cancer CONCERT DE GALA MOZART ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE DUGNY Dir. : Françoise VUILLERMOZ Sol. : Devy ERLIH Françoise BORDENAVE
GAVEAU Mardi 15 décembre à 21 h (p.a. Mondial Musique)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS ALDO CICCOLINI INTÉGRALES DES HARMONIES POÉTIQUES ET RELIGIEUSES
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA Opéra-Comique Jeudi 17 décembre 20 h (p.a. Valmalète)	Mélodies et airs d'opéra par Michel DENS Henri GAYRAL piano R. HAHN, DEBUSSY GOUNOD, MASSENET BERLIOZ
INSTITUT NÉERLANDAIS 121, r. de Lille Jeudi 17 décembre 20 h 30 Rens. tél. 47-05-85-99 (p.a. Valmalète)	ENSEMBLE D'ACCORD 11 accordéonistes Dir. : Bernard van BEURDEN Musique contemporaine
ÉGLISE SAINT-ROCH Jeudi 17 décembre 20 h 30 CHAPELLE ROYALE de Versailles Samedi 19 décembre à 18 heures Loc. 22, r. St-Roch 42-61-93-26 Tt. MONTANSIER 39-50-71-18 (p.a. Valmalète)	J.-S. BACH ORATORIO DE NOËL Carolina del SOLAR Charles BRETT John ELWES Jean-Louis JARDON ENSEMBLE VOCAL Patrick MARCO ORCHESTRE DE CHAMBRE DE VERSAILLES Dir. : Bernard WAHL

Culture

DANSE

« Les Sept Péchés capitaux », de Maguy Marin, à l'Opéra de Lyon

Brecht et Weill trop agréables

En montant à son tour les Sept Péchés capitaux, Maguy Marin chante bien, mais ses images manquent de violence. Tout le monde n'est pas Pina Bausch...

Vous dansiez ? J'en suis fort aise ; eh bien, chantez maintenant ! Maguy Marin taquinait déjà le micro dans *Babel Babel* ; aujourd'hui, elle prend carrément la succession de Lotte Lenya dans le rôle principal des *Sept Péchés capitaux* de Kurt Weill et Bertolt Brecht. Et elle a raison : outre une présence crâneuse très attachante, elle possède une voix rauque, souple, intéressante. Dans la première partie du spectacle, ses danseurs *aussi* raclent la corde vocale : comme dit Maguy, c'est *« en tout cas aussi bien que beaucoup de chanteurs de variétés qui osent faire des disques »*.

En mars 1933, Kurt Weill fuit Berlin pour Paris, où il est déjà connu et choyé. Il se voit aussitôt commander une œuvre pour les Ballets 1933, compagnie éphémère (six mois) que dirige un autre exilé, George Balanchine, juste avant son départ pour les Etats-Unis et la carrière que l'on sait. Pressenti, Jean Cocteau refuse d'écrire le livret. Weill se tourne encore une fois vers Brecht, qui vient lui-même d'échapper au nazisme : *les Sept Péchés capitaux* seront le dernier fruit de leur collaboration. Il est permis de le préférer aux autres, *l'Opéra de quat'sous* compris, car il est plus épuré, plus rapide, et tout aussi grinçant.

Deux sœurs américaines, Anna I et Anna II (*« Au fond, nous ne sommes pas deux personnes, mais une seule et unique »*), partent *« vers les grandes cités pour y chercher fortune »*. L'argent gagné, elles l'enverront à leur famille afin de construire *« un petit pavillon sur les bords du Mississippi, en Louisiane »*. Mais, pour survivre et s'enrichir dans la société capitaliste, il faut combattre en soi les tendances mortelles, ces péchés dont Brecht pervertit le sens : l'orgueil, c'est *« montrer le meilleur de soi-même »* ; la luxure, c'est *« l'amour désintéressé »*, etc.

Sept péchés, sept villes, sept tableaux. Maguy Marin les déroule dans un astucieux décor d'échafaudages, d'échelles et de passerelles métalliques, qui démultiplie l'espace scénique. Pour elle, il ne s'agit *« pas d'un ballet mais de théâtre dans lequel il y a énormément de mouvement »*. Certes, on pense davantage à Kantor qu'à Petipa. Mais les images de Marin, plus agréables que violentes, glissent de la mémoire. Tout le monde n'est pas Pina Bausch, que ses *Sept Péchés* follement sadiques révélèrent en France.

Notre mère la terre

Peut-être le spectacle a-t-il souffert de son remaniement rapide : *in extremis*, la Fondation Kurt-Weill a mis son veto au projet de Marin, qui voulait entrelarder l'ouvrage, pour l'allonger, de bruitages, de silences et de chansons des années 20. Elle a donc composé une première partie qui est en fait la suite des *Sept Péchés*, *« comme si on commençait le film par la fin »* : ainsi, le quatuor familial est là sous forme de squelettes, *dans leur pavillon en ruine*. Pas très clair, ce prologue est souvent redondant.

On retient la gourmandise, à cause de ses amusants costumes de gâteaux et de légumes géants. Et l'image finale : le pavillon enfin construit devient le tombeau où la famille est emmurée à vie. Les danseurs de la compagnie Maguy Marin se sont joints pour la circonstance à ceux du Lyon Opéra Ballet : tous ardents au travail, mais la plupart du temps boueux, plâtreux, engoncés dans des costumes informes. Lorsqu'on demande à Maguy Marin si elle déteste le corps, elle répond : *« Non, mais je n'oublie pas que nous venons de la terre et que nous y retournons. »*

SYLVIE DE NUSSAC.

★ *Opéra de Lyon*, jusqu'au 19 décembre. Théâtre de la Ville, Paris, du 23 au 29 décembre.

MUSIQUES

La crise de la Monnaie de Bruxelles

Les restrictions financières décidées par le gouvernement belge (*le Monde* du 3 mai) dans le budget de la Monnaie (l'Opéra national de Belgique) se confirment. C'est le journal du théâtre lui-même qui les annonce :

« Les saisons seront raccourcies d'environ six semaines ;

– Les nouvelles productions d'opéra seront limitées à trois, maximum quatre ;

– Le cycle des récitals de lieder doit être supprimé ;

– Le projet d'un nouveau Ring pour 1991-1993 doit être définitivement abandonné ;

– Les nouvelles productions des Troyens *et de* Moïse et Aaron *sont mises en question ;*

– Aucun spectacle de théâtre ne pourra plus être invité à la Monnaie ;

– Le prix des places devrait être augmenté de 10 à 15 %. »

Commentaire de Gérard Mortier, directeur de la Monnaie : *« Tout le monde peut se rendre compte aujourd'hui que ce ne sont pas des questions budgétaires qui sont à la base des querelles autour de la Monnaie, mais des influences politiques. Les restrictions budgétaires étaient un alibi parfait dans cette démarche et la désinformation en est la méthode (...). Sachant que mon départ est chose décidée dans certains milieux, la tactique de la « cohabitation » peut actuellement aider à sauvegarder le travail artistique. Les mesures décidées signifient certes une restriction douloureuse des activités de la maison, mais ne portent pas encore préjudice à la qualité artistique de nos productions. A long terme, cette position n'est cependant pas défendable (...).*

« La situation actuelle est inacceptable. Dans le cas d'une absence de consensus, on s'étonnera sans doute de la fin d'un patrimoine artistique en train de se développer, comme on s'est étonné du départ de la collection des œuvres de Paul Delvaux, Ensor et Magritte à l'étranger. »

Daniel Nazareth à l'Orchestre national

Triste soirée

Pour remplacer le grand Ernest Bour, malade, l'Orchestre national avait engagé lundi un chef indien, Daniel Nazareth, qui faisait ses débuts en France, bien qu'il ait remporté le prix Ansermet à Genève il y a déjà neuf ans.

S'il dirige tout par cœur et montre une honorable technique de bras, ses qualités musicales sont moins évidentes. Quel beau programme on lui avait confié cependant : *Mort et transfiguration*, *Jeux*, de Debussy et *3e Symphonie*, de Roussel ! Le début cotonneux et mou de Strauss ne disait rien qui vaille, mais l'allégro fut pire, bruyant et vulgaire, les thèmes râpeux, l'orchestre grinçant comme une machine mal huilée.

Jeux semblait ensuite accablé par une lourdeur congénitale des sonorités et des phrasés, et jamais on ne percevait l'élégance de cette musique grisante et subtile.

Quant à l'allégro vivo de Roussel, ce fut un marécage où les cuivres écrasaient les cordes sans aucun souci des plans et des reliefs, suivi d'un adagio perclus de rhumatismes, parfois caricatural comme certains Stravinski, d'un scherzo honorable, mais sans finesse, et d'un final brutal démentant le *con spirito* spécifié par l'auteur. Triste soirée.

J. L.

● **Préfiguration de l'Opéra-Bastille.** – M. François Léotard, ministre de la culture, a réuni le 3 décembre la nouvelle équipe de l'Opéra de Paris (Garnier-Bastille). Les statuts de l'Association de préfiguration de l'Opéra de la Bastille ont été déposés. L'Association disparaîtra deux mois après la publication des statuts définitifs de l'Opéra de la Bastille (et au plus tard le 1er juillet 1989). Elle a pour mission de préparer l'organisation et le fonctionnement du nouvel établissement, et d'élaborer la programmation artistique des premières saisons. Pierre Boulez et Patrice Chéreau assistaient à cette réunion.

Culture

PHOTO

Ilse Bing au Musée Carnavalet

La magie du quotidien

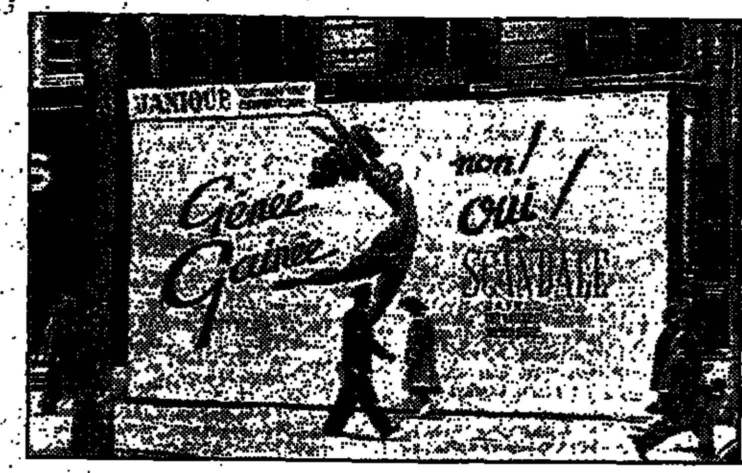
Quatre-vingts tirages d'époque ressuscitent le Paris de l'entre-deux-guerres vu par une pétulante petite dame, contemporaine de Bérénice Abbott et de Gisèle Freund.

Venue de Francfort où elle avait appris la photographie en autodidacte, c'est pour rencontrer Florence Henri, qu'elle croyait être un homme et dont elle devint l'amie, qu'Ilse Bing arrive à Paris en 1930. Elle y resta dix ans avant de s'exiler, durant la guerre, en Amérique, où elle vit encore.

Plus proche de l'humanisme documentaire du « Groupe des quinze » que du surréalisme ou de la « Nouvelle vision », Emmanuel Sougez l'appelait « la reine du Leica ». Elle a tracé de Paris un portrait qui est tout à la fois un chant, un reportage et un poème. Flânant au hasard des rues, sans calcul ni préméditation, elle s'attache avec une totale indépendance d'esprit à saisir aussi bien les ravages du temps, à travers l'affiche déchirée de Garbo, qu'à saisir l'instant dont elle fixe la fugacité.

D'un œil serein et souriant, étrangement réceptif à la magie du quotidien, elle s'émerveille d'une ville ornée par les « réclames », dont elle happe l'atmosphère sur un mode intimiste.

Sensible à la poésie de l'authenticité dont parlait Mac Orlan, elle débusque le Paris des petits métiers disparus : chevriers, rempailleurs ambulants et photographes de foire.



« Scandale » (1947)

Eblouie par l'harmonie des choses, elle prête attention à ce qui paraît fortuit ou anodin. Et, jouant du statisme de la composition, cerne l'éclaboussement du balai dans une flaque, détaille la géométrie des arcades et frontons au même titre que l'insolite structure des enseignes, becs de gaz ou vespasiennes.

Comme intimidée, cette adepte de la vision directe paraît curieusement impressionnée par les gens. Campant ses personnages comme les figures d'un tableau, elle qui photographie pour donner corps à l'intuition, montre peu le contact entre les êtres. Si ce n'est un couple enlacé place de la Concorde.

Sentant qu'elle avait « dit ce qu'elle avait à dire », Ilse Bing abandonne définitivement la photographie en 1959. Menue, pétillante et enjouée, elle s'adonne désormais au collage et au dessin. Pour vivre, elle exerça un temps le singulier métier de toiletteuse pour chiens. Agée de quatre-vingt-huit ans, elle avoue détester les souvenirs. Elle fut sans doute la Parisienne la plus heureuse le soir où elle revit la douce lumière grise des tirages mats ou brillants d'époque, au format étonnamment grands, réunis avec amour et soin par Françoise Reynaud.

PATRICK ROEGIERS.

★ *Le Paris d'Ilse Bing*, Musée Carnavalet, 23 rue de Sévigné, Paris 3e, jusqu'au 31 janvier 1988.

Catalogue, « Ilse Bing, 1931-1952 », 107 p., 110 F.

Communication

Pour ne pas entraver son développement dans la presse régionale

Hachette renonce à son projet de quotidien national

Lundi matin 7 décembre : l'état-major du groupe Hachette – MM. Jean-Luc Lagardère, PDG, Yves Sabouret, vice-président directeur général, Daniel Filipacchi, vice président et Gérald de Roquemaurel, vice-président directeur général du groupe presse – entre en réunion. Au programme : le sort du projet de quotidien national *Oméga*, un journal de quatre cahiers en quadrichromie sur le modèle du quotidien américain *USA Today*, préparé depuis dix-huit mois au sein du groupe. En fin de matinée, le verdict tombe. C'est non. Une décision « *unanime, prise par l'état-major d'Hachette, tant sur l'analyse que sur le choix du projet* », assure-t-on ensuite à la direction du groupe.

En soirée, un bref communiqué précise les raisons de ce choix. « *Le groupe de communication Hachette a mené une étude très détaillée – appuyée par des enquêtes d'opinion et de sondages – concernant un quotidien national au nom de code* Oméga, indique le texte (...). *Les résultats qu'Hachette tient à conserver secrets sont très encourageants. Cependant, depuis le lancement du projet* Oméga, *le groupe s'est engagé de façon déterminée dans la presse de province qui constitue désormais un axe important de sa stratégie. Or, les enquêtes ont démontré qu'*Oméga *entrait en concurrence directe avec les quotidiens régionaux.* » Les responsables du groupe ont donc pris « *la décision conforme à la stratégie décidée en arrêtant le projet* Oméga ».

Au sein de la rédaction du quotidien en projet – quatre journalistes permanents et une vingtaine de pigistes – c'est la consternation. « *Nous ne comprenons pas cette décision*, confie un journaliste, *les 30 000 exemplaires du numéro un que nous avons testé dans trente villes (vingt-sept en province, trois en région parisienne) pouvaient assurer une diffusion de 500 000 exemplaires. Et parmi les neuf mille entretiens que nous avons eus avec nos futurs lecteurs, il y avait un fort taux de volonté d'abonnement. Certains avaient même déjà signé...*

Une stratégie nouvelle

Après avoir été écarté du rachat de TF 1 au printemps dernier, Hachette s'est lancé dans la presse régionale. Déjà actionnaire majoritaire des quotidiens *l'Echo républicain* (Chartres) et *les Dernières Nouvelles d'Alsace* (Strasbourg), Hachette a pris, en juillet dernier, le contrôle du groupe marseillais le Provençal *(le Provençal, Var-Martin, le Soir*, et *le Méridional)*. Une stratégie nouvelle donc, bientôt sanctionnée par la création à la fin de l'année d'un « pôle presse quotidienne régionale » au sein du groupe Hachette, sous l'égide de la société Quillet SA, qui édite *les Dernières Nouvelles d'Alsace.*

Une stratégie qui devrait aussi s'affirmer par d'autres prises de participation dans la presse régionale. Ou par des opérations spécifiques comme le lancement, en fin d'année, d'un hebdomadaire de télévision qui sera proposé aux titres de province. Premier quotidien à avoir accepté cette proposition d'Hachette : *le Télégramme de Brest.*

La décision de ne pas lancer *Oméga*, s'inscrit dans ce contexte. « *On ne peut pas passer des accords avec les quotidiens régionaux et les combattre sur leur terrain*, affirme un responsable du groupe. *Hachette ne lancera pas d'offre publique d'achat (OPA) sauvage sur la presse régionale. En revanche, selon les opportunités, nous sommes prêts à acheter d'autres titres. La période est plus propice au rachat qu'au lancement d'un quotidien.* »

Le récent « krach » boursier est dans toutes les têtes. Il a fait craindre à la direction d'Hachette de mauvaises recettes publicitaires pour *Oméga*, s'il avait été lancé, comme prévu, à l'automne 1988. Mais la déprime de la presse quotidienne nationale entre aussi, pour partie, dans la décision de reculer. Les difficultés de *France-Soir* (sa diffusion, à Paris, a baissé de 15,75 % entre janvier et octobre comparativement à la même période de l'année dernière), celles du *Quotidien de Paris* (moins 16,48 %), du *Matin* (15,68 % de ventes en moins), du *Figaro* (moins 6,51 %) ou de *Libération* (moins 1,86 %) mettent du gris dans un tableau que ne parviennent pas à éclaircir la remontée de la diffusion du *Monde* ou la progression des ventes du *Parisien* (groupe dont Hachette possède 36,5 %) ou des *Echos.*

Mûrement réfléchi par la direction d'Hachette, l'arrêt d'*Oméga* aura coûté une dizaine de millions de francs de préparation et de tests. L'investissement dans ce quotidien national représentait 500 millions de francs sur trois ans (le quart du « trésor de guerre » avancé pour l'achat de TF 1). Outre ses visées sur la presse régionale, Hachette peut caresser d'autres projets pour 1988 : le lancement, en février, du mensuel économique *Fortune*, de nouvelles éditions de *Elle* (au Brésil, en Suède et en Allemagne de l'Ouest). Hachette vient, en outre, de vendre la participation de 42 % qu'il possédait dans le groupe Média *(Biba, Enfants Magazine*, etc). Et pourquoi Hachette ne ferait-il pas une nouvelle irruption sur la scène télévisuelle à la faveur des modifications du paysage politique ?

YVES-MARIE LABÉ.

[« Oméga » devait être tiré sur les presses de l'imprimerie du *Monde*, à Ivry-sur-Seine : c'est ce qui avait amené le groupe Hachette à prendre une participation dans le capital du Monde Imprimerie SA, filiale à 66 % du *Monde*. L'abandon d'« Oméga » ne remet naturellement pas en cause la construction de cette imprimerie décidée par la SARL le Monde bien avant que s'engagent les négociations avec Hachette.]

● **L'UER va quitter Bruxelles pour Genève.** – Le conseil d'administration de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) a décidé de transférer son centre technique de Bruxelles à Genève, dans un délai de deux ans. Ce déménagement est la conséquence du refus des autorités belges d'accorder à l'UER un statut d'organisation internationale et à son personnel étranger un statut fiscal correspondant. Cent vingt personnes, dont vingt-quatre étrangers, travaillent à Bruxelles au centre technique de l'UER, qui assure dans le cadre de l'Eurovision l'échange d'images entre les différentes télévisions européennes. Les télévisions membres échangent trois fois par jour des actualités télévisées, produisent des spectacles et assurent la retransmission de grands événements, avec un budget de 600 millions de francs belges (16,5 millions de dollars) financé à 95 % par les télévisions.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Surprise : la littérature se cache !

1 *Fouchtra !*

Pour changer, je vais commencer par le début, par vous parler de ce qui m'a amusé, de ce que j'ai trouvé « bon », et que j'ai trop tendance à expédier à la va-vite dans le dernier paragraphe de cette chronique comme s'il s'agissait de boucher un trou. Au fond, ce n'était pas très gentil à votre égard de reléguer dans un coin, et de façon systématique, mes plaisirs de la semaine, comme si c'étaient les morceaux du boucher et que vous n'en *étiez pas dignes !*

La littérature, il ne faut pas toujours la chercher dans les grands centres de distribution, dans ces supermarchés si pratiques et où l'on trouve de tout. Même les prix les plus enracinés dans leur être, ceux qui ont survécu victorieusement aux livres qu'ils ont couronnés par centaines, ce qui est une sacrée preuve de santé, ne sont pas toujours une garantie. Je ne songe pas à ceux de cette année, ils doivent être excellents et me semblent sympathiques comme de coutume, mais un hasard malicieux a voulu qu'à l'exception du Borgeaud je n'en ai lu aucun. On dirait un fait exprès, les romans qui ont des prix, j'ai du mal à les rencontrer. Avant qu'ils les attrapent, je ne vois pas clairement qu'ils ont une tête à prix, et après, comme ils n'ont plus besoin de mes services, je renvoie à plus tard le moment de les lire.

C'est un bonheur que je ne sois pas critique professionnel, j'aurais fait des dégâts. J'aurais sans doute parlé des ouvrages qui traversent l'actualité quand leur temps de parole était plus que passé ! L'autre jour, j'ai rencontré la *littérature (sous ce terme pompeux, entendez* des choses agréables à lire) dans des endroits qui ne payaient pas de mine. Dans le nº 12 de *la Nouvelle revue de Paris* (décembre, 78 F) de Michel Bulteau et Jean-Paul Bertrand, des Editions du Rocher. Cette revue qui reçoit le vendredi de 15 heures à 18 heures sur rendez-vous (dit-elle) au 8 rue Garancière, dans ce qui fut autrefois l'hôtel particulier de la Librairie Plon – celle des Maréchaux, celle de la fameuse collection « Feux croisés » qui nous fit découvrir avec Stock tant d'écrivains étrangers, de Forster à Moravia, d'Huxley à Mazo de La Roche, celle de Bordeaux et de Massis, de Green et de Bernanos, de Déon et de Nourissier, du pire et du meilleur en passant par toutes les couleurs du goût, librairie où, quand on posait, il y a une trentaine d'années, un pied timide sur le pavé de la cour, on était saisi par l'odeur de soutane et de femme fardée, – cette revue donc – pardonnez-moi de m'être laissé aller à d'incontinents souvenirs – s'exerce, avec mérite, à célébrer des écrivains disparus et souvent oubliés.

L'autre mois c'était Jules Supervielle, le mois prochain ce sera Morand, ce mois-ci Henri Pourrat (1887-1959), l'auteur de *Gaspard des Montagnes*. Pourrat, pour qui a passé ses années de guerre dans un lycée d'Auvergne, ce n'est pas la joie ! Le maréchal Pétain, par exemple, vient à Ambert (ville natale de Pourrat) le 14 octobre 1940 (je tiens tous ces renseignements de Pierre Pupier, qui dans ce numéro s'est occupé de la chronologie *de l'auteur et de sa bibliographie)* et visite le moulin Richard-de-Bas, tandis qu'à Noël de la même année Henri Pourrat, qui croit avoir trouvé en Pétain l'homme et la politique de sa littérature, achève (il aurait dû le faire pour de bon !) *le Chef français*, qui paraîtra en 1942 à Marseille chez Laffont. Il obtient le Goncourt en 1941 pour *Vents de mars* (Gallimard), dédié à Jean Paulhan. Et c'est à Chamalières, deux mois plus tard, qu'une cérémonie officielle rend hommage à Pourrat « Goncourt d'Etat ».

Ne soyons pas sévère. Il n'est pas donné à tous les écrivains de voir leur littérature s'incarner. Et « *le retour à la terre qui, elle, ne ment pas* » du Maréchal-Berl, c'est comme si la France devenait sous les yeux de l'auteur un chapitre d'un de ses romans. Heidegger avait bien cru voir en Hitler un de ces ravissants chemins de forêt qui mène à l'Etre. Heidegger interprétait le nazisme dans ses débuts d'une façon audacieuse, mais c'est la France en 1940 qui semble imiter Pourrat !

Evidemment, Heidegger, ça sonne mieux *que Pourrat, qui fait un peu fouchtra, sans* vouloir offenser mes amis d'Aurillac, mais c'est que nous avons une vision métallique, *bruit de bottes, Bayer et Mercedes, du philo*sophe de Fribourg-en-Brisgau, nous lui accordons à juste titre une audience internationale. Pourrat, par comparaison, nous apparaît comme une sous-préfecture. Nous avons peut-être tort, et si c'était mon sujet je tenterais de vous montrer ce qui *les unit*, qu'ils sont tous les deux *défenseurs* du *sol* avec les vertiges que le propos implique. Deux hommes de la même génération (1887-1889) qui n'ont pas quitté leur bourg natal. Ce qui fait illusion, écran, c'est la force du mark et notre chétif franc, l'opérette Vichy et la tragédie wagnérienne, mais, si l'on parle authenticité, facticité – et c'est le lieu, le moment, – c'est à Pourrat qu'il faut remettre la coupe.

2 *Le charme de Kléber*

Tout aurait dû me détourner en somme de cette auberge mal famée et vieillotte qu'était ce numéro de la *NRP*. Même si Pourrat est un écrivain plus curieux que sa légende. Il y a folklore et folklore. Le mot a tellement roulé dans la sciure des cafés de village, dans les bals du 14 juillet, il a été tellement sali par les éclaboussures du gros vin rouge qui tache, que nous avons du mal à nous souvenir de ses origines savantes et anglaises, combien il est snob finalement ! Ce qui voulait dire après tout science du peuple, ce qui voulait être chez Pourrat une phonothèque de l'esprit paysan et de l'âme populaire, et d'autant plus précieuse qu'elle va disparaître, si ce n'est déjà fait depuis belle lurette, est devenu après Staline et Hitler une formulation suspecte ou dérisoire.

Je n'aurais donc feuilleté ce numéro que du bout des doigts en y cherchant tout au plus et sans les trouver des détails sur les liens qui avaient pu unir la belle Josette Clotis d'André Malraux avec ce romancier « régionaliste », ma vilaine curiosité aurait été justement punie si je n'étais pas tombé en arrêt dans la deuxième partie de la revue, plus frivole, celle qui est consacrée aux « Minutes des lettres » sur un texte de quinze pages de Willy de Spens, qui nous parle avec bonheur de Kléber Haedens.

J'avais eu lors de lectures hâtives le soupçon que Willy de Spens, qui doit avoir plus de soixante-quinze ans, était un écrivain savoureux, mais je n'avais jamais pris jusqu'ici le temps de vérifier ce point d'histoire littéraire. C'est fait. Quoique fieffé réactionnaire, Willy de Spens ne cède pas à ce désastreux penchant d'endormir son lecteur, lorsqu'il lui parle de son coreligionnaire en Bordelais. Avec lui, on ne se demande pas si Kléber Haedens sort grandi ou diminué des pages qu'il lui consacre, il sort vivant, et c'est l'essentiel.

Willy de Spens ne fait pas partie de la secte considérable des embaumeurs. « *Je connaissais un peu Kléber Haedens et, ma foi, je l'admirais pour sa réussite précoce, son aimable talent, sa belle carrure et son teint enluminé. Il égaya cette longue et morose saison* [printemps 1950] *qui fut pour moi celle de Kléber Haedens. Ce qui faisait le charme de Kléber, c'est qu'il n'entendait rien à la littérature. Sa grande astuce avait été, son culot et l'inculture du public aidant, de se tailler une réputation de fin lettré, esprit subtil et iconoclaste, en zébrant à coups de sabre les pages des manuels scolaires. De la* Chanson de Roland *aux éphémères plumitifs du vingtième siècle, toute notre histoire littéraire se trouvait condensée en pastilles acidulées qui chatouillaient agréablement le palais du bourgeois ignare. Mais le style alerte, chatoyant, ému à l'occasion, faisait passer lieux communs, balivernes et paradoxes. Loulou admirait beaucoup l'*Histoire de la littérature *de Kléber sans l'avoir lue.* »

Dans le même numéro, Ghislain de Diesbach nous raconte la vieille Angleterre de sa *jeunesse avec ce mélange de drôlerie volon*taire et involontaire qui nous persuade que nous avons franchi la Manche, Jean Dutourd nous confie que « *l'avenir n'est plus ce qu'il était* », Jean-Louis Curtis nous fait découvrir Ronald Firbank. « *Il existe en France une petite Société des amis de Ronald Firbank. Nous devons être environ une douzaine.* » Deux de ses romans viennent d'être édités aux éditions *Rivages*, et la maison Gallimard, « *enfin éclairée sur ses propres trésors* », va republier *la Princesse artificielle* et *Mon piaffeur noir* (« *L'imaginaire* »). *Pour finir en beauté, Michel* Mohrt nous parle de sa première rencontre en 1940 avec Montherlant à Nice, au café Masséna. *Il est réconfortant de penser que tant de* textes lisibles se cachent dans une revue qui ne fait pas de bruit. Et je ne les ai pas tous cités. *Que ces textes soient en majeure partie* écrits par des membres de l'Académie nous montre qu'il n'y a pas de situations désespérées et qu'avec de la modestie, des souvenirs, un brin de plume, un écrivain résiste à tout.

3 *Avec vue sur le Louvre*

Au moment où le ministère des finances se tasse à Bercy, il m'aurait semblé de mauvais goût d'importuner de mes sornettes M. Balladur cette semaine. De mauvais goût et peu confraternel. Les lecteurs du *Monde* ont peut-être remarqué que les trois jeunes espoirs de la maison Flammarion étaient Gorbatchev, Balladur et votre serviteur. La dimension adéquate des placards qui leur sont respectivement consacrés nous donne une idée assez exacte de leur talent.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

FRIGID OU LE CŒUR HAUTAIN. Café de la Danse (42-57-05-35). Du 2 au 7, 20 h.

J'AIME BRECHT. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48), 22 h 30.

VINCI. Théâtre de Boulogne-Billancourt. (46-03-60-44).

AUTRICHE. Théâtre Marie-Stuart (45-48-17-80).

LA SONATE AU CLAIR DE LUNE. Théâtre Arcane (43-38-19-70). 20 h 30.

LA NUIT REMUE. Théâtre Essaïon (42-78-46-42). 21 h.

LE MARABOUT. Lycée Fénelon (46-07-91-51). 19 h 30 et 21 h.

L'ANGE DE L'INFORMATION. Petit Odéon (43-25-70-32). 18 h.

DAPHNIS ET CHLOE ; L'ILE DE TULIPATAN. Théâtre des Arts-Hébertot (43-87-23-23), 20 h 30.

Le music-hall

DEJAZET-TLP (42-74-20-50), Georges Moustaki, 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (45-08-96-91), Fabienne Pralon, 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82), André Lamy. Claude Lemesle.

Les ballets

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), Compagnie Zigote : 20 h 30 (première). « Plaza Metis », Corinne Lanselle. 70 F. TR : 55 F.

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-14-04), Ballet du théâtre Kirov de Leningrad : 20 h 30 « Chopiniana », chor. de M. Fokine, mus. de Chopin (mar.). « Les Ombres » (3e acte de La Bayadère), chor. de M. Petipa, mus. de Minkus et « Potemkine », chor. de O. Vinfradov, mus. de Tchaïkovski mer., jeu., ven., sam., dim. 300 F, 220 F, 160 F et 100 F. Fnac + agences.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Nederlands Dans Theater : 20 h 45 (première). Chor. de Jiri Kykian : « l'Histoire du soldat » mus. de Stravinski, « Six Danses » mus. de Mozart et « Silent Cries » mus. de Debussy. De 52 F à 150 F. Monnier - Duroure : jusqu'au 5 décembre. 20 h 45 mer., ven., sam. (dernière). « Mort de rire », chor. de M. Monnier et J.-F. Duroure. de 52 F à 150 F.

Les opéras

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71), Norma : 19 h 30. Tragédie lyrique en deux actes de V. Bellini, livret de F. Romani, dir. mus. de M. Valdes, mise en scène de P.-L. Pizzi, de 40 F à 550 F. Macbeth : jusqu'au 13 décembre. 19 h 30 mer., ven., lun. Opéra en quatre actes de G. Verdi, livret de F. Maria Pave d'après la tragédie de W. Shakespeare, dir., mus. de M. Schoenwandt, mise en scène de A. Vitez.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), Porgy and Bess : 20 h, opéra en deux actes, mus. de G. Gershwin, livret de D. Heyward, chor. de M. Robinso, mise en scène de J. O'Brien, chef d'orchestre : C. Nance. 357 F, 281 F, 205 F, 160 F et 71 F.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39), le Pont des soupirs : 20 h 30. Opéra bouffe en quatre actes de J. Offenbach, livret de H. Crémieux et L. Halevy, mise en scène de J.-M. Ribes, chor. de P.-G. Lambert, avec l'ensemble orchestral d'Antenne 2, dir. par J. Burdekin ou A. du Closel, chef des chœurs P. Marco. 225 F, 175 F, 100 F, 165 F (mer., jeu., mar.) 245 F, 195 F, 120 F (ven., sam., dim.).

THÉATRE DU RANELAGH (42-88-64-44), Bastien et Bastienne : 20 h 30. Opéra de Mozart, mise en scène de F. Cohen-Tanuji, dir. mus. de D. Riffaud (vingt-quatre musiciens et six chanteurs). De 80 F à 250 F.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Orchestre de chambre de Jérusalem, 20 h 30. Œuvres de Haendel, Mozart, Izvi Avni, avec H. Shalam et S. Magen (solistes).

ÉGLISE SAINT-ROCH (chauffée et illuminée) (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio, 20 h 30. Avec S. Kyriazopoulos (vl), huit cents participants dir. par J.-P. Loré, le Grand Ensemble de cuivres Guy Touvron, le Chœur français d'oratorio, avec (entre autres) C. Arnaud, E. Billet, J.-L. Boullat, F. Coubés, B. Dubois, B. Gaucheron-Perol, H. Lamy, M. Modou, F. Nosny, J.-M. Puissant et Jacques Martin (dans le rôle du compositeur). Le Requiem de Berlioz (à l'occasion du 150e anniversaire de sa création à Paris). De 100 F à 150 F.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). USA No Name Gospel, 20 h 30 (première). Le chant profond de cinq religieux noirs de Brooklyn, des harmonies fabuleuses et planantes. La grande et rare tradition du gospel. 80 F, 60 F (FNAC, GROUS).

MAISON DE RADIO FRANCE (42-30-15-16). Alexis Galperine, Michel Arrignon, Danielle Bellik, 18 h 30 (violon, clarinette, piano). Œuvres de Koechlin, Milhaud, Clostre, Amy et Bancquart. Musiques à découvrir. Entrée libre.

Quatuor de Cleveland, 20 h 30. Intégrale Beethoven. Entrée libre.

Catherine Joly, 22 h 30. Au piano. Œuvres de Brahms, Chopin-Liszt, Franck et Liszt (récital). Entrée libre.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Les Plaisirs du palais, 21 h. Ou : Oh ! Ils chantent la bouche pleine, opéra de bouche qui tente d'associer le plaisir de chanter au plaisir de la bouche. Chansons du seizième siècle. Mise en scène de M. Larroche, avec l'ensemble Janequin, D. Visse (haute-contre), B. Boterf (ténor), Ph. Cantor (baryton), A. Sicot (basse) et Cl. Deboves (luth), B. Massin (danseuse) et F. Zipperlin (jongleur). 120 F, 100 F (FNAC).

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Jean-Efflam Bavouzet, 20 h 30 (piano). Œuvres indéterminées.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30. Dir. par A. Jordanavec, E. Mathis (soprano). Œuvres de Villa-Lobos, Bach, Haydn et Mozart. De 40 F à 160 F.

THÉATRE MOUFFETARD (Nouveau) (43-31-11-99). Pelléas et Mélisande, 20 h. Opéra en cinq actes de Cl. Debussy, avec D. Henry, C. Delaporte, D. Petrovitch, L. Sarrazin, A. Kogan, D. Michel-Dansac et H. Hennequin (chant) et A.-M. Fontaine (pia.), mise en scène de A. Garichot (version piano-chant). 80 F, 50 F.

Mardi 8 décembre

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Au Bonheur des dames (1943), de André Cayatte, 16 h ; Henri (1986), de François Labonté, 19 h ; Au clair de la Lune (1982), de André Forcier, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

APOLOGY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA BAMBA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE BAYOU (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

BOIRE ET DÉBOIRES (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA BONNE (**) (It.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

COLÈRE EN LOUISIANE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-It.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LA FAMILLE (It.-Fr., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HOLLYWOOD SHUFFLE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

JOHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE (Fr.-Autr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

MALADIE D'AMOUR (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MAXIMUM OVERDRIVE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NADINE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES NOCES BARBARES (*) (Bel.-Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

NUIT DOCILE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

PÊCHEURS DE REQUINS (Mex., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PHOTO (Gr., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

SI TU VAS A RIO... TU MEURS (Fr.-Brés.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LE SICILIEN (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA VEILLÉE (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

LES FILMS NOUVEAUX

IL EST GÉNIAL PAPY ! Film français de Michel Drach : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'IRLANDAIS. Film britannique de Mike Hodges, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NOYADE INTERDITE. Film français de Pierre Granier-Deferre : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

RENT A COP. Film américain de Jerry London, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Images, 18e (45-22-47-94).

VENT DE PANIQUE. Film français de Bernard Stora : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE PLATINÉE. Film franco-ivoirien de Claude Cadiou : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

YEELEN. Film malien de Souleymane Cissé, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-40-78-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 DÉCEMBRE

« Versailles : Que reste-t-il de l'hôtel de Conti et de la demeure du Grand Maître des maisons royales », 14 h 30, perron de l'hôtel de ville, avenue de Paris (Monuments historiques).

« Le Musée Picasso », 14 h 30, 5, rue de Thorigny (Pierre-Yves Jaslet).

« Jouets de bois », 14 h 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (Hauts Lieux et Découvertes).

« Musée de Cluny et thermes de Lutèce », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Anne Ferrand).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le vieux village de Charonne », 14 h 30, métro Porte-de-Bagnolet, sortie boulevard Mortier (Gilles Botteau).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Séverin », 14 h 30, façade de Saint-Séverin (Paris pittoresques et insolite).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du palais (Michèle Pohyer).

« Exposition, le jardin de porcelaines », 14 h 30, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Approche de l'art).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La cité refuge de l'Armée du salut, chef-d'œuvre de Le Corbusier », 14 heures, 12, rue Cantagrel (Pierre-Yves Jaslet).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« Passages couverts du quartier de la Grange-Batelière », 14 h 30, métro Le Pelletier (Paris pittoresque et insolite).

« La bibliothèque de l'Arsenal », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie quai Henri-IV (ARS conférences).

« Hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« L'art portugais au dix-neuvième siècle », 14 h 45, Petit Palais, avenue Winston-Churchill, dans le hall (Approche de l'art).

« Le jardin de porcelaines », 14 h 50, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (L'art pour tous).

« Trésors de la cathédrale russe. Le mariage de Sacha Guitry. L'alchimie de l'or », 15 heures, 12, rue Daru (Isabelle Haulier).

« L'Opéra, de Garnier à Chagall », 15 heures, dans le hall (Didier Bouchard).

« Les souterrains gothiques du collège des Bernardins et ses alentours », 15 heures, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Fragonard » 16 h 30, Grand Palais, dans le hall (Jeanne Angot).

JEUDI 10 DÉCEMBRE

« Monet et ses amis », 10 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (Arcus).

CONFÉRENCES

MERCREDI 9 DÉCEMBRE

Sorbonne, amphithéâtre Descartes, 18 h 15 : « Cerveau et apprentissage », par Jean-Pierre Changeux (Mouvement de la responsabilité scientifique).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'émergence d'une économie de services dans la perspective 1992 d'un espace européen sans frontières », par André Danzin et Orio Giarini (Maison de l'Europe).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « L'initiation et la guerre psychologique » (AGEASAC).

Domus medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Formation du contenu de l'esprit. Le conscient et l'inconscient », par Yves Diénal (Psychiatrie psychanalytique).

JEUDI 10 DÉCEMBRE

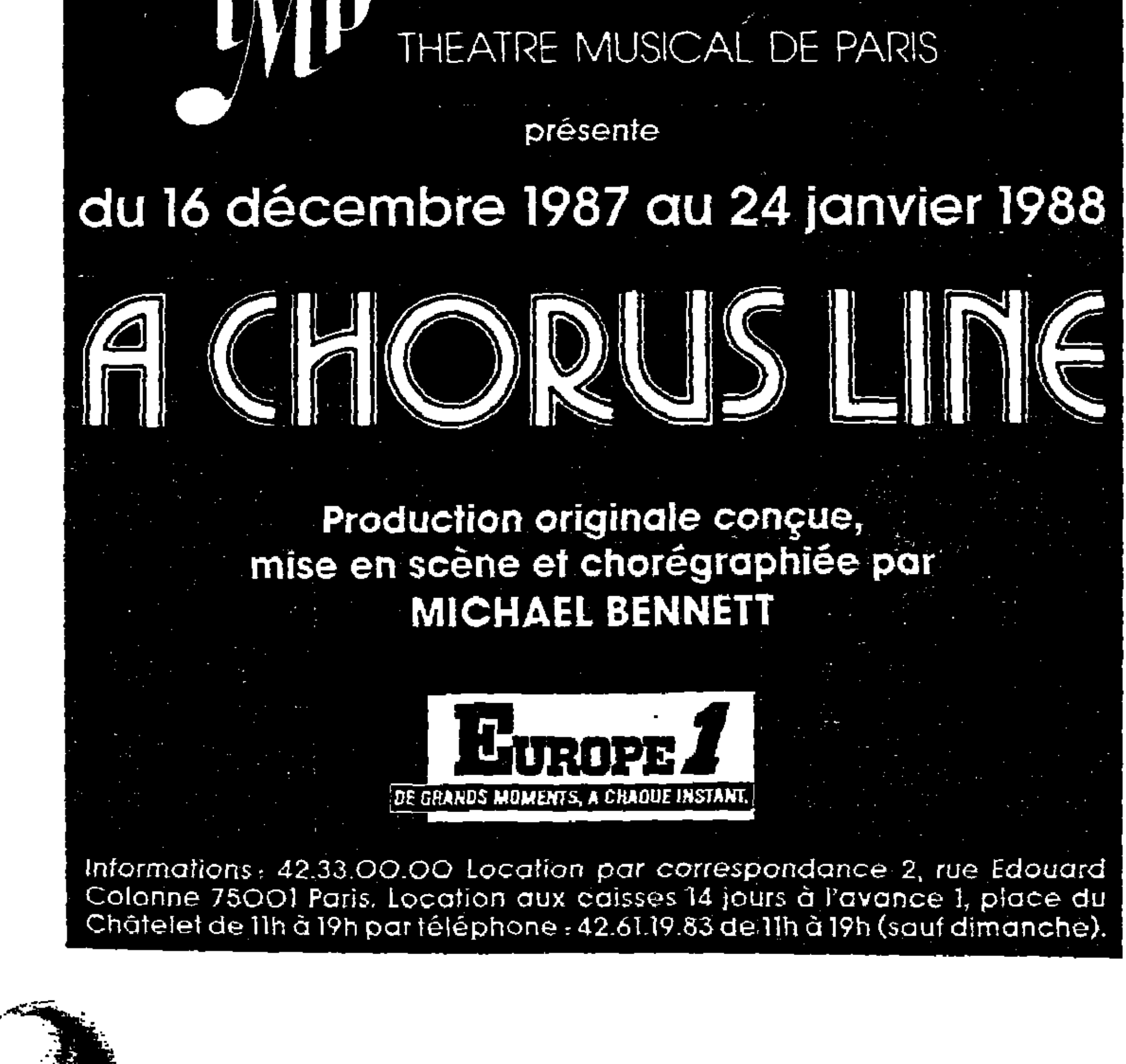
Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « L'époque d'Hérode, Hérodion, Massada, Qumran » (Odette Boucher).

Théâtre des Arts-Hébertot, rue Léon-Droux, 15 heures ou 18 h 30 : « L'âge d'or de l'Egypte », par Caroline Gaultier.

5, rue de l'Abbaye, 18 h 15 : « Obstacles rencontrés par l'Islam dans la transmission du message de salut au temps présent », avec le professeur Ahmed Fouatih (Fraternité d'Abraham).

Centres Sèvres, 35, rue de Sèvres, 20 heures : « Descartes, c'est la France », débat avec André Glucksmann autour de son livre (Forum international de politique).

Cité universitaire, pavillon Honnorat (face au métro), 21 heures : « L'hellénisme et le destin de l'Europe », par Patrick Ranson (entrée libre).





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. **Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.**

Mardi 8 décembre

TF 1

20.30 Ciné-star : la Chèvre ■■ Film français de Francis Veber (1981). Avec Pierre Richard, Gérard Depardieu, Corynne Charbit, Michel Robin. **22.15 Magazine Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Invités : Xavier Deluc, Anna Karina et Roland Giraud. **23.15 Journal. 23.28 La Bourse. 23.30 Permission de minuit.** Spécial Alberto Moravia, pour *son quatre-vingtième anniversaire.*

A 2

20.30 Mardi cinéma : Scout toujours □ Film français de Gérard Jugnot (1985). Avec Gérard Jugnot, Jean-Baptiste Foucret, Jean-Claude Legay, Agnès Blanchot. **22.15 Les jeux de mardi cinéma.** *Présentés* par Jacques Rouland, Daniel Ceccaldi et Ghislaine Ottenheimer. **23.30 Informations : 24 heures sur A2. 0.00 Entrez sans frapper.**

FR 3

20.35 Cinéma : Tarzan et sa compagne ■ Film américain de Cedric Gibbons et Jack Conway (1934). Avec Johnny Weissmuller, Maureen O'Sullivan, Paul Cavanagh, Forrester Harvey, Nathan Curry. **22.10 Journal. 22.40 Magazine : Décibels.** Avec Sheila B., Sapho, Anne Clark, Graziella de Michele, Dino Lee, Uno.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Descente aux enfers ■ Film français de Francis Girod (1986). Avec Claude Brasseur, Sophie Marceau, Betsy Clair, Gerard Rinaldi, Hippolyte Girardot. **21.55 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Psychose II ■** Film américain de Richard Franklin (1982). Avec Anthony Perkins, Vera Miles, Meg Tilly, Robert Loggia, Dennis Franz. **23.50 Téléfilm : Sur les traces du passé.** De Rod Holcomb, avec Lynda Carter, Angie Dickinson, Don Murray. **1.25 Cinéma : Maud (classé X).** Film français de Michel Baudricourt (1981). Avec Chris Berg, Richard Allan, Shirley, Khris.

LA 5

20.30 Cinéma : Patton ■ Film américain de Franklin J. Schaffner (1970). Avec George C. Scott, Karl Malden, Michael Bates, *Karl Michael Vogler.* **23.25 Série : Baretta.** Le médecin. **0.15 Série : Max la menace** (rediff.). **0.40 Feuilleton : Le temps des copains. 1.15 Les cinq dernières minutes.** La boule perdue (rediff.).

M 6

20.30 Téléfilm : Né de père méconnu. De William A. Graham. Avec Bill Bixby, Diane Baker. **22.15 Série : Maîtres et valets.** Un parfait étranger (rediff.). **23.05 Journal. 23.15 Météo. 23.20 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.05 Magazine : Médiator. 0.35 Musique : Boulevard des clips.** Spécial chanson française. **1.40 Clip des clips.** *Le chouchou de la semaine : Résidence nocturne.*

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. 20.30 Archipel médecine. La sclérose en plaques. **21.30 Les cascadeurs. 22.40 Nuits magnétiques.** Les pieds-noirs (1re partie).

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Le Quatuor Cleveland. *Quatuor à cordes n° 5 en la* majeur op. 18 n° 5, Quatuor à cordes n° 12 en mi bémol majeur, op. 127, Quatuor à cordes n° 9 en ut majeur, op. 59 n° 3, de Beethoven, par le Quatuor Cleveland (Donald Weilerstein, Peter Salaff, violons, James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle). **22.30 Récital.** Catherine Soly, piano. Variations sur un thème de Haendel, op. 24, de Brahms ; *Chants polonais*, de *Chopin-Liszt* ; *Prélude, choral et fugue* en si mineur, de Franck ; Rhapsodie hongroise n° 6 en ré bémol majeur de Liszt. **0.00 Club d'archives. Les premiers enregistrements de Stravinsky.**

Mercredi 9 décembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée. Goldorak ; GI Joe ; Bioman ; Les Minipouss ; Mask ; On pense à toi ; Le Top junior ; Les jeux. **17.30 Variétés : Jacky show.** Emission animée par Jacky. Avec Indochine, Guesh Patti, Marc Lavoine, Mylène Farmer. *17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix.* L'or d'Arlequin. **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.28 Tapis vert et tirage du Loto. 20.30 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Josiane Balasko, Claude Nougaro et Sheila. Avec Serge Gainsbourg, Patrick Bruel, Les Rubbets, Richard Cocciante, Murielle Dacq, clip de Michael Jackson. **22.25 Magazine : Super sexy.** De Bernard Bouthier et Christine Eymeric. Au sommaire : Les routiers ; *Les dessous du samedi soir* ; *Les culturistes* ; Sexy femmes enceintes ; Test hommes politiques ; Le sondage du mois ; Descente au village ; Interview hard : Amanda Lear ; Les *enfants et l'amour.* **23.25 Journal. 23.38 La Bourse. 23.40 Permission de minuit.** De Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

13.45 Série : L'homme qui valait trois milliards. Opération Afrique. **14.40 Récré A2.** Tchaou et Grodo ; Quick et Flupke ; Bogus ; Zorro ; Les Schtroumpfs ; L'empire des cinq ; Les P'tits Champions ; Le mystère du Loch-Lake (2e partie) ; Heidi ; C'est chouette ; Les mystérieuses cités d'or ; Galaxy rangers. **17.25 Magazine : Mambo satin.** De Billy Bourne. Au sommaire : Comment c'est la France ? Les objets trouvés ; L'aéromodélisme ; Défense de fumer ; *L'avion, c'est la galère.* ***17.50 Variétés : Un DB de plus.*** *De* Didier Barbelivien. Avec Patrick Juvet, Pet Shop boys, Mylène Farmer, Baptiste Charden. **18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Comment ne pas se faire décapiter par Henri VIII (2e partie). **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.05 INC.** Service minitel consommateurs. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** Fou et usage de fou. **20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Bonne fête maman.** De Jean-Pierre Richard, avec Marie-Christine Barrault, *Philippe Demarle, Marie de Bailliencourt, Consuelo* de Haviland. **22.00 Parlez-moi d'histoire.** De Jean d'Ormesson. Les ravages de Lola la Tornade : Lola Montès racontée à Bernadette Lafont. **23.30 Informations : 24 heures sur A2. 0.00 Entrez sans frapper.**

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Spécial jeunes. Présenté par Pierre Nicolas. **14.00 Magazine : Décibels** (rediff.). **14.30 Feuilleton : Trakal** (6e épisode). **15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Face aux Lancaster** (3e épisode). **17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Magazine : Ciné-hit. 18.00 Dessin animé : David le gnome.** Le couteau magique. **18.30 Feuilleton : Studio folies.** 13e épisode : Travail au noir. **19.00 Le 19-20 de l'information.** *De 19.07 à 19.30, actualités régionales.* **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La bouche et les dents. **20.05 Jeux : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.35 Théâtre : la Commère.** Comédie en un acte de Marivaux, mise en scène de Jean-Paul Roussillon. Avec Jean-Paul Roussillon, Michel Aumont, Patrice Kerbrat, Bérangère Dautun, Françoise Seigner. **21.30 Journal. ▶ 21.55 Magazine : Océaniques.** La troisième dimension (*1re partie*). Avec Markus Lupertz, Jean-Louis Faure, Frank Dornseiff, Maus Raetz Richad Deacon. **22.50 Musiques, musique.** Les sons et *les parfums tournent dans l'air du soir* ; Fantaisie pour piano et orchestre, de Debussy, par Pascal Rogé, piano, et Anne Queffelec, soliste.

CANAL PLUS

14.00 Série : Batman. 14.25 Série : Le retour de Mike Hammer. ***15.10*** **Documentaire : Les allumés du sport.** La Camargue par les cornes : course libre camarguaise. **15.40 Téléfilm : Le vent de la colère.** De Fielder Cook, avec Tracy Pollan, *Akosua Busia, Levar Burton.* ***17.20 Série : Max Headroom.*** **17.45 Série : Les épées de feu. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Zygo.** La caméra indiscrète chez les Belges. **18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 30.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Yvette Horner, Pierre Santini, Cyrille Guimard. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Yves Saint-Martin. **20.35 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Honkytonk Man ■■** Film américain de *Clint Eastwood (1983).* Avec *Clint Eastwood, Kyle Eastwood,* John McIntyre, Alexa Kenin, Verna Bloom. **22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Tendres passions ■** Film américain de James L. Brooks (1983). Avec Shirley MacLaine, Debra Winger, Jack Nicholson, Jeff Daniels, Danny de Vito (v.o.). **1.10 Cinéma : Une amie qui vous veut du bien □** Film américain de David Greenwalt (1985). Avec C. Thomas Howell, Lori Loughlin, Kelly Preston, Dee Wallace Stone.

LA 5

13.30 Série : Insiders. Les faiblesses du cœur. **14.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 15.15 Série : Au cœur du temps. 16.05 Série : Buck Rogers.** Un amour de princesse. **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz.** L'attaque des nomes. **17.20 Dessin animé : Dans les Alpes avec Annette.** *La famille Moulin.* ***17.45*** **Dessin animé : Jeanne et Serge.** Le complot contre Jeanne. **18.10 Série : Wonder Woman.** Histoire de voleurs. **19.00 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow.** De Stéphane Collaro. Avec Dick Rivers, Animo, Dino Lee, Jill Caplan, Django Edwards. **21.45 Série : La loi de Los Angeles. 22.35 Série : Arabesque.** *Meurtre en la mineur.* **23.25 Série : Le renard.** Une femme a disparu. **0.30 Série : Maigret.** Le charretier de la providence. **2.00 Feuilleton : Le temps des copains.**

M 6

13.00 Série : Cher oncle Bill. Bonnes vacances (rediff.). **13.30 Série : Le frelon vert.** Mourtre à distance. **14.00 Magazine : Ciné 6 première.** L'actualité des films de *la semaine.* ***14.35*** **Musique : Clip fréquence FM. 15.30 Magazine : Starter.** Magazine musical. **16.05 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari.** Le mur de flammes (2e partie). **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Les neveux. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Maudit. **19.30 Série : Hawaii police d'Etat.** L'assassin est gaucher. **20.24 Six minutes d'informations.** ***20.30 Série :*** **Les passions de Céline.** Proposée par *Pierre Grimblat*, réalisée par Josée Dayan. Avec Cécile Paoli, François Marthouret (3e épisode). **21.00 Série : Falcon Crest. 21.50 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème : dérives, sont invités Jean-Louis Degaudenzi, Denis Belloc, Jean-François Merle, Jean-Luc Marty. **23.05 Journal et météo. 23.20 Série : Mash.** Requiem pour un poids léger. **23.50 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.35 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Rencontre avec Emmanuel Dongala, écrivain congolais. **21.30 Correspondances. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magnétiques.** Les pieds-noirs (2e partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 novembre) : Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur, K 271, et Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur, K 466, de Mozart, par l'Orchestre de chambre de Pologne, dir. *Edmond de Stoutz* ; *Entracte : Concerto pour deux claviers* en ut mineur, BWV 1060, de Bach, et Symphonie n° 36 en ut majeur, K 425, de Mozart ; Après concert : Quatuor pour piano et cordes en sol mineur, K 478, de Mozart. **23.07 Jazz club.** En direct du Jazz Club Lionel Hampton : la chanteuse Michèle Hendricks et son trio.

Audience TV du 7 décembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne — 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.5	Santa Barbara 26.7	Actual. région. 8.7	Actual. région. 4.1	Nulle part 1.9	Porte magique 5.8	Oncle Bill 3.9
19 h 45	58.8	Roue fortune 27.7	Maguy 8.3	Actual. région. 3.4	Nulle part 4.9	Boulev. Bouvard 9.7	Daktari 2.4
20 h 16	66.0	Journal 30.6	Journal 17.0	La classe 10.2	Nulle part 2.4	Journal 3.4	Daktari 2.4
20 h 55	73.8	Justicier II 38.4	Je ne sais rien... 17.6	Barocco 9.7	Bus au folie 1.0	Preuve par 5 3.9	Mayerling 4.9
22 h 08	59.2	Justicier II 27.7	Autrement dit 4.9	Barocco 9.7	Canal foot 1.0	Matlock 8.3	Mayerling 7.8
22 h 44	33.0	Santé à la Une 12.1	Autrement dit 2.4	Journal 4.4	KO 0.5	Matlock 8.3	Brigade de nuit 5.3

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 décembre à 0 h TU et le vendredi 11 décembre à 24 h TU.

Durant cette fin de semaine, la présence de hautes pressions maintiendra sur la France un temps généralement *froid et stable. Toutefois, une détérioration* passagère se produira dans le Nord-Est vendredi, en bordure du courant *perturbé établi* de la Scandinavie à l'Europe centrale. Par ailleurs, un lent radoucissement devrait débuter samedi à partir des régions atlantiques.

Mercredi : temps froid, nuageux près des côtes, pluies en Méditerranée.

Sur la majeure partie du pays s'installe un temps froid mais sec. On pourra avoir de fortes gelées le matin. La journée sera le plus souvent dégagée et le soleil brillera timidement.

Dans le Sud : du Pays basque au Midi-Pyrénées, au Languedoc-Roussillon, au sud du Massif Central, ainsi que du pourtour méditerranéen à la vallée du Rhône et aux Alpes, le temps sera très nuageux à couvert le matin. Il pleuvra même par endroits de la Provence-Côte d'Azur à la Corse. Au cours de la journée, les nuages seront moins nombreux. Le temps couvert et faiblement pluvieux se limitera à la Corse.

De la Manche au *Nord-Picardie, aux* Ardennes et à la Lorraine, des averses de neige pourront se produire çà et là dans la matinée. Il faudra prendre garde localement au verglas. L'après-midi, le temps restera brumeux près de la Manche. Il sera plus dégagé près des frontières du Benelux.

De la Bretagne à la Normandie, les nuages alterneront avec *les éclaircies.* Toutefois, des nuages bas traîneront près des côtes l'après-midi.

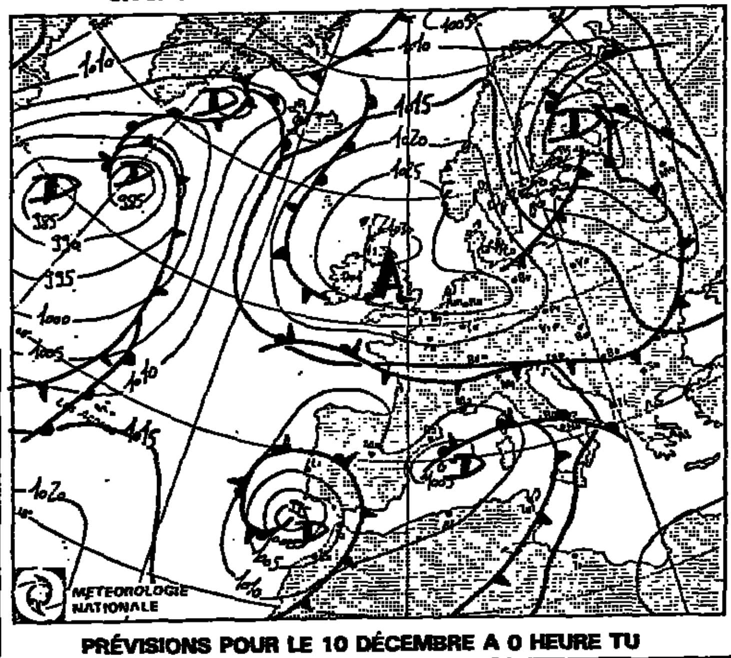
Il fera particulièrement *froid* le matin : –6 degrés environ dans l'Est, –4 degrés dans le Centre et le nord du pays, –2 *degrés dans l'Ouest (près des* côtes, il fera de 2 à 3 degrés). Plus au sud, les températures matinales seront *un peu plus clémentes :* elles ne descendront pas au-dessous de –2 degrés dans le Sud-Ouest (2 à 4 degrés près des côtes atlantiques), de 0 à –2 degrés dans la vallée du Rhône, de 5 à 7 degrés près de la Méditerranée et de 8 à 10 degrés en Corse.

Jeudi : après dissipation des brouillards matinaux généralement givrants, la journée sera ensoleillée sur la plupart des régions. Cependant, du sud des Alpes à la Corse, quelques ondées se produiront encore le matin, le temps devenant ensoleillé l'après-midi. D'autre part, de la Manche orientale à l'Alsace, le ciel deviendra très nuageux l'après-*midi. Enfin, sur l'Aquitaine, des nuages* élevés voileront progressivement le ciel en fin de matinée.

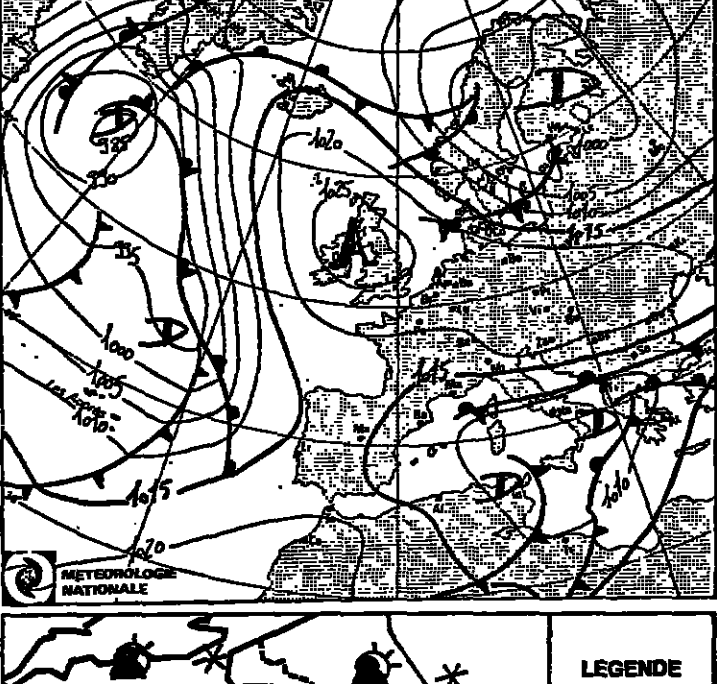
Les gelées matinales seront généralisées dans l'intérieur (–3 à 6 degrés du Nord-Est au Massif Central et au nord des Alpes, 0 à –4 degrés ailleurs). Sur le littoral, les températures minimales seront de l'ordre de 2 à 6 degrés. Les températures maximales seront comprises entre 0 et 5 degrés de la Manche orientale au Centre, au Massif Central, au nord-est et au nord des Alpes, 8 et 12 degrés près de la Méditerranée, 5 et 8 degrés ailleurs.

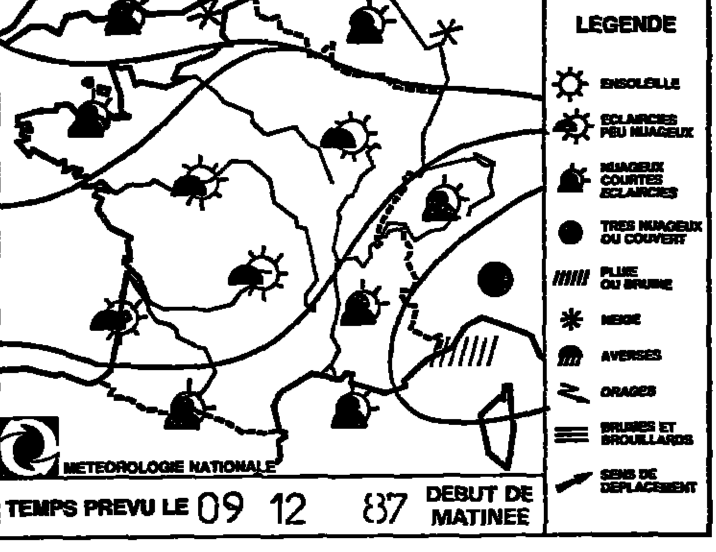
Vendredi : une dégradation se produira dans le Nord-Est ainsi que sur les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest. De la Manche orientale à l'Alsace à la Franche-Comté et à la Bourgogne, le ciel sera très nuageux à couvert et quelques chutes de neige pourront se produire du nord des Ardennes et *au nord* de l'Alsace.

SITUATION LE 8 DÉCEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-12 à 6 heures TU et le 8-12-1987 à 6 heures TU — le 8-12-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	16	10	P
BIARRITZ	16	3	D
BORDEAUX	14	5	C
BOURGES	7	1	B
BREST	6	0	D
CAEN	4	–3	D
CHERBOURG	5	0	D
CLERMONT-FERR.	9	2	B
DIJON	7	1	C
GRENOBLE St-M-H	8	3	B
LILLE	3	–4	D
LIMOGES	11	3	C
LYON	5	2	C
MARSEILLE-MAR.	12	4	D
NANCY	2	–4	D
NANTES	7	1	C
NICE	16	8	N
PARIS-MONTS.	4	–2	D
PAU	14	–1	D
PERPIGNAN	12	4	D
RENNES	6	0	C
St-ÉTIENNE	7	3	P
STRASBOURG	1	–2	D
TOURS	5	0	C
TOULOUSE	5	0	C
POINTE-A-PITRE			

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	24	12	D
AMSTERDAM	3	–4	A
ATHÈNES	17	13	C
BANGKOK	25	16	D
BARCELONE	14	6	D
BELGRADE	13	2	C
BERLIN	1	–7	C
BRUXELLES	2	–5	D
LE CAIRE	23	15	D
COPENHAGUE	–2	–9	A
DAKAR	25	19	D
DELHI	24	7	B
DJERBA	19	15	N
GENÈVE	11	2	P
HONGKONG	15	12	N
ISTANBUL	11	10	C
JÉRUSALEM	13	9	N
LISBONNE	12	11	C
LONDRES	5	–2	D

	max	min	temps
LOS ANGELES	20	13	D
LUXEMBOURG	0	–7	D
MADRID	12	4	N
MARRAKECH	17	8	N
MEXICO	24	7	B
MILAN	6	4	B
MONTRÉAL	–2	–8	D
MOSCOU	–2	–3	*
NAIROBI	27	18	D
NEW-YORK	7	1	N
OSLO	–5	–9	N
PALMA-DE-MAJ.	16	11	P
PÉKIN	4	–6	D
RIO-DE-JANEIRO	25	21	C
ROME	16	13	P
SINGAPOUR	26	23	P
STOCKHOLM	–8	–9	D
SYDNEY	21	18	C
TOKYO	8	0	C
TUNIS	18	17	D
VARSOVIE	1	–5	N
VENISE	8	4	B
VIENNE	2	–2	C

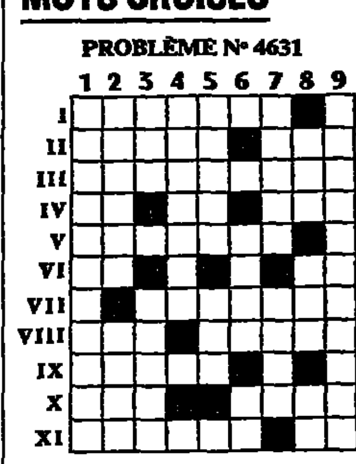
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4631



HORIZONTALEMENT

I. Un qui est bien placé pour partir avec la caisse. – II. C'est nous qui pouvons être entêtés quand c'est elle qui persiste. On le suppose bien reçu. – III. Chacun sait qu'elles ont l'habitude de « flotter ». – IV. Pas dépassé. Note. Cause d'accrochages. – V. A eu maintes occasions de faire bonne figure. – VI. Préposition. Attaque en tête. – VII. Nombreux sont les hommes qui se sauvent après avoir porté le regard sur elle. – VIII. Pour ne pas mélanger les torchons et les serviettes. Ses occupations durent l'inciter plus d'une fois à lever le siège. – IX. Faisait un travail d'enfer. – X. Doit son existence à quelqu'un qui a su faire preuve d'imagination. Condamnée à de multiples va-et-vient. – XI. Etrangère à la fable. Complique les choses.

VERTICALEMENT

1. Amateur de salades. – 2. Léger comme un papillon ou beau comme un dieu. Que demander de plus ! – 3. Parfois à côté de la plaque. Espèce de brocard. – 4. Fait grand bruit. – 5. Versait dans les vers. Il n'y a certes pas que les pigeons et les dindons qu'il a menés en bateau. – 6. Faisait le mal pour son bien. Pronom. – 7. Se fait manger tout cru. Avec lui, il est possible d'éviter les suées. – 8. Est parfois présent quand on coupe la poire en deux. A consommer avec modération. A certainement eu énormément de mal à se faire reconnaître. – 9. Conduisent souvent à l'explication.

Solution du problème n° 4630

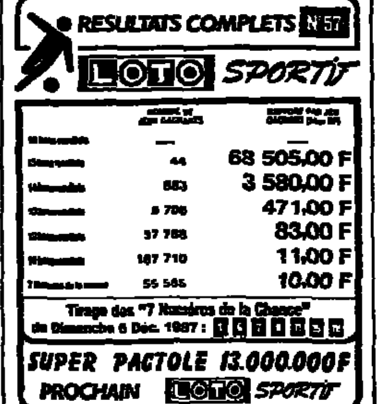
Horizontalement

I. Eclaireur. – II. Naissance. – III. Sue. Is. Ci. – IV. Etres. Olt. – V. Mers. Epée. – VI. Blésité. – VII. Le. Inerme. – VIII. Iule. Eu. – IX. Es. Unités. – X. Reg. Entre. – XI. Ozone.

Verticalement

1. Ensembliers. – 2. Cauteleuse. – 3. Lierre. Go. – 4. As. Essieu. – 5. Isis. In. Néo. – 6. Ras. Eté. Inn. – 7. En. Opérette. – 8. Uccle. Muer. – 9. Réitéré. Sec.

GUY BROUTY.



Sports

Critérium de la première neige

Les Français ont une bonne descente

La descente hommes du trente-deuxième Critérium de la première neige, disputée lundi 7 décembre sous le soleil, a été remportée par le Suisse Daniel Mahrer. Il précède la vedette du circuit, l'autre Suisse, Pirmin Zurbriggen, et l'Italien Michael Mair.

Mais la surprise de cette première descente de la Coupe du monde réside dans les bons résultats des skieurs français. Ils sont quatre à se classer parmi les vingt premiers, emmenés par un nouveau venu, Christophe Plé (sixième temps).

VAL D'ISÈRE
de notre envoyé spécial

Les premiers signes de joie dans le camp français suivent l'affichage du résultat de Philippe Verneret. En dépassant légèrement les 2 min 1 s, le skieur de Cluses s'approche des meilleurs. *« Je suis quand même un peu déçu,* avoue le jeune homme. *J'ai fait des fautes, mais je n'ai pas levé le pied ; c'est déjà bon signe. »*

Jean-Pierre Puthod, le directeur technique de l'équipe nationale, bouscule les spectateurs pour tendre son émetteur-récepteur vers le skieur. *« Soyez souples »*, lance Philippe Verneret à ses camarades, qui s'apprêtent à bondir de la cabine de départ. Conseil entendu par Franck Piccard, mais surtout mis en application par Denis Rey et Luc Alphand, qui réussissent à descendre en dessous des fatidiques 2 min 1 s.

Luc, le puissant, estime qu'il n'a pas trop bien skié en haut de la piste. Luc, le plaisantin, se faufile, mine de rien à la 11e place. Une belle réussite pour l'ancien champion du monde juniors, aujourd'hui membre du petit commando des polyvalents (*le Monde* du 5 décembre). *Un résultat d'autant plus méritoire* que le garçon de vingt-deux ans vient de passer deux mois immobilisé après un accident de 4 × 4 à Serre-Chevalier.

Le jeune directeur technique félicite ses *« garçons »*, auteurs du petit éclat qu'il prédisait depuis longtemps. *« La saine rivalité entre les polyvalents et les descendeurs et aussi la bonne ambiance dans l'équipe expliquent les résultats d'aujourd'hui »*, note Jean-Pierre Puthod. Mais, presque en confidence, face au début d'enthousiasme qui anime le camp français, il glisse : *« Attendez, vous allez voir Christophe Plé. »*

Un nom presque inconnu, sous un dossard numéro 65. *Un petit jeune* du bas du tableau. Et, soudain, le panneau lumineux affiche ce nom, *en regard* de la meilleure performance dans la première partie du parcours. Les cris fusent pour souligner le résultat. Dépassant Marc Girardelli ou Marcus Wasmeier, Christophe *Plé* se classe sixième. Une place presque oubliée des tricolores depuis que Franck Pons l'avait *occupée en 1986* à Whistler Mountain (Etats-Unis).

Originaire de Perpignan, Christophe a suivi son père venu travailler à la Plagne. Grâce au club des sports de la station, il a pu acquérir la technique qui fait de lui un parfait descendeur. A vingt et un ans, il est encore redevable à ce club, qui lui a proposé un emploi de TUC, *et* au président qui lui a même trouvé un logement.

Après avoir stagné trois ans dans le groupe des inter-régionaux, Plé le modeste a été remarqué, comme d'autres jeunes, par Jean-Pierre Puthod. Le directeur technique a insisté pour qu'il participe à un stage de *trois semaines* que les descendeurs ont effectué à la fin de l'été dans les montagnes argentines. *« Le client sérieux des pistes rapides a montré là-bas ses qualités*, remarquent les entraîneurs, en ajoutant que le skieur a gagné à Val d'Isère son billet pour les Jeux olympiques de Calgary.

Tous les admirateurs, qui se précipitent vers la nouvelle figure du ski tricolore, sont brusquement arrêtés dans leur élan. Le dossard 70 s'amuse à bouleverser la hiérarchie. A vingt et un ans, pour sa deuxième épreuve en Coupe du monde, le skieur de Combloux s'octroie la 17e place. Quatre tricolores parmi les vingt premiers : une situation nouvelle pour une équipe si souvent décriée. *Lundi, les garçons de Jean-*Pierre Puthod laissaient éclater leur allégresse.

SERGE BOLLOCH.

TENNIS

Lendl en grand maître

Le Tchécoslovaque Ivan Lendl a confirmé son rang de numéro un mondial en dominant très facilement le Suédois Mats Wilander (6-2, 6-2, 6-3) en finale du Masters de tennis, *le lundi 7 décembre* au Madison Square Garden de New-York. Avec cinq succès en huit finales, il est désormais le recordman des victoires dans cette épreuve. Au terme de son *« meilleur match de la saison »*, Ivan Lendl a encaissé deux chèques de 210 000 dollars pour son succès au *Masters, et* de 800 000 dollars pour sa première place au Grand Prix 1987. Comme en 1982, ses gains en compétition dépassent cette année les 2 millions de dollars.

● **MOTOCYCLISME : le circuit Paul-Ricard interdit de courses.** — M. Hervé Kervella, président de la *Fédération française de motocyclisme*, a annoncé, le lundi 7 décembre, qu'en raison de la loi prohibant la publicité pour l'alcool dans le sport, il se voyait *« contraint d'interdire toute organisation de manifestations motocyclistes sur le circuit Paul Ricard »*, au Castellet. Dans le même communiqué, M. Kervella regrette toutefois la décision prise par la société Ricard de ne plus parrainer le sport motocycliste.

CAMPUS

Moins de chômage pour les littéraires

AUSSI étonnant que cela puisse paraître, le taux de chômage diminue pour les étudiants en lettres. Il est passé, chez les diplômés du deuxième cycle, de 17 % en 1977, à 14 % en 1982. Tel est le constat établi par le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) en comparant l'insertion professionnelle de deux promotions à cinq ans de distance. Cela tient, explique-t-il, au fait que les effectifs d'étudiants se sont stabilisés (diminuant même dans certaines disciplines), alors que les emplois dans la fonction publique — et surtout dans l'enseignement — ont plutôt augmenté.

Ce bilan relativement optimiste doit cependant être nuancé, la situation variant beaucoup selon les niveaux d'études et les disciplines :

— Les titulaires d'un diplôme de troisième cycle ont de bonnes chances de trouver un emploi de cadre supérieur. En revanche, la situation s'est dégradée pour ceux qui n'ont que le DEUG ou qui sortent sans diplôme.

— Les lettres classiques et modernes continuent de conduire majoritairement à l'enseignement. Les langues également, mais avec de moins grandes chances d'insertion professionnelle. La philosophie, l'histoire et la géographie ont des débouchés plus diversifiés : enseignement, fonction publique, secteur privé. La psychologie n'offre de débouchés intéressants qu'au niveau du DESS. La sociologie et les langues étrangères appliquées offrent moins de débouchés au niveau supérieur et sont les plus exposées à la déqualification.

— Le passage à l'université sans avoir obtenu de diplôme a été plus positif pour les titulaires d'un bac général (A, B, D) qui ont souvent pu accéder à des emplois moyens (éducateurs, animateurs, programmeurs, cadres moyens du commerce...) que pour ceux qui ont obtenu un bac de technicien (G), qui se retrouvent surtout dans des emplois de secrétaire ou d'employé non qualifié.

F. G.

★ *L'insertion professionnelle des étudiants en lettres et sciences humaines*, par Alain Charlot. CEREQ, 9, rue Sextius-Michel, 75732 Paris, Cedex 15. Tél. : 45-75-62-63.

Juristes et artistes

Une exposition d'art contemporain, organisée par l'Amicale des étudiants en droit, avec le soutien de la municipalité et du ministère de la culture, se tient à la faculté de droit de Strasbourg, *jusqu'au 20 décembre*. Ses organisateurs veulent montrer ainsi *« l'ouverture des juristes vers le monde extérieur et notamment vers les arts »*.

(Faculté de droit, 1, place d'Athènes, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88-61-18-18.

Habitat bon marché

L'école d'architecture de Bordeaux organise, jusqu'au 18 décembre, une exposition sur « l'habitat bon marché 1914-1945 ». Un séminaire sur ce thème aura lieu le 10 décembre.

(Ecole d'architecture. Domaine de Raba, 33405 Talence, Cedex. Tél. :56-80-65-44.)

Les junior-entreprises à Fontevraud

Les Junior-entreprises tiendront leur congrès, du *11 au 13 décembre*, à l'abbaye de Fontevraud, près de Saumur. Ce mouvement touche aujourd'hui douze mille étudiants, réunis dans cent huit associations, qui traitent environ trois mille dossiers professionnels par an. Les junior-entreprises viennent d'établir un réseau avec leurs homologues d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Suisse et du Portugal.

(CNJE, 28, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris. Tél. : 42-65-00-62.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 7 et mardi 8 décembre :

UNE LOI

● N° 87-979 du 7 décembre 1987 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

DES ARRÊTÉS

● Du 24 novembre 1987 fixant les nombres de captures de saumon autorisées en eau douce pour l'année 1988.

● Du 7 novembre 1987 portant fixation du prix d'achat de l'alcool de betteraves pour les campagnes 1986-1987 et 1987-1988.

● Du 2 novembre 1987 portant *attribution du diplôme* d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines de Douai.

● Du 23 novembre 1987 portant attribution de diplômes à des élèves de l'Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées de Dijon.

Échecs


CHAMPIONNAT DU MONDE
SÉVILLE
1987

Vingt et unième partie : nulle

L'audace et le sang-froid de Kasparov

« A partir de maintenant, c'est celui qui aura les nerfs les plus solides qui gagnera. J'ai déjà triomphé deux fois dans les mêmes circonstances et j'espère que mes nerfs ne me lâcheront pas cette fois-ci. » Faite juste avant la vingt et unième partie, le lundi 7 décembre, la déclaration de Kasparov pouvait passer pour *un aveu de fébrilité*, voire d'angoisse. Après la partie, il était difficile d'imaginer un effondrement du champion du monde dans les trois derniers « rounds » à venir, tant il venait de faire preuve d'audace et de sang-froid.

Audace d'abord que de reprendre la *Gruenfeld, sachant que* Karpov, lui, allait rejouer la variante russe avec laquelle il aurait bien pu *gagner la quinzième* partie, une des plus belles du match. Audace toujours avec la variante Ragozine *(7. ... Ca6) si dangereuse à manier* pour les Noirs. Après la répétition des treize premiers coups, Karpov, c'était prévisible, améliora la suite en jouant tout de suite : 14. Ff4 sans perdre un temps comme précédemment avec : 14. h3.

A son tour, Kasparov parut changer de stratégie avec 16. Fé6, renonçant, apparemment, à l'installation d'un avant-poste sur d3. Karpov n'y vit que du feu, accepta l'échange de Fous, joua : 19. a3, certain de faire reculer le Cavalier noir, et vit arriver : 19 ... Cd3! Bien entendu, le Cavalier était imprenable, sinon : 20 ... ç4 gagnait la qualité. Kasparov avait ajouté le panache à l'audace et avait réussi à tenir la case d3. Poursuivant son attaque, il contraignit, après 23 ... f5, Karpov à donner une Tour contre le maudit Cavalier et un pion.

Vint alors le temps du sang-froid. Si, dans la salle, l'excitation était à son comble et si, pour beaucoup, *l'ombre de la défaite fatale paraissait devoir envelopper Karpov*, Kasparov, après dix-neuf minutes de *froide réflexion*, vit que le challenger avait, avec h5, une contre-attaque perfide. Il choisit donc la *répétition de coups* (attaquant la Dame) à laquelle Karpov, après réflexion lui aussi, ne put s'opposer.

Cette très excitante partie nulle est une victoire pour Kasparov. Mercredi, il aura les Blancs dans la vingt-deuxième partie, celle qu'il avait gagnée l'an dernier, distançant définitivement Karpov. Score : 10,5-10,5.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Vingt et unième partie
Défense Gruenfeld-Variante russe

1. d4	Cf6	17. Fç4 (21)	Cb6 (62)
2. ç4	g6	18. Fxé6 (40)	Txé6 (63)
3. Cç3	d5	19. a3 (66)	Cd3 (67)
4. Cf3	Fg7	20. Fg3 (70)	ç4 (70)
5. Db3	dxç4	21. Dç2 (72)	Tç8
6. Dxç4	0-0	22. Tad1 (84)	Dd7 (88)
7. é4	Ca6	23. h4 (87)	f5 (105)
8. Fé2	ç5	24. Txd3 (103)	
9. d5	é6		çxd3 (105)
10. 0-0	éxd5	25. Dxd3 (105)	
11. éxd5	Ff5		Cç4 (124)
12. Té1 (5)	Té8 (7)	26. Dd5 (118)	Cb6 (124)
13. d6 (5)	h6 (9)	27. Dd3 (121)	Cç4 (124)
14. Ff4 (5)	Cd7 (15)	28. Dd5 (124)	Cb6 (124)
15. Té2 (11)	Cb4 (17)	Nulle.	
16. Db3 (12)	Fé6 (34)		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Le Carnet du Monde

Décès

— Mme Geneviève Brouchon,
née Ansart,
son épouse,
Jean-Paul et Danièle Brouchon,
Marie-France et Michel Becker,
Marie-Geneviève et Jacques Roques,
Colette Brouchon,
Dominique et Dominique Brouchon,
Elisabeth et Benoît Antant,
Jean-Marc Brouchon,
ses enfants,
Nicolas, Florence, Sylvie, Isabelle, Emmanuelle, Odile, Stéphane, Fabienne, Emilie, Frédéric, Charlotte,
ses petits-enfants,
Et les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BROUCHON,
directeur du Cours Saint-Jean,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 6 décembre 1987, dans sa soixante-dix-huitième année.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 9 décembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Spire de Corbeil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue de Chantemelle,
91100 Corbeil.

— Paris. Marseille. Mulhouse. Ambassade de France (Damas, Syrie).

Mme Martine Djoudi,
Les familles Djoudi, Kubler, Briki et Berzig,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Larbi DJOUDI,

survenu à Paris le 4 décembre 1987.

L'inhumation aura lieu le jeudi 10 décembre, à 10 heures, au cimetière Saint-Pierre de Marseille (Bouches-du-Rhône).

« Fermez la porte derrière Moi.
Dites que je suis sorti.
Tout ce que je ne vous ai pas dit derrière la porte sera inscrit. »
Larbi Djoudi.

— M. et Mme Lucien Fortier
Et tous ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice FORTIER,

survenu le 1er décembre 1987, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

L'inhumation a eu lieu à Renaison (Loire), dans l'intimité familiale.

— Mme *Germaine Kauffmann,*
Mme Nelly Kauffmann,
Valérie, Vincent Renié
et leur fille,
Julien Kauffmann,
Arlette, Jean-Marie Bonnamour
et leurs enfants,
Nelly, Bernard Bousquet
et leur fille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Jean KAUFFMANN,

survenue le 6 décembre 1987, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 décembre 1987, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

99, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

— Les sociétés Meunier Promotion (groupe BNP) et COMADIM,
Leur président,
Leurs conseils d'administration,
Et l'ensemble de leur personnel,
ont la tristesse de faire part de la disparition, le 6 décembre 1987, de leur administrateur directeur général

Jean KAUFFMANN,
ancien élève d'HEC,
docteur en droit,
président de l'Observatoire régional de l'immobilier d'entreprise en Ile-de-France,
membre du bureau exécutif
de la FNPC,

et présentent leurs profondes condoléances à sa famille et à tous ses proches.

10, place de la Madeleine,
75008 Paris.

— Pierre Ledez,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Ledez, Ricateau, Etienne et Couvenhes,
ont la douleur de faire part du décès de

Denise LEDEZ,

survenu le 2 décembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

148, rue de l'Université,
75007 Paris.

— Mme *Alexis Messerlin,*
née Marguerite Gangloff,
M. et Mme Jacques Bimbenet,
M. et Mme Patrick Messerlin,
Bénédicte, Gilles, Jean, Anne et Pierre,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Alexis MESSERLIN,
inspecteur général de la Santé publique en retraite,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier du Mérite militaire,
grand officier du Ouissam-Alaouite,

survenu le 28 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Gièvres (Loir-et-Cher).

22, rue *Théo-Berthin,*
41700 Contres.
5701, Anniston Road,
Bethesda, Maryland 20817, USA.

— **Pierre MÉTAIS**

s'est endormi dans la paix du Seigneur.

Sa famille a célébré l'Eucharistie des au-revoir, comme il le désirait.

18, rue Prosper-Mérimée,
67200 Strasbourg.

— Mme Gabriel Picabia,
son épouse,
Mme Marie Picabia,
sa sœur,
Les familles Bailly-Cowell, Montet, Buffet-Challie,
font part du décès survenu à Paris, le 6 décembre, de

Gabriel-François,
dit Pancho PICABIA.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— Les familles Smadja, Zeitoun, Coscas, Saiagh,
font part du décès de

Mlle Jacqueline SMADJA
(De Sten),

survenu dans sa cinquante-cinquième année, suite à une longue maladie.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 décembre 1987, à 15 h 15, au cimetière parisien de Pantin (Seine-Saint-Denis).

— **Odette THIBAULT,**
maître de recherches honoraire au CNRS,
journaliste scientifique,
écrivain,
chevalier de l'ordre du Mérite,
membre de l'ADMD,

a choisi de se donner une mort douce le 2 décembre 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

De la part de
Charles Thibault,
son époux,
Bernard Thibault,
son fils,
Jean-Michel et Anne Thibault,
ses enfants,
Muriel et Raphaël,
ses petits-enfants,
Ses cousin et cousines Etienne.

On peut envoyer des dons à l'Institut Curie, CCP 437 C Paris.

[Odette Thibault a travaillé vingt ans en recherche fondamentale au CNRS, puis pendant vingt-cinq ans à l'information. Elle est l'auteur de plusieurs livres destinés au grand public, entre autres *la Maîtrise de la mort, l'Homme inachevé, Debout les femmes, Non à la guerre disent-elles, Des enfants... Comment ?* Elle était membre de l'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité) et du RIFG (Résistance internationale des femmes à la guerre). Elle était citoyen du monde. Elle a beaucoup lutté pour la diffusion de la connaissance, la liberté, la justice et la paix.]

— La Tronche (Isère).

Mme André Tixier
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur André TIXIER.

Domaine de Maubec,
38700 La Tronche.

— On nous prie de faire part du décès de

Mme Joseph WELLER,
née Odette Gibier,

survenu le 1er décembre 1987, à Orléans.

Remerciements

— Pour le dix-huitième anniversaire, le 12 décembre 1987, du décès de

Eric TRUSSON,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, amphithéâtre Milne-Edwards, esc. B, 3e étage, M. Serge Daget : « Les croisières françaises de répression de la traite des Noirs sur les côtes occidentales de l'Afrique, 1817-1850 ».

— Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, amphithéâtre I, M. André Blanchard : « Le cinéma régional dans le cinéma québécois. L'exemple abitibien ».

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les ethnologues sont parmi nous

Les Français de Plozévet, les Sioux du Sud-Dakota, les Téké Tsavi du Congo, même combat.

COMMENT jeter sur soi, en France, ce regard savant et critique que l'ethnologie, toujours « participante » et « distanciée » à la fois, exerce si bien sur les atolls et le fond des savanes, quand elle y détaille les *indigènes et y classifie* les signes de leur différence ? La question, semble-t-il, hante passablement les ethnologues de la France qui montent désormais avec armes et bagages à l'assaut des HLM et des fermes isolées, des métros et des hypermarchés, des bandes de jeunes et des « cols blancs » du tertiaire. Elle fut vivement posée et débattue par plus de trois cents d'entre eux réunis récemment en colloque, au bois de Boulogne, à l'appel du Centre d'ethnologie française et du Musée des arts et traditions populaires, qui marquait ainsi le point d'orgue des célébrations de son cinquantième anniversaire (1).

La liste des thèmes abordés dans les *quatre-vingts* communications présentées donne une idée de ce *« puissant bouillonnement »* de l'ethnologie du domaine français, dont Martine Segalen, cheville ouvrière du colloque avec Jean Cuisenier, soulignait d'entrée de jeu les promesses et les risques. On vit encore avec les Sioux du Sud-Dakota ou les Téké Tsavi du Congo, on détaille le modèle lignager des Yonomami d'Amérique du Sud, mais cette ethnologie-là a perdu une bonne part de son aura depuis qu'ont été rayées de la carte du monde les taches roses de notre empire colonial.

Nos chasseurs de l'Autre ont donc posé leur cantine dans *l'Hexagone, sans toutefois rompre* avec les méthodes éprouvées outre-mer : le même atelier du colloque examinait, dans une fraternité très symbolique, un texte sur les Nunas du Burkina-Faso et une enquête chez les pêcheurs de l'île de Batz.

Quelle santé ! La veine folklorique est encore bien exploitée, de *la fête* foraine aux combats de coqs, des géants des carnavals du Nord à ces bouquets qui pendent dans les étables-usines de l'élevage moderne, des sorcières du Bocage aux bergers de la montagne de Lure. On traque les techniques et les savoirs en voie de disparition, les sociétés rurales moribondes et l'introuvable « culture populaire », les cordonniers-poètes et les sociabilités de tel quartier nord de Marseille qui vire au Front national. *Mais* aussi, pêle-mêle, « mon beauf » à la chasse, les rites d'initiation des ingénieurs des Arts et métiers ou des élèves des Ecoles normales, les rockers de Givors et les fidèles du Nouvel An chinois dans le *XIII[e] arrondissement de Paris,* les gestes apaisants de l'infirmière et les rituels curatifs des pentecôtistes. Et même sont en cours, pêle-mêle, une ethnologie du renouveau de la prière, une anthropologie de la citoyenneté, une exploration sobre des débits *de boisson et de Loto, une étude* des rumeurs en ville et un détail des parentèles.

Us et coutumes en voie de disparition

On comprend que cette joyeuse mêlée bouscule les règles du jeu. Cette ethnologie de la proximité et de la familiarité entend demeurer plus que jamais fille du folklore et de l'anthropologie sociale (2). Car, depuis le début du dix-neuvième siècle, les folkloristes lui ont appris à amasser les objets et à trier les faits, dans une accumulation parfois désordonnée, mais indispensable, de vêtements typiques et de trésors des contes, d'outils et d'images, de rites et de parlers.

JEAN-PIERRE RIOUX.

(Lire la suite page 22.)

(1) Une exposition : « Nouvelles acquisitions. Quérir, choisir », y dit jusqu'au 28 mars 1988 les règles de la collation des traces et des objets depuis vingt ans (musée des ATP, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, 75116 Paris).

(2) Voir J. Cuisenier et M. Segalen, *Ethnologie de la France,* PUF, 1986 (« Que sais-je ? ») et les essais comparatifs entre la France et l'Allemagne réunis par I. Chiva et U. Jeggle, *Ethnologies en miroir,* éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1987. Deux revues détaillent les travaux en cours : *Ethnologie française,* publiée par le Centre d'ethnologie française, et *Terrain,* éditée par la Mission du patrimoine ethnologique du ministère de la culture et de la communication.



CRÉATION AGENCE CRÉHALET-FOLIOT-POUSSIELGUES

BÉBÉS PRÉMATURÉS LA NOUVELLE VAGUE

PRÉSENTANT, le vendredi *4 décembre,* à la presse les résultats de l'enquête périnatale de Haguenau (Bas-Rhin) sur la prématurité, le professeur Emile Papiernik (maternité Antoine-Béclère, Clamart) a tiré un signal d'alarme : selon cette enquête, en effet, le taux de naissances *prématurées qui, de* 1971 à 1982, n'avait cessé de diminuer, passant de 6,1 % à 4 %, augmenterait depuis 1983. En 1985, on recensait à la maternité de Haguenau 4,8 % de naissances prématurées. Soit un chiffre que l'on observait déjà dans le milieu des années 70. Principale raison à cela, selon le professeur Papiernik : *« La surveillance prénatale à la maternité s'est relâchée : plus grande proportion de femmes non suivies et parmi les femmes suivies, des consultations moins nombreuses et qui débutent plus tard dans la grossesse. »*

A priori, cette tendance est effectivement inquiétante. On sait, en effet, que l'accouchement prématuré, c'est-à-dire à moins de trente-sept semaines après les dernières règles, augmente le risque de mortalité néonatale et de handicaps à la naissance. Grâce à la mise en œuvre, dès 1971, *d'un programme* périnatalité, la France avait réussi à réduire la fréquence des naissances prématurées à un taux presque record. L'efficacité de ce programme avait pu être vérifiée grâce à l'enquête réalisée par l'INSERM depuis 1971 à la *maternité de Haguenau.*

Grâce à cette enquête, publiée aujourd'hui aux éditions INSERM (1), il a été possible d'identifier les facteurs de risque de la prématurité : les antécédents d'accouchement prématuré ; le fait d'avoir subi plus de deux IVG ; le fait d'être soit petite (moins de 1,51 mètre), soit grande (plus de 1,70 mètre), d'être maigre (moins de 48 kg) ou au contraire d'un poids élevé (plus de 73 kg). Autres facteurs de risque, l'âge de la femme (moins de vingt et un ans ou plus de trente-six ans), le fait d'appartenir à une classe sociale défavorisée, etc.

L'enquête de Haguenau a en outre permis de montrer que, pour les femmes à risque moyen, le cerclage cervical ne diminue *pas le taux de prématurité.*

Toutes ces observations avaient donc permis d'élaborer un véritable programme de prévention de la prématurité reposant avant tout sur la nécessité d'une bonne surveillance de la grossesse. Visiblement, le professeur Papiernik, l'un des « pères » de ce programme, semble craindre, et déceler, un certain relâchement dans cette surveillance.

Pourtant, d'autres données, publiées récemment par Gérard Bréart et Françoise Maillard (unité 149 de l'INSERM), pourraient peut-être atténuer son *inquiétude. Selon une étude réalisée* pendant trois ans, de 1984 à 1986, dans onze maternités françaises, dont celle de Haguenau et celle de Clamart, il se confirme que le taux de prématurité totale a effectivement augmenté, passant dans l'intervalle de 6,6 % à 7,7 %.

Une origine iatrogène

Pour autant, expliquent les *auteurs de l'étude, « il serait hâtif de conclure que les résultats périnataux se sont dégradés ces dernières années ».* Il se pourrait en effet que cette augmentation de la prématurité soit due avant tout à une modification de l'attitude des obstétriciens français, *ces derniers ayant* pris l'habitude, de plus en plus souvent, les progrès de la réanimation néonatale aidant, de déclencher l'accouchement fût-il avant terme, ou de faire des césariennes prématurées.

Ainsi, l'une des raisons principales de l'augmentation de la prématurité serait-elle d'origine iatrogène. Un autre élément vient à l'appui de cette thèse : la mortalité périnatale continue, elle, de baisser. *De toute manière,* ces résultats demandent encore d'être affinés, ce qui n'est en rien incompatible avec le fait d'inciter les médecins à développer leur action en vue d'une meilleure prévention de la prématurité. Bien au contraire.

FRANCK NOUCHI.

(1) *La Prématurité, enquête périnatale de Haguenau,* les éditions INSERM, Doin.

Les « bio-forçats » de la prévention

Le vingtième anniversaire de la Fondation Mérieux

LYON
De notre envoyé spécial

« JE voudrais que l'on comprenne bien une fois pour toutes : je n'ai pas créé la Bio-Force pour vendre les vaccins de l'institut Mérieux. » A l'aube de sa quatre-vingt-unième année, le docteur Charles Mérieux affirme, mieux que jamais, ses exigences humanistes. Il entend aussi n'abandonner aucun combat et continue, dans le cadre de la Fondation qui porte son nom et qui célèbre à Lyon, le mardi 8 décembre, son vingtième anniversaire, à développer l'ensemble d'un réseau international de médecine préventive unique au monde. Au centre de ce réseau, la mission Bio-Force Développement, mise en place en octobre 1983 et qui forme aujourd'hui la quatrième promotion de ceux qu'on a baptisés les « bio-forçats ».

Ils ont tous entre vingt et vingt-sept ans et s'intéressent au développement du tiers-monde. Leur formation dure trois ans. D'abord à Lyon ou à Bordeaux, dans les pays en voie de développement, ensuite, le plus souvent, en liaison avec les organismes internationaux non gouvernementaux.

L'histoire de la Bio-Force a commencé en 1977 au Brésil, avec la campagne « coup de poing » de vaccination contre la méningite (dix millions de personnes vaccinées en cinq jours à Sao-Paulo) que l'institut Mérieux avait eu le courage de lancer. *« Cette campagne de vaccinations nous a appris qu'en de telles circonstances, le mécanicien est souvent plus utile que le médecin pour maintenir la chaîne du froid, entretenir le matériel d'injection, etc.,* explique le docteur Mérieux. *C'est ainsi que j'ai imaginé la Bio-Force, c'est-à-dire la formation du personnel entraîné et disponible. Tout a pu commencer en 1983, grâce à Jack Ralite, alors ministre communiste du travail,* confie-t-il ; *puis, ensuite, grâce au mariage entre les instituts Pasteur et Mérieux. »*

« Attention, explique-t-il, *il ne s'agit nullement de former des boys-scouts ou des cow-boys, mais bien le personnel nécessaire à un maillon essentiel dans la chaîne de la médecine préventive. Si les épidémiologistes sont comparables à des bolides de formule 1, les bio-forçats sont, eux, des 4 × 4 tout terrain. »*

De jeunes 4 × 4 qui ont déjà connu, au hasard de leurs missions, bien des terrains : la Mauritanie, le Mali, le Gabon, la Thaïlande, le Botswana, le Pérou ou l'Arabie saoudite. Les interventions de cette infanterie sanitaire *d'un nouveau genre sont multiples* (vaccinations, maintenance de matériel sanitaire, aide alimentaire, etc.). Elles se font en liaison avec des organisations internationales (ordre de Malte, Haut Commissariat aux réfugiés) des organisations non gouvernementales (Médecins sans frontières, Action internationale contre la faim, CARE) ou des entreprises privées (SOPHA Developpement, Rhône-Poulenc, groupe Mérieux). La Bio-Force envisage aujourd'hui de pratiquer un dépistage du SIDA sur le territoire africain.

Un service d'urgence mondial

« Nous avons attendu 1987 pour mieux faire connaître la mission Bio-Force Developpement aux services diplomatiques français, dit aujourd'hui le docteur Mérieux. *Nous voulions que nos trois premières promotions aient fait leurs preuves sur le terrain. »* Trois promotions qui ont permis de roder et de parfaire la formation nécessaire à ces missions peu banales. Il s'agit d'abord d'associer une connaissance théorique à des compétences pratiques. Il faut tout à la fois apprendre à parler couramment une langue étrangère, conduire, entretenir et réparer un véhicule, savoir opérer un *dédouanement,* gérer un stock, établir des relations avec les populations, créer des secours d'urgence et dispenser des soins élémentaires. Les deux années suivantes sont des périodes de « formation-action » dans les pays en développement, les stagiaires *étant placés auprès* d'employeurs responsables de projets ou de campagnes sanitaires.

S'il a été, à l'origine, le catalyseur de l'opération, le groupe Mérieux *n'est plus* aujourd'hui qu'un simple partenaire. C'est ainsi qu'on trouve parmi les associés de la Bio-Force la Communauté européenne, les conseils *régionaux* Rhône-Alpes *et* Midi-Aquitaine, les hospices civils de Lyon, le SAMU, la sécurité civile, les sapeurs-pompiers, la Croix-Rouge française, Médecins sans frontières et Médecins du monde.

« Plus la Bio-Force se développera et plus elle m'échappera, et plus je serai heureux », confie le docteur Mérieux. Maillon essentiel dans la chaîne de la prévention au service du tiers-monde, la Bio-Force est aussi et surtout l'un des éléments d'un dispositif beaucoup plus vaste, imaginé de longue date et patiemment développé par le docteur Charles Mérieux ; un dispositif internatio*nal* et encore mal connu au service de la médecine préventive, qui associe la production industrielle de vaccins à une formation haut de gamme d'épidémiologistes *français, en* collaboration avec le CDC d'Atlanta. Un dispositif qui a pour centre la métropole lyonnaise, point essentiel dont Charles Mérieux entend faire un service d'urgence *médicale toujours* de garde. Pour l'ensemble de la planète.

JEAN-YVES NAU.

★ Bio-Force Développement, 44, boulevard Lénine, 69200 Vénissieux, tél. : 78-67-32-32.

Généalogie : les mormons renouent le fil

Les Archives de France passent un nouveau contrat avec les mormons pour le microfilmage des registres paroissiaux et d'état civil.

LES Français désireux de tout connaître sur leurs ancêtres devront-ils, un jour, s'adresser à la Société généalogique de Salt Lake City dans l'Utah, aux Etats-Unis ? Devront-ils alors consulter les volumineuses archives que les mormons entassent et classent patiemment dans un abri anti-atomique souterrain creusé dans les montagnes Rocheuses ? On peut le craindre, ou l'espérer, mais le problème ne se posera que dans plusieurs décennies, car le travail des mormons sur la compilation des états civils en provenance des quatre coins du monde est encore loin d'être achevé.

En France, les mormons qui avaient dû interrompre leurs opérations de microfilmage de registres paroissiaux et d'état civil, par décision de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), vont pouvoir reprendre leur travail. Un décret, paru le 20 novembre au *Journal officiel*, a été signé en ce sens par le directeur général des Archives de France, M. Jean Favier et le vice-président de la Société généalogique d'Utah, M. Richard W. Ebert Jr.

Si les fidèles de l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours – les mormons – se donnent tant de mal, ce n'est pas par simple penchant pour l'accumulation de documents, mais parce que la communauté religieuse, créée en 1830 aux Etats-Unis par Joseph Smith, autorise le baptême rétroactif des personnes décédées. Nombreux sont donc les adeptes qui souhaiteraient pouvoir faire bénéficier les membres de leur famille de cette introduction posthume dans ce qu'il considèrent être la véritable Eglise chrétienne des apôtres. Encore leur faut-il identifier leurs ancêtres afin que ces derniers, « *représentés* » par une personne bien vivante, puissent, par procuration, recevoir le sacrement.

En 1938, les mormons commencent leur grand œuvre. Peu à peu, ils photographient sur microfilm les registres d'état civil de tous les pays qui leur en donnent l'autorisation. Nombreux sont ceux qui ont répondu favorablement à leur demande, des Etats-Unis à la Chine, en passant par la plupart des pays d'Europe, y compris certains d'Europe de l'Est (la Pologne et la République démocratique allemande). La France accepte à son tour et les Archives de France signent, en 1960, un contrat avec la Société généalogique de l'Utah lui permettant de consulter tout registre utile de plus de cent ans. En contrepartie, elles obtiennent une copie gratuite des microfilms mormons.

Un véritable engouement

L'affaire se complique cependant lorsque les quelque 500 fidèles qui dépouillent les renseignements accumulés à Salt Lake City informatisent les opérations. La CNIL intervient et, faute de pouvoir obtenir le programme informatique des mormons, elle suspend le contrat. Les Archives de France voient là une bonne occasion de renégocier l'accord à leur avantage et, après plusieurs années de discussion, les deux parties s'entendent.

Chacun des signataires trouve son avantage dans l'accord qui a été signé en septembre dernier. Les mormons peuvent reprendre leur tâche inachevée. Les Archives de France y gagnent financièrement puisqu'elles ont obtenu de pouvoir acheter une deuxième copie du microfilm au prix coûtant (9 dollars). Pour M. Gildas Bernard, inspecteur général des Archives, il s'agit même là de *« la clause la plus intéressante du contrat »*.

La multiplication des exemplaires n'est pas un luxe inutile. Le retour aux sources familiales fait actuellement l'objet d'un véritable engouement : on comptait 200 *généalogistes en 1960*, ils sont actuellement 20 000. Autant de personnes qui se pressent pour consulter des registres dont les pages et les reliures résistent mal à de trop fréquentes manipulations.

© DAVID BURNETT/CONTACT/COSMOS

L'église de Salt Lake City

Reproduire les données sur microfilm est donc vite apparu nécessaire pour préserver les archives. Quelques départements, notamment la Loire-Atlantique, ont d'ailleurs réalisé eux-mêmes les reproductions. Mais, à l'usage, on a constaté que les films eux aussi se rayaient, et il est apparu plus prudent de posséder deux copies de chaque registre, l'une – le « master » – pouvant être conservée, l'autre étant destinée à la consultation. Mieux, M. Bernard, qui rappelle que pendant la dernière guerre trois services d'archives ont été détruits, souhaiterait que chaque département puisse avoir trois exemplaires d'un même microfilm afin de pouvoir en déposer un à l'abri du centre des Archives nationales à Espeyran (Gard).

Mais l'opération coûte cher. Même au tarif préférentiel appliqué par les mormons, la réalisation des quelque 60 000 mètres de microfilms reproduisant les divers actes et registres d'un département moyen s'élève à environ *108 000 francs*. A *un* « gros » département comme la Seine-Maritime, il en coûterait, par copie, 172 800 francs. Des sommes qui ne paraissent toutefois « *pas inaccessibles* » à M. Bernard. D'autant, souligne-t-il, que les départements payeraient plus cher encore s'ils s'adressaient, pour la duplication, au centre d'Espeyran ou s'ils réalisaient eux-mêmes les opérations.

On n'en est pas encore là. A ce jour, la *Société généalogique* de l'Utah n'est venue à bout que de trente-trois départements et de quatre évêchés pour la période allant de 1800 à 1880. Quant au dépouillement informatique des archives, il n'est achevé que pour trois départements. A ce rythme, il faudra encore plusieurs décennies aux mormons pour venir à bout de leur tâche. Leurs ancêtres devront attendre, pour gagner le paradis.

ELISABETH GORDON.

Le vacherin coulera-t-il nos « pâtes molles » ?

L'affaire du vacherin suisse Mont-d'Or, soupçonné d'être à l'origine d'une trentaine de décès par listériose, rejaillit sur les fromages « à pâte molle » dont la France s'est fait une spécialité.

APRÈS la mise en cause des vacherins suisses, les Suédois ont interdit, outre ce fromage, son homologue français de même nom et quatre autres fromages français (fourme de Bresse, tourré de l'Aubier, bleu de Bresse et Lys bleu). Interdiction faite *« à titre préventif »*, la croûte de ces fromages étant jugée susceptible de contenir la bactérie *Listeria monocytogenes*. Des traces de cette bactérie auraient été trouvées dans un échantillon. Certains ont vu dans cette décision une mesure protectionniste. Elle pourrait aussi bien avoir un fondement psychologique, l'interdiction de certains fromages étant une manière de manifester que les services d'hygiène font bien leur travail, et donc de rassurer la population sur l'innocuité des autres.

La consommation de fromage en France ne paraît en rien menacée – *même si le vacherin français* souffre de son homonymie avec celui d'outre-Jura. Comme le dit M. Régis Leseur, chef du bureau des produits laitiers au service vétérinaire d'hygiène alimentaire du ministère de l'agriculture, il en faudrait beaucoup pour convaincre un Français que le camembert qu'il mange depuis sa naissance est toxique. Même si c'était vrai, le message passerait difficilement. Mais les étrangers ne réagissent pas de la même manière. Souvent peu consommateurs de fromage (1), habitués à des pâtes cuites industrielles, ils considèrent avec méfiance les fromages français. Il faut peu de chose pour les en détourner. Surtout ceux de l'Europe du Nord, qui ont une sainte horreur des microbes.

L'étranger se méfie

Or diverses raisons font qu'il devient de plus en plus facile de mettre en cause les fromages. Les progrès de la médecine ont fait se porter l'attention sur des maladies nouvelles, autrefois masquées par les grands fléaux. Il y a vingt ans la listeriose était connue des vétérinaires, mais bien peu des médecins. Cette maladie ne frappe que des sujets dont les défenses immunitaires sont affaiblies – d'où la sensibilité des femmes enceintes, chez qui ce phénomène est normal et permet à l'organisme de ne pas rejeter ce corps étranger qu'est le fœtus. Les conditions de vie modernes pourraient réduire les défenses immunitaires dans l'ensemble de la population, ce qui expliquerait l'augmentation de fréquence de la listériose.

Avec les progrès des techniques d'analyse, on décèle plus facilement toutes sortes de micro-organismes qui passaient autrefois inaperçus. Enfin, les transformations technologiques des processus de fabrication, si elles ont indiscutablement amélioré l'hygiène des fromageries, ont parfois eu des conséquences défavorables. Ainsi, on a réduit les durées d'affinage. Or il semble établi, au moins pour certaines variétés, que, si l'affinage est long, les micro-organismes présents dans le fromage migrent vers la croûte ou sont détruits.

Tout cela fait craindre que les fromages français ne soient mis en cause à l'étranger, surtout après 1992, où contrôler l'hygiène d'un produit sera une manière de faire du protectionnisme déguisé.

L'avenir des fromages français de qualité sur le marché de l'exportation est donc menacé. Les vingt-sept spécialités bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée sont certes soumises à de strictes règles de fabrication, mais cela pourrait ne plus suffire à l'étranger.

Ces fromages sont pour la plupart fabriqués avec du lait cru, non pasteurisé. D'après les producteurs du vacherin français Mont-d'Or, fait avec du lait cru, contrairement à son homologue suisse, ce serait un gage de qualité bactériologique. L'emploi de lait cru, *« loin de favoriser une production bactériologique pathogène, limite au contraire celle-ci, résultat auquel n'arrivent pas les différents systèmes de thermisation ou de pasteurisation, les bactéries les plus dangereuses survivant le plus facilement »*, lit-on dans un communiqué de leur syndicat. Même si l'argument est valable – ce qui paraît douteux à nombre de biologistes, – il a le défaut de trop heurter le bon sens pour convaincre.

Il semble bien que le problème soit ailleurs. Lait cru ou pasteurisé, animaux nourris à l'herbe ou au maïs ensilé – l'ensilage favoriserait le développement des *Listeria*, – dans tous les cas on a observé des contaminations par cette bactérie et par d'autres micro-organismes nocifs. La *Listeria* est une bactérie répandue, qui se développe à basse température (4°C). Si on trouve dans un fromage, la responsabilité peut être imputée à l'animal, au laitier, au fromager, à l'affineur, au transporteur, au détaillant. De plus un symposium de l'Organisation mondiale de la santé s'est interrogé sur l'origine alimentaire des cas de listériose. En France, précise M. Leseur, le lien n'a jamais pu être établi.

Des méthodes fiables et rapides

Pour ce dernier, l'important est d'avoir des systèmes de contrôle internationalement reconnus. Ainsi un accord a été conclu avec les Américains en ce qui concerne les fromages à pâte molle. La méthodologie française est la même que celle de la Food and Drug Administration. Elle prévoit des prélèvements en fin d'affinage, avec analyse immédiate de certains échantillons et conservation des autres pendant plusieurs semaines – ce qui donne aux bactéries le temps de se développer. Ce protocole a été proposé aux partenaires européens. La RFA semble d'accord, mais un accord formel n'existe que pour les fromages au lait cru.

Les professionnels font leurs propres contrôles, et le service d'hygiène du ministère intervient pour vérification toutes les six semaines ou tous les deux mois. M. Leseur indique que les tests en fin d'affinage n'ont jamais rien donné. En revanche, sur les échantillons conservés, on a parfois trouvé des traces de *Listeria*, d'*Echerichia coli*, de salmonelle ou de staphylocoque – ces quatre germes se développant à basse température.

D'autres micro-organismes peuvent se développer sur les fromages : *Yercinia*, *Campilobacter*... D'après M. Leseur, on n'a pas grand-chose à leur reprocher, mais ils pourraient éventuellement servir d'argument sanitaire. Il faut donc les étudier, et surtout il importe de mettre au point des méthodes de diagnostic fiables et rapides. Actuellement, avec le délai d'un mois, quand on décèle une contamination, il est bien difficile de remonter à ses causes.

Les Américains ont commercialisé un système de diagnostic des *Listeria* par anticorps monoclonaux, mais il est controversé et il faudra quelques années pour que la méthode soit au point. M. Leseur souligne que si les Français ne développent pas ces techniques, d'autres le feront. On sera alors dépendant d'eux pour les réactifs et les méthodes de diagnostics, avec toutes les sujétions économiques que cela comporte.

Le problème d'hygiène – ou plus précisément, de convaincre les étrangers qu'il n'y a pas de problèmes d'hygiène – ne se pose pas seulement pour les fromages d'appellation contrôlée. Ceux-ci font la réputation française mais ne constituent qu'une faible part de la production. Les fromages au lait cru ne constituent que 2 % des fromages à pâte molle, et moins de *0,4 % de l'ensemble des fromages* français. Sur 250 000 tonnes de camembert, 5 000 seulement sont au lait cru.

D'après M. Jacques Adda, qui dirige le département de technologie laitière de l'Institut national de la recherche agronomique, ses homologues anglo-saxons pensent que les fromages au lait cru sont condamnés à terme. L'INRA travaille sur l'amélioration bactériologique du lait cru par des techniques de stérilisation douce, de microfiltration, qui conservent les qualités organoleptiques. Mais il faut admettre que, si ces fromages ne s'exportaient plus, ce serait dommage pour les gourmets étrangers mais ne constituerait pas un désastre économique. Il n'en va pas de même pour les fromages industriels.

Ceux-ci pourront être attaqués sur le plan de l'hygiène si des *efforts ne sont pas faits*. Mais c'est sur celui de la compétitivité qu'existe le plus grand risque. Il y a quelques années, le bleu bavarois a envahi le marché. Explication : les producteurs avaient le droit d'y incorporer du caséinate de calcium, produit subventionné à 50 % par la CEE. Depuis, ce droit a été accordé aux producteurs d'autres pays.

La compétitivité s'obtient par le recours à des techniques comme l'ultrafiltration – une méthode qui utilise des membranes similaires à celles qui servent pour l'enrichissement de l'uranium. On gagne ainsi 8 % de rendement. La valorisation du lactosérum (petit-lait) est aussi une voie prometteuse. L'industrie fromagère française exporte ses produits, pour un montant de 7 milliards de francs par an. D'après M. Adda, elle est sans doute l'industrie agro-alimentaire qui a le plus progressé *dans les vingt dernières années*. Il ne faudrait pas que cet acquis soit perdu, faute de réponses convaincantes aux attaques hygiéno-protectionnistes qui ne manqueront pas de se produire.

MAURICE ARVONNY.

(1) Il y a des *exceptions*. Les Grecs, avec 21,5 kilogrammes par tête et par an, sont les premiers consommateurs de fromage, battant de 500 grammes les Français. Ce qu'ont bien compris les industriels danois, qui transforment 30 % de leur lait en *feta*, un fromage presque inconnu de la population danoise.

Les ethnologues sont parmi nous

(Suite de la page 21.)

Cet immense héritage fut fécondé juste avant la seconde guerre mondiale, avec la création en 1937 du Musée national des arts et traditions populaires et le dialogue avec les ethnographes.

Dix années d'enquêtes et de collectes massives suivront, dont les matériaux n'ont pas tous été exploités encore aujourd'hui : une France immobile des us et coutumes en voie de disparition avait ses archives. Et quelques grands noms, Van Gennep avec son immense *Manuel de folklore français contemporain* (3), Georges-Henri Rivière dans son enthousiasme pour une nouvelle muséographie dont naîtront nos écomusées, Rivet et Varagnac, avaient lancé la grande idée : penser le populaire français à l'image du primitif, relier l'étude folklorique des faits à l'analyse ethnographique des groupes et des territoires, pour déboucher sur une ethnologie qui percevrait les systèmes.

C'est l'anthropologie sociale de Marcel Mauss et des Anglo-Saxons qui facilitera cette grande mutation. L'ethnologue s'est ainsi lancé depuis quarante ans dans un *dialogue suivi avec l'histoire*, la sociologie et la linguistique ; il a flirté d'assez près avec le marxisme et le structuralisme dans les années 60 et appliqué au cas français des modèles supposés universels, sur les structures de la parenté ou le sens des mythes par exemple.

Ce bel ordonnancement théorique, qui a hissé l'ethnologie au rang de science adulte du sensible, est encore solide : seuls les ethnologues ont su nous dire que l'Autre, le primitif, c'était hier le laissé-pour-compte du progrès et c'est, aujourd'hui, le proche lointain et basané qui vit parmi nous. Comme si, des naufragés de la neige quand souffle la « burle » en Margeride aux fragiles communautés des Arméniens en exil ou des Maghrébins entassés dans les « barres » de banlieue, existaient une continuité de l'exclusion et une soif du partage que discerne avant d'autres le regard de l'ethnologue.

Sans doute l'objet même de l'étude se dérobe-t-il souvent. Etudier la famille était plus simple il y a dix ans. Tout comme était bien plus paisible l'observation prolongée de telle commune campagnarde, qui nous valut de si remarquables enquêtes sur l'Aubrac, sur Plozévet en Bretagne ou Minot en Côte-d'Or. Jeté aujourd'hui dans un monde rural où la commune n'est plus la circonscription majeure des affinités électives, immergé dans l'anonymat et le vibrion des grandes villes, le chercheur prend le risque de l'émiettement, de l'observation de micro-sociétés trop instables et de configurations trop molles.

Mais l'ethnologie a su prendre à bras-le-corps le guérisseur et le bourgeois, le supporter de football et le cadre ; elle suit les mœurs étranges qui s'établissent dans les cafétérias ou autour de la micro-informatique. Ses méthodes et ses concepts sortiront sans doute modifiés de ce tournoiement de curiosités nouvelles. Mais, justement, n'est-ce pas de curiosité savante et libre dont nous avons besoin ?

On se sépara l'autre jour au musée des ATP en détaillant, parfois avec angoisse, l'appel d'une société qui mobilise l'ethnologue comme un sorcier, un guérisseur ou une assistante sociale, et lui demande de percer les secrets du collectif au ras du sol et des sociabilités en éclats. On s'accorda pour dire très haut que son rôle était de produire du savoir et non de l'expertise, que sa seule mission était de comprendre et de faire comprendre.

L'ethnologie « nouvelle » est bien vaillante. De toutes les sciences de l'homme, c'est peut-être elle qui, demain, dira au *mieux* quelles sont les voies de la construction d'une *identité française*, qui tracera les limites du débat ouvert sur l'acculturation et la fécondité des apports culturels des immigrés.

L'ethnologue, disait Martine Segalen, est *« un passeur entre les cultures »* : lourde tâche d'avenir, où sa discipline ne doit pas perdre son bien le plus précieux, l'acharnement à dire la différence sous la banalité de la France « profonde ». Et, si possible, sans trop jargonner et en conservant le robuste humour des vrais folkloristes. En clôturant ce grand colloque, Julian Pitt-Rivers suppliait ses confrères de ne pas négliger aussi de nous dire longtemps encore les comptines des petites filles et l'évolution du jeu de billes.

JEAN-PIERRE RIOUX.

(3) Qu'il laisse inachevé, mais dont tous les volumes sont encore disponibles aux éditions Picard.

Bibliographie

Doux meurtriers en liberté

HERVÉ, haut gradé dans la diplomatie mondiale, se présente une nuit à la gendarmerie, hagard. Il vient de tuer sa femme et ses enfants et a erré dans la campagne durant des heures sans trouver la force de retourner son arme sur lui.

Les psychiatres concluent à l'irresponsabilité (Art. 64 : *« il n'y a ni crime ni délit lorsque l'inculpé était en état de démence au moment de l'action »*) et, par conséquent, le juge rend une ordonnance de non-lieu et demande un internement d'office. L'opinion publique murmure : *« Selon que vous serez puissant ou misérable... »* et certains médias insinuent qu'un agriculteur meurtrier de sa famille eût été, lui, condamné.

Et pourtant... Après deux mois de prison, Hervé est transféré, pour y recevoir des soins, dans un service fermé de psychiatrie. Il refuse l'électro-narcose, dont relève son état. On commence dès lors des perfusions d'antidépresseurs qui ne pourront faire leur effet qu'au bout d'une douzaine de jours. Hervé se sera pendu entre-temps...

Comme l'a écrit Euripide...

Le Pr Pierre Deniker, analysant ce dossier qu'il a bien connu, rappelle ce qu'est une mélancolie délirante, conduisant au *« meurtre altruiste »*, lequel frappe les personnes aimées, pour les soustraire à l'atmosphère de catastrophe dans laquelle vit le malade.

Un malade qui, en ce qui concerne Hervé, n'avait jamais été soigné alors que son père souffrait déjà de la même psychose que lui, alors que sa carrière avait été assombrie par plusieurs incidents fâcheux, alors que la médecine moderne (le lithium notamment) aurait permis de contrôler sa maladie, et de sauver du même coup quatre vies.

Ophélie était schizophrène ; Hercule épileptique, comme l'a si bien décrit Euripide. On ne disposait à l'époque, souligne le Pr Deniker dans un livre remarquable, d'aucun moyen de diagnostic ou de traitement de l'ensemble à facettes multiples groupé sous le terme générique de « dépressions ».

« La carence de l'information »

Du simple mal de vivre à la mélancolie aiguë se traduisant par le suicide ou, pire, par le meurtre altruiste, il est beaucoup d'images à ce mal, aujourd'hui bien analysé, qu'est la dépression.

Autre exemple célèbre, décrit par le chef de service de l'hôpital Sainte-Anne, celui d'un savant reconnu qui tua sa femme et... a repris aujourd'hui ses activités après une série d'électro-narcoses.

« Les meurtriers altruistes ne recommencent jamais », souligne le Pr Deniker, et c'est pourquoi le fait de lever leur internement après traitement et de les rendre à la liberté ne présente aucun risque et ne saurait être tenu pour sujet de scandale. Ici aussi, et comme pour le diplomate, l'internement avait été demandé à la justice ; mais le traitement avait pu être immédiatement entrepris sans attendre l'interminable délai qui avait conduit Hervé au suicide...

La gamme des thérapeutiques dont dispose aujourd'hui le corps médical pour traiter les dépressions est considérable et s'enrichit chaque année. Outre le fameux électrochoc, auquel tout un chapitre est consacré et qui *« guérit à cent pour cent »* certaines mélancolies graves, nombreux sont les médicaments qui donnent des résultats remarquables. Ils pâtissent, hélas ! de préjugés séculaires qui conduisent, en fin de compte, trop de patients à souffrir en silence, comme ils le faisaient au début du siècle, avant la révolution de la psychopharmacologie.

« Plus encore que de progrès dans le domaine de la science, on a besoin de remédier à la carence de l'information, à l'ignorance plus ou moins généralisée » qui expliquent ces réticences et ces souffrances inutiles.

Et cette ignorance s'étend même à la psychothérapie, qui reste essentielle, comme l'est le contact humain pour ceux qui souffrent en silence, ceux auxquels on dit *« secouez-vous »* alors qu'ils ont une faille momentanée de la volonté, ceux que la médecine d'aujourd'hui peut aider toujours, guérir très souvent, et qui ne le savent pas...

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

★ *La Dépression. Fin du tunnel*, par le professeur Pierre Deniker, Plon éditeur, 261 pages, 95 francs.

L'ERREUR FATALE

Ils sont deux : un avocat à la cour d'appel de Paris (F. Nativi) et un généraliste (F. Robin), titulaire en outre d'un diplôme de l'Institut d'études politiques.

Exemples multiples à l'appui, ils disent tout, dans un ouvrage intitulé *Enquête sur l'erreur médicale*, ce qui n'a jamais été dit sur les erreurs, réelles ou supposées qui peuvent être commises en matière de diagnostic ou de soins, et sur les suites judiciaires, justifiées ou absurdes, qu'elles peuvent entraîner.

Trop souvent, les procès qu'intentent victimes ou familles tiennent à un manque d'information et les auteurs citant l'excellent exemple suédois, plaident pour la solution, on ne sait pourquoi oubliée, des structures de médiation permettant à tout le moins aux patients et à leurs proches de connaître leur dossier sans devoir pour autant passer nécessairement par la justice.

Ils plaident aussi pour la *« couverture du risque »* afin que la victime obtienne rapidement et entièrement, qu'il y ait erreur ou pas, la réparation de son dommage.

Un livre d'autant plus utile que, plus que jamais, la puissance technique dont dispose la médecine aggrave les risques de dérapage, alors même que l'éthique, la responsabilité, la déontologie, se trouvent gravement en retard sur la course scientifique.

D. E.-L.

★ *Enquête sur l'erreur médicale*, par François Robin et François Nativi, éditions La découverte, 350 pages, 95 F.

EDF nettoie à l'électricité

Pour sortir de leur gangue les objets du *Titanic*, on les soumet à des traitements électrochimiques.

PARMI les spécialistes des traitements de conservation du patrimoine, Electricité de France occupe une place très particulière, mise en évidence actuellement par l'« affaire du *Titanic* ».

Sortis apparemment en assez bon état de la mer où ils ont séjourné longtemps, tous les objets de métal, de porcelaine, de bois, de cuir, de papier, etc., sont imprégnés à cœur d'eau salée. Chaque matériau réagit différemment à cette imprégnation, aussi bien pendant son immersion que lors de son retour en surface. Il y a donc une extrême variété de traitements dont chaque modalité doit être définie avec le plus grand soin. Il ne faut pas, en effet, que le traitement achève de « tuer » l'objet sauvé des eaux.

Tous les traitements mis en œuvre par EDF sont fondés sur l'électrochimie — ce qui est logique pour un tel établissement — et plus particulièrement « *sur l'électrophorèse pratiquée dans les conditions de l'électrolyse* », selon la formule de M. Christian de Grigny, actuellement chercheur à EDF.

L'électrolyse utilise les propriétés conductrices d'un liquide appelé « électrolyte » — en général de l'eau rendue légèrement basique par addition d'un peu de potasse. Le courant électrique peut donc passer, *via* cet électrolyte, d'un pôle négatif (la cathode) au pôle positif (l'anode), l'un et l'autre étant plongés dans le liquide.

Sur les objets métalliques, qui sont conducteurs du courant électrique, est placé le pôle négatif. Les objets non conducteurs (bois, porcelaine, cuir, etc.) sont disposés, eux, de façon à être dans le champ électrique créé par le courant entre les deux pôles. Dans l'un et l'autre cas, les sels (en particulier les ions chlorures) imprégnant les objets gagnent peu à peu la surface de ceux-ci.

L'électrophorèse est le phénomène de migration des ions — qui portent une charge négative — vers le pôle positif.

Cette méthode de traitement, simple dans son principe, est très délicate à mettre en œuvre, pour les métaux notamment. Le pH (c'est-à-dire le degré d'acidité ou de basicité de l'électrolyte) et le potentiel (le voltage du courant) doivent être choisis avec le plus grand soin. Comme l'ont montré il y a une vingtaine d'années les travaux de l'électrochimiste belge M. Pourbaix, chaque métal a ses zones de tolérance vis-à-vis du pH et du potentiel. Si on l'en sort, l'objet pourra être endommagé par des microfissures.

Les métaux nobles (or et platine) sont très « tolérants ». En revanche, l'étain est très difficile. Quant à l'aluminium, constituant des « antiquités récentes » — tels les avions ou les hélicoptères qu'aimeraient présenter les musées de l'air, — les problèmes posés par son traitement font actuellement l'objet de recherches menées à EDF. Notons que parmi les huit cents objets remontés du *Titanic* figure un porte-voix fait peut-être d'aluminium.

Le difficile séchage

Très complexe aussi est le traitement à appliquer aux objets faits d'alliages ou de deux métaux juxtaposés. Dans ce dernier cas, en effet, il peut y avoir « couplage galvanique », c'est-à-dire que l'un des deux métaux en contact attirera sur lui tous les effets — nocifs parfois — du traitement électrique.

Pour les objets faits de matériaux non conducteurs, l'électrophorèse accélère leur nettoyage. Mais le problème difficile du séchage demeure, car l'eau, devenue douce, gorge toujours leurs cellules et contribue à la tenue des parois de celles-ci.

Le séchage satisfaisant du cuir se fait sans trop de difficultés. Ainsi, la semelle de chaussure d'enfant du quatorzième siècle trouvée à Saint-Denis et traitée par EDF en 1986 est-elle redevenue souple et peut-elle être exposée sans dommage à l'air libre.

Le bois, gorgé d'eau, lui, pose des problèmes de conservation très complexes. Au cours du séjour prolongé dans l'eau, la cellulose se détruit au point que seul subsiste parfois le squelette ligneux. Un morceau de hêtre, par exemple, pesant 25 grammes à sa sortie de l'eau ne pèse plus que 2 grammes après avoir été séché sans précaution particulière. Le squelette ligneux privé de support ne peut plus alors se soutenir lui-même ; le bois se ratatine, se fend, s'effondre en tombant en poussière. Il faut donc impérativement remplacer très progressivement l'eau par un volume équivalent d'une autre matière — souvent du polyéthylène glycol, parfois de la résine — qui restera dans le bois sans altérer celui-ci.

Le Centre d'études nucléaires de Grenoble, notamment, traite les bois gorgés d'eau par remplacement de celle-ci par une résine. Polymérisée par exposition aux rayons gamma, celle-ci devient solide et supporte définitivement l'objet, assuré dès lors de conserver sa forme d'origine.

On peut aussi sécher le bois et le papier par lyophilisation. Les objets gorgés d'eau sont congelés (à – 40 °C ou – 30 °C) dans une chambre froide spéciale. Dans cette enceinte, la pression est alors abaissée jusqu'au millième ou au dix millième de la pression atmosphérique normale. Ensuite, la température est « réchauffée » jusqu'à – 20 °C ou – 15 °C. Au bout d'un jour ou deux, l'eau gelée contenue dans les objets s'est sublimée (c'est-à-dire qu'elle est passée directement de l'état solide à l'état gazeux). Les bois ainsi traités ont été imprégnés au préalable de résine qui a remplacé une partie de l'eau et qui soutient le squelette ligneux.

Quant aux papiers, la méthode de lyophilisation mise au point par le Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques du CNRS a été utilisée avec succès pour les livres des bibliothèques de la Comédie-Française, du Grand Palais et de l'université de Metz, qui avaient été détrempés par des inondations ou par une crue.

De toute façon, devant l'extrême variété des problèmes posés par la conservation des objets remontés du *Titanic*, EDF est bien décidée à faire appel à toutes les compétences aussi bien françaises qu'étrangères.

La particularité d'EDF dans la conservation du patrimoine réside dans le fait que ce sont des électrochimistes qui s'intéressent aux objets archéologiques. Des techniques mises au point pour l'industrie sont adaptées à l'archéologie. Ce processus rentre dans le cadre du mécénat technologique dans lequel EDF s'est lancée depuis 1985.

Ce mécénat comprend non seulement le traitement d'objets variés, mais aussi la formation d'archéologues ou de spécialistes de la conservation. Ceux-ci, d'abord, apprennent l'existence et les domaines d'application de ces méthodes nouvelles pour eux. Ils apprennent aussi éventuellement à monter, à mettre en œuvre de petites unités de traitement capables de résoudre des problèmes simples. Les problèmes complexes restant du domaine d'un centre hautement spécialisé qui reste à créer en France...

YVONNE REBEYROL.

Demain

UN LASER AUSSI MANIABLE QU'UN CRAYON

Grâce à de récents progrès dans le domaine de la physique des lasers, un nouveau *laser chirurgical à CO_2*, de puissance moyenne, a été développé par le professeur Lemaire, de l'Université de Lille (1). Selon les principes de la technologie du tube multiguide d'ondes, la tête laser, indéréglable et interchangeable, a été ultraminiaturisée afin de tenir dans la main, ce qui rend cet appareil aussi maniable qu'un crayon. L'absence de bras optique articulé lui donne en effet une plus grande liberté de manœuvre et élimine les problèmes de réglage et de maintenance liés à cette technologie (perte de puissance, distorsion des fronts d'onde...).

L'Optro 20 a une puissance utile de 25 W et il est plus particulièrement destiné à la chirurgie dermatologique, gynécologique et oto-rhino-laryngologique, ou chirurgie générale et peut être adapté aux microscopes et endoscopes les plus courants.

La réalisation de cet appareil a été rendue possible par un mécanisme souple utilisé pour développer et évaluer les technologies médicales, la procédure TEP — transfert et évaluation de prototypes — *géré par l'ANVAR, financé par* plusieurs ministères et la Caisse nationale d'assurance-maladie. *TEP sélectionne des* projets présentés par des industriels, des chercheurs ou *des inventeurs et en réalise* les essais techniques ou cliniques (TEP, ministère de la recherche et de la technologie, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(1) Lasersonics, 01210 Ferney-Voltaire.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Innovation et la Qualité MATRA

Deuxième pôle français en communication d'Entreprise (5 000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A.), nous sommes présents sur tous les grands marchés : RADIOCOMMUNICATION (Grands Réseaux systèmes et terminaux), COMMUTATION PRIVEE *(systèmes complexes voix et données) et* TELEMATIQUE *(terminaux télématiques, systèmes bureautiques).*

Nous recherchons pour notre Direction Qualité,

Ingénieur Qualité Conception
sur des systèmes de Radiotéléphonie

Vous participez à la définition, la coordination et la mise en oeuvre des actions qualités relatives à la conception et au développement de nouveaux produits en Radiotéléphonie. Vous êtes directement impliqué dans la qualification des nouveaux produits (essais, homologations...) et vous serez l'interlocuteur « qualité » des équipes projets et développement d'une part et des clients (P.T.T., Administrations...) d'autre part, sur les aspects *Matériel, Logiciel* et *Fiabilité.*

Ingénieur Electronicien de formation, votre compétence s'appuie sur une expérience professionnelle acquise dans des fonctions d'étude et développement de produits complexes, si possible dans le domaine de la radio. Vous souhaitez par ailleurs élargir votre champ d'action et de relation dans l'entreprise et prendre la responsabilité d'animation d'une petite équipe. Anglais indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 3096 à
Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX.

MATRA COMMUNICATION

INFOGRAMES

OTELO, très autonome dans son fonctionnement, filiale d'INFOGRAMES (130 personnes), leader européen de la micro-informatique grand public, recherche un

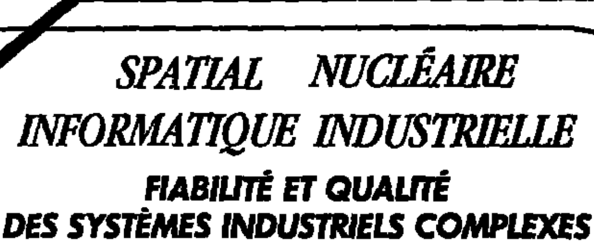
INGENIEUR INFORMATICIEN

Responsable d'établissement, animant 30 techniciens et ingénieurs spécialisés dans le développement d'applications et dans l'exploitation d'un centre d'hébergement de services vidéotex, *vous coordonnez l'ensemble de ces activités,* tant sur le plan technique qu'humain, en traduisant dans les faits notre spécificité d'entreprise : l'esprit d'équipe, et faites vivre structures et procédures conviviales porteuses de notre expansion.

Le poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole (Centrale, Supelec, Mines, Ensimag...), ayant une réelle expérience (5 ans) d'animation d'équipes, désireux de mettre sa technicité informatique et sa créativité au service d'une société jeune, performante et innovante. La connaissance d'UNIX est un atout apprécié.

Notre conseil Catherine BOYER étudiera, en toute confidentialité, votre dossier adressé sous référence 701.LY.068 M.

EMPLOI centor — 17, rue Louis Guérin 69626 VILLEURBANNE CEDEX



SPATIAL NUCLÉAIRE
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

FIABILITÉ ET QUALITÉ
DES SYSTÈMES INDUSTRIELS COMPLEXES

C.E.P. - Société de Service en forte expansion intervenant sur des projets de technologie avancée recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

INGENIEURS MECANICIENS - THERMODYNAMICIENS Réf. JFB
Profil : Ingénieurs Grandes Ecoles - 1re expérience et débutants.
Mission : Analyse de conception de systèmes. Etudes de sûreté de fonctionnement.

INGENIEURS QUALITE LOGICIEL Réf. JCM
Profil : Connaissance concepts et méthodes AQ et fiabilité du logiciel.
Mission : Conseil sur des projets industriels ou de haute technologie.

INGENIEURS QUALITE Réf. GM 1
Profil : 2 à 3 ans dans une fonction similaire.
Mission : Suivi Qualité en développement de systèmes critiques.

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE Réf. GM 2
Profil : 3 à 5 ans dans une fonction similaire.
Mission : Conseil et Formation.

INGENIEUR EN MAINTENANCE INDUSTRIELLE Réf. GM 3
Profil : 2 à 3 ans en maintenance industrielle.
Mission : Chef de produit MAO.

INGENIEUR ELECTRICIEN Réf. YH
Profil : 3 à 5 ans d'expérience systèmes automatisés industriels.
Mission : Etudes de fiabilité de servitudes et processus industriels.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence choisie à CEP - E. LANGLOIS 34, rue Rennequin 75017 PARIS.





Bureau d'études et de recherches exploratoires d'un grand groupe automobile français recherche un

Ingénieur électronicien - responsable d'études

VOUS AVEZ :
- une formation d'ingénieur en électronique (ou DUT électronique doublé d'une expérience d'une dizaine d'années),
- quelques années d'expérience dans l'industrie, (de préférence automobile ou à défaut une passion pour le produit automobile),
- le goût pour des produits techniquement complexes,
- un bon sens relationnel.

ALORS NOUS VOUS PROPOSONS :
- d'animer une équipe de 5 collaborateurs,
- de définir et mettre au point des fonctions électriques et électroniques dans le domaine de l'automobile,
- de réaliser la mise au point et les essais de validation,
- d'assurer les relations avec nos fournisseurs et nos sous traitants,
- un poste évolutif, dans la filiale d'un grand groupe située dans une agréable station balnéaire : Dieppe.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à
Madame ROMO - BEREX - B.P. 106 - 76203 DIEPPE.

Mercuri Urval

LA PRODUCTIQUE : UNE VOCATION ET UNE REALITE

CHEFS DE PROJETS LOGICIEL

Regroupant des marques connues en France et à l'Etranger pour leur technicité (ACMA, *Mécanique de CASTRES, SEIV, SERI, SOFERMO, etc...), nous sommes aujourd'hui une* entreprise autonome de 1800 personnes dotée d'une véritable synergie. A partir des équipements complexes que nous concevons et fabriquons (robots, XAO, machines spéciales installations automatisées...), nous sommes en mesure de proposer à nos clients des solutions globales et des services adaptés à leurs besoins.

Afin de renforcer notre potentiel technique, nous recherchons des chefs de projets en informatique industrielle.

A la tête de petites équipes, ils seront responsables de projets de pilotage d'ateliers flexibles et *de centres de production automatisés.*

Vous êtes Ingénieur Logiciel temps réel : Centrale, Supelec, ou équivalent, ayant déjà réalisé des applications industrielles et conduit des projets, de préférence en société de service.

Nous vous offrons de participer a des projets motivants en bénéficant d'une réelle autonomie.

La connaissance des matériels et logiciel VAX et du langage Pascal est souhaitée.

Les postes sont basés à l'OUEST de Paris.

Merci d'adresser lettre, C.V et rémunération actuelle sous réf. M 0812 à :

Renault Automation - Direction du Personnel
Centre Parly 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY Cedex

RENAULT Automation

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
RESEAUX. TEMPS REEL.

VISEZ L'AVENIR !

Ces secteurs vous intéressent et vous êtes ambitieux, dynamique et compétent.
Rejoignez une SSII française performante qui connaît depuis 1978, un développement rapide et continu (800 collaborateurs) au sein de son :

Département Automatismes et Systèmes.

Vous êtes ingénieur ou universitaire et vous maîtrisez l'une des techniques suivantes :
- UNIX, C, 68000
- *Microprocesseur* : 8, 16, 32 bits, en tranche
- Informatique *scientifique*, FORTRAN, *Temps Réel*
- MS/DOS, VRTX
- BULL SPS7, SPS9, Q 400
- VAX, MINIS TEMPS REEL
- SOLAR

Adressez votre candidature à : IBSI Automatismes et Systèmes
365, rue de Vaugirard. 75015 PARIS
ou contactez Georges PELTE
(45 30 07 02 *Poste* 136).



Société d'Ingénierie Informatique,
notre réputation de haut niveau technique
(systèmes mini-micro dédiés aux applications de pointe comme l'infographie, le vocal, la communication d'entreprise, la productique...)
est le garant de l'intérêt des postes que nous offrons à des :

INGENIEURS LOGICIEL

formation grandes écoles, connaissances UNIX, téléinformatique (SNA, DSA).



Ecrivez-nous :
Ariane CHARTIER, TITN
1, rue Galvani - BP 110 - 91301 MASSY Cedex.

ALCATEL ESPACE

vient d'être choisi comme

CO-MAITRE-D'ŒUVRE de TELECOM 2.
Il assurera l'ETUDE et le DEVELOPPEMENT des EQUIPEMENTS des SATELLITES

Pour cela, nous recherchons pour **TOULOUSE** :

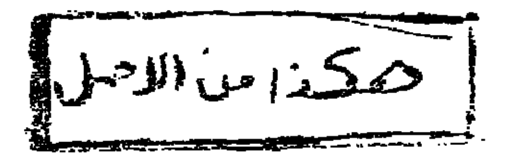
DES INGENIEURS
Diplômés Grandes Ecoles ou Universités ayant quelques années d'expérience

pour les domaines suivants :
- Hyperfréquences (Réf. 36)
- Antennes (Réf. 37)
- Electronique Numérique (Réf. 38)
- Mécanique (étude de structures) (Réf. 39)
- Thermique (Réf. 40)
- *Fiabilité/Qualité* (Réf. 41)

Vous pouvez exercer votre métier dans un secteur de pointe, évoluer dans l'une des filiales *d'un groupe* d'envergure internationale.

Faites-nous parvenir un dossier de candidature (*lettre manuscrite,* CV et *prétentions*) *en précisant* la référence à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE Cedex.





SECTEURS DE POINTE

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

مكبرة من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

Vous cherchez un secteur de pointe dans lequel vous pourrez valoriser votre potentiel, acquérir de nouvelles compétences, et prendre à terme des responsabilités techniques ou d'encadrement.

CATIA : POUR DONNER UNE AUTRE DIMENSION A VOTRE AVENIR.

CATIA, logiciel multifonction de CFAO en 3D, est présent auprès de plus de 600 clients, dans vingt pays différents, et dans tous les secteurs de l'industrie : aéronautique, automobile, bâtiment...

Nous réalisons 80 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation et notre taux de croissance est supérieur à 30 %.

Nous vous proposons de vous associer aux 400 personnes qui concourent à notre réussite à travers les fonctions suivantes :

- Ingénieurs système : chargés de la gestion et de la mise en œuvre de nos systèmes d'exploitation MVS, VM, UNIX.
- Ingénieurs développement système : chargés de l'architecture de nos logiciels.
- Ingénieurs développement des applications : modélisation géométrique, robotique, commande numérique, éléments finis, mécanique, design industriel...
- Ingénieurs spécialisés en bases de données et en communications.
- Ingénieurs, concepteurs rédacteurs techniques, bilingues anglais.

Merci d'adresser vos candidatures à :
DASSAULT SYSTEMES
Service Ressources Humaines
40, Boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES



MACHINES SPÉCIALES

Notre Société est réputée dans le domaine des machines automatiques de conditionnement. Elle réalise 60 % de son C.A. à l'export. Notre développement nous conduit à rechercher deux ingénieurs mécaniciens.

Ingénieur débutant pour le Brésil
Réf. LM39

Après une formation d'un an en France, il devra prendre la responsabilité de la production dans une société de fabrication de matériel de conditionnement : études, achats, fabrication, contrôle, planning, et SAV. Anglais et surtout portugais (ou espagnol) très appréciés.

Ingénieur 1 à 2 ans d'expérience
Réf. LM40

Basé dans une ville proche de Marseille, il sera responsable du lancement de nouvelles machines. Pour cette activité, dérivée de nos fabrications actuelles, il mettra en place les dossiers de fabrication, les descriptifs d'utilisation et de vente, et les dossiers SAV. Il assurera la responsabilité technique des nouvelles affaires. Anglais indispensable.

Votre candidature sera traitée confidentiellement. Merci de l'adresser, en indiquant la référence choisie, à : Cabinet de GASTINES, 34 Bd Haussmann 75009 Paris.

Ch. A. de Gastines
conseil de direction
ILE-DE-FRANCE - PAYS DE LOIRE - BRETAGNE

directeur maintenance
PARIS

Nous sommes un important Groupe industriel. Dans le cadre de notre développement nous recherchons le DIRECTEUR de notre jeune filiale spécialisée dans la maintenance de systèmes industriels :

INSTALLATIONS THERMIQUES, AUTOMATISMES, EQUIPEMENTS ELECTROTECHNIQUES, ...

Votre mission :

Diriger le développement commercial de la société.
Contrôler la réalisation des contrats.
Mettre en place les structures de gestion nécessaires au bon fonctionnement de la société.

Le poste, basé à Paris, nécessite une expérience de quelques années dans un poste de direction d'une société de maintenance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 6225-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

LE DEFI TECHNIQUE

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26 000 personnes, dont 3 400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Notre Direction Informatique recherche

LE RESPONSABLE DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE DE CORBEIL

Principalement orienté gestion, ce site, équipé de gros systèmes IBM est relié à un réseau de plus de 1000 terminaux implantés dans l'ensemble de nos centres.

Pour ce poste, les candidats, diplômés Grande Ecole ou Université, seront appréciés sur leur sens du service, leur capacité à animer une équipe d'environ 50 personnes et leur potentiel d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 530/87 M
SNECMA - Département Encadrement
2, bld Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

«adapter nos énergies aux technologies de demain»

EDF Electricité de France

Pour répondre à son objectif, la direction des études et recherches d'EDF souhaite intégrer un

Ingénieur d'étude et recherche

Notre département Etude de Sureté et de Fiabilité a un an d'existence, et déjà des compétences reconnues sur le plan international.
Diplômé d'une grande école, vous possédez si possible une première expérience dans le domaine des études de fiabilité des systèmes.
Vos qualités relationnelles et votre punch vous permettront de vous intégrer à une équipe pluridisciplinaire.

Merci d'adresser CV + lettre + prétentions sous réf. P 55 LM à notre Conseil Françoise PETIT, CDPA, 62 rue de Miromesnil 75008 PARIS.

UN AVENIR PLEIN D'ENERGIE

Paris Dijon Besançon



Orchestrer nos projets informatiques en salles des marchés

Nous sommes l'établissement financier d'un groupe multinational. Notre direction de l'informatique et de l'organisation cherche à s'adjoindre un ingénieur grande école ou 3ème cycle universitaire scientifique comme responsable des projets liés aux activités de Marché.
Vous avez 28/30 ans, une première expérience (3 ans) d'activités informatiques sur matériel IBM et/ou VAX dans un milieu bancaire ou financier. Vous êtes familiarisé avec les activités de trésorerie, les opérations en devise et le marché financier en pleine évolution.
Responsable d'une équipe de 5 personnes vous serez chargé des connexions extérieures aux sources de données (Télérate, Télékurse, ...) et des installations des salles des marchés. Pour réussir, outre une bonne connaissance de l'anglais, vous devrez démontrer vos qualités d'animateur et faire preuve d'imagination, mais aussi de rigueur.
Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2606 M à :

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

SILEC recherche pour sa filiale SYSIN

Ingénieur informaticien

Nous vous offrons l'opportunité de participer à l'expansion de notre filiale.
Son domaine de prédilection couvre la productique, la connectique et l'ingénierie.
Vous serez amené à concevoir et à développer des applications spécifiques à partir de cahiers des charges élaborés par les utilisateurs.
Ce qui nous intéresse chez vous ce sont les idées, l'expérience et le goût des contacts.
Vous possédez une formation supérieure et avez une première expérience sur mini-ordinateur/micro ordinateur.
Le lieu de travail se situe à COIGNIÈRES (Yvelines).
Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Monsieur POST, SYSIN, BP 228 - 78314 MAUREPAS Cedex.

Jonction

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA CENTRALE DES PARTICULIERS

A la lecture de notre journal et en faisant le 3615 CDP sur votre Minitel, vous saurez ce que nous faisons et vous pourrez imaginer ce que nous souhaitons faire...

Mais ce challenge passe par le recrutement d'un

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET DES MOYENS TECHNOLOGIQUES

Il aura pour mission de faire évoluer notre équipement informatique et télématique en introduisant des moyens technologiques nouveaux répondant à notre souci de plus grande qualité, productivité et innovation.

Vous avez environ 30 - 35 ans, une formation supérieure (Ecole de Commerce option Informatique ou Ecole d'ingénieur) et une expérience d'au moins cinq années sur des projets informatiques (applications d'informatique éditoriale appréciée), dont une partie en tant que Chef de Projet.

Technicien de l'informatique, vous êtes aussi sensible au marketing des produits de communication et vous avez un esprit très pragmatique.

La nature de notre activité donne à votre fonction une importance hautement stratégique. A ce titre, vous faites partie de l'équipe de direction.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4900 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse 75116 Paris

Actiman

Informatique cartes bancaires

CHEFS DE PROJETS HF

Paris ou Province

Dans le cadre de son développement, cette importante Société de Services et d'Ingénierie en Informatique (2600 personnes réparties en 23 villes ; plus d'un milliard de chiffre d'affaires) recherche, pour assurer le développement de ses applications interbancaires, plusieurs chefs de projets (Paris et Val-de-Loire).

Rattachés à un Manager de projets, et en autorité sur une petite équipe (ingénieurs, analystes-programmeurs,...), ils auront en charge, en relation avec la clientèle, l'entière responsabilité technique de projets applicatifs importants (pouvant aller jusqu'à plusieurs années-hommes), depuis leur évaluation jusqu'à leur recette finale.

Ces postes, impliquant quelques déplacements en clientèle, s'adressent à de jeunes informaticiens confirmés, diplômés de l'enseignement supérieur (Ecoles d'Ingénieurs option informatique, MIAGE ou équivalent), justifiant d'une première expérience d'encadrement de projets, de trois années au moins, acquise dans un environnement grands systèmes IBM. Une première approche des réseaux serait appréciée. La fonction requiert, outre des compétences techniques, précision, rigueur, autorité naturelle et réelles aptitudes relationnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la région choisie, sous référence M 23/1034 AR à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAÑA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

ce qui bouge beaucoup ne se voit pas forcément...



Notre filiale de PRIVAS (07) vit, elle aussi, à l'ère de l'électricité intelligente et recherche un

Ingénieur grande école

Automatisme - électronique

Vous serez responsable du développement et de l'optimisation des moyens de production et d'essais : PROCEDES, AUTOMATISME, MOYENS DE TESTS ET INDUSTRIALISATION en liaison avec les services techniques.

Une première expérience en électronique, automatisme ou réalisation d'ensembles électroniques est souhaitée.

Esprit d'équipe, pragmatisme et créativité seront vos atouts pour évoluer dans ce poste et dans notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CFR 30, à MERLIN GERIN, Recrutement des Ingénieurs et Cadres,

MERLIN GERIN, c'est 19 000 personnes travaillant à l'échelle mondiale qui, grâce aux technologies les plus avancées, assurent la parfaite maîtrise de l'énergie électrique. Le groupe réalise 8,7 milliards de C.A., dont 51 % à l'export.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

La Direction des Equipements d'une Société performante dans le domaine aéronautique recherche pour son département Electro-Optique

INGENIEUR ELECTRONICIEN

SA MISSION

Participer au développement d'un équipement avancé de visualisation graphique.

Au sein d'une petite équipe, il sera chargé de la conception et de la mise au point de sous-ensembles électroniques numériques de génération et de visualisation d'images.

Il élaborera les spécifications du logiciel correspondant et pourra participer à sa réalisation.

SON PROFIL

Ingénieur Grande Ecole à dominante électronique, il possède 3 à 5 ans d'expérience en électronique numérique et informatique temps réel.

Ses qualités de rigueur et son sens des relations humaines lui permettront d'évoluer à terme vers la prise de responsabilité complète d'un équipement.

Anglais courant.

Ce poste est basé en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée en précisant sur l'enveloppe la référence 9940 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

Membre du SNPAO

Maison de courtage parisienne, nous sommes avec 40 collaborateurs un intermédiaire actif sur les marchés financiers - monétaire, MATIF, SWAP... Nous considérons l'informatique comme outil privilégié de notre développement et créons aujourd'hui le poste de

Responsable informatique

courtage inter-bancaire

Rattaché au manager en charge du Développement de l'entreprise, vous prenez en compte l'état actuel et mettez en œuvre

- *l'architecture générale de notre système d'information,*
- *l'homogénéité et la coordination des solutions techniques propres à chacune des cellules d'opérateurs,*
- *la pérennité et l'évolution des applications.*

Ingénieur de formation, vous avez déjà un minimum de 5 années d'expérience comme chef de projet. Nous vous proposons la responsabilité de systèmes alliant normes industrielles et convivialité dans le secteur évolutif des marchés financiers. La maîtrise de systèmes mini-micro en structure réseaux serait vivement appréciée.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8712.132 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

MDa. ***Conseil en ressources humaines.***

Plan Champs

Créativité, rigueur, et contacts en un seul contenant.

evian

La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes), poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Jeune ingénieur packaging :

Derrière la simplicité de l'eau se dissimule un produit exigeant dont le packaging est un élément souvent déterminant auprès de nos clients et de nos distributeurs. A l'écoute des consommateurs à travers le marketing et l'export, ce poste pivot est avant tout un poste de contacts internes et externes, d'expérimentation, de réalisation.

Responsable de projet au sein d'une petite équipe très mobilisée, vous donnez l'impulsion et assurez, en coordination avec les fournisseurs, l'avancement de développements pour l'amélioration ou l'innovation en matière d'emballages.

Confronté à des contraintes et des besoins très variés, vous aurez à appréhender, évaluer et maîtriser rapidement de nouvelles techniques de conditionnement, de nouveaux matériaux en vous appuyant sur une méthodologie d'expérimentation rigoureuse et sur votre approche rapide d'ingénieur généraliste.

Soucieux de débuter dans un poste ouvert à beaucoup de possibilités d'évolutions différentes, vous serez intéressé par ce poste carrefour où vous concrétiserez les tendances commerciales en réalités industrielles pour l'entreprise. Poste basé à EVIAN.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PP41M2, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

ARTHUR ANDERSEN
Informatique

Notre implantation au niveau international et l'avance technologique des architectures de télécommunications en France font de notre cabinet un des leaders incontestés du conseil en réseaux et de leur mise en œuvre.

Afin de renforcer notre équipe de consultants dans ce domaine d'avenir, nous souhaitons recruter plusieurs :



- **Ingénieurs débutants**
- **Ingénieurs expérimentés (2 à 5 ans)**

Diplômé impérativement d'une Grande Ecole (X, Centrale, Supélec, Télécom), débutant ou doté d'une expérience acquise chez un constructeur informatique ou une société de service spécialisée dans le domaine des réseaux, vous souhaitez évoluer vers le métier de consultant.

Nous vous proposons de participer au développement commercial et technique de l'activité au sein du groupe Techniques Avancées en vous intégrant à nos missions dans le domaine des réseaux. Celles-ci vous permettront de développer le champ de vos compétences en participant à de grands projets dans des secteurs aussi variés que la Banque, l'Industrie ou les Grandes Administrations.

Par ailleurs, notre politique de formation continue, en particulier aux Etats-Unis, et notre organisation en équipes de travail à taille humaine favoriseront votre intégration et votre évolution personnelle au sein de notre Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence MFGB à :
Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE
Tour GAN - Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2.

HAVAS CONTACT

BFCE BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

Une Informatique sans Frontière

Banque de premier plan, consacrant l'essentiel de ses activités au développement international des entreprises, la BFCE emploie 3 000 personnes à PARIS, en Province et à l'étranger. Pour mener à bien l'extension de ses activités sur tous les marchés, elle conçoit et installe les outils les plus modernes de l'INFORMATIQUE BANCAIRE.
Dans cette perspective, le Département Informatique/Organisation (200 personnes) recherche des **débutants**

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

X - CENTRALE - MINES - HEC - ESSEC - ESCP

Dans un environnement multi-machines, multi-réseaux : grands systèmes IBM (2 x 3083, 1 x 3090), Tandem, Data General, 800 postes de travail (terminaux et micros), vous constituerez les futurs cadres de nos équipes et participerez à la conception et à la réalisation de projets informatiques porteurs, notamment dans les domaines de la Trésorerie et de l'International.

Vous recevrez une **formation informatique et bancaire** adaptée à votre niveau initial de connaissances, qui vous permettra ultérieurement de prendre des responsabilités, soit au sein du Département Informatique/Organisation, soit dans d'autres secteurs de la Banque (Trésorerie, Exploitation, Inspection).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. MC/BF M 3, à notre Conseil Michèle Cornu, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile

Conseil en Recrutement Informatique



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL ESPACE

Spécialiste Electronique et Télécommunications Spatiales a été choisi comme

CO-MAITRE-D'ŒUVRE des SATELLITES TELECOM 2.

Pour mener à bien cette réalisation en garantissant les performances du système spatial, la tenue des engagements calendaires et financiers, nous recherchons pour

LE GROUPE PROJET
de TOULOUSE

DES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités ayant quelques années d'expérience

pour les domaines suivants
- Télécommunications (Réf. 30)
- Traitement du signal (Réf. 31)
- Compatibilité Electromagnétique (Réf. 32)
- Assurance Produit (Réf. 33)
- Gestion du Projet (Réf. 34)
- Suivi de la sous-traitance (Réf. 35)

Vous pouvez exercer votre métier dans un secteur de pointe, évoluer dans l'une des filiales d'un groupe d'envergure internationale.
Faites-nous parvenir un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE Cedex.





média system

chef de projet, notre banque évolue, notre système d'information aussi !

Ingénieur ou Sup de Co, vous avez acquis en 3 à 5 ans, une expérience sur gros système IBM/MVS, de préférence dans le secteur bancaire ; vous voulez faire vos preuves sur un projet ambitieux.

Venez conduire, à Paris-Sud l'un des projets-clés issu de notre plan directeur, participer activement à la construction de l'architecture du nouveau système d'information de notre banque et animer une équipe de 5 à 10 personnes qui pratiquent DB2/CICS...

Si, bien sûr, vous réussissez votre mission, votre carrière ne fait que commencer chez nous ; nous sommes filiale informatique d'un grand groupe bancaire et financier.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5143 LM) à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur, Docteur Ingénieur Pilotez nos Projets en Rhône-Alpes

Au sein de l'une des filiales d'un puissant groupe industriel français (2,7 milliards de Francs de C.A.), notre centre international de recherches (160 personnes) développe les fibres de renforcement et les procédés industriels de demain pour nos 6 usines employant 4 000 personnes, et recherche son

CHEF DU SERVICE RECHERCHES CHIMIE ORGANIQUE

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou d'une Université Française ou Etrangère - Bilingue Anglais-Français.
Encadrant 50 ingénieurs et techniciens utilisant des équipements d'essais, de simulation et de qualification très performants, vous prenez en charge un ambitieux programme de recherches et de développement (nouveaux produits et composants, technologies de mise en œuvre) en relation avec nos commerciaux, nos centres d'applications, nos services techniques, nos clients et nos fournisseurs.

Scientifique de haut niveau, vous avez si possible développé une compétence d'expert dans l'un de nos domaines (formulation produits organiques, études d'interfaces fibre matrice) et êtes rôdé par votre expérience d'encadrement d'équipes, à définir, orienter, fédérer, gérer des recherches pluridisciplinaires concernant la chimie macromoléculaire, les analyses physico-chimiques, la résistance des matériaux, les thermoplastiques, les thermodurcissables et leurs applications textiles.

Votre engagement personnel fondé sur l'imagination, l'esprit d'équipe et de synthèse, vous permettra après réussite dans cette fonction, d'évoluer dans un groupe offrant de réelles perspectives de carrière dans un contexte mondial.

Merci de faire parvenir votre candidature, sous référence 402.L070 M, à notre conseil Joël BERNARD.

EMPLOI centor
17, rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

PARIS 42 65 18 53 ■ LYON 78 89 37 16 ■ MULHOUSE 89 33 25 26



INGENIEURS
MECANIQUE
ELECTRONIQUE



Au sein du GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres) l'AMX-APX (1 700 personnes) étudie et assure la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes faisant appel aux technologies de pointe.

Plusieurs opportunités dans le domaine des ETUDES et du DEVELOPPEMENT sont offertes.
Particulièrement pour
- **un INGENIEUR ELECTRONICIEN, étude simulation**
- **un INGENIEUR ARCHITECTURE ELECTRIQUE ayant des connaissances en électronique**
- **un INGENIEUR ARCHITECTURE MECANIQUE.**

Le sens des contacts, le goût pour l'innovation et le travail d'équipe seront appréciés.

Envoyer lettre, C.V., photo à : **Etablissement d'Armement AMX-APX**
Service PRS - 13, route de la Minière - SATORY - 78013 VERSAILLES Cedex.



Pierre Lichau

CHEF DU SERVICE PROCÉDÉ

CerChimie conçoit, étudie et réalise de nombreux investissements décidés par une clientèle évoluée appartenant principalement à l'industrie chimique.
Notre taille, notre adaptabilité, nos spécificités nous ont permis de résister aux nombreuses bourrasques qui ont secoué ce secteur d'activité. Notre développement important en France et à l'étranger nous conduit à créer aujourd'hui le poste de Chef du Service Procédé.

En contact étroit avec la clientèle, il sera chargé de les aider à préciser leurs besoins et de les mettre en forme en terme de procédé. Il aura l'entière responsabilité de la conduite de la partie procédé des projets. Dans cette perspective, il aura une parfaite maîtrise des calculs génie chimique. Il sera familiarisé avec les différents outils informatiques habituellement utilisés.

Son tempérament d'entrepreneur, ses capacités d'engagement, lui permettront d'intégrer les exigences d'une petite structure en termes de productivité, de profit, de développement des courants d'affaires. Cette âme de partenaire, pourrait lui permettre d'accéder à terme, à un statut d'associé.

Il aura une formation d'ingénieur à dominante chimie (ENS Chimie Nancy - Section génie chimique : CENTRALE, MINES, ARTS ET METIERS - ENS Chimie Toulouse...).

Ce poste, nécessitant une grande mobilité, est basé au cœur de Paris.
Ecrire à notre conseiller Hervé ZEBROWSKI - 6, rue Victorien Sardou - 69007 LYON - qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE, UN DES LEADERS MONDIAUX DE SON DOMAINE, RECHERCHE POUR UNE UNITE DE PRODUCTION SITUEE EN BANLIEUE SUD

INGENIEUR PROCEDES NOUVEAUX

Avec une équipe de techniciens, il développera et mettra en œuvre les technologies nouvelles de soudage laser et F.E.

Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole ou Université ayant environ 3 ans d'expérience et pourra déboucher sur des responsabilités importantes en production.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence 243/87 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

CONTESSE

NOUS ELIMINONS LES RUPTURES DE RESEAUX D'ORDINATEURS !
PEUT-ON TROUVER MARCHÉ PLUS PORTEUR ?

N*otre Société est la filiale européenne d'un constructeur US spécialisé dans les ordinateurs à tolérance de pannes.*
Dans le cadre du déploiement de notre politique, nous recherchons

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT TECHNICO-MARKETING

chargé de la mise en oeuvre de la stratégie marketing auprès d'un canal de distribution et de son suivi technique.

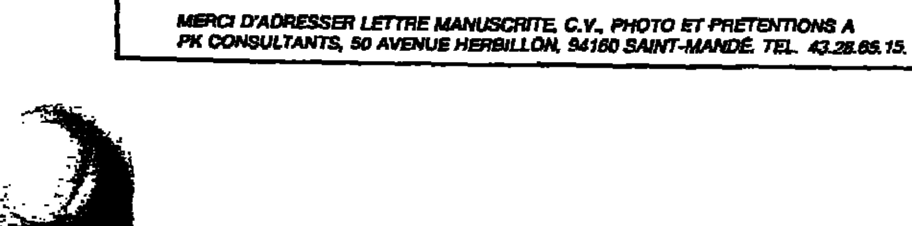
Agé de 30 ans environ, c'est un ingénieur généraliste, capable d'évoluer aussi bien dans la technique informatique que dans l'applicatif. Il possède 3 à 5 ans d'une expérience terrain technico-commerciale grands comptes chez un grand constructeur informatique. Il sera apprécié pour son autonomie, son sens aigu de la négociation et son autorité à faire passer, sans position hiérarchique, les orientations stratégiques de la Société sur le terrain.

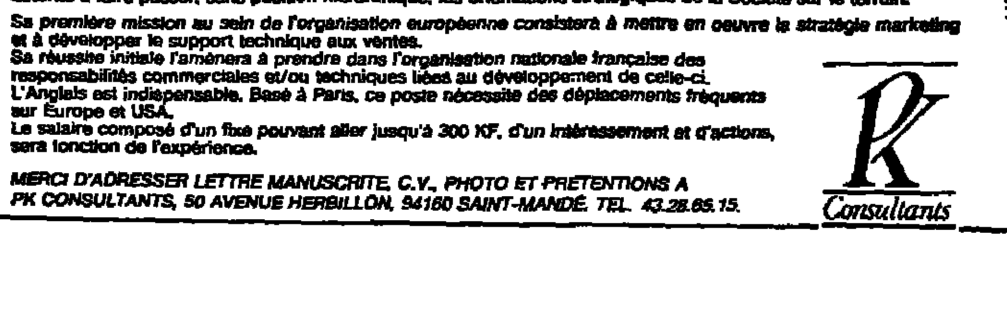
Sa première mission au sein de l'organisation européenne consistera à mettre en oeuvre la stratégie marketing et à développer le support technique aux ventes.
Sa réussite initiale l'amènera à prendre dans l'organisation nationale française des responsabilités commerciales et/ou techniques liées au développement de celle-ci.
L'Anglais est indispensable. Basé à Paris, ce poste nécessite des déplacements fréquents sur Europe et USA.
Le salaire composé d'un fixe pouvant aller jusqu'à 300 KF, d'un intéressement et d'actions, sera fonction de l'expérience.

MERCI D'ADRESSER LETTRE MANUSCRITE, C.V., PHOTO ET PRETENTIONS A PK CONSULTANTS, 50 AVENUE HERBILLON, 94160 SAINT-MANDÉ. TEL. 43.28.65.15.

PK Consultants

AXIAL





Parker

Nous sommes la filiale française de PARKER HANNIFIN CORPORATION CLEVELAND USA. Nous étudions, créons, fabriquons et diffusons la gamme la plus complète au monde de COMPOSANTS HYDRAULIQUES ET PNEUMATIQUES. L'innovation et la qualité constante de nos produits passent par l'investissement donc avant tout par les hommes.

DANS 1 AN, GEREZ L'APPROVISIONNEMENT DE NOTRE USINE.

L'ambition PARKER implique une gestion prévisionnelle des Ressources Humaines. Le recrutement d'un



est une des applications concrètes de cette politique. Nous recherchons nos futurs responsables opérationnels.
BAC + 4, école d'ingénieur, vous avez des connaissances en méthodes d'ordonnancement, vous maîtrisez l'anglais.
A cette formation vous alliez le sens de la rigueur et des contacs humains.

PARKER saura développer vos qualités en vous donnant une formation interne polyvalente au sein des différents services.
Vous ferez vos armes, et serez alors prêts à vous investir dans la gestion d'approvisionnement de notre usine.
Merci de nous envoyer lettre, CV à PARKER HANNIFIN RAK, Service du Personnel, BP 482, 74108 ANNEMASSE.

Parker : au cœur des technologies vitales.

média system

SECTEURS DE POINTE

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Responsable d'applications IBM 38

Legal & General

Nous sommes la filiale du groupe britannique LEGAL AND GENERAL, l'un des leaders européens de l'assurance vie, de la gestion de l'épargne et des fonds de retraite.

Notre informatique : une équipe jeune d'une quinzaine de personnes, 1 IBM 38 modèle 400, 1 IBM 36, 15 IBM PC, 40 *terminaux*.

De formation supérieure (*Ecole d'Ingénieur, MIAGE*) vous avez acquis la maitrise de l'IBM 38 en GAP III au cours de quatre années environ dans une entreprise du secteur Financier.
Votre dynamisme et vos talents de Manager vous permettent de mener à bien des projets stratégiques de l'entreprise.
Une évolution rapide et un salaire *motivant* seront *offerts* à un candidat de valeur.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste, à Nelly Puyraud, CAP SOGETI SELECTION, Tour Mattéi, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.

CAP SOGETI SELECTION

Filiale d'un groupe d'établissements financiers parisiens, nous bénéficions d'un savoir-faire privilégié dans l'ingénierie informatique boursière. Avec 150 collaborateurs, nous réaliserons en 1988 un chiffre d'affaires de 120 MF auprès d'une clientèle de banques, charges, établissements de crédit... Notre direction marketing crée un poste de

Responsable marketing produits

ingénierie informatique boursière

Rattaché au directeur marketing, vous assurez les études et suivi d'un secteur de marché en relation étroite avec le développement des activités boursières. Vous initiez dès lors étude du secteur-cible, analyse de la concurrence, prospective produits et définition des plans et outils de promotion-prospection.

De formation et expérience associant marketing et informatique, vous êtes déjà préparé à ce type de fonction. Vous intervenez dans les métiers de services au sein des milieux financiers et souhaitez créer un poste dégageant autonomie, créativité et communication.

***Solange ARMAND** étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8712.130 au cabinet M.D.A. – 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDA

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs

hutchinson

Ingénieur développement

CARCASSONNE

Dans notre unité de CARCASSONNE (120 personnes), nous fabriquons des produits à base d'élastomère pour l'industrie automobile, destinés en particulier à remplir des fonctions d'insonorisation.

Dans le cadre d'un effort important de développement de cette activité, nous créons un poste d'ingénieur. Il aura pour mission :

- de participer à l'analyse des marchés existants afin de faire évoluer les produits et d'en accroître la valeur ajoutée,
- de proposer et de conduire les évolutions souhaitées et la mise au point de procédés nouveaux,
- de rechercher de nouveaux marchés.

Si vous avez une formation Chimiste ou Accousticien, une bonne connaissance du caoutchouc et une bonne maîtrise de l'Anglais, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 7.12 M à **HUTCHINSON** - Département Recrutement 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

Emballer, c'est créer !

bsn emballage

département bouteilles, 1er producteur européen de bouteilles en verre
un département de 3400 personnes
au CA de 2,5 Mds de Francs
qui comprend 6 usines.

Ingénieur chimiste, à 30-35 ans vous avez acquis une solide expérience dans le domaine de la mise en œuvre des matières plastiques. Aujourd'hui vous voulez donner une dimension créative et internationale à votre compétence. Le département Emballages Nouveaux de BSN joue un rôle stratégique pour renforcer le groupe dans sa position de leader incontesté.

Dans le domaine du packaging il confirme son avance en permanence grâce à son approche marketing et aux compétences de ses spécialistes.

En rejoignant cette petite équipe vous interviendrez en conseil auprès des sociétés du groupe afin de mieux définir avec eux leur politique packaging et les moyens nécessaires à sa mise en place.

Doté d'un goût immodéré pour l'innovation vous prospectez les meilleurs bâtisseurs de Know-how pour trouver avec eux des partenariats technologiques.
Curieux, efficace, mobile très ouvert, vous saurez réellement apporter la dimension créative à votre mission.
Vous pratiquez l'anglais et éventuellement une autre langue. Alors rencontrez BSN et évoluez dans un groupe qui privilégie l'innovation par l'expertise.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. PP 45 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

ANIMATION, TECHNIQUE, GESTION, NE NEGLIGEZ AUCUN ASPECT

La direction industrielle recherche pour son centre d'Amilly (près de Montargis, Loiret), un jeune ingénieur électronicien débutant ou ayant une première expérience.
vous souhaitez vous intégrer dans une équipe unie et rodée pour occuper un poste complet, riche en contacts humains. De plus vous maîtrisez l'anglais.
Au sein de l'atelier de contrôle, venez prendre des responsabilités à 3 niveaux :
Humain : vous animerez une équipe déjà structurée, qui effectue le contrôle des produits de transmission ; *matériels analogiques et numériques (modems HV, voies radio...).*
Vous assurerez les relations avec le client au moment de la recette usine.
Technique : Vous traiterez des questions techniques relatives au fonctionnement des produits en relation avec la Direction Technique.
Gestion : Vous serez responsable des moyens humains et matériels nécessaires à la mise à disposition du client des produits satisfaisant les contraintes des coûts, délais et qualité.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence AI M à PAUL DORE - *ALCATEL CIT - Département Transmission sur Câbles - BP 6 - NOZAY - 91620 LA-VILLE-DU-BOIS.*

Le Département TRANSMISSION SUR CABLES d'ALCATEL CIT (4200 personnes dont 850 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systemes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câbles de vidéocommunication.



CIT
Département Transmission sur Câbles

FOURCEL

Groupe international - Construction électrique

Créer l'ingénierie centrale

400 millions de francs d'investissements

Ingénieur ECL, AM, ENSI... formation dominante électromécanique, compétence certaine en automatisme, justifiant d'une expérience d'une dizaine d'années acquise en majeure partie en bureau d'études.

Rattaché à la Direction Industrielle Groupe dont le projet est de transformer l'outil de production, il agira sur 4 usines.

Il aura pour mission de développer l'ingénierie en prenant en charge les études et réalisations concernant principalement l'implantation de nouveaux ateliers et de machines, l'automatisation, l'amélioration de la productivité liée à l'organisation. Fonction basée à 130 km-Sud Paris.

claude debray conseil
192 boulevard St-Germain,
75007 Paris.

Réf. 360 K

Jeunes Ingénieurs mécaniciens
Prenez des responsabilités

Schlumberger **industries**

Au sein de Schlumberger Industries, le Groupe Régulation et Capteurs est spécialisé dans les métiers de la régulation industrielle et de la technologie professionnelle, mettant en œuvre des techniques de pointe dans les domaines mécaniques et *électroniques*.

Nous recherchons, dans le cadre de notre développement, de jeunes ingénieurs mécaniciens (ECP, A & M, ENSMA, Centrale LYON...), débutants ou ayant *une première* expérience, pour nos activités basées en Région Parisienne ou en Province.
Nous vous offrons la possibilité de prendre immédiatement des responsabilités dans les fonctions suivantes :

- ÉTUDES DE CONCEPTION
- MÉTHODES DE FABRICATION
- ASSURANCE QUALITÉ.

Selon vos performances dans ces premières fonctions, vous pourrez diversifier et élargir vos responsabilités au sein du Groupe Schlumberger.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec C.V. et photo, en précisant dès à présent les fonctions choisies, à

SCHLUMBERGER Industries
Régulation et Capteurs
Direction du Personnel
100, rue de Paris. 91342 MASSY CEDEX

PRODEL
- PME
- secteur de pointe : robotique, automatisme, atelier flexible d'assemblage
- équipe jeune et dynamique

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché à la Direction, nous vous confierons d'importantes responsabilités à la fois humaines et techniques :
- encadrement et organisation de l'ensemble de la production (BE, Fabrication, Montage, Mise au point) - planification des actions - gestion des résultats - participation au recrutement.

Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste ou à un technicien expérimenté.
Il est nécessaire de justifier de 3 années d'expérience dans une fonction similaire et de maîtriser parfaitement la langue allemande (anglais souhaité) et la pratique de la micro-informatique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats dotés d'une forte personnalité et d'une carrure de manager.

Merci d'adresser *lettre manuscrite*, c.v., photo et prétentions sous référence 6266 à PRODEL Automation. 153 rue de Verdun. 60170 Carlepont.

PRODEL

AXIAL

TRANSFERTS ÉLECTRONIQUES D'OPÉRATIONS BANCAIRES

Filiale Monétique du CRÉDIT AGRICOLE, basés à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, nous recrutons, dans le cadre d'importants projets de traitement d'opérations interbancaires pour de grandes entreprises, un

CHEF DE PROJETS

diplômé de l'enseignement supérieur et possédant 2 à 4 ans d'expérience en *informatique* bancaire *sur* IBM, notamment dans le domaine du Recouvrement.
Au sein du Département Études Informatiques, il dirigera une équipe chargée de la conception et de la réalisation d'un projet de traitement d'importants flux d'informations provenant d'entreprises clientes (Paiements par Cartes, opérations interbancaires, recouvrement...).
Interlocuteur au plus haut niveau des clients et des services internes de l'entreprise concernés par ce projet, il devra faire la preuve de ses compétences techniques aussi bien que de ses qualités relationnelles.
A terme, il se verra confier d'autres projets de grande envergure.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 650/M, à notre Conseil.

UNILOG
9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC informatique

AD'COM



***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

JEUNES INGÉNIEURS TENTÉS PAR LE MARKETING

Filiale d'un Groupe International *en forte croissance, nous sommes la première société* d'Etudes de Marché en France (750 personnes) spécialisée dans les panels distributeurs et consommateurs (instruments de mesure de flux de consommation à l'aide d'échantillons). Nous recherchons,

INGENIEUR
ETUDES ET MODELES

Diplômé ENSAE *ou équivalent, vous assurerez le* développement et la *réalisation* d'études, d'enquêtes et de modèles complémentaires aux panels destinés à nos *clients Fabricants.* Réf. IEM

INGENIEUR
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Diplômé Ecole d'Ingénieur Généraliste, vous assurerez la conception et la mise en exploitation d'outils d'analyse et de présentation destinés à la *Distribution.* Réf. IRD

Ces fonctions, tournées vers la satisfaction des besoins de nos clients, nécessitent des aptitudes à la communication et au service, ainsi qu'un intérêt pour le marketing. Lors de votre première expérience, vous avez utilisé des outils informatiques et statistiques sur site central et sur micro. La connaissance de l'anglais est un atout.

René PILLOY examinera votre candidature accompagnée d'une photo, en précisant la référence du poste choisi.



44, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

CURRICULUM

LOGISTA

PARIS · LYON · LILLE · ORLEANS · GRENOBLE · STRASBOURG · TOULOUSE

11 ans d'expérience et filiale d'un grand groupe français veut assurer sa croissance dans :

- *L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : Systèmes Temps réel, Télécommunications, Aéronautique, Téléphonie,...*
- *L'INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION D'ENTREPRISES : Systèmes transactionnels, Micro-informatique professionnelle, Télématique, Base de données,...*

Ingénieurs informaticiens grandes écoles

(ENSAE, ESE, ENST, INSA, ENSIMAG, ENSEEIHT, ISEP,...)

Débutant*, vous cherchez une structure d'accueil vous apportant formation, diversité. (Réf. 01)*

*Fort d'une **première expérience**, vous souhaitez donner un nouveau souffle à votre carrière dans une société dont la taille privilégie le dialogue dans l'entreprise. (Réf. 02)*

Si ceci vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo, en précisant la référence du poste. Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA, 30 Quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX Cedex, à l'attention d'Hervé CAPTIER.

média-system



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE : partenaire reconnu des constructeurs mondiaux : 27 500 personnes, 12,1 MMF de chiffre d'affaires, dont 40 % réalisés à l'étranger.

Pour accompagner le développement technologique de notre Branche ESSUYAGE, nous renforçons notre structure Etudes et Recherche en intégrant plusieurs ingénieurs.

Ingénieurs études — Issy-les-Moulineaux

Directement rattachés au Responsable Etudes Produits nouveaux, vous êtes notamment responsables de la conception et de la réalisation de nouveaux moteurs et mécanismes d'essuie-glaces. Très autonomes, vous défendez vos produits auprès de nos clients français et étrangers. Vous supervisez une équipe de techniciens.

A 30 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur en ELECTRONIQUE et de bonnes connaissances en électromécanique. Vous avez *déjà acquis une solide expérience en bureau d'études ou laboratoire et travaillé sur des produits mettant en œuvre des techniques similaires.* **Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable.** (Réf. 603/LM)

Chargé d'études — Châtellerault

Intégré dans l'équipe Etudes industrielles, vous prenez en charge des projets d'études complets : modifications de produits existants (moteurs d'essuie-glaces, mécanismes...), industrialisation de nouveaux produits. Responsable d'une petite équipe de dessinateurs, vous *coordonnez la réalisation de ce que vous concevez, en liaison avec nos clients.*

A 26-28 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur en mécanique, électromécanique ou génie électrique et une première expérience similaire. **Vous parlez impérativement l'allemand, et si possible l'anglais.** (Réf. 604/LM)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence correspondante, à Annick Lucchini - **JACQUES TIXIER S.A.** 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

TRANSPAC, Réseau National de Transmissions de Données Informatiques, support de la Télématique Française, service de messageries ATLAS 400, recherche pour sa Direction Commerciale un

Jeune manager expert en télécommunications

Venez prendre la responsabilité d'un groupe au sein du Département Marketing de TRANSPAC.

Vous : Ingénieur grande école : ENST, SUPELEC,... plusieurs années d'expérience professionnelle dont une de chef de produit industriel.

Votre mission :
- évaluer les tendances du marché,
- en concertation avec vos différents partenaires internes, concevoir les évolutions des services, leurs tarifs associés,
- en coordonner le développement, le lancement et le suivi.

Si votre motivation est de rejoindre une entreprise dynamique en forte expansion pour y développer des activités nouvelles, venez valoriser votre expérience de spécialiste en Télécommunications et votre compréhension du Marché dans un domaine pointu où vos interlocuteurs seront des professionnels de haut niveau.

Adressez C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines

Tour Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cédex 15.

TRANSPAC

SIMULATION ET IMAGES DE SYNTHÈSE

SOGITEC, l'un des grands de la simulation temps réel, recherche pour son département Électronique Rapide des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
(débutants ou 2 à 3 ans d'expérience)

Vous participerez à la définition et au développement hardware de processeurs spécialisés dans les domaines du traitement graphique et des images de synthèse.

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
Formation BTS ou DUT (débutants ou 2 à 3 ans d'expérience)

Vous ferez la mise au point de cartes électroniques d'équipements de haute technologie.
Compétences souhaitées : Électronique Rapide, vidéo-numérique, processeurs microprogrammés

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
SOGITEC, 46, av. Édouard-Vaillant, B.P. 127, 92106 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.



AD'COM.



Les nouveaux produits, un élément-clé de notre croissance

Depuis le premier mastic pour machine à vapeur, il y a 127 ans, notre métier a été de créer les produits les mieux adaptés aux besoins de nos clients. Plusieurs nouveaux produits chaque année nous ont permis de doubler notre chiffre d'affaires en cinq ans. *Pour faire progresser notre potentiel de création et développement, nous recherchons :*

INGENIEUR CHIMISTE (DIPLOME OU NIVEAU)

Ayant une expérience de formulation dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- *mastics et adhésifs P.U.,*
- mastics et résines polyesters,
- *émulsions acryliques (mastics et revêtements).*

Le poste, à créer, basé d'abord à Bobigny, sera transféré à moyen terme à Nanteuil Le Haudouin (Oise).

Si vous avez l'envie de faire partie d'une équipe française qui veut gagner dans la perspective de 1992, faites parvenir votre C.V. à Mme LAVERNE - GEB 30, rue de l'Industrie - 93012 BOBIGNY Cedex.

Pierre Lichau

La Direction Equipements d'une importante Société performante dans le domaine aéronautique recherche pour son département électronique des

JEUNES INGENIEURS D'AFFAIRES

VOS MISSIONS
- Participer à l'élaboration de spécifications techniques en liaison avec les directions de programme sur des équipements embarqués.
- *Choisir les solutions et conduire l'étude jusqu'à la qualification des prototypes.*
- Suivre la mise en série.

VOTRE PROFIL

Ingénieur Grande Ecole à dominante électronique, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en étude. Nous prendrons en considération les candidatures de débutants.
- Rigoureux, vous appréciez le travail en équipe et possédez de bonnes qualités relationnelles.
- Anglais courant.

Ce poste est situé en Région Parisienne.

*Merci d'adresser votre CV en précisant sur l'enveloppe la référence 9941 à **PARFRANCE ANNONCES** 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.*

Membre du SNPAD



Electro-Acousticien

Notre entreprise appartient au groupe leader dans la conception, la production et la distribution de terminaux *téléphoniques de technologie avancée.*

Dans le cadre de notre EXPANSION, nous recherchons un(e) **Electro-Acousticien.**

- ☐ INTERFACE *entre la partie mécanique de terminaux* téléphoniques et de leurs circuits électroniques,
- ☐ ETUDE de nouvelles technologies,
- ☐ REALISATION de maquettes adaptées à un process de fabrication grande série,
- ☐ INFORMATIQUE Basic et Pascal,
- ☐ ANGLAIS lu et parlé couramment,
- ☐ INGENIEUR, INSA, ECAM *ou équivalent. Débutant* ou quelques années d'expérience en *ELECTRO-ACOUSTIQUE.*

Ecrire à H.P.F.
Direction du Personnel
Av. de Savoie, 74130 BONNEVILLE

LA HAUTE TELEPHONIE

PARFRANCE ANNONCES

Lyon Organisme fortement présent dans son tissu industriel recherche pour son service spécialisé en Information Scientifique et Technique un :



En véritable partenaire du chef d'entreprise, cet ingénieur participe à sa réflexion stratégique. Il est responsable des recherches d'Informations Scientifiques et Techniques, des orientations technologiques correspondantes, des mises en contact éventuelles avec les Organismes de Recherche.

A 30 *ans minimum,* vous avez de préférence des compétences en Recherche-Développement acquises dans un bureau d'études, en laboratoire ou en entreprise. Votre expérience personnelle des problèmes de développement stratégique d'une PMI sera appréciée.

Vous maîtrisez l'Anglais et l'Allemand. Nous vous remercions de nous écrire (Réf. 1060 M).



DB S.A. Département Technologie - Les 4M - Chemin du Petit Bois
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex.
91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

média-system



SECTEURS DE POINTE

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

---

responsable informatique

IBM 38 — **PARIS SUD**

Nous sommes leader aux USA. Le développement de notre filiale en France est à la hauteur de la qualité et des technologies nouvelles que nous mettons à disposition de nos clients [illegible].

Notre organisation est performante. Notre forte croissance conduit notre directeur financier à s'adjoindre un responsable informatique.

Assisté d'une petite équipe, vous aurez à coordonner l'informatique en participant activement à la mise en place de notre nouveau "package" :

• production en temps réel • gestion de la distribution • statistiques et prévisions • comptabilité et finance • etc.

Vous participez également à l'installation du même package en Espagne, en Italie et au Bénélux, pays reliés à notre IBM 38 à Paris.

Donc vous êtes **mobile** et **parlez l'anglais**.

Homme d'étude et de développement, capable de dialoguer, de conseiller et de convaincre, vous avez déjà acquis une expérience *réussie en informatique de gestion sur IBM 38.*

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence JP 85 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN 2, rue Louis David - 75016 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Ingénieurs grandes écoles en informatique

pour organiser et communiquer au sein d'un grand organisme public

Votre solide expérience (3 ans mini.) en matière de mise en place et de gestion de produit informatique (si possible de système de communication) vous permet de suivre des applications diversifiées sur des matériels hétérogènes. Méthodique et organisé vous savez aussi écouter. Membre de l'équipe de direction vous êtes le responsable autonome d'une équipe que vous animez. Vous répondrez progressivement, avec votre service, à nos besoins en termes d'organisation, de communication et d'informatisation. Négociateur et volontaire vous dialoguerez efficacement avec les utilisateurs.

Merci d'écrire à notre Conseil **SEDI - 80, av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly - Tél. 46.24.58.11**

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

IFP

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres, recherche pour sa Direction de Recherche EXPLOITATION EN MER, située à Rueil-Malmaison (92) un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE SPECIALISE EN MECANIQUE DES FLUIDES ET MOTIVE PAR LA RECHERCHE

Son rôle sera de participer à la création de nouveaux logiciels dans le domaine des écoulements polyphasiques transitoires et de coopérer au développement d'outils logiciels liés aux techniques de production pétrolière.

Ce poste suppose :
- une compétence dans les techniques de modélisation et d'optimisation
- une bonne connaissance des outils informatiques et du langage FORTRAN 77
- une maîtrise parfaite de l'anglais.

Spécialisation ENSPM ou thèse souhaitées.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 32865 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SOCIETE EUROPEENNE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE

recherche pour son Département Informatique

TECHNICIEN D'EXPLOITATION

sur moyens systèmes IBM

Niveau de formation BAC + 2
Goût pour le travail en équipe.
Susceptible d'assurer des déplacements *fréquents de courte durée.*

Rémunération en fonction expérience - ne sera pas inférieure à 90.000 F./an.

Transmettre CV et prét. sous réf. 33230 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Nous sommes un important Organisme Financier, présent dans toute la France.

Dans le cadre de notre schéma directeur, nous conduisons l'évolution de nos structures, de notre organisation et de nos outils informatiques pour accroître nos performances, et offrir une qualité de service toujours plus grande à nos clients.

Nous recherchons, pour notre **DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE**, un

concepteur chef de projet

HF

Responsable d'un projet, vous participez en relation avec les utilisateurs et les organisateurs à la formalisation des besoins. Vous menez la conception informatique et animez l'équipe de développement.

Le profil requis est celui d'un diplômé d'Enseignement Supérieur, âgé d'environ 28 ans, ayant l'expérience réelle de la conduite d'un projet important, si possible dans le secteur bancaire.

La connaissance et la pratique de la méthode **MERISE** est souhaitée.

Adressez C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. 63.16/CP/887 à ADEQUATION, 62-64, av. Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

Proche banlieue Parisienne
recherche

INGENIEUR D'ETUDE ELECTROTECHNICIEN

En liaison directe avec le responsable de la section étude, il sera chargé de l'étude et de la réalisation de générateurs de courants impulsionnels.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une expérience dans le domaine de la Haute Tension, motivé par un travail en équipe.

Ecrire avec CV et prét. sous réf. 32872 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Etablissement public à caractère industriel et commercial recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour effectuer des recherches et des études *dans le domaine du*

GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE
en collaboration avec des industriels.

Ecrire en joignant un C.V. et tout document utile (rapport d'étude, travail de synthèse...) à :
STATION DE RECHERCHE
DE MARNE LA VALLEE - Service GENIE *ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE*
84, avenue Jean Jaurès - CHAMPS SUR MARNE
BP 02 - 77421 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

Pierre Lichau

Souriau recherche pour sa Division Connecteurs «circuits imprimés et subminiatures», de niveau internationale le

Responsable de son Département Développement

Animateur d'une équipe de plus de 25 personnes (cadres, projeteurs, techniciens, dessinateurs) il assurera en étroite collaboration avec le Commercial, la production et la qualité : • la définition technique des produits, leur élaboration et leur développement, • le niveau prix et le coût d'investissement dans un marché très compétitif, • la fabrication de prototypes et échantillons.

Homme d'idées et de réalisations, sachant mener de front plusieurs projets, le candidat que nous recherchons sera de formation supérieure : mécanique, électronique, physique de la matière et thermique (ESPCI ou similaire), il aura une expérience de 5 ans de bureau d'études et exercera des responsabilités de même niveau.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Poste basé au Mans.

Envoyez CV, photo et prétentions à SOURIAU & Cie, rue Louis Breguet, BP 05, *72024 LE MANS CEDEX.*



DESSEIN

Venez anticiper avec nous l'évolution des marchés financiers

Avec 1700 Collaborateurs et 760 Millions de Frs de C.A, le groupe SG2 fait partie des premières SSII françaises.

Le développement croissant de notre activité INGENIERIE *et LOGICIELS, auprès* des banques et des organismes financiers de la région parisienne, nous permet d'offrir à un

INGENIEUR CONSULTANT

l'opportunité de valoriser ses compétences.

Votre excellente formation (X, Centrale...) et votre expérience *de l'informatique financière* vous réservent une place de choix au sein de nos équipes de conception et de mise en œuvre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/0812 à :
SG2 Génie Informatique
64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS

GROUPE SG2 — **LE SAVOIR PARTAGÉ**

TELECOM cnet

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications

recherche pour son centre de *LANNION*

Ingénieur Electronicien

Niveau Grandes Ecoles

Débutant ou ayant quelques années d'expérience *pour des études de conception de systèmes* pour réseaux locaux de vidéocommunications analogiques *ou* numériques sur fibres optiques. Compétences souhaitées en électronique analogique, *numérique* et en optique.

Adresser candidature, CV détaillé et prétentions à M. Pequeriau - Division AMG - CNET Lannion B - B.P. 40 - 22301 Lannion.

Organisation et Publicité

Implantation de progiciels bancaires



Vous seul prenez la responsabilité de l'exécution des contrats de cession de progiciels et des performances de votre équipe d'ingénieurs chargée des implantations. Vous interviendrez sur toute la France, voire l'Europe : de nombreux déplacements sont à prévoir.

Nos exigences : une formation supérieure, une expérience probante de chef de projet ou d'analyste en informatique de gestion, la connaissance des grands systèmes IBM 43XX, 30XX, *beaucoup d'autonomie alliée à une grande rigueur.* En contrepartie, nous vous offrons une rémunération de l'ordre de 250 KF + primes et de réelles perspectives d'évolution. La taille de *notre* SSII (700 pers.), son expansion et sa place de leader sur le marché Banque-Finance nous permettent de tenir nos promesses.

Si notre proposition vous intéresse, veuillez adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 536IM à l'agence Dessein, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

DESSEIN

FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE AMÉRICAINE

recherche pour fonction technico-commerciale

INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT

- 1 à 2 années d'expérience, débutant accepté.
- Exp. ou connaissance en optique et électrochimie très appréciées.
- ANGL. INDISPENSABLE.

Env. C.V. + lettre + photo + prétent. à : EGG Instruments, Z.I. Petite Montagne Nord, C.E. 1439, 91020 Evry Cedex.

Société recherche pour LIMOGES

INGENIEUR CAOUTCHOUC ÉLECTROMÉCANICIEN

capable de prendre responsabilité d'un parc matériel sophistiqué et des ateliers de fabrication s'y rattachant (80 pers.).
Place stable d'avenir à candidat de valeur. *Ecr. avec c.v.* + photo à BACHKINE-GRAPHOGOM, B.P. 210, 87006 LIMOGES.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

(GRANDES ÉCOLES)
1 à 2 ans d'expérience (débutants acceptés) pour conception systèmes micro-informatiques (matériel et logiciel) dans le domaine des télécommunications (RNIS, etc.).
Adr. C.V. détaillé à S.A. CERME, B.P. 29, 92370 CHAVILLE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
spécialisée dans le NETTOYAGE INDUSTRIEL recherche pour son centre de FORMATION

JEUNE INGÉNIEUR

Dominante électromécanique ou électronique.

Il assurera la préparation et la gestion administrative des plans de formation et il concevra les outils techniques de la communication dans l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 67555 à DEB'S, 103, *rue Jouffroy,* 75017 PARIS, qui transm.

Pour sa division ponts roulants et portiques, POTAIN recrute, dans le cadre du développement de ses activités de levage et du stockage automatisé, un

INGENIEUR D'AFFAIRES

L'ingénieur que nous recherchons justifie d'une expérience de plusieurs années, acquise dans l'approche systématique commerciale et technique des besoins du marché français et européen : tant auprès des PME que des grands comptes ou de l'ingénierie.
Anglais indispensable, autre langue européenne souhaitée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à

POTAIN

POTAIN S.A.
Direction du Personnel
BP 173
69832 ECULLY Cédex

CONTESSE

مكبر من الاصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SOCIÉTÉ D'ASSURANCE en plein développement, évoluant au sein d'un *groupe important, recherche*

1 ANALYSTE ORIENTE SYSTEME

Au sein du service etudes (7personnes) et tout en participant aux développements batch et temps réel (Cobol), il interviendra notamment dans les domaines suivants :

- mise en place et suivi du *système d'exploitation et des logiciels*,
- extension du réseau (interconnexion avec systèmes IBM),
- *assistance études et exploitation pour l'optimisation des procédures.*

Environnement : WANG (2 VS100, 1 VS5, 80 terminaux et PC)

Pour ce poste, à pourvoir à Boulogne-Billancourt (proche métro), les candidats auront une formation de type Bac + 4.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
LA SAUVEGARDE - Service du Personnel
27-33, Quai Le Gallo - 92517 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Bleu

ETABLISSEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE situé en région parisienne recherche **INGENIEUR SPECIALITE MECANIQUE.**

Libéré des obligations militaires, cet Ingénieur Débutant, sera chargé de concepts mécaniques.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. **4273** à **PIERRE LICHAU**
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

INGENIEUR
SPECIALITE MECANIQUE

sepro

Entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de robots industriels, basée sur le littoral Atlantique, recrute

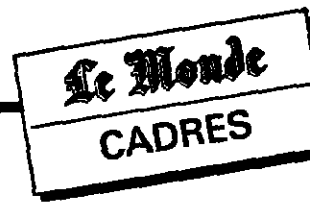
JEUNE INGENIEUR ETUDES AM - ENSI Débutant ou presque

En position d'adjoint au responsable du bureau d'études mécanique, il a en charge le suivi des dossiers clients et l'exploitation de la CAO.

Disposant d'une large autonomie, il anime une équipe de 4 techniciens supérieurs et travaille en relation étroite avec les services fabrication, achats et bureau d'études électrique.
Son engagement est déterminant pour la réussite du plan qualité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à :
***SEPRO** - Direction du Personnel - 87 X*
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Pierre Lichau



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NOUS SOMMES LE LEADER MONDIAL DE LA FORMATION AUX TECHNOLOGIES AVANCEES

Notre forte croissance (35 % en moyenne annuelle) liée à l'essor de notre marché nous conduit à recruter le

Directeur des ventes
(300 KF +)
de notre département COURS EN ENTREPRISES

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison régulière avec l'international, vous serez chargé d'élaborer les objectifs, d'organiser et d'animer votre équipe, au sein de laquelle vous jouerez un rôle prépondérant pour l'atteinte des résultats.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez plusieurs années d'expérience de la vente, acquise en SSII ou chez un constructeur informatique, et vous parlez parfaitement l'anglais. La connaissance du marché de la formation serait un plus.

Notre professionnalisme nous a permis d'acquérir une réputation sans équivalent dans notre domaine. Vous voulez y contribuer et en bénéficier, en donnant une nouvelle dimension à votre carrière.

Poste basé à PARIS - NORD.

Nous vous remercions d'adresser *votre dossier complet* à
MERCURI URVAL, 14bis rue Daru, 75008 PARIS sous la réf. 51.1154 M
portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

AU SEIN DE L'ÉQUIPE CHARGÉE
DE PRÉPARER LA MISE EN PLACE DES SERVICES
D'EXPLOITATION DU PARC DE LA VILLETTE
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche

sous contrat à durée déterminée

● **LE RESPONSABLE DE LA CELLULE FINANCIÈRE**

PROFIL :
- formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences-Po ou équivalent) ;
- expérience de la comptabilité analytique ou du contrôle de gestion ;
- pratique l'informatique ;
- connaissance des principes de la comptabilité publique souhaitée.

● **LE COMPTABLE CHARGÉ DU CONTROLE BUDGÉTAIRE**

PROFIL :
- DUT ou BTS ;
- expérience exigée, de préférence dans un organisme public ;
- pratique de l'informatique.

Adresser lettre de candidature, prétentions et C.V. à : EPPV,
Service du Personnel, 211, av. Jean-Jaurès, 75019 PARIS.



Formation souhaitée : **NIVEAU BAC TECHNIQUE BTS, DUT**

Nationalité française, 21 ans au moins au 01/01/88

CONCOURS LES 28 ET 29 JANVIER 1988

INSCRIPTIONS CLOSES LE 21 DÉCEMBRE 1987

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS NUMERO VERT APPEL GRATUIT 05.05.44.10

Bleu Publicité

Cadres, dirigeants, ingénieurs techniciens supérieurs

Vous avez plusieurs années d'expérience dans l'entreprise, *vous voulez devenir le conseiller privilégié des PME* en entrant dans une carrière nouvelle :

FORMATION DE CONSULTANTS EN PME

BUT :
savoir diagnostiquer le potentiel d'une petite ou moyenne entreprise, la conseiller utilement et devenir son partenaire de développement.

PROGRAMME :
la gestion de la PME, les outils opérationnels, les marchés des PME.

STAGE :
six mois en alternance dont 12 semaines en entreprise.
Début : 25 janvier, lieu : Paris.

Inscription, envoyer CV *pour entretien* avec les responsables du stage.
Rémunération de l'Etat (chômeurs).

ICP — 22, rue Jean-Lefebvre — 95530 LA FRETTE/SEINE.



La Caisse Régionale
de Crédit Agricole Mutuel de la Brie
recherche
pour son siège à *MEAUX*

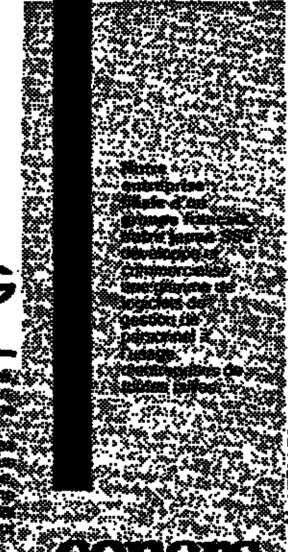
UN PROFESSIONNEL
COMMUNICATION INTERNE

De formation journalistique ou spécialisée vous serez chargé de la documentation, l'information et la conception des supports de communication interne.
Une première expérience de la fonction a confirmé votre potentiel *et vos qualités relationnelles de créativité et d'expression.*

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du C.A.
BP 205 - 77101 MEAUX

Bleu





La mission : définir la stratégie commerciale [illegible] mettre en place un plan de marketing et de communication, prospecter les entreprises et commercialiser les logiciels. Une assistance technique est bien entendu assurée.
Votre profil : âgé d'une trentaine d'années, vous [illegible] d'une formation supérieure commerciale (type ESC) que vous avez complétée par quelques années d'expérience [illegible] dans la vente ou au sein d'une direction du personnel. Une bonne familiarisation avec l'outil informatique est souhaitable ainsi qu'une grande disponibilité, de nombreux déplacements sur *toute la France étant à prévoir.*
La rémunération [illegible] candidat de valeur.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature [illegible] + C.V. + photo, s/réf. [illegible] à [illegible]
COPERS - 15, [illegible] - 75008 PARIS.



MEDIA PA





CHEF DE PROJET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

TESTEZ VOS IDEES, CONCRETISEZ VOS PROJETS

Au sein de la Direction Développement, nous créons et mettons au point les produits qui font notre succès.

Vous prendrez en charge une gamme complète de produits conserves ; vous l'optimiserez et développerez de nouvelles recettes ainsi que les technologies nécessaires à leur industrialisation.
Par ailleurs, vous mettrez au point de nouveaux emballages.
Cette mission requiert une ouverture d'esprit et des qualités de généraliste qui vous permettront de bien appréhender les interactions entre les différents départements : marketing, achats, production.

De formation AGRO, *vous avez au moins 2 ans d'expérience en développement* de produits et une bonne connaissance du milieu industriel. Vous savez animer des groupes de travail pluri-*disciplinaires et parler* l'anglais.
En réussissant cette première mission avec nous, vous vous ouvrirez des opportunités d'évolution dans le groupe.
Ce poste est basé à 25 km Paris-Est.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 276, à Agnès Girault, Recrutement Cadres, 122 av. du Gal Leclerc. 92100 Boulogne.



Société méridionale
de constructions mécano-soudées
filiale d'un groupe national important

RECHERCHE

SON DIRECTEUR DE PRODUCTION

Responsable des départements chaudronnerie, mécanique et tuyauterie industrielle
dont il assurera la gestion des commandes,
les investissements et le recrutement dans le but
d'améliorer la productivités et les marges.
Expérience de 10 à 15 ans
dans une société réputée en France.
Anglais nécessaire.

SON CHEF DE DÉPARTEMENT TUYAUTERIES INDUSTRIELLES

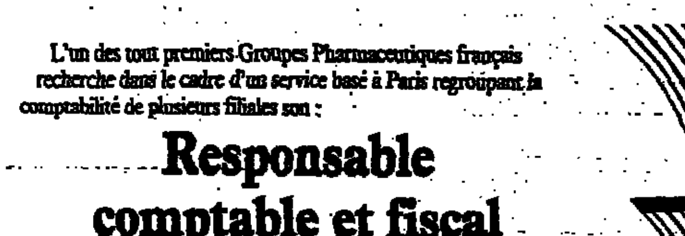
IL SERA RESPONSABLE :
- de la préfabrication en atelier et du montage sur chantier ;
- des devis et préparation de construction ;
- des actions commerciales.

Expérience de 5 à 10 ans dans cette fonction.
Anglais nécessaire. Expérience en raffinerie appréciée.

CES POSTES SONT A POURVOIR A MARSEILLE.

Env. C.V. avec photo et prét. s/n° 8235, LE MONDE *PUBLICITÉ* — 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

L'un des tout premiers Groupes Pharmaceutiques français recherche dans le cadre d'un service basé à Paris regroupant la comptabilité de plusieurs filiales son :



Directement rattaché au Directeur de la Comptabilité :
- il veillera au respect des règles *comptables et fiscales en vigueur, ainsi qu'à* l'application des procédures internes,
- il animera une équipe de six comptables chargée de l'établissement des documents de reporting mensuel et des liasses fiscales.
- il aura personnellement en charge la consolidation de l'ensemble des sociétés dont il sera responsable.

De formation ESC, titulaire du DECS, il aura une expérience de 5 à 10 ans acquise au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet, dans un environnement informatisé. Ses qualités maîtresses seront l'autonomie, la pédagogie, le sens de l'animation et de la communication.

Ecrire avec CV, à Yves Blanchon, réf. 5130 M, SEARCH,
17 rue La Rochefoucauld, 75009 Paris.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MIKO — vivagel

POUR SA REGION PARISIENNE
recherche

DIRECTEUR REGIONAL

VOUS SOUHAITEZ :
- animer et contrôler plusieurs centres de profit dans la région parisienne,
- disposer d'une large autonomie dans le cadre de votre activité,
- vous engager sur des objectifs annuels de chiffre d'affaires de marge et résultats d'exploitation.

VOUS ETES :
- spécialiste du commerce des biens de grande consommation,
- un gestionnaire confirmé,
- dynamique et volontaire pour mener une équipe au succès.

NOUS VOUS OFFRONS :
- une gamme complète de produits, leader de son marché,
- 6 centres de profit modernes et bien équipés,
- une équipe de collaborateurs expérimentés et motivés,
- un excellent climat social,
- une possibilité d'évolution au sein des différentes entreprises de notre groupe.

Adresser CV, lettre de candidature manuscrite, photo d'identité et prétentions sous référence DR75 à
Henri RENGOT - MIKO S.A.
28, rue Lamartine - 52111 Saint Dizier Cedex

ELARGISSONS ENSEMBLE L'ESPACE INFORMATIQUE

Pour la seconde année consécutive, un prix Nobel de physique vient de couronner des chercheurs d'IBM. Nous ouvrons de nouveaux espaces. C'est ainsi, par exemple, que nous abordons celui de la Domotique, autrement dit celui des "immeubles intelligents". Des bâtiments cablés recevront notamment des systèmes de contrôle d'accès, de sécurité-incendie, d'optimisation de la climatisation et du chauffage, de surveillance de l'éclairage et des ascenceurs.

NOUS POURSUIVONS LE RENFORCEMENT DE NOS EQUIPES COMMERCIALES.

Pour opérer dans ce paysage évolutif, nous recherchons des femmes et des hommes motivés pour le Conseil et la Vente. C'est à eux que les dirigeants d'administrations, d'entreprises, exposeront leurs besoins en matériels et services. Leur mission sera vaste : évaluer les besoins de leurs clients et prospects, imaginer des solutions techniques et financières, négocier les contrats, participer à la mise en œuvre des systèmes et applications, former les utilisateurs, suivre leur évolution pour y répondre. Nous recherchons des "gagneurs", autonomes, imaginatifs, capables de convaincre à partir d'une argumentation technique.

JEUNES DIPLOME(E)S d'une grande école d'Ingénieurs ou de Commerce (Bac + 4 minimum), débutants, ou possédant une première expérience professionnelle

Devenez INGENIEUR COMMERCIAL à IBM FRANCE

Des postes sont à pourvoir à **PARIS** et en **PROVINCE.**

Merci d'adresser votre candidature sous réf. J31 à :
IBM France – Département Recrutement – 2, rue de Marengo – 75001 Paris

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



CONSENSUS

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL
PARIS - MARSEILLE - TOULOUSE
Membre de l'un des 12 grands de l'audit et du conseil dans le monde, recherche

AUDITEURS
CONFIRMÉS

2 à 3 ans d'expérience minimum.
Diplômés HEC-ESSEC-ESCP-ESC-IEP-MSTCF
Adresser lettre manuscrite, *C.V.* et photo à :
C.C.A.S.R.
référence CVD
54, Avenue Marceau - 75008 PARIS

Bleu



1ERE SOCIETE FRANÇAISE D'ETUDES DE MARCHE
(proximité ST GERMAIN EN LAYE)

recherche pour ses départements

• PANEL DE CONSOMMATEURS
(marché des produits d'hygiène et de beauté)
• PANEL DE DISTRIBUTEURS

CHARGES DE CLIENTELE H/F

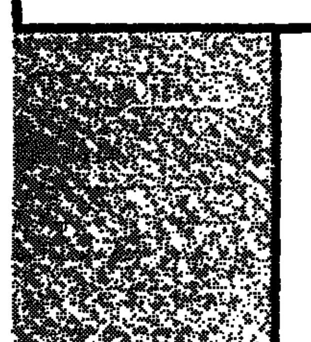
Débutants ou ayant quelques années d'expérience en études de marché, diplômés de *l'enseignement supérieur* (HEC, ESSEC, ESC, IEP, Sciences Eco., Agro, avec formation marketing complémentaire...).

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SECODIP
Direction des Relations Humaines
B.P. 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex

Organisation et Publicité

La promotion pour une meilleure communication

Filiale d'un groupe français, leader en communication d'Entreprise, nous concevons et commercialisons des équipements de Radio-communication d'entreprise dans un marché à forte croissance.



Responsable Promotion et Publicité

Avec le Directeur du Marketing, vous participez à l'élaboration de la politique de communication et des budgets, pour promouvoir les 2 marques que nous commercialisons par deux réseaux de distributeurs.
En collaboration avec nos Agences de publicité et des Directeurs de Ventes, vous définissez les outils de communication et les actions publipromotionnelles dont vous assurez la mise en œuvre avec nos distributeurs (exposition, plan média, marketing direct, P.L.V....).
De formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce et de Publicité...), vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience dans une direction commerciale ou en Agence de publicité. Vous êtes créatif et avez le sens de l'animation commerciale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), en précisant sur l'enveloppe et la lettre la référence 9943/M à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra confidentiellement.

Membre du SNPAC

Nous sommes un des grands Groupes de BTP et recherchons notre

RESPONSABLE COMMUNICATION

Au-delà des tâches classiques de la fonction (journal d'Entreprise, préparation des manifestations...), nous souhaitons **VOUS CONFIER NOTRE IMAGE.** A ce titre, vous devrez gérer nos ***RELATIONS PUBLIQUES/PRESSE*** et serez l'interlocutrice des agences de publicité et des imprimeurs avec lesquels nous travaillons.

Pour ce poste autonome, nous vous demandons une formations supérieure (CELSA *ou équivalent*) et une **EXPERIENCE CONFIRMEE DE LA COMMUNICATION EN ENTREPRISE.**

Nous vous offrons notre notoriété, et un environnement dynamique qui vous permettra de mettre en valeur votre **SENS DES CONTACTS** et votre **CAPACITE CREATRICE.** La connaissance du BTP sera un plus.

Merci d'adresser, en toute confidentialité, votre dossier (lettre manuscrite, CV, et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 1000 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne -75008 PARIS qui le transmettra.

Membre du SNPAC

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg, recherche

JEUNE CADRE EXPORT
250 000 brut +
ESC - IECS
formation export.
ou similaire

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.

Mission : développement et gestion de marchés d'exportation.
Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la D.G.

Adr. CV dét. ss. réf. 1267 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX.

Paris Ouest

Jeune diplômé, valorisez votre première expérience à l'export

Pharma-Gummi France Filiale d'un Groupe International, nous fabriquons des composants de conditionnement à usage unique pour l'Industrie Pharmaceutique.
Nous évoluons bien sur le marché français, nous investissons dans notre outil de production, charge à vous de développer deux nouvelles zones : *la* **Suisse**, *les* **Pays Bas**, *la* **Belgique**, et parallèlement le **Magreb** et **l'Afrique de l'Ouest.**
De formation commerciale supérieure, vous avez (peut-être) une première expérience de vente acquise en France ou à l'Exportation et souhaitez évoluer vers des négociations à long terme avec des produits de grande qualité.
Bien sûr disponible pour voyager 50% du temps, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible le néerlandais ou l'allemand.
Bernard Logié, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous réf. 5221 LM.

argos *DÉPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT*
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTRÉAL

COMMUNICO

Important groupe agro-alimentaire
recherche le

directeur

d'une de ses usines située dans le Sud de la France

Mission : vous devrez prendre en charge, gérer, suivre et optimiser *"les hommes"* et *la "technique" de cette* unité de production décentralisée, et ce, dans un large contrôle participatif et de fortes contraintes de qualité.
Profil : De formation ingénieur *agro-alimentaire* + cycle de gestion type ISG ou IAE, vous avez environ 40 ans, une expérience similaire confirmée et vous parlez anglais

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à *Marie May Consultants*, 42 rue Pitot, 34000 Montpellier

media system

ANIMATEUR
Statut cadre
pour ateliers, spectacles et jeunes.
Expérience similaire exigée + DEFA.
Salaire : 8 000 F.
Ecoles. C.V. à MJC, 14, rue des Ecoles, 92210 Saint-Cloud.

ORGANISME DE FORMATION
Cherche en vue de son développement :
FORMATEURS
Spécialisés en communication.
Qualités commerciales souhaitées, expériences en milieu hospitalier appréciées.
Tél. pour R.V.
à Mme Chichepatiche
Tél. 48-51-98-24

Groupe financier,
dans le cadre
de sa diversification,
recherche
RÉDACTEUR (TRICE) EN CHEF
5 à 10 ans d'expérience prof.
pour création magazine spécial.
Potentiel de développement.
Discrétion assurée.
Envoyer C.V. sous nº 8234
Le Monde publicité.
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ville de St-Michel S/Orge
(Essonne) 2 200 hab.
recrute

DIRECTEUR

pour secteur Culture Loisirs enfance-jeunesse. Formation poste convenant à attaché principal ou titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur ayant expérience de l'encadrement du personnel et de l'animation.

Adresser candid. et c.v. à M. le Maire, 16, rue de l'Eglise, 91240 St-Michel S/Orge.

Seul et unique
centre culturel occidental à Berlin-Est, le centre culturel français de Berlin en pleine expansion
recrute un(e)
BIBLIOTHÉCAIRE
qualifié(e) et parlant allemand
Env. lettre man., C.V., photo et prét. s/réf. M. Bernard
S.P. 69031/S-75998 PARIS, qui transmettra.

Pour son service diffusion vente

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche
COLLABORATEURS (TRICES)

- *27 ans minimum ;*
- aptes à *négocier ;*
- formation assurée.

Tél. au 45-38-98-54.

SECRÉTAIRES

GRANDE ENTREPRISE DE PRESSE
cherche pour son service de
PUBLICITÉ INTERNATIONALE
UNE SECRÉTAIRE BILINGUE
(français/anglais) PARF. STÉNODACTYLO
dans les deux langues.
RAPIDE ET ORGANISÉE. EXPÉRIENCE MINIMUM : 2 ANS.
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous nº 6 001,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Le Monde CADRES

Equipement hospitalier
DIRECTEUR TECHNIQUE

Basé à Paris, vous assurerez les relations techniques et commerciales clients-fournisseurs. Vous prendrez en charge la rédaction des contrats internationaux.

Vous effectuerez des missions ponctuelles à l'étranger, participerez à la négociation, supervision et réalisation des contrats avec nos sous-traitants, coordonnerez les chantiers. Votre maîtrise de l'anglais est indispensable, espagnol souhaité. Ancien élève de l'université de Compiègne serait un plus.

Enfin, vos connaissances générales de l'hôpital et de l'équipement bio-médical depuis plus de cinq ans font de vous l'homme que nous recherchons.

Adresser CV, photo à SFEH,
11, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL ENSI - INSA ELECTROTECHNICIEN ou équivalent

10 ans d'expérience de technique et de vente de machines *dynamiques moyenne puissance* (30 à 500 kw).
Allemand parlé efficace indispensable.
300.000 + PARIS

La filiale d'une firme Allemande mondialement réputée, en expansion régulière, commercialise et installe des convertisseurs de fréquence, machines synchrones, UPS, etc..., destinés aux gros systèmes informatiques, télécommunications, alimentation des avions au sol, industries diverses.

Elle recherche cet ingénieur connaissant bien les machines modernes, ayant une expérience réussie de vente d'équipements spéciaux aux grands utilisateurs.

Poste d'avenir très évolutif, rémunération stimulante. Voiture de *fonction*.

Adr. CV dét. ss réf. 1289 à • seletec Conseil



GSE

AVIGNON
recherche
UN MONTEUR D'AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Formation :
Architecte/Ingénieur/Ecole Supérieure de commerce.

Age : 30 à 35 ans environ.

Fonction :
Montage et négociation en Immobilier d'Entreprise. Montages juridique et financier.

Expérience de deux ans à un poste similaire souhaitée.

Salaire annuel : 250 000 F.

Adresser les dossiers de candidatures à :
M. J.P. HUGUES - BP 51 - 84005 AVIGNON

Organisme public
à vocation culturelle
(musique - danse)
région Auvergne
recherche

CHARGE DE MISSION ADMINISTRATEUR

Niveau licence ou équivalent,
qualité d'organisation,
habileté relationnelle,
disponibilité, expérience
indispensable dans la gestion
de projets culturels.
Poste à pourvoir immédiat.
Contrat à durée déterminée
pouvant être prolongée.

Ecrire avant le 17/12
sous le n° 8233 M
Le Monde publicité,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Organisme régional

recherche

COLLABORATEUR FINANCIER

pour suivi *budgétaire*
et supervision comptable.
Bonne connaissance
des mécanismes de finances
publiques et des procédures
de marchés publics.
Utilisation personnelle
d'outils informat. nécessaire.
Expérience bancaire
de plusieurs années appréciée.

Candidature à adresser au
président du conseil régional,
9, rue Saint-Pierre Lentin,
45041 Orléans Cedex.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT
PARIS-NORD
spécialisée
citerne pétrochimie

RECHERCHE

RESPONSABLE TECHNICO-CCIAL CONFIRMÉ

(5 ANS MINIMUM)

TÉL. : 47-98-15-91.

LE CLAP
Recherche pour sa délégation
Provence, Côte d'Azur,
Languedoc implantée à
MARSEILLE

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL
H/F

Sa mission :
Animation du comité au niveau régional :
- Mise en œuvre de ses décisions ;
- promotion d'une dynamique inter-associative ;
- relations extérieures ;
- déplacements dans les régions.

Direction de la délégation. Participation aux instances nationales.

Il est demandé :
- *une bonne connaissance* des problèmes posés aux *publics défavorisés et des* mécanismes institutionnels *s'y rapportant ;*
- une expérience de l'immigration *et de la vie associative*, ainsi que des aptitudes *à l'écoute du terrain, à la* relation et au travail *d'équipe ;*
- une capacité à élaborer des projets et à conduire et évaluer des actions, une compétence pédagogique et une connaissance du champ de la formation ;
- une disponibilité en soirée et week-end.

Conditions pratiques :
- Date de prise de fonction : Février 1988.
- Salaire annuel brut : 145 535 F.

Merci d'adresser votre candidature avant le 24 décembre au CLAP, 25, rue Candon, 75013 PARIS à l'attention de M. le président.

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute par voie de détachement pour la Direction
des services techniques
départementaux.

UN ARCHITECTE

Justifiant d'une réelle expérience tant au niveau des études architecturales et techniques qu'en matière de réalisations et particulièrement sensibilisé dans le domaine qui touche aux bâtiments administratifs, sociaux et d'enseignement.

DEUX DESSINATEURS

Spécialités : bâtiments
et espaces verts.
Conditions de recrutement :
- être agent titulaire de la fonction publique territoriale ou d'Etat.

Transmettre les dossiers de candidature comprenant :
- *un curriculum-vitae ;*
- la photocopie du dernier arrêté de *promotion* et celle des diplômes ;
- une photographie d'identité ;
- deux enveloppes timbrées (format 17,5 X 25 cm) portant nom et adresse du candidat.

Avant le 8 janvier 1988,
dernier délai, à :
L'hôtel du département
du Val-de-Marne.
Direction du personnel
départemental.
Bureau du recrutement,
pièce 405,
Avenue
du Général de Gaulle,
94011 CRÉTEIL CEDEX
Tél. : 48-99-94-00,
poste 2405.

Magazine spécialisé
dans l'informatique
recherche

JOURNALISTE

Bac + 4, exp. minimum 3 ans.

Envoyer c.v. + photo, lettre *manuscrite et prétentions*
sous n° 8236M.
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ORGANISME D'ANIMATION
ÉCONOMIQUE
DU MASSIF VOSGIEN
recrute

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

H. ou F., niveau min. bac + 4, expérience prof. souhaitée, lieu de travail COLMAR (68).
Adresser demande manuscrite et c.v. sous n° 8 215,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
en formation et en organisation
intervenant en milieu bancaire

recherche

INGÉNIEUR CONSULTANT JUNIOR (H./F.)

Issu d'une grande école commerciale et possédant 3 à 5 années d'expérience en formation ou en animation d'équipe de vente et une bonne aisance relationnelle.
Connaissance des réseaux bancaires appréciée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions à :
OCS Conseils
54, r. de Bourgogne, 75007 Paris.

La Centre d'informations
financières organise un
stage pour recruter des
CONSEILLERS CCIAUX H./F.
pour ses 5 agences
à Paris ou R.P.
- Formation assurée.
- Rémunération motivante.

Tél. : 45-63-20-00, p. 107.

DEMANDES D'EMPLOIS

Chef de publicité Presse

HOMME D'EXPÉRIENCE

Contacts : agences, clients, services fabrication, rédaction, direction imprimerie et services techniques.

Etudierait toutes propositions.

Ecrire sous n° 6000, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

DIRECTEUR
organisation et informatique

dans groupe international 2 500 personnes.

Conseil de la direction générale, définition du schéma directeur, mise en place réseau décentralisé 19 sites, 600 terminaux, micro, réalisation de *logiciels* d'application, *plan de formation et* d'assistance des utilisateurs.

Budget 24 MF.

Equipe 40 personnes.

Homme solide et positif recherche équipe dynamique au sein d'une société en expansion.

Ecrire sous n° 4 259 à P. LICHAU,
10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

Diplômée Ecole du Louvre, *expérience domaine de la communication, recherche poste relatif mécénat d'entreprise et culturel.*
Tél. : 43-36-45-11 apr. 17 h.

SECRÉTAIRE DIRECTION

44 ans, 20 ans exp., bil. angl., *bonnes connaissances langue* espagnole lue et écrite.
Cherche poste A MI-TEMPS 14e et/ou 15e arrdt uniquement. Tél. : 45-31-93-15.

Jeune homme libéré des obligations militaires cherche place de sellier harnacheur dans la *région parisienne de préférence.* Tél. : 64-27-62-29 après 19 h.

J.F. 22 ans, 3 ans exp. secrétariat commercial, connaissant traitement texte, ch. emploi évolutif région Argenteuil ou Paris. Mme Rivière-Margouton, 74, rue A.-Labrière, 95100 ARGENTEUIL.

J.F. *ingénieur chimiste docteur* en chimie organique, ch. emploi ou stage post. doc. en région parisienne.
Tél. : (16) 38-93-69-94.

JURISTE D'ENTREPRISE
DES droit privé, inst. Droit des aff., IAE, CAPA, niveau *DECS, grande expérience.*
Ch. situation en *rapport.*
Ecrire sous le n° 8232 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 26 ans, BTS TOURISME, licence anglais, 1 an en Ulster, nbrx séj. ASIE, expérience *FORFAIT. Ch. emploi T.O., Cie aérienne. Étudie toutes autres propositions. T. 39-75-39-81.*

Chargé de mission, consultant formateur commerce ext., célib., 35 a., exp. sces publics, privés. Disponible longs déplacements Fr. et étr., connaissances marchés CEE, Scandinavie, Chine (connaiss. du droit chinois), Amérique du Sud. Pour nouveaux CHALLENGES, désire rencontrer cabinet conseil ou ent. dynamique basé Paris. *Libre de suite.*

Ecrire sous le n° 8219 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 20 *ans de confiance, ch.* emploi vendeuse ou trav. intér., *complet ou mi-tps.* 46-80-41-54.

J.F. 28 a., DEA socio des organisations (IEP Paris), diplômée *information, documentation,* exp. professionnelle en information, relat. publiques. Etudie ttes propositions (communicat. int.-ext., presse).
Tél. : 46-47-16-85.

Franc. 37 ans, résid. US, Droit aff. + Sc. Po, 1re exp. direct. *USA, filiale sociét. confect.* Étud. tt proj. collabor. avec sté *ambit. en vue dével. commerce* USA. Ecr. MISSION USA, réf. SVL 333, 5th Avenue, NEW-YORK, NY 10016

H. 34 ans, statistic. économ.

DOCTEUR ÉTAT SC. ECOS

2 ans exp. OCDE, 4 ans org. rech. (IUE, FLORENCE, CREDOC), spéc. base donn. informat. an., écon., conj (cons., emploi), anglais cour. + all., it., *étudie toutes propositions.*
Ecrire sous le n° 8220 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 24 a., DEA-DESS droit des AFFAIRES ET DIPLOME JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE. étud. ttes proposit. pour un premier emploi.
Tél. : 43-48-87-54.

JH 30 a. tb connais. métiers du *livre, inform.,* presse, communi., ch. post. RP rel. *humaines, comm. d'entre.*
Tél. : 43-85-74-67 le soir.

Femme secrét., dactylo, traite*ment de texte, cherche emploi.* Libre janvier 88. Paris ou proche banlieue Est, Sud-Est. Mme Longueville, 31, rue de la Paix, 93160 NOISY-LE-GRAND.

J.H. 22 ans, libéré O.M. possédant

DUT TRANSPORT-LOGISTIQUE

+ BAC G2
cherche emploi,
Jean-Claude DECLERCQ,
37, rue Gabrielle-Josserand,
93500 PANTIN.
Tél. : 48-45-14-82.

Homme de confiance
cherche place

CHAUFFEUR DIRECTION
PARIS - PROVINCE.

M. FREMY - 42-25-01-76.

F. 40 ans, secrétaire sténodactylo, notions anglais, *18 ans expérience, dynamique, sens des responsabilités, bonne présentation, cherche poste* motivant région Meaux.
Tél. le matin : 64-34-22-17.

H. 40 ans, économiste, statisticien, doctorat, 10 a. exp. techniques de prévision, modèles économétriques, excell. culture, micro et macro-économie. Libre rapidem. Ch. emploi responsabilité, préfér. étranger. Ecrire sous le n° 8227 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

EXPERT COMPTABLE
45 ans, expérience conseil aux entreprises,
rech. DIRECTION
ADMINISTRATIVE ou
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.
Ecrire sous le n° 8221 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F. 29 a. ch. emploi *concernant* l'histoire et l'art, diplômes correspondants.
Tél. : 42-06-04-72, apr. 14 h.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

GROUPE DORESSAY
rech. pour CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE MARAIS, RIVE GAUCHE, 16e, NEUILLY, APPTS 4-8 P. et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. 45-48-43-94.

ST-EUSTACHE 96 m²
VUE EXCEPTIONNELLE
neuf, gd stand., 2 ch., 2 bns.
EMBASSY - 45-62-16-40.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
Vue exceptionnelle s/Seine, rénovation lux., 210 m², Plan intér. au ch. 42-85-26-96.

6e arrdt

RUE DE SEINE. STUDIO. 5e ét., asc., charme. 500.000. DORESSAY, 45-48-43-94.

Appt de prestige
NTRE DAME DES CHAMPS
Bel imm. p. de taille, bon stand., gd liv. dble, 3 chbres + bureau, cuis. équip. avec coin repas, 2 bns, chf. cent. ind., 160 m², vue dégagée, soleil.
Tél. matin : 45-44-21-97.

7e arrdt

DUROC *pierre de taille, étage élevé,* 7 pièces tout confort 218 *m²*, balcon, calme, soleil, 3 services, 43-35-18-36.

R. ROUSSELET, beau studio, soleil, 2 fenêtres. 490.000 F. François FAURE, 45-67-95-17.

RUE VANEAU
105 m², pierre de t., 3e ét., asc., dble liv. 40 m², 2 chbres. PARF. ÉTAT. 3.300.000 F. FRANCE CONSEIL, 48-28-00-75.

8e arrdt

PENTHIÈVRE/MATIGNON
4 pièces 85 m², étage élevé, calme, 47-20-10-72.

9e arrdt

RUE D'AUMALE
APPTS D'APPARAT 180 *m²* dble récept., dble exposition, 3 chbres + serv., ét. noble, balcon. Tél. : 42-71-45-85.

CONDORCET. 4 pièces, 85 m², double orientation, confort. 1.275.000 F.
Tél. : 42-85-02-11.

12e arrdt

SUPERBE LOFT 130 m²
Mo NATION, calme, TRÈS GD LIV. 80 m², 2 ch., parf. état. 2.500.000. LEGI. 45-46-26-25.

14e arrdt

PARC MONTSOURIS Près, BEAU 2 P., cft, à rafraîchir. 520.000 F. 45-26-98-04.

16e arrdt

MUETTE, urgent, gd studio, poss. 2 p., dble expo., vue *dégagée,* vraie cuis. équip., tt cft. 825.000 F.
MATIMO, 42-72-33-25.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY BINEAU
LUXUEUX 85 M2, séj. dble, chbre, cuis. équipée, nombx rangements, cave, parking. 2.700.000. *GTI.* 43-22-00-35.

94 Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ
50 m bois, imm. bourgeois, liv. + 2 ch., tt cft. 105 m². Rare, impec. 1.800.000. Mercr., jeudi, 15 h/19 h., 3, r. Benoît-Lévy.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-57, même le soir.

EMBASSY SERVICE
recherche achat
APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS
PARIS RÉSIDENTIEL.
TÉL. : (1) 45-62-16-40.

locations non meublées offres

Paris

QUARTIER MARAIS
près place des Vosges
7-7 bis, rue Saint-Gilles.

Dans résidence grand standing de 42 APPARTEMENTS PERSONNALISÉS

IL RESTE QUELQUES APPARTEMENTS

STUDIOS AVEC CUISINES équipées de 27 à 33 m², loyer mensuel de 3.150 F à 3.800 F. 2 P. de 53 à 58 m², loyer mensuel de 5.650 F à 6.400 F. 3 P. de 68 à 73 m², loyer mensuel de 7.350 F à 8.200 F. 4 P. de 91 à 95 m², loyer mensuel de 9.450 F à 10.000 F. Parking et charges en sus. Chauff. électr. individuel.

Livrable de suite.
Appartement témoin ouvert *lundi, mercredi, jeudi, samedi* de 10 à 13 h et de 15 à 18 h.
Renseignements au :
45-65-37-02, heures bureau.

locations non meublées demandes

Paris

Jeune homme sérieux, bon salaire, cherche APPT F 2 (tt cft), 55 m² envir., PARIS-14e. Max. 4.000 F, C.C. Tél. dom. : 46-27-73-77 apr. 19 h.

Union Foncière Européenne
Location, vente, gestion.
5, r. Berryer, 75008 PARIS. Rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti. Tél. : 42-89-12-52.

LA MOTTE PICQUET
Rue du Laos, dans bel imm. ancien avec ascens.

2e et 3e ét. gd Studio cft.
3 000 F + 700 F charges.

5e ét. Très beau duplex. 8 000 F + 2 000 F charges.

Tél. mat.SEGECO : 45-22-69-82.

Région parisienne

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PCES et MAISONS, banlieue Ouest. BON STANDING.
I.S.I. - Tél. : 45-26-18-95.

RÉSIDENCE CITY
rech. pour P.D.G. Stés Multinationales, Banques, Ambassades APPTS DE TRÈS GRAND STANDING. Vides ou meublés et MAISONS OUEST PARIS.
TÉL. : 45-27-12-19.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES *pour clientèle étrangère,* APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés.
S'adr. SERVICE ACCUEIL.
Tél. : 42-56-28-16.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus.
Tél. : I.S.I. 42-85-13-06.

boutiques

Locations

BD ST-MICHEL
Bout. d'angle + salle réunion, tot. 160 m². Edition, librair., gal. Loy. 7.000. Bail 650.000 F. AGT BASTILLE, 42-78-10-20.

viagers

F. CRUZ, 42-66-19-00
8, r. *La Boétie. Particularisera* votre dossier viager. Estimation gratuite. 49 ans d'expérience. Garantie financ. 3.000.000 F.

Exceptionnel, libre, Nogent, *près mairie, villa 8 p., tt cft,* jard., calme, fme 73 ans. Px 680.000 + 15.500 *F/mois.* Viagers F.-Cruz, 42-66-19-00.

bureaux

Ventes

ARGENTEUIL
Les 500 m² de l'ex-sécurité sociale sont A VENDRE OU A LOUER. Tél. : 42-60-78-25.

Locations

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Domiciliation depuis 80 F/ms Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitution SARL 1.500 F H.T. INTER DOM - 43-40-31-45.

Mo LA DÉFENSE DIRECT ST-LAZARE 5 MN
H.P. 280 m² 270.000
508 m² 350.000
Michel Bernard, 45-02-13-43.

DOMICILIATION 8e
BURX, TELEX, SECRÉT., TÉL.
AGECO 42-94-95-28.

L'AGENDA

Cours

Américaine propose cours de conversation, cours d'anglais tous niveaux, 48-07-85-07.

Fourrures

FOURRURES
CRÉATION - RÉPARATION
TRANSFORMATION

Trav. soigné - Prix sér.

Mme Pierre LEBAUD,
15 bis, rue Jules-Ferry,
45400 Fleury-les-Aubrais.
Tél. : (16) 38-73-55-47.

Rélations humaines

Centre ABAC
VAINCRE LA SOLITUDE
moins de 35 ans s'abstenir
PARIS, téléph. : 46-70-80-94.

Vacances - Tourisme - Loisirs

A louer - HAUTE-SAVOIE
AUX CARROZ-D'ARACHES
250 km de pistes.
Skis tous niveaux.
STUDIO tt cft pour 4 pers. Libre du 4-1 au 14-2-87, du 7-3 au 4-5-87. Locat. à la sem. 1.000 à 1.700 F, suiv. la pér.
Tél. : 43-04-42-41.

MULTIPROPRIÉTÉ
A TIGNES (VAL-CLARET)

Particulier vend à Inter Résidences studio 4 personnes, grand confort, vacances scolaires de printemps (2e et *3e semaine d'avril*).
Tél. : 34-51-45-41.

Recherchons 6 personnes pour compléter voyage (patronné par Jet Tours) pour
TÉNÉRIFE (CANARIES)
Prix en 1/2 pension 3.700 F par personne du 23-1-88 au 6-2-88. S'inscrire rapidement.
Tél. : 39-89-01-47.

A louer. HAUTE-SAVOIE
AUX CARROZ-D'ARACHES
250 km de pistes
Skis tous niveaux

Spécial Noël enfants
séjour dans le Jura Noël à *2 h 45 de Paris par TGV du 20* au 26 déc. Capacité limitée à *10 enfants. Activités : ski de* fond, peinture sur bois, jeux *collectifs, fabrication du pain.* Yves et Liliane leur feront *découvrir dans ferme du XVIIe* confortabl. rénovée un Noël autour du sapin de le respect de la tradition régionale.
Px : 1 600 F.
Tél. : 16 (81) 38-12-51.

GITE D'ENFANTS agréé DASS accueille, période au choix, enfants-ados. 2 h Paris. Prix modérés. Tél. : 86-75-71-90.

Sur les collines de Vallauris
VUE SUR MER
A louer vacances au mois. Au *r.-d.-c.*, grand 2 pièces, cuisine. Parking voitures.
Confort et calme.
Pouvant loger 4 personnes et 2 enfants.
Libre à partir du 1er décembre.
Prix abordable.
Renseignements :
Tél. : (16) 93-64-10-29.
M. CARON.

ASSOCIATIONS

Appel

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE THÉRAPIE ET D'HYPNOSE
ERICKSONIENNES
20, rue de la Cerisaie, Paris-4e
(1) 48-04-07-38/43-69-78-44

Organise à Paris des
CYCLES D'INITIATION ET DE
PERFECTIONNEMENT AUX
TECHN. D'HYPNOSE ET DE
STRATÉGIE ERICKSONIENNES

Responsable de la formation
Dr. J.-A. MALAREWICZ
Drs. : V. MIRABEL, M. ENGEL,
M. VIGNIER, N. BRAVARD.

Choisir son thérapeute,
sa thérapie, une démarche souvent difficile. PSYRERO,
une association professionnelle
vous conseille
et vous oriente.
Appelez : 46-47-42-05

S.O.S. ÉCOUTE JUIVE
Tél. : 43-48-89-24.

JAPONAIS INTENSE
en JANVIER 1988 par
la suggestopédie. Contact :
MICKO MATSUMOTO 42-39-21-37.

L'assoc. A.I.D. LE LIEN
Rech. des familles autour de *100-150 km de Paris désirant aider les jeunes en difficulté en les accueillant dans leur foyer,* pour une durée *n'excédant pas 3 mois.*

Indemnisation 147 F par jour
201 F dimanches et js. fériés

Rencontre et soutien des *familles par une équipe* spécialisée.

Pour ts. rens. : 46-45-61-46

Conférence

P. GUTTON, psychanalyste
Professeur à Paris-VII, parlera
de L'ADOLESCANCE.
Vendredi 11 décembre à 20 h 30. Forum Saint-Eloi, (sous-sol église Saint-Eloi, Paris 12e).
Rens. : E.P.C.I. Tél. : 43-07-69-25

Sessions et stages

STAGES D'ANGLAIS
ENGLISH ROUND THE CLOCK
Stages intensifs d'anglais en *France. Classes de 3e à la Terminale,* classes préparatoires et *niveaux supérieurs. Séjour du* 26/12 au 3/1 en Touraine. 5 h/jour de cours ;
théâtre, journal.
Règlement « English Only ! » excellents résultats. Cours niveaux supérieurs le samedi à Paris. 8, rue des Liserons 75013 Paris.
Tél. : 45-88-01-87

QUE CHOISIR ?
Préparation aux concours *d'entrée dans les U.E.R.*
d'Éducation Physique
et Sportive
PRÉ-STAPS
Début des cours : janv. 88
Renseignements et inscriptions
47-64-01-85 ou 45-26-31-84

Stage de formation gratuit pour danseurs professionnels, spectacles dès 88. Cie Danse Populaire Française — *Ballet Folklorique* — 42-42-24-49

VIVRE LES FÊTES DE FIN *D'ANNÉE AVEC D'AUTRES :*
du 18/12 au 4/1, 15 jours
dans une ambiance familiale
d'amitié, partage et joie !
MAISON DE L'AMITIÉ
87220 Feytiat. Tél. : 55-48-34-60

Psych'analyse des idéologies
Séminaires d'étude des mythes, idéologies, religions dans une optique psychanalytique. Paris - Toulouse
au LIERRE et COUDRIER
20, av. de Clichy Paris 18e
Tél. : 43-87-42-85

ITALIEN
- Cours stages tous niveaux
- Noël à Rome : vac. + cours
- Nouv. cours début. janvier
- Soirées culturelles

ASS. TRILOGOS — Paris 11e.
Tél. : 48-07-83-38

« RENAITRE A SOI-MÊME *PAR LE SOUFFLE* »
Week-end d'initiation au rebirth à Paris les 28 et 29 novembre 1987 avec Catherine VASSEUR et *Mellia BELKASSAN — MONTANA*

45-65-16-10 — 43-48-26-67

- Prix de la ligne 40 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre « Agenda », dans les pages annonces classées.

Economie

SOMMAIRE

■ L'échec du sommet de Copenhague n'a pas découragé le président de la Commission européenne. M. Jacques Delors maintient les propositions qu'il a faites devant les Douze pour développer une stratégie européenne de sortie de crise (*lire ci-dessous*). ■ Le finlandais Nokia négocie le rachat des productions de téléviseurs du groupe CGE (*lire ci-dessous*). ■ La réunion de l'OPEP, le 9 décembre à Vienne, va être une nouvelle occasion d'affrontements entre pays producteurs de pétrole à propos des quotas de livraison. Les participants estiment qu'ils sont revenus au même point qu'au début de l'année (*lire page 37*). ■ Les ministres des transports de la CEE ont adopté, lundi 7 décembre à Bruxelles, une série de mesures permettant d'ouvrir progressivement le marché des transports aériens européens à la concurrence à partir du 1er janvier 1988 (*lire ci-dessous*).

Après l'échec du sommet de Copenhague

Les propositions de M. Delors pour une stratégie commune en vue de sortir de la crise restent d'actualité

Après l'échec du sommet de Copenhague, les ministres des finances des Douze se sont retrouvés le lundi 7 décembre à Bruxelles dans une sombre atmosphère. Le rapport économique annuel de la Commission, dont ils ont pris acte et qui prévoyait une croissance limitée à 2,2 % en 1987 et à 2,3 % en 1988, ainsi qu'un taux de chômage de près de 12 %, devra, de toute évidence, être revu en baisse. Au moment où l'inquiétude renaît sur la *« fragilité de l'Europe des Douze »*, les propositions du président de la Commission, M. Jacques Delors, pour mettre en place une stratégie de sortie de crise pour la CEE paraissent plus que jamais d'actualité.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Promouvoir l'investissement dans la Communauté pour pallier la baisse possible des exportations et éviter la récession : tel est le mot d'ordre que M. Jacques Delors a soumis, vendredi soir 4 décembre à Copenhague, à la réflexion des chefs d'État et de gouvernement des Douze lorsque ceux-ci, s'échappant un instant des dossiers agricole et budgétaire, ont porté leur attention sur la crise financière et sur ses effets sur les économies de la CEE.

Partant de l'idée que l'Europe ne peut plus compter que sur ses propres forces pour assurer la croissance de son activité, le président de la Commission estime que le temps est venu de mobiliser de manière *concertée l'épargne européenne* au profit de l'investissement public et privé. Des *emprunts* communautaires pourraient permettre le financement de programmes de développement des infrastructures d'aménagement des villes, de modernisation des équipements ruraux. S'agissant des investissements des *entreprises*, M. Delors suggère que les gouvernements des Douze arrêtent, de façon simultanée et spectaculaire, une mesure fiscale d'incitation qui pourrait prendre la forme d'une diminution de l'impôt pour les bénéfices réinvestis. Dans son esprit, l'effort de promotion de l'investissement devrait s'accompagner, outre l'adoption des décisions concernant la réforme de la politique agricole commune et l'augmentation des ressources affectées à la CEE – celles-là mêmes qui ont été ajournées à Copenhague, – des réalisations accélérées du programme qui doit conduire à l'établissement d'un grand marché sans frontière d'ici à la fin 1992. Celui-ci est en *effet porteur de croissance*.

Il a donc invité la RFA, qui assurera la présidence des Douze à compter du 1er janvier 1988, à peser *de tout son poids pour faire progresser* les dossiers tests du grand marché – adoption de normes européennes, ouverture des marchés publics, libéralisation complète des mouvements de capitaux, reconnaissance mutuelle des diplômes – afin *d'asseoir définitivement* la crédibilité du projet. Celui-ci, ainsi appuyé avec détermination par les pouvoirs publics, pourrait, a expliqué le président Delors, jouer à l'égard des entreprises le même rôle incitatif qu'a joué le Plan en France durant les années 50 et 60, et servir de la sorte d'antidote contre l'attentisme ambiant.

Le président de la Commission a également plaidé en faveur d'une diffusion rapide de l'ECU, ses propos venant en appui de l'initiative européenne prise voici quelques jours par d'importants groupes industriels de la CEE en créant l'Association pour l'union monétaire de l'Europe, animée par M. Cornelie Van Der Klugt, le président de Philipps. Parmi les diverses mesures possibles, le président de la Commission, qui se réserve d'en délibérer avec les gouverneurs des banques centrales avant de soumettre des propositions aux Douze, croit *qu'il* serait opportun de créer un marché de mobilisation des créances à court terme en ECU. L'existence d'un marché monétaire en ECU, c'est-à-dire la *possibilité d'obtenir ou de* mobiliser des bons du trésor à six mois libellés en ECU, permettrait notamment, a-t-il expliqué, d'atténuer les effets déstabilisateurs des opérations qui, dans le cadre du fonctionnement du système monétaire européen (SME) sont faites jusqu'ici en monnaie nationale.

Associer les pays du Sud-Est asiatique

Ce plan de renforcement de la cohésion économique et monétaire de la Communauté devrait s'accompagner d'un effort de concertation accru au niveau international. Il s'agit d'éviter que l'ajustement des économies s'opère par une chute brutale du dollar, qui conduirait non plus au ralentissement de l'activité – celui-ci est certain – mais à la récession. *« A économie mondiale, gouvernement mondial »* : le président de la commission appelle de ses vœux, dans la ligne de ce qui avait été décidé aux sommets occidentaux de Tokyo puis de Venise, une réflexion pour aboutir à une concertation opérationnelle du groupe des Sept (le G7 rassemble les Etats-Unis, le Japon, la RFA, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et le Canada) auquel, innovation, *il préconise* d'adjoindre un représentant des « quatre dragons » (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hongkong), en faisant remarquer que les nouveaux pays industrialisés sont les seuls avec l'Europe à pouvoir agir pour assurer la croissance du commerce mondial. Les Sept – peut-être devenus huit – ont le devoir, a expliqué M. Delors, de se pencher sur la reconstruction à *moyen terme du système monétaire*. L'accord du Louvre a été précieux puisqu'il a permis de calmer le jeu : la *« stratégie des pompiers »* a atteint ses limites. Pour le président de la Commission, le système de taux de change flottants, expédient utilisé dans les années 70, *présente* aujourd'hui plus d'inconvénients que d'avantages. M. Delors plaide pour la consolidation du système tripolaire, fonctionnant autour du yen, du *dollar et de l'ECU*. S'agissant des flux financiers dont le comportement erratique a provoqué le krach boursier, M. Delors a suggéré que le dossier soit pris en main par l'OCDE afin de définir un minimum de règles du jeu capables de restaurer *plus de stabilité*.

Ces réflexions du président de la Commission saluées vendredi soir avec amabilité avaient-elles été *écoutées avec suffisamment* d'attention par les chefs d'Etat et de gouvernement obnubilés par leurs sujets agricole et budgétaire ? L'échec de Copenhague a pu faire penser un instant *que de telles initiatives* devraient être remisées en attendant des jours meilleurs. La multiplication des propositions faites dimanche, lors du colloque « Euro 92 » organisé par M. Valéry Giscard d'Estaing, et la nécessité d'agir ont, *semble-t-il, convaincu la Commission* qu'il fallait aller de l'avant.

PHILIPPE LEMAITRE.

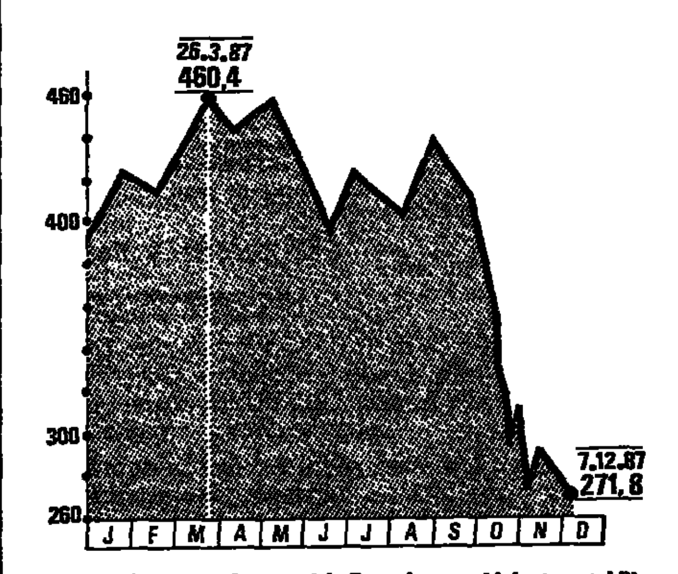
Les marchés en légère reprise

Peu de transactions, un dollar stabilisé et des marchés boursiers en progression. Mardi 8 décembre, cette image des marchés financiers internationaux reflétait l'attentisme des opérateurs avant la publication, *jeudi prochain*, des résultats du commerce *extérieur* américain pour le mois d'octobre.

En fait, dans les salles des marchés, les cambistes spéculent désormais sur l'attitude des autorités monétaires américaines. Pour nombre d'entre eux, la *Réserve fédérale* serait désormais déterminée, comme en témoignent ses interventions de vendredi dernier, à soutenir, au moins pour l'instant, le billet vert à son niveau actuel *vis-à-vis du* deutschemark et du yen. Cela pourrait passer outre-Atlantique par un resserrement de la politique du crédit. Les taux à court terme étaient en *légère hausse lundi* à New-York. Tous les conjoncturistes estiment néanmoins que, en 1988, la baisse du dollar devrait reprendre. Les experts de la Lloyd's anglaise affirment, par exemple, que la devise américaine devrait atteindre 1,58 *deutschemark et 125 yens* d'ici à septembre prochain.

La stabilisation du billet vert a permis aux marchés boursiers de retrouver le moral. Après la hausse enregistrée à Wall Street, lundi 7 décembre (plus 45,43 points à 1 812,17), Tokyo a connu un net redressement mardi 8 décembre, l'indice Nikkeï gagnant 361,8 points, une progression de 1,6 %. Mardi 8, Paris semblait échapper à l'embellie. Dans un volume de transactions resté assez faible, les valeurs françaises perdaient encore 0,09 % en tout début *d'après-midi, après* 2,14 % lundi.

L'onde de choc à la Bourse de Paris



***Alors que la plupart des marchés financiers semblaient se stabiliser,* la Bourse de Paris a poursuivi, lundi 7 décembre, son mouvement de baisse. L'indicateur instantané a cédé en clôture 2,14 % après avoir abandonné en séance 3,5 %. Cette baisse a entraîné tous les indices à leurs plus bas niveaux de l'année. L'indice de la Compagnie des agents de change (CAC) tombait à 271,8. Il revenait ainsi à la cote atteinte durant les premiers jours de janvier 1986, année au cours de laquelle les valeurs françaises avaient grimpé de 50 %. Mardi 8, la tendance restait à la baisse.**

REPÈRES

Banques

Harmonisation des règles de solvabilité...

Les gouverneurs des banques centrales *ont avalisé, lundi 7 décembre* à Bâle, lors de la réunion mensuelle de la Banque des règlements internationaux, le rapport du comité Cooke sur l'harmonisation des ratios de solvabilité applicables aux banques. *Dans* un communiqué rendu public lundi, les *gouverneurs indiquent que ce rapport est « la base de travail qui doit permettre d'atteindre une convergence des règles de surveillance nationales et des pratiques concernant l'adéquation du capital des banques à leurs engagements »*.

Afin de s'orienter vers une standardisation internationale des normes applicables aux banques, les gouverneurs de chacun des dix grands pays vont maintenant engager des *discussions* avec les *organisations* professionnelles représentatives des instituts de crédit.

... et bénéfices records aux Etats-Unis

Les banques américaines ont dégagé des bénéfices records de 5,8 *milliards* de dollars durant le troisième trimestre, compensant partiellement les pertes – également records – de 10,6 milliards accumulées au cours du trimestre précédent, *annonce la Federal Deposit* Insurance Corporation (FDIC). Ce rebond était attendu, les pertes du deuxième trimestre reflétant essentiellement la politique de provisions pour créances douteuses suivie par les instituts de crédit. Mais il ne suffira pas à éviter *que l'année 1987 se présente* comme la plus mauvaise du monde bancaire américain depuis 1934, a précisé le président de la FDIC, M. William Seidman. Les conséquences du krach de Wall Street ne peuvent encore être évaluées avec exactitude.

Les Allemands préparent des propositions de compromis

A peine de retour de Copenhague, M. Hans Dietrich Genscher, le *ministre ouest-allemand des affaires* étrangères, a demandé à ses services de préparer au plus vite un nouveau texte qui pourrait servir de base à un compromis.

Ces propositions allemandes pourraient être présentées, lundi 14 décembre, lors du prochain conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE.

Les chefs d'*Etat et de gouvernement* européens avaient décidé, samedi dernier à Copenhague, devant l'impasse, de renvoyer en février leur débat sur l'ensemble de réformes *proposé par la commission* Delors. Le texte actuellement élaboré par les Allemands viserait à remplacer la proposition de compromis formulée samedi par la présidence danoise, à laquelle le chancelier, entre autres, s'était vigoureusement opposé.

De son côté, la commission a annoncé qu'elle revenait à son projet initial de réformes, le « plan Delors », comme base de travail.

● RECTIFICATIF. – Une erreur nous a fait attribuer à M. Jacques Delors la proposition d'augmenter de *40 % le montant des* fonds structurels (*le Monde* daté 6-7 décembre). C'est M. Jacques Chirac qui est en fait l'auteur de cette proposition, la Commission de Bruxelles proposant, pour sa part, le doublement de ces fonds.

Accord à Bruxelles

La « libéralisation aérienne » débutera le 1er janvier 1988

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres des transports de la CEE ont décidé, le lundi 7 décembre, d'appliquer à compter du 1er janvier 1988 la nouvelle législation communautaire dans le secteur de l'aviation civile. *Le dossier sur* la déréglementation partielle du trafic aérien en Europe était bloqué depuis six mois en raison du différend hispano-britannique à propos du *statut* de l'aéroport de Gibraltar réglé la semaine dernière.

Considérées par les milieux communautaires comme devant apporter *« des changements considérables »*, les mesures arrêtées par les Douze visent tout d'abord une réduction supplémentaire (de 10 à 20 %) des tarifs bon marché existants sans que les Etats membres puissent s'y opposer. De sorte que les prix des billets pourront baisser jusqu'à 45 % par rapport aux tarifs *normaux, notamment* en dehors des périodes de pointe, les gouvernements étant libres de s'entendre sur des tarifications encore plus réduites.

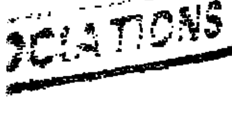
La réglementation européenne a ensuite pour but d'inviter les compagnies à accroître leur part de marché en pratiquant *une politique de* prix dynamique et si possible en améliorant la qualité des services. Actuellement, les transporteurs se partagent à égalité le nombre de sièges offerts sur chaque ligne.

A partir de l'année prochaine, ils seront autorisés à porter leur part de marché à concurrence de 55 % pendant les deux premières années d'application de l'accord et à 60 % au cours de la troisième. Selon les prévisions des experts européens, 340 vols supplémentaires aller-retour seront créés au terme de la période triennale sur les 30 principales routes de la Communauté, que se partagent, dans une large mesure, la France, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni.

Les nouvelles règles portent enfin sur l'accès au marché. Aujourd'hui, seul l'aéroport de Londres accepte la concurrence de deux ou plusieurs sociétés pour desservir 24 vols internationaux. En 1988, cette liberté (dénommée *« désignation multiple »*) sera étendue à toute la CEE pour les routes empruntées par plus de 250 000 passagers. Il est prévu de baisser ce seuil à 180 000 voyageurs *en 1990. La Commission de* Bruxelles chiffre à 80 le nombre de liaisons internationales pouvant bénéficier de la *« désignation multiple »*.

En outre, l'accord des Douze dispense de l'autorisation gouvernementale pour la desserte des aéroports régionaux. Jusqu'ici, seules les lignes régionales (par exemple Stuttgart-Lyon) ne faisaient pas l'objet d'autorisation. Désormais, un vol en provenance d'un aéroport national pourra charger et décharger (jusqu'à 30 % de la capacité de *l'avion) des voyageurs* dans un aéroport régional avant d'atteindre sa destination finale (par exemple, Bruxelles-Lyon-Milan). Malgré les dérogations obtenues par la Grèce, le Danemark, l'Italie et l'Espagne, cette disposition concerne 20 aéroports centraux et 157 aéroports régionaux.

MARCEL SCOTTO.












CONCOURS

LE MONDE DU VIN

LES RÉPONSES

aujourd'hui : Questions 11 à 20

QUESTION N° 11

Qu'est-ce que la chlorose ?

RÉPONSE N° 11 : **Une maladie de la vigne due surtout à une carence en fer.**

QUESTION N° 12

Quel est l'auteur de la première classification des grands crus de Bordeaux ?

RÉPONSE N° 12 : **Cette question sera traitée avec la réponse à la question subsidiaire (dans *le Monde* du samedi 12 daté 13-14 décembre 1987).**

QUESTION N° 13

Les « caudalies », de quoi s'agit-il ?

RÉPONSE N° 13 : **D'un étalon sensoriel exprimé en secondes, correspondant à la durée de persistance en bouche après avoir avalé le vin.**

QUESTION N° 14

« Chaptaliser », c'est ajouter du sucre dans un moût en cours de fermentation. Quel poids faut-il ajouter, théoriquement, pour augmenter d'un degré un litre de moût ?

RÉPONSE N° 14 : **17 g.**

QUESTION N° 15

Laquelle de ces AOC de vins blancs ne peut être commercialisée en « primeur » et vendue à partir du troisième jeudi de novembre ?

RÉPONSE N° 15 : **Sancerre.**

QUESTION N° 16

RÉPONSE N° 16 : Le mois de septembre des *Très Riches Heures du duc de Berry*, propriété du Musée Condé (château de Chantilly), représente, selon la notice que nous a fournie Mlle Amélie LEFEBURE, conservateur des collections, une scène de vendange devant le château de Saumur.

Selon l'INAO, les vins récoltés sur la commune de Saumur peuvent avoir droit aux appellations saumur, saumur-champigny, anjou et côteaux de Saumur. Les appellations : rosé d'Anjou, cabernet d'Anjou, rosé de Loire, cabernet de Saumur, saumur mousseux, anjou mousseux et crémant de Loire peuvent aussi être revendiquées (avec la mention « pétillant » pour saumur, anjou et rosé d'Anjou. *NB* – Une seule de ces appellations suffit.

QUESTION N° 17

Sur les étiquettes de champagne, on peut lire les mentions RM, CM, NM, MA suivies d'un numéro. Que signifient ces mentions ?

RÉPONSE N° 17 : **Cette question sera traitée avec la réponse à la question subsidiaire (dans *le Monde* du samedi 12 daté 13-14 décembre 1987).**

QUESTION N° 18

Sous quel nom était désigné, au XVIIIe siècle, la mèche soufrée permettant la désinfection des barriques et la bonne conservation des vins ? (C'est de cette invention que date l'élaboration des vins de garde.)

RÉPONSE N° 18 : **L'allumette hollandaise.**

QUESTION N° 19

Certaines appellations bourguignonnes connues pour leurs vins blancs existent aussi en rouge. C'est le cas de :

RÉPONSE N° 19 : **Chassagne-montrachet : oui ; puligny-montrachet : oui ; meursault : oui.**

QUESTION N° 20

*Le 23 juin 1917, le gouverneur militaire de Paris offrait un déjeuner au général américain Per-*shing. Au menu : cantaloups frappés, barbues de Granville américaine, filets de chevreuil sauce poivrade, ris de veau aux petits pois, canetons rôtis bigarrade, fonds d'artichaut à l'italienne, glaces tutti frutti et desserts. On servit d'abord du graves et du médoc en carafe. Quel vin de Bourgogne était aussi au menu ?

RÉPONSE N° 20 : **Cette question sera traitée avec la réponse à la question subsidiaire (dans « *Le Monde* » du samedi 12 daté 13-14 décembre 1987).**

Économie

TRANSPORTS

Pour remédier à la congestion de la ligne A du RER

La RATP souhaite construire une nouvelle ligne de métro

« Il faut qu'une décision soit prise, en liaison avec l'Etat et la région Ile-de-France, au sujet du doublement de la ligne A du RER dans un délai rapproché, en tout cas en 1988 », a déclaré, le 7 décembre, M. Paul Reverdy, président du conseil d'administration de la RATP. En effet, la situation est de plus en plus critique sur cette ligne qui va de Boissy-Saint-Léger et de Marne-la-Vallée à Paris et à Saint-Germain-en-Laye.

Aux heures de pointe, plus de 50 000 voyageurs à l'heure sont acheminés dans le sens est-ouest, le matin, et dans le sens inverse, le soir. Dans ces conditions, le moindre retard se traduit par un engorgement de la ligne A. La RATP a cherché à renforcer son matériel roulant qui était, l'hiver, très sensible à la neige poudreuse. Elle a limité à 50 secondes, aux heures de pointe, le temps de stationnement des trains dans les stations les plus chargées, c'est-à-dire Gare de Lyon, Châtelet-Les Halles et Auber, grâce à la présence d'agents de maîtrise et de TUC qui facilitent l'entrée et la sortie des usagers. La Régie attend beaucoup de l'entrée en service, en décembre 1988, d'un système d'automatisation de la conduite SACEM, qui accroîtra de 20 % la capacité de la ligne en abaissant de 2 minutes et 30 secondes à 2 minutes l'intervalle minimal entre deux trains.

En attendant, les voyageurs se plaignent, si l'on en croit un sondage effectué le 27 octobre, auprès de 500 personnes. 44 % des voyageurs interrogés estiment qu'il y a trop de monde et pas assez de trains sur la ligne A, et 10 % critiquent les retards.

Cinq ou six projets ont été élaborés pour remédier à cette situation. La SNCF propose de connecter la gare de l'Est avec la gare Saint-Lazare. La RATP préférerait percer une nouvelle ligne de métro classique qui desservirait Bercy, la gare de Lyon, les Halles, la Bourse, la gare Saint-Lazare et, pourquoi pas, la porte Dauphine. Le coût de l'opération est évalué à 5 milliards de francs. Le Syndicat des transports parisiens tranchera entre ces différentes solutions.

SOCIAL

La grève continue à la Banque de France

La grève se durcit à la Banque de France (17 000 salariés au total) : l'intersyndicale – SNABF (autonome), CGT, CFDT, FO, CFTC – a appelé à une *« journée Banque de France morte »* avec interruption totale des activités, le mardi 8 décembre et à un rassemblement devant le siège parisien. Selon l'intersyndicale, 80 % des 233 comptoirs de l'établissement sont déjà touchés avec de 50 % à 85 % de grévistes. Selon la direction de la Banque, les chiffres à la fin de la semaine étaient de 74 % dans les unités de fabrication – notamment à Chamalières (Puy-de-Dôme), d'où le mouvement est parti – contre 26 % en moyenne dans les comptoirs de province et de 24 % à Paris, malgré les piquets. Les revendications portent sur les salaires (notamment l'ajustement de la fin 1987), l'évolution des effectifs, l'avancement et les retraites.

A la suite de la grève de la fabrication, certains distributeurs automatiques de billets sont à sec, et dans plusieurs villes, les opérations de compensation entre banques ont été perturbées.

Toutefois, les pouvoirs publics affirment que ce mouvement n'entraînera pas une pénurie de billets. Le stock disponible représente 1,261 milliard de coupures. Il permet aux banques le renouvellement de leurs billets pendant deux ans. Seuls les distributeurs automatiques risquent de se trouver perturbés. Leur stock de billets neufs est de dix jours à Paris et de deux mois dans le reste de la France.

Les pouvoirs publics entendent tout faire pour que *« la mission de service public de la Banque de France se poursuive »*. Ils ont donc développé un certain nombre de circuits parallèles. La gestion des réserves de changes est assurée à présent chez des « banques amies » qui ont ouvert leurs salles des marchés à des opérateurs de la Banque de France. Le paiement des fonctionnaires devrait être également assuré. Il ne pose pas de problèmes pour le million et demi de fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales dont le traitement est informatisé. Des ordinateurs de secours assureront la gestion. En revanche, la procédure sera plus longue pour les 400 000 membres des collectivités locales dont le virement est encore manuel. Le ministère des finances devrait demander à leurs banques d'être compréhensives et de ne pas sanctionner leurs découverts.

En revanche, la grève empêche totalement la surveillance des paiements qui permet de déceler les mauvais payeurs et les chèques impayés.

Amendes pour les militants cégétistes de Billancourt

Les huit militants CGT de Renault-Billancourt et le salarié du comité d'entreprise qui avaient été traduits devant le tribunal de Nanterre sur plainte de la Régie pour violation de domicile, destruction, dégradations et vol de documents avec effraction, et, sur plainte de trois cadres malmenés, pour séquestration, coups et blessures volontaires, à la suite d'incidents survenus le 1er août 1986, ont été condamnés le lundi 7 décembre, à des peines d'amende : 3 100 F pour M. Pierre Léri, secrétaire du syndicat CGT (2 000 F pour séquestration, 1 000 F pour violation de domicile, 100 F pour injures publiques) ; 2 300 F pour M. Abdellatif Hamzaoui, délégué et membre du bureau syndical (séquestration et voies de fait) ; 2 100 F pour M. Serge Biard et M. Michel Bouin, élu CGT au conseil d'établissement (séquestration et injures publiques) ; 2 000 F pour M. Bernard Pégaud, salarié du CE (séquestration) ; 1 500 F pour M. Jean-Pierre Quilgars (violation de domicile, jet de documents) ; 1 000 F pour M. Jean-Pierre Lamisse, secrétaire du syndicat (vol de documents) et 1 000 F pour MM. Saïd Illoul (délégué du personnel) et Joël Jégouzo, élu au CHSCT (violation de domicile).

Le tribunal a accordé les circonstances atténuantes *« en raison des licenciements intervenus »* à la Régie Renault : ceux-ci avaient motivé les manifestations au cours desquelles les incidents se sont produits, il a donc refusé les peines de prison avec sursis réclamées par le réquisitoire, il a relaxé les neuf militants des accusations de destruction de matériel et de coups et blessures volontaires.

En outre, MM. Léri, Biard, Bouin, Pégaud sont condamnés à verser chacun 2 000 F de dommages et intérêts à deux des cadres molestés (MM. Schreiner et Challande), et MM. Quilgars et Lamisse à verser à la Régie 500 F au titre de remboursement de frais d'avocat et 1 F de dommages et intérêts.

Les élections prud'homales du 9 décembre

Comment voter ?

Les salariés – français et étrangers, – les employeurs et les demandeurs d'emploi inscrits sur la liste électorale établie par la mairie sont électeurs pour les élections prud'homales du mercredi 9 décembre. Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 18 heures. Mais un arrêté du commissaire de la République pourra allonger cet horaire – tel est le cas à Paris où on pourra voter de 8 heures à 19 heures – ou le raccourcir dans les petites communes. En toute hypothèse, le scrutin devra être ouvert pendant un minimum de six heures au total.

La plupart des salariés vont voter dans la commune où ils travaillent. Peuvent toutefois voter dans la commune de leur domicile : les salariés exerçant leur activité dans plusieurs communes différentes (par exemple, les VRP), travaillant hors de tout établissement ou dépendant de plusieurs employeurs. La carte d'électeur mentionne le collège et la section (« industrie », « commerce », « activités diverses », « encadrement », « agriculture ») dont relève l'électeur ainsi que le bureau de vote où il sera appelé à se déplacer. Ce bureau sera situé à la mairie ou dans un local public (une école, par exemple).

L'article L. 513-4 du Code du travail dispose que *« l'employeur est tenu d'autoriser les salariés à s'absenter afin de leur permettre de participer au scrutin »*. L'article précise que *« cette absence ne peut donner lieu à aucune diminution de rémunération »*. La jurisprudence précise qu'aucun salarié ne pourra être contraint d'aller voter sur son temps libre et qu'il n'est pas tenu de rapporter un justificatif. Un accident qui survient à un salarié qui se rend au bureau de vote est assimilé à un accident du travail.

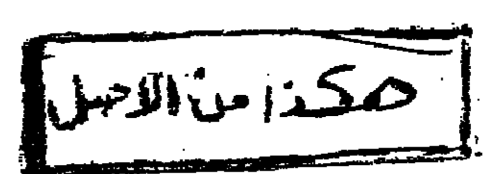
Les électeurs salariés et les électeurs employeurs votent dans des collèges séparés placés sous le contrôle de bureaux de vote distincts. L'électeur doit présenter une pièce d'identité et sa carte d'électeur : il ne peut voter sans celle-ci. Un électeur qui n'a pas sa carte peut, même le jour du scrutin, se procurer une attestation d'inscription à la mairie dans le ressort de laquelle est situé le bureau de vote. Les électeurs de nationalité algérienne doivent se munir d'un certificat de résidence en cours de validité, ou d'une attestation de prorogation de certificat de résidence ou d'un récépissé de première demande. Les autres électeurs étrangers doivent présenter une carte de séjour ou une carte de travail ou un récépissé provisoire de ces documents.

● **Hausse de 3,9 % des retraites en 1988.** – Le projet de loi sur la Sécurité sociale présenté prochainement au Parlement prévoit une hausse de 3,9 % des retraites en 1988 (2,6 % au 1er janvier, et 1,3 % au 1er juillet), de même que les indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident du travail. Le projet de loi affirme l'« autonomie financière » des quatre branches du régime général (maladie, accidents du travail, famille et vieillesse) ; il prévoit la création d'un « fonds de prévention » de l'assurance-maladie alimenté par une fraction des cotisations fixée par la Caisse nationale, le droit à la retraite progressive, la possibilité pour les médecins libéraux de plus de soixante ans cessant toute activité médicale entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1989 de toucher une allocation de remplacement jusqu'à leur soixante-cinquième anniversaire.

Assurance-maladie

Décélération

La décélération des dépenses d'assurance-maladie a continué en octobre, quoique à un rythme un peu ralenti, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale des salariés. Fin octobre, en moyenne annuelle, les dépenses n'avaient augmenté que de 3,9 % (soit 0,9 % à prix constants), contre 4,6 % fin septembre et 5,7 % fin août. Celles liées aux prescriptions continuent leur descente. Pour la pharmacie, elles baissaient de 1,5 % ; pour les actes d'auxiliaires médicaux (infirmiers, kinésithérapeutes), la croissance revenait à 5 %, contre 6,1 % fin septembre (et 15 % à l'automne 1986), pour les analyses biologiques à 5,8 % contre 6,4 % (et 12,5 % à l'automne 1986).



Économie

ÉNERGIE

Après un an de stabilité des prix du brut

L'OPEP ramenée à la case départ

Après le krach boursier et les remous monétaires, le pétrole va-t-il ajouter au trouble économique mondial un nouvel élément d'instabilité ? Au terme d'un an de relative tranquillité, la menace d'une rechute des prix du brut, semblable à celle de 1986, taraude les milieux pétroliers.

Réponse le 9 décembre à Vienne, où les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se retrouvent pour leur seconde conférence ordinaire de l'année.

« Un nouveau coup de tabac sur les prix du pétrole ouvrirait la boîte de Pandore. On a besoin d'un peu de paix », assure M. François-Xavier Ortoli, président de Total. *« Une réunion fondamentale*, assure un autre responsable d'une grande compagnie française ; *l'OPEP a déjà gagné, car tout le monde attend ce qu'elle va faire. Elle est seule devant son destin ! »*

Or, après un an de réussite, l'Organisation se retrouve en quelque sorte ramenée à la case départ. *« Nous sommes exactement dans la même situation que l'an passé à la même date*, explique un important délégué arabe ; *les stocks sont équivalents, la demande prévisible aussi, la production est revenue au même niveau. Quant à la discipline et à la cohésion observées au cours du début de 1987, elles ne sont plus qu'un souvenir. Tout est à refaire... »*

La relative stabilité des prix autour de 18 dollars par baril observée depuis un an ne tenait pas à un miraculeux assainissement du marché. Les données de base n'ont guère changé depuis trois ans. La demande mondiale de pétrole reste faible, et les surcapacités de production énormes, qui tirent sans arrêt les prix vers le bas, ne se sont pas résorbées. Le seul *« miracle »* qui a permis aux cours de se raffermir après le *« contrechoc »* de 1986, puis de se stabiliser pendant un an autour de 18 dollars le baril à un prix de *« moindre mal »*, pour les producteurs comme pour les consommateurs, est la détermination retrouvée de l'OPEP de défendre ce prix. Ce qu'elle a fait en décembre 1986, en acceptant de reprendre le rôle pénible de *« producteur d'appoint »* du marché mondial et de contenir sa production dans les limites permises par la demande.

Cette volonté trouvait son origine dans la cohésion retrouvée au sommet entre les deux principaux protagonistes, Arabie saoudite et Iran, qui étaient convenus tacitement de mettre la politique *« sous le tapis »* pour défendre exclusivement les intérêts pétroliers des divers pays membres. L'Iran acceptait d'ignorer les écarts de son ennemi, l'Irak, autorisé implicitement à produire ce qu'il voulait. L'Arabie saoudite reprenait, elle, de fait, le rôle ingrat d'*« appoint de l'appoint »*, chargé *in fine* d'équilibrer le marché.

Vendre un maximum

Après six mois d'idylle et de discipline, sanctionnés par un succès total sur le front des prix, la situation s'est fortement dégradée depuis l'été. La montée des tensions dans le Golfe, marquée par l'intervention américaine, et surtout les événements de La Mecque, en juillet, ont fait voler en éclats la discipline et la cohésion. Jamais l'Arabie saoudite et le Koweït n'ont été aussi *« remontés »* contre la République islamique. Et la plupart des pays producteurs ont profité des inquiétudes militaires et d'une demande de restockage des compagnies pour vendre un maximum de brut. Le plafond et les quotas fixés en juin dernier pour le second semestre ont été dépassés de 15 %, et la plupart des pays membres de l'Organisation ne respectent plus depuis l'été ni les tarifs officiels ni les quotas de production. Seul l'état d'alerte permanent dans le Golfe et une reprise inattendue de la consommation mondiale au troisième trimestre ont permis jusqu'ici d'éviter l'effondrement des cours.

Pour une fois, tous les observateurs sont d'accord : la tâche qui attend les treize pays est donc particulièrement ardue. Ils sont *« prisonniers d'un véritable effet de ciseau entre la dépréciation du dollar la stagnation de la demande, et la nécessité de faire une place plus importante à l'Irak dans la grille des quotas »*, écrit Pierre Terzian dans la revue *Pétrostratégies*. Compte tenu de la demande prévisible au début de l'an prochain, il faudrait pour soutenir les prix que l'OPEP réduise sa production d'environ 2 millions de barils/jour, soit de 10 %, alors même que les treize pays doivent faire une place à l'Irak qui, actuellement exclu du système, exige, pour y revenir, une augmentation de son quota de 800 000 barils/jour, soit de 50 %. En admettant même que l'Iran accepte – ce que le ministre iranien du pétrole a démenti dès l'ouverture des travaux – quels autres pays sauront se sacrifier alors que la chute du dollar a amputé depuis un an le pouvoir d'achat réel de la plupart d'entre eux d'environ un cinquième ?

Ce n'est pas le plus grave. Car, comme ajoute fort justement Pierre Terzian : *« L'adversité a été de tout temps le meilleur allié de l'OPEP. »* Les difficultés techniques seront en effet résolues si la volonté et la cohésion existent pour défendre les prix actuels. Et c'est là toute la question. Le malheur de l'Organisation veut que le seul pays réellement capable de soutenir les prix en jouant le rôle de producteur d'appoint est précisément celui qui y a le moins intérêt, c'est-à-dire l'Arabie saoudite.

« L'esprit et la lettre »

Compte tenu de l'ampleur de ses réserves tant pétrolières que financières, et de sa souplesse de production, le royaume saoudien est en effet, comme le montre un livre récemment publié par Patrick Criqui et Nina Kousnetzoff (1), le seul pays qui ait un intérêt économique évident à moyen et à long terme à une chute brutale des prix suivie d'une remontée rapide au début des années 90.

Seules des raisons politiques, liées au désir d'accommoder à la fois les Etats-Unis, l'Iran et la plupart des autres producteurs de l'OPEP, ont conduit l'an dernier le royaume à reprendre le joug de la défense des prix. Or la situation a changé depuis l'été. Le gouvernement américain hésite, partagé entre le désir de redresser à très court terme sa balance des paiements par une nouvelle baisse des prix du brut, et le souci – électoral – de protéger les producteurs texans, menacés par une rechute. L'Iran de neutre est devenu un ennemi clairement désigné, ce d'autant plus que le poids de ses menaces militaires est affaibli par la présence de la marine américaine dans le Golfe. Seul demeure pour Ryad le souci de préserver les intérêts collectifs de l'OPEP, prise dans son ensemble.

Il ne suffit manifestement pas à pousser l'Arabie saoudite au sacrifice. Le royaume a répété à plusieurs reprises depuis l'été qu'il ne sera pas le *« gardien du marché pétrolier mondial »*, et qu'il refuserait désormais de jouer le producteur d'appoint : *« Le système ne peut fonctionner que si tous les pays membres adhèrent fidèlement à l'esprit et à la lettre »* du mécanisme de plafond et de quotas mis en place, a expliqué le ministre saoudien du pétrole, le 10 novembre.

Traduction : l'Arabie saoudite ne fera rien pour précipiter la chute des cours, mais elle n'acceptera pas de les défendre seule et à n'importe quel prix. L'Organisation peut-elle trouver un système permettant à tous les pays de jouer ensemble le rôle de producteur d'appoint et de respecter la discipline ? Elle n'y a jusqu'ici jamais réussi. De cette gageure dépend pourtant l'avenir des prix du pétrole...

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *Energie 95 : Après les chocs*. Patrick Criqui et Nina Kousnetzoff. Editions Economica.

CONJONCTURE

« La bonne situation actuelle va se prolonger »

estime la chambre de commerce de Paris

« L'année 1987 après un départ difficile aura finalement été une bonne année et cette situation va se prolonger » a déclaré M. Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris au cours d'une conférence de presse tenue lundi 7 décembre. *« La bourrasque financière est survenue dans un monde industriel en forte expansion, à la limite de la surchauffe, à l'exception, notable, de la RFA. En France, la production augmente depuis le printemps à un rythme supérieur à 4 % l'an, tirée notamment par l'automobile, le bâtiment – travaux publics et les secteurs qu'ils entraînent. L'expansion française est plus équilibrée, en ce sens qu'elle résulte largement d'un progrès substantiel de l'investissement et de l'exportation. »*

« Dans le palmarès européen, estime M. Clément, *la France se situe en très bonne place. Dans la partie basse de la fourchette, pour la hausse des prix et des coûts, avec l'Allemagne et ses proches voisins, où la croissance est faible. Dans sa partie haute pour l'expansion, avec le Royaume-Uni et les pays latins, qui font beaucoup moins bien en termes d'inflation. Seul point noir dans ce tableau plutôt flatteur : le déficit extérieur en produits industriels. Mais il faut ajouter que la balance extérieure est équilibrée si l'on inclut les services. Ce qui néanmoins reste insuffisant pour compenser les sorties de capitaux nécessaires à notre expansion extérieure.*

» Les sondages auxquels nous venons de procéder [auprès des entreprises] *ne laissent pas entrevoir d'inflexion majeure pour l'instant, du fait notamment des moins-values boursières. On enregistre évidemment une inquiétude sur les perspectives générales d'évolution. Mais les perspectives personnelles des firmes restent assez bien orientées dans l'industrie et la demande étrangère relativement soutenue. La consommation est confortée par un léger mieux sur les salaires et la baisse de la TVA. Les situations, il est vrai, sont très contrastées dans le commerce et souvent médiocres dans le petit commerce. Au total, l'inertie du navire est telle qu'il continuera sur son erre un bon moment avant que se concrétisent éventuellement les risques que beaucoup redoutent. »* Pour le président de la chambre de commerce de Paris, le risque principal en 1988 *« est une glissade supplémentaire et incontrôlée du dollar »*.

« Il reste, a conclu M. Clément, *qu'un ralentissement à terme est inéluctable et que le monde ressentira les effets de la purge que devra subir tôt ou tard l'économie américaine. On peut se demander seulement si la période de répit jusqu'à ce retournement ne se prolongera pas plus longtemps que ne l'estiment généralement les experts, peut-être après les élections américaines de novembre. »*

Dans la mesure où l'expansion en France semble – selon la chambre de commerce – devoir durer plus longtemps qu'aux Etats-Unis, l'année 1988 ne devrait pas être mauvaise.

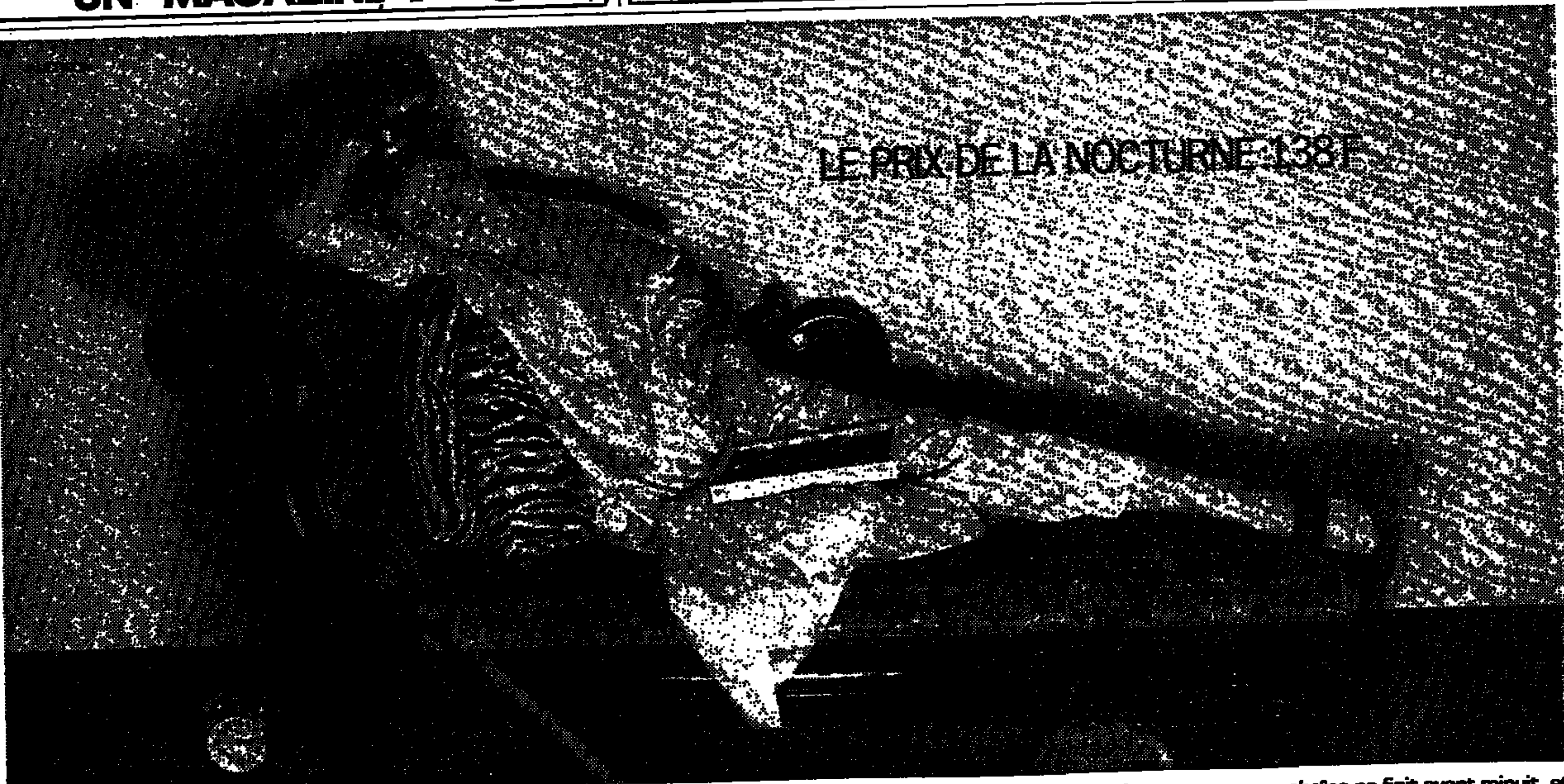
SERVICES

La bataille de la carte bancaire reprend

Les relations entre les banquiers et les commerçants connaissent, à quelques semaines de Noël, une brutale détérioration. La carte bancaire est au centre du contentieux. On sait que, pour le service qu'elles assurent, les banques font payer aux commerçants une commission qui varie entre 0,35 % et 0,8 % du chiffre d'affaires réalisé par la carte. Les grands de la distribution estiment excessive, voire injustifiée, cette commission. Ils ont adopté des solutions diverses, qui provoquent aujourd'hui l'ire du Groupement des cartes bancaires.

Ainsi le groupe Intermarché fait payer, dans certains de ses magasins, la commission perçue par les banques. Dans un communiqué publié lundi 7 décembre, le Groupement des cartes bancaires a dénoncé les commerçants qui répercutent *« la commission de recouvrement et de garantie auprès de leurs clients porteurs de cartes »*. Le GIE cartes bancaires – qui regroupe tous les réseaux bancaires français – a indiqué qu'il était décidé à *« ne pas laisser se développer de telles initiatives »* et à *« prendre toutes les mesures nécessaires »*.

Les Centres Leclerc, pour leur part, ont adopté une autre stratégie. Trente-quatre centres (sur cinq cent vingt) expérimentent, depuis le 15 septembre, un nouveau système de paiement monétique : les clients munis d'une carte bancaire classique peuvent adhérer à Impact E. Leclerc, une sorte de club qui leur donne divers avantages. Ils signent alors avec le club une autorisation de prélèvement sur leur compte bancaire. Leclerc gère directement les paiements par carte et transmet aux banques des ordres de prélèvement, des comptes des clients vers ceux des Centres Leclerc. La gestion de ces opérations ne lui coûte jusqu'à présent que 0,12 % du chiffre d'affaires réalisé par ce moyen et devrait ne plus peser que 0,08 % d'ici à fin février. En gérant eux-mêmes les opérations de carte, le coût pour les Centres Leclerc apparaît donc bien inférieur à celui des banques.



Marchés financiers

Naissance d'un troisième pôle européen

Nokia pourrait reprendre les téléviseurs d'Alcatel

Un nouveau grand fabricant européen de téléviseurs est-il en train de naître ? Après avoir racheté Oceanic et ses deux filiales (Sonolor et Televisso) au suédois Electrolux (le Monde du 2 septembre), le groupe finlandais Nokia-Mobira guigne maintenant la division audio-vidéo de SEL. Des négociations ont été engagées avec Alcatel (groupe CGE), maison mère la Standard Elektric Lorentz (SEL), pour définir les conditions de cession. Si elles aboutissent, Nokia deviendra le troisième fabricant européen de téléviseurs.

Lorsque la CGE a racheté les filiales européennes d'ITT, le 1er janvier dernier, afin de devenir le numéro deux mondial du téléphone, le groupe français avait trouvé dans la corbeille diverses activités qui ne constituaient pas des axes de sa stratégie. La principale était la production de biens d'électronique grand public en RFA faite par la SEL pesant environ 3,5 milliards de francs. Cette activité restait bénéficiaire et la CGE n'était pas pressée de la céder. Mais, à l'évidence, face aux grands constructeurs de ce secteur difficile, elle ne pouvait rester autonome. On avait pensé à une cession à Thomson, opération qui aurait permis à ce dernier de renforcer ses positions sur le marché européen.

Alcatel a signé le mois dernier avec Nokia un accord dans le radiotéléphone du futur qui verra le jour en Europe en 1991. Et donc des contacts franco-finlandais ont pu naître à cette occasion.

Cette opération pourrait propulser Nokia sur le devant de la scène en Europe dans l'industrie du téléviseur. Jusqu'ici, Nokia était un conglomérat exerçant ses activités dans les télécommunications, l'électronique, le traitement de l'information, les câbles mais aussi dans le papier, le caoutchouc... Son chiffre d'affaires avait atteint 16,4 milliards de francs environ en 1986. Dans la télévision, la firme n'occupait qu'un créneau avec 800 000 postes haut de gamme vendus sous la marque Salora-Luxor. En rachetant en septembre dernier Oceanic (200 000 postes), le groupe finlandais avait déjà manifesté sa volonté de grandir pour s'approcher des deux grands européens Philips et Thomson. Le seuil du million de téléviseurs par an est en effet jugé critique pour résister aux productions de l'Asie du Sud-Est. Singulier détour de l'histoire : créé en 1946 Oceanic avait aussi appartenu en son temps à ITT.

Avec le rachat de SEL, le groupe finlandais va très largement doubler sa production avec 2,2 à 2,3 millions de téléviseurs par an et trois marques en plus (ITT, Graetz et Schaub-Lorenz). Nokia va surtout hériter de l'usine de tubes cathodiques (2 millions de pièces-an) appartenant à SEL, avec un chiffre d'affaires dans le secteur de 8,3 milliards de francs. Certes Nokia reste encore loin de Philips (8 millions de téléviseurs) et de Thomson (7,3 millions avec General Electric-RCA). Mais le groupe finlandais pouvait constituer, sur des créneaux pointus, une force d'appoint face aux Japonais.

A. D. et F. V.

MK Electric repousse l'offre de Legrand

La direction de MK Electric a décidé, le lundi 7 décembre, de ne pas recommander l'offre publique d'achat présentée quelques heures plus tôt par le groupe français Legrand, estimant que le prix proposé par l'entreprise limousine (660 pence par action) ne reflète pas *« la valeur unique »* de la position qu'elle occupe sur le marché britannique de l'équipement électrique, ni ses *« excellentes perspectives de développement »*.

Le prix offert par Legrand était pourtant supérieur à celui proposé le 24 novembre dernier par le conglomérat minier et industriel Rio Tinto Zinc (550 pence par action). Ce groupe a été le premier à lancer une offre publique d'achat sur MK. Mais la direction de l'entreprise britannique avait déjà décidé de ne pas la recommander à ses actionnaires.

La fermeté de MK Electric a eu pour effet de faire monter le titre à la Bourse de Londres : en début d'après-midi, lundi, il cotait 665 pence, soit 5 pence de mieux que le prix offert par Legrand.

Bull augmentera son capital de 1 milliard de francs

La Compagnie des machines Bull procédera, du 22 décembre 1987 au 29 janvier 1988, à une augmentation de capital de 1,02 milliard de francs. L'appel au marché financier ne représentera qu'un cinquième de cette somme, l'Etat procédant à un apport de 800 millions de francs au titre de dotations pour 1987 et 1988 (respectivement 500 et 300 millions).

Pour préparer cette opération, Bull a décidé un regroupement des anciennes actions « Machines Bull » (de 24 F nominal) à raison de cinq pour une action regroupée de 120 F nominal. L'augmentation se fera par l'émission de nouvelles actions au prix de 127 F nominal à raison d'une action nouvelle pour quatre actions regroupées (ou vingt actions anciennes).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NEW-YORK, 7 déc. ↑

Reprise or not reprise ?

Très affectée la semaine passée au point de redescendre à son plus bas niveau atteint au plus fort de la tempête financière, Wall Street s'est redressé lundi. Amorcé en fin de matinée, le mouvement de hausse s'est propagé durant le reste de la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 45,43 points à 1 812,17. Tout en étant positif, le bilan de la journée n'a pas eu la qualité de ce résultat. Sur 1 995 valeurs traitées, 900 ont monté, mais 706 ont baissé et 389 n'ont pas varié.

Le marché a, semble-t-il, été sensible à la meilleure allure du dollar, surtout à la volonté du Fed de soutenir la monnaie nationale. Les ordres d'achats ont cependant essentiellement émané de l'étranger et se sont concentrés sur les Blue Chips. *« Le Dow Jones, avec ses trente valeurs, n'est pas représentatif du marché,* disait le représentant d'une grande firme de courtage. *Cela ressemble à une reprise, cela a le goût d'une reprise, mais ce n'est pas une reprise. »* Des collègues partageaient son avis. L'activité a été relativement faible, renforçant l'argument développé. Elle a porté sur 146,66 millions de titres, contre 184,80 millions la veille.

VALEURS	Cours du 4 déc.	Cours du 7 déc.
Alcoa	41 1/8	43 5/8
Allegis (ex-UAL)	66 1/4	68 3/4
A.T.T.	26	27
Boeing	34 5/8	34 3/4
Chase Manhattan Bank	22 7/8	21 3/4
Du Pont de Nemours	76 3/4	77 1/4
Eastman Kodak	43 7/8	46 1/2
Exxon	38 3/8	37 5/8
Ford	72 3/8	74 7/8
General Electric	39 3/4	41 1/4
General Motors	56 1/2	58 1/4
Goodyear	48 3/8	50 7/8
I.B.M.	107 1/2	109 1/2
I.T.T.	42 5/8	44 1/2
Mobil Oil	35	35 3/8
Pfizer	44 3/4	46 1/4
Schlumberger	29 3/4	29 3/4
Texaco	31 3/4	31 3/4
Union Carbide	17 7/8	18 5/8
U.S.X.	26 5/8	27 7/8
Westinghouse	41 7/8	44 1/8
Xerox Corp.	50 3/4	52 3/8

LONDRES, 7 déc. ↑

Raffermissement

Les valeurs ont regagné du terrain lundi 7 décembre au Stock Exchange, encouragées par le raffermissement du dollar et par la bonne tenue de Wall Street à l'ouverture. L'indice FT clôturait en hausse de 16,6 points, à 1 279,3. Le volume des transactions a cependant diminué, passant à 20 542, contre 26 389. Les Blue Chips, comme ICI et Glaxo, figuraient parmi les plus fortes hausses. De même Granada et S and W Berisford étaient recherchés après la publication de leurs résultats. La chaîne de télévision commerciale Granada, spécialisée également dans le production cinématographique, la vente et la location de téléviseurs, a annoncé une hausse de 20 % de son bénéfice imposable pour l'exercice terminé fin septembre. S and W Berisford, le groupe de courtage de matières premières, qui possède British Sugar, a déclaré une baisse de 41 % de son bénéfice avant impôts, conformément aux prévisions. Il s'établit à 87,47 millions de livres, contre 148,29 millions l'année précédente. Legrand présentait, pour sa part, les modalités de son offre publique d'achat sur la totalité du capital de MK Electric Group au prix de 660 pence par action. Cette offre repoussée par le conseil de MK Electric surenchérit sur celle présentée le 24 novembre par RTZ.

PARIS, 8 décembre =

Marché coiffé

Une fois encore, l'essai n'a pas pu être transformé. Le mouvement de hausse enregistré en début de matinée n'a pas duré. Dès midi, l'avance de 1,50 % s'effaçait, les rares acheteurs disparaissant *noyés sous l'afflux* des ordres de vente en provenance des petits porteurs et des investisseurs étrangers. Sous les lambris, le pessimisme ambiant ne faisait qu'augmenter et les opérateurs semblaient désorientés. Pour achever la déroute, le tableau lumineux de cotation tombait en panne, refusant obstinément de donner l'évolution du marché. La tendance demeurait indécise. Après avoir reculé jusqu'à – 0,5 % en séance, les valeurs françaises s'appréciaient de + 0,10 %.

Pour la deuxième journée consécutive, la Bourse de Paris aura fait cavalier seul alors que New-York, Tokyo et Londres demeuraient résolument positifs.

« Nous n'avons que des ordres de vente en portefeuille », gémissait un gérant, tandis qu'un autre affirmait : « Les rares acheteurs que je garde, je les dorlote. » Dans cette ambiance sinistre qui n'en finit pas, plus personne ne croit à la reprise de fin d'année qui permettrait une amélioration des bilans des sociétés. Certains évoquent même la possibilité *de maintenir encore pendant un an* les CEA (comptes épargne actions). Parmi *les principales baisses* figuraient de nombreuses firmes du BTP dont Dumez, GTM et Auxiliaire d'entreprises. En hausse, on notait Imétal, Primagaz, Elf et UFB. La Générale des eaux annonçait posséder à présent 5 % de la chaîne hôtelière Accor. Quant à l'Air Liquide, à la suite de l'augmentation de capital de la Société chimique Grande Paroisse, sa participation a été *ramenée* de 64,79 % à 19,44 %.

La pessimisme régnait également sur le MATIF où le contrat de mars perdait 0,6 % à 97,7 %.

TOKYO, 8 déc. ↑

Vif redressement

Plutôt lourde en début de semaine, la tendance s'est fortement raffermie mardi au Kabuto-Cho. A l'issue d'une séance assez irrégulière, l'indice Nikkei enregistrait un gain de 361,82 points (+ 1,6 %), pour s'établir à 22 948,34.

Le marché nippon a, bien sûr, été encouragé par la reprise de Wall Street. Au-delà, c'est la meilleure allure du dollar qui est apparue réconfortante. Les valeurs exportatrices ont, du reste, été les plus recherchées. Les opérateurs, toutefois, ont fait preuve d'une assez grande prudence, attendant jeudi la publication des chiffres du commerce extérieur américain pour octobre. *« Pour peu que le déficit diminue, cette semaine pourrait être celle du retournement »*, indiquait un courtier de Sanyo Securities.

VALEURS	Cours du 7 déc.	Cours du 8 déc.
Akai	435	432
Bridgestone	1 230	1 240
Canon	821	855
Fuji Bank	3 080	3 090
Honda Motors	1 230	1 280
Matsushita Electric	2 090	2 140
Mitsubishi Heavy	603	612
Sony Corp.	4 920	5 090
Toyota Motors	1 800	1 830

FAITS ET RÉSULTATS

● **Le courtier Rothschild licencie.** – *La firme de courtage LF Rothschild, de Wall Street, vient d'annoncer le licenciement de* sept cents employés (sur mille neuf cents), en raison de la perte de 44 millions de dollars qu'elle a essuyée dans le krach du 19 octobre. M. Andrew Berger, président de la firme, a indiqué que des réductions de 37 % des effectifs seraient opérées dans tous les départements dans un délai de trois à six mois. LF Rothschild avait déjà licencié cent cinquante personnes fin octobre. Ce nouveau dégraissage est en pourcentage le plus important décidé par une firme de Wall Street.

● **Total veut être majoritaire dans sa filiale canadienne.** – Le *groupe pétrolier français* Total Compagnie française des pétroles *vient d'annoncer son intention* d'augmenter sa participation dans *sa filiale canadienne* Total Petroleum, afin d'en prendre la majorité. Total pourra acheter des actions ordinaires TOPNA au prix du marché à condition que ses achats ne dépassent pas 5 % du capital dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Sa participation représente actuellement 49,75 % des actifs de la filiale canadienne.

● **Progression de 26,6 % du bénéfice de Chaussures André.** – Le groupe des Chaussures André a réalisé, *pour l'exercice 1986-1987* clos fin août 1987, un résultat net *consolidé de 145 millions de francs,* soit une hausse de 26,6 % sur l'exercice précédent. *Le conseil* d'administration proposera à l'assemblée générale le versement d'un dividende net de 22,5 F par action, portant le revenu global à 33,75 F, contre 27 F en 1985-1986. Depuis la *fin du dernier exercice,* André a pris une part majoritaire dans Adolphe Lafont. *« En dépit d'un début de saison assez médiocre, le chiffre d'affaires de 1987-1988 et le résultat net total devraient marquer une nouvelle progression »*, estime la société.

● ***Eurotunnel : cotations le 10 décembre.*** – Les actions composant le *capital* des deux sociétés française et britannique Eurotunnel *seront cotées* à la Bourse de Paris à compter du 10 décembre, en *marché continu à la criée.* Les 112,376 millions de titres d'Eurotunnel SA et *Eurotunnel* PLC, les 220 millions d'unités émises lors de l'augmentation de capital et les 220 millions de bons de souscription seront admis à la cote officielle. Les transactions se feront par quotités *de 100 unités et multiples sur* le marché à règlement mensuel (sauf les *bons qui seront traités au comptant*).

● **TWA veut racheter 25 % du stock d'actions de Texaco.** – La compagnie aérienne TWA (Trans World Airlines) va demander au gouvernement américain l'autorisation de racheter 25 % du stock d'actions de Texaco, troisième entreprise pétrolière des Etats-Unis. TWA a fait connaître son intention de *« prendre une participation substantielle dans l'actif de Texaco »*, sans toutefois préciser si cette tentative se traduirait par une prise de contrôle. *Le président de* TWA, M. Carl Icahn, avait accepté, ces jours derniers, de racheter les actions de l'industriel australien M. Robert Holmes dans la compagnie pétrolière, soit 12,3 % de ses actions.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1166	921 o	Metallurg. Minière	101	100
Alain Manoukian	217	202 o	Métrologie Internat.	300	279 o
Asseult & Associés	400	400	Microservice	156	129 o
Asystel	265	232 30 o	M.M.B.M.	419	419
B.A.C.	410	430	Molex	136	142
B. Demachy & Assoc.	351	351	Navale-Delmas	538	510
B.I.C.M.	680	675	Olivetti-Logabax	282	260
B.I.P.	405	400	Om. Gest.Fin.	312	320
Bolloré Technologies	680	670	Petit Boy	180	180
Buitoni	550	580	Petroligaz	331	331
Câbles de Lyon	688	705	Pier Import	174	165
Calberson	500	490	Presbourg (C. In. & Fin.)	100	100
Canal Plus	333	336	Razel	875	721
Cardif	862	862	St-Gobain Emballage	925	920
C.D.M.E.	700	700	St-Honoré Matignon	128	128
C. Equip. Elect.	297	286 o	S.C.G.P.M.	180	167 50 o
C.E.G.I.D.	500	498	Segin	284	279
C.E.G.E.P.	153	153	Sema-Métra	335	341
C.E.P.-Communication	820	787	S.E.P.	800	744 o
C.G.I. Informatique	386	401 50 d	S.E.P.R.	925	920
Ciments d'Origny	360	345 60 o	Sligos	871	871
C.N.I.M.	280	242 10 o	S.M.T. Goupil	184 30	185
Concept	198	198	Sodinforg	500	500
Conforama	550	545	Sofibus	355	356
Dafsa	169 20	169 20	Sopra	349	335
Dauphin O.T.A.	2920	2900	TF 1	173	177
Devanlay	1104	1140	Union Financ. de Fr.	440	439
Deville	695	694	Valeurs de France	300	290
Drouot-Ob. convert.	....	....			
Éditions Belfond	140	122 50 o			
Elect. S. Dassault	290	290			
Elysées Investiss.	13 50	14			
Expand	380	380			
Filipacchi	350	319 40 o			
Guintoli	535	490			
Guy Degrenne	770	751			
I.C.C.	210	205			
IDIA	127	125			
I.G.F.	93	87 50			
IN2	110 50	108 o			
Int. Metal Service	147	141			
La Commande Electr.	225	216 o			
Le gd livre du mois	201	187 20 o			
Loca Investissement	259	248			
Locamic	188	180			
Manutan	253 80	250			
Marin Immobilier	289	280			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 5-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
		dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier
Lafarge Cop.	1200	24	120	–	–	95	150	–	–
Paribas	400	0,12	6	15	–	97	–	–	–
Peugeot	1300	0,25	30	80	–	352	–	365	–
Thomson-CSF	1000	0,50	30	–	–	–	270	–	–
Elf-Aquitaine	280	0,65	14	21	–	43,5	–	–	–
Midi	1000	17	–	140	–	–	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 déc. 1987

Nombre de contrats : 52 954

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	99,20	98,30	97,65	97,75
Précédent	99,80	98,90	98,50	98,55

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,65 F =

Dans des marchés très calmes *en général, le dollar s'est stabilisé* mardi en cotant 5,6560 F (contre *5,6675 F). Les opérateurs attendent les résultats du commerce extérieur américain pour octobre.* Les prévisions portent sur un déficit compris entre 13,8 et 14,4 milliards de dollars.

FRANCFORT	7 déc.	8 déc.
Dollar (en DM)	1,6787	1,6880

TOKYO	7 déc.	8 déc.
Dollar (en yens)	132,63	132,78

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (8 déc.)	8 1/4-8 5/16 %
New-York (7 déc.)	6 7/8-6 15/16 %

BOURSES

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	4 déc.	7 déc.
Valeurs françaises	73,4	70
Valeurs étrangères	97,1	93,6

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	278,3	271,8

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	4 déc.	7 déc.
Industrielles	1 766,74	1 783,16

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	4 déc.	7 déc.
Industrielles	1 262,7	1 279,30
Mines d'or	329,4	313,20
Fonds d'Etat	89,58	89,04

TOKYO

	7 déc.	8 déc.
Nikkei Dow Jones	22 586,52	22 948,34
Indice général	1 833,13	1 857,54

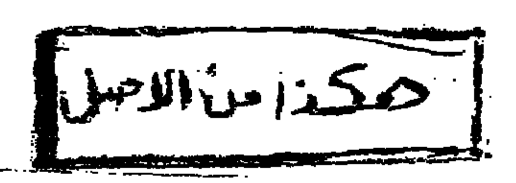
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,6580	5,6600	– 18	+ 5	+ 25	+ 58	+ 168	+ 245
$ can.	4,3174	4,3239	– 54	– 29	– 73	– 38	– 173	– 77
Yen (100)	4,2583	4,2630	+ 124	+ 142	+ 270	+ 300	+ 859	+ 939
DM	3,3880	3,3902	+ 124	+ 144	+ 264	+ 290	+ 802	+ 876
Florin	3,0112	3,0138	+ 88	+ 99	+ 179	+ 198	+ 555	+ 614
F.B. (100)	16,2097	16,2201	+ 181	+ 256	+ 397	+ 540	+ 1395	+ 1830
F.S.	4,1435	4,1480	+ 145	+ 172	+ 296	+ 337	+ 946	+ 1059
L (1 000)	4,5981	4,6035	– 114	– 84	– 212	– 165	– 644	– 541
£	10,1448	10,1540	– 52	– 19	– 37	– 1	– 54	+ 127

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 3/4	7	8 1/16	8 3/16	7 7/8	8	7 7/8	8
DM	2 3/4	3	3 1/2	3 5/8	3 1/2	3 5/8	3 11/16	3 13/16
Florin	4 3/8	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4
F.B. (100)	6 1/2	7	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8
F.S.	0 3/4	1 1/4	3 7/8	4	3 3/4	3 7/8	3 3/4	3 7/8
L (1 000)	9 1/4	10 1/4	10 1/2	10 7/8	10 5/8	11	11 1/8	11 1/2
£	8 3/8	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 3/4
F. franç.	7 3/4	8 1/4	8 7/16	8 13/16	8 9/16	8 13/16	8 11/16	8 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 8 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 59

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1600	4,5 % 1973	1885	1830	1830	− 1 88
4020	C.N.E. 3 %	4070	4090	4090	+ 0 49
1065	B.N.P. T.P.	1050	1062	1062	+ 1 14
1055	C.C.F. T.P.	1035	1028	1028	− 0 67
1050	Créd. Lyon. T.P.	1039	1039	1039	....
1490	Renault T.P.	1345	1376	1376	+ 2 30
1815	Rhone-Poul. T.P.	1820	1803	1803	− 0 92
1255	St-Gobain T.P.	1211	1235	1240	+ 2 39
1085	Thomson T.P.	1125	1130	1110	− 1 32
320	Accor	287	287 50	290	+ 1 05
440	Agence Havas	415	415	415	....
615	Air Liquide	478	478	480	+ 0 42
1850	Alcatel	1811	1813	1806	− 0 28
1450	Als. Superm.	1260	1280	1295	+ 2 78
270	A.L.S.P.I.	225	225	228	+ 1 33
245	Alsthom ★	241	241	243	+ 0 83
1380	Arjom. Prioux	1299	1318	1318	+ 1 46
320	Aussedat-Rey	301	305	301 50	+ 0 17
740	Aux. Entrepr. ★	740	750	713	− 3 65
830	Avions Dassault	818	785	783	− 4 28
270	BAFIP	282	280 10	283	+ 0 35
280	Bail-Equipem. ★	278	280	279	+ 0 36
840	Bail Investiss.	880	881	875	− 0 57
255	B.N.P. C.I.	259	260	260	+ 0 38
380	Cie Bancaire	346	350	358	+ 3 47
250	Bazar H.-V.	210	219	217	+ 3 33
380	Béghin-Say ★	358	355	340 50	− 4 89
580	Berger (Ma)	539	539	530	− 1 67
475	Bic ★	485	495	487	+ 0 41
2160	Bongrain S.A.	2121	2100	2100	− 0 99
900	Bouygues	840	851	850	+ 1 19
68	B.P. France ★	68 05	69 10	68 50	+ 0 66
4150	B.S.N.	4020	4032	4038	+ 0 45
1690	Cap Gem. S. ★	1474	1465	1462	− 0 81
1040	Carnaud	1000	1010	1010	+ 1
2400	Carrefour ★	2278	2260	2250	− 1 23
123	Casino	111 50	108	106 50	− 4 48
95	Casino A.D.P.	97 80	100	97	− 0 82
....	C.C.M.C.	915	940	940	+ 2 73
640	Cetelem	598	610	614	+ 2 68
470	Cerus	480	475 10	481	+ 0 21
1400	C.F.A.O.	1305	1255	1255	− 3 83
225	C.G.E.	209	207	208	....
710	C.G.I.P. ★	711	725	718	+ 0 98
705	Chargeurs S.A.	655	671	675	+ 3 05
850	Ciments franç. ★	869	871	870	+ 0 12
380	Club Méditerr.	322	322	327	+ 1 55
149	Codetel ★	165	165 50	167	+ 1 21
300	Colimeg	320	320	320	....
1500	Coles	1465	1523	1515	+ 3 41
230	Compt. Entrepr.	209	208 50	210 90	+ 0 91
485	Compt. Mod.	474	495	495	+ 4 43
940	Créd. Foncier	921	925	925	+ 0 43
390	Crédit F. Imm.	370	380	363	− 1 89
109	C.C.F.	107	107	107	....
600	Créd. Lyon. (CI)	555	550	565	+ 1 80
650	Crédit Nat. ★	604	610	597	− 1 16
132	Crouzet ★	132	135	135	+ 2 27

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2200	Damart S.A.	1870	1925	1925	+ 2 94
300	Darty ★	282	283	278	− 1 42
245	Darty (DP)	228	230	231	+ 1 32
1490	De Dietrich	1300	1351	1305	+ 0 38
280	Dév. R.N.C. (Li)	251	252	252	+ 0 40
390	D.M.C.	397 10	411	407	+ 2 49
300	Drouot Assur.	250	250	250	....
1400	Docks France ★	1275	1270	1289	+ 1 10
660	Dumez ★	539	556	530	− 1 67
1090	Eaux (Gén.)	1050	1059	1038	− 1 14
895	Ecco ★	866	870	871	+ 0 58
610	Electrofinancière	585	597	587	+ 2 05
240	Elf-Aquitaine	233	234	237	+ 1 72
225	— (certific.)	197	209	207	+ 5 08
490	Epeda-B-Faure	400	395	398	− 0 50
2050	Essilor	1901	1931	1927	+ 1 37
1580	Essilor Int. (DP)	1425	1445	1405	− 1 40
380	Esso S.A.F. ★	293 90	290	290	− 1 33
1100	Eurafrance	1050	1080	1080	+ 2 86
825	Eurocom ★	708	726	700	− 1 13
2750	Euromarché	3025	3070	3036	+ 0 36
470	Europe n° 1 ★	420	420	406	− 3 33
925	Exor ★	881	924	900	+ 2 16
500	Facom	436	449	429	− 1 61
825	Fichet-bauche	885	900	900	+ 1 69
198	Financial ★	209 90	211	209	− 0 43
95	Fives-Lille	92	93 50	93 50	+ 1 63
995	Fromageries Bel	920	940	930	+ 1 09
1000	Gal. Lafayette ★	854	875	870	+ 1 87
230	Gascogne	170	171	171	+ 0 59
1200	Gaz et Eaux	1040	1025	1030	− 0 96
335	Géophysique ★	288	283	287	− 0 35
1650	Gerland	1680	1698	1698	+ 1 07
425	GTM-Entrepose	386	402	365	− 5 44
500	Guyenne-Gas. ★	449	455	441	− 1 78
2010	Hachette ★	1711	1723	1690	− 1 23
456	Hénin (La)	415	420	402 10	− 3 11
1080	Hutchinson	1078	1153	1153	+ 6 96
112	Imétal	110 10	118	120	+ 8 99
330	Imm. Plaine-M.	301	302	295	− 1 99
800	Ingénico	750	750	756	+ 0 80
3740	Inst. Mérieux	3500	3571	3560	+ 1 71
525	Interbail ★	540	545	529	− 2 04
780	Intertechnique	600	635	610	+ 1 67
550	J. Lefebvre	834	830	848	+ 2 21
1060	Lab. Bellon	935	930	918	− 1 82
1120	Lafarge-Coppée	1040	1100	1090	+ 4 81
1350	Lebon ★	1295	1300	1294	− 0 08
2080	Legrand ★	2049	2080	2040	− 0 44
1580	Legrand (DP) ★	1538	1540	1550	+ 0 78
450	Leroy-Somer ★	377	380	380	+ 0 80
1420	Lesieur	1480	1450	1458	− 1 49
685	Locabail Immob.	770	757	760	− 1 30

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
395	Locafrance ★	377 50	375	370	− 1 99
865	Locindus	900	902	903	+ 0 33
225	Luchaire	191	200 90	191	....
1450	L.V.M.H.	1390	1380	1391	+ 0 07
1180	Lyonn. Eaux ★	1180	1210	1177	− 0 25
55	Mais. Phénix	50	52	50	....
540	Majorette (Ly)	425	415	415	− 2 35
225	Mar. Wendel ★	220	231 90	220	....
1650	Martell	1921	1975	1950	+ 1 51
1400	Matra	1290	1290	1350	+ 4 65
1700	Merlin-Gerin ★	1305	1350	1330	+ 1 92
200	Michelin	159 90	175	173 90	+ 2 35
960	Midi (Cie)	948	999	980	+ 3 38
193	Midland Bk SA ★	183	177	180	− 1 64
745	Min. Salsig. (Mo)	775	775	775	....
32	M.M. Penarroya	28 90	30	29 50	+ 2 08
50	Moulinex	49	49 60	48 50	− 1 02
740	Navig. Mixtes	706	737	736	+ 4 25
91	Nord-Est	71 50	74	72 70	+ 1 68
310	Nordon (Ny)	280	298	299	+ 6 79
340	Nouvelles Gal.	287	280	284	− 1 05
800	Occident. (Gén.)	549	541	551	+ 0 36
935	Omn. F. Paris	810	849	850	+ 4 94
215	Olida-Caby	189 50	192	192	+ 1 32
220	Opfi-Paribas	186 50	197	191	+ 2 41
2400	Oréal (L')	2520	2535	2494	− 1 03
310	Paribas	270 50	285	280	+ 3 51
390	Paris-Réesc. ★	327	330	330	+ 0 92
750	Pechelbronn ★	700	701	709	+ 1 29
770	Penhoët	750	770	745	− 0 67
670	Pernod-Ricard	665	655	665	....
940	Peugeot S.A.	871	902	888	+ 1 95
15 50	Poclain	13 10	13 60	13 60	+ 3 82
430	Poliet	395	386	394	− 0 25
620	P.M. Labinal	695	699	700	+ 0 72
2400	Presses Cité	2255	2265	2256	+ 0 04
1140	Prétabail Sic.	1192	1191	1182	− 0 84
630	Primagaz	499	501	508	+ 1 80
430	Printemps ★	408	410	397	− 2 70
1590	Promodès	1400	1420	1400	....
985	Radiotechn.	900	890	890	− 1 11
68	Raff. Dist. Total	66 10	68	67	+ 1 36
2610	Redoute (La) ★	2723	2750	2700	− 0 84
275	Robur financière	268	271	271	+ 1 12
805	Roussel-Uclaf	701	680	681	− 2 85
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
4140	R. Impériale (Ly)	3800	3800	3800	....
160	Sade	160	158	158	− 1 25
1450	Sagem ★	1479	1489	1420	− 3 99
420	Saint-Gobain	415	420	415	....
1130	St-Louis	1140	1130	1145	+ 0 44
1000	Salomon	984	993	993	+ 0 91
1180	Salvepar	1125	1110	1110	− 1 33
520	Sanofi	486	500	495	+ 1 85
480	S.A.T. ★	338 90	327 50	340	+ 0 32

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	Saulа.-Chât. (S)	29 50	29 50	28 50	− 3 39
1000	Saupiquet (Na)	880	840	840	− 4 55
255	Schneider ★	231	232	226 10	− 2 12
75	S.C.O.A.	69 80	71 20	73	+ 4 58
540	S.C.R.E.G.	520	540	540	+ 3 85
675	Seb ★	624	640	620	− 0 64
435	Sefimeg ★	479	475	475	− 0 84
1090	S.F.I.M.	890	900	910	+ 2 25
38	S.G.E.	31 70	33 30	32 40	+ 2 21
310	Signaux ★	280	287	280	....
800	Silic	865	850	860	− 0 58
670	Simco-U.P.H. ★	618	611	612	− 0 97
330	Simnor (Li)	330	330	330	....
915	Skis Rossignol	805	805	780	− 3 11
640	Siminco	692	695	695	+ 0 43
350	Société Générale	309	305	305	− 1 29
170	Sodexco	176	176	176	....
170	Sodero (Na)	170	163	163	− 4 12
2020	Sodexho	2090	2073	2073	− 0 81
100	Sogenal (Ny)	97	95	95	− 2 06
330	Sogerap	295	299	290	− 1 69
2280	Somm-Allib. ★	2390	2442	2401	+ 0 46
565	Source Perrier	495	500	496 50	+ 0 30
620	Sovac ★	540	535	529	− 2 04
315	Spie-Batignol.	275	269 70	270	− 1 82
390	Strafor ★	345	346	333 10	− 3 45
285	Suez	269	270	271	+ 0 74
260	Synthelabo ★	250	250	248	− 0 80
540	Talcs Luzenac	521	485	486	− 6 72
2870	T.B. Elect.	2902	2920	2838	− 2 27
725	Thomson-C.S.F.	670	702	685	+ 2 24
355	Total (CFP) ★	350	355	353	+ 0 86
78	— (certific.)	73 90	77	75	+ 1 49
760	T.R.T. ★	724	741	700	− 3 31
360	U.F.B.	335	341	349	+ 4 18
780	U.I.C. ★	650	651	620	− 4 62
605	U.I.F. ★	560	555	560	....
800	U.I.S.	850	859	870	+ 2 35
176	U.C.B. ★	152 50	159	159	+ 4 26
695	Unibail	755	758	755	....
405	Valéo	390	401	400 50	+ 2 69
45	Vallourec	40	40	40 05	+ 0 13
270	Via Banque	292	297 50	295 10	+ 1 06
665	Elf-Gabon	495	465	465	− 6 06
91	Amax Inc.	93	96 40	96 40	+ 3 66
125	Amer. Express	120	120 10	120 80	+ 0 67
156	Amer. Teleph.	145 50	150 50	150 50	+ 3 44
102	Anglo Amer. C.	113 50	110 30	110 30	− 2 82
500	Amgold	555	562	562	+ 1 26
845	BASF (Akt)	815	838	838	+ 2 82
905	Bayer	838	855	855	+ 2 03
101	Buffelsfont.	114	115 80	115 80	+ 1 58

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
142	Chase Manh.	127 50	122	122	− 4 31
51	De Beers	54 20	54	54	− 0 37
1480	Deutsche Bank	1310	1325	1326	+ 1 22
780	Dresdner Bank	749	763	750	+ 0 13
116	Driefontein Cst	68 90	69	69	+ 0 15
445	Du Pont-Nem.	445	436	436	− 2 02
405	Eastman Kodak	372	395	396	+ 6 45
55	East Rand	60	59 50	59 10	− 1 50
190	Electrolux	189	185 20	185 20	− 2 01
148	Ericsson	151 20	154	154	+ 1 85
220	Exxon Corp.	206 20	....	....	....
420	Ford Motors	405	418 50	418 50	+ 3 33
78	Freegold	79	79 50	80	+ 1 27
91	Gencor	92	90 50	90 50	− 1 63
240	Gén. Electr.	228	233 50	232	+ 1 75
385	Gén. Belgique	345	344	346	+ 0 29
335	Gen. Motors	317	321 50	321 50	+ 1 42
70	Goldfields	92	90	90	− 2 17
38	Gd Metropolitain	39 50	40 50	40 50	+ 2 53
85	Harmony	69	68 70	69 10	+ 0 14
52	Hitachi	48 50	51 20	51 20	+ 5 57
840	Hoechst Akt.	833	845	845	+ 1 44
99	Imp. Chemical	99 20	100 10	100 10	+ 0 91
850	IBM	820	820	820	....
265	ITT	243	....	....	....
138	Ito-Yokado	144 80	152 50	152 40	+ 5 25
89	Matsushita	87 10	89 50	89 50	+ 2 76
935	Merck	880	890	890	+ 1 14
340	Minnesota M.	318	....	....	....
199	Mobil Corp.	201	200	200	− 0 50
189	Morgan J.P.	166 20	165	165	− 0 72
32800	Nestlé	31400	32000	32000	+ 1 91
121	Norsk Hydro	116	116	115	− 0 86
187	Olsil	192	193 80	193 80	+ 0 94
1550	Petrofina	1310	1360	1345	+ 2 67
485	Philip Morris	477	486 50	486 50	+ 1 99
86	Philips	79	82 60	82 60	+ 4 56
65	Placer Dome	82 10	86 90	86 90	+ 5 85
295	Quilmès	308	321 10	320	+ 3 90
510	Randfontein	515	512	512	− 0 58
595	Royal Dutch	572	580	580	+ 1 40
29	Rio Tinto Zinc	31	31	31 05	+ 0 16
68	St Helena Co	67 50	67 80	66	− 2 22
169	Schlumberger	167	166	167	....
99	Shell transp.	95 90	98	98	+ 2 19
1260	Siemens A.G.	1212	1260	1260	+ 3 96
199	Sony	205	214	214 80	+ 4 78
187	T.D.K.	189	200 50	200	+ 5 82
27	Toshiba Corp.	26 80	27 70	27 70	+ 3 36
305	Unilever	279	289 50	289	+ 3 58
172	Unit. Techn.	171 50	173	173	+ 0 87
530	Vaal Reefs	643	630	625	− 2 80
250	Volvo	257	263	263	+ 2 33
230	West Deep	263	274	274	+ 4 18
315	Xerox Corp.	286	297	297	+ 3 85
1 48	Zambia Corp.	1 59	1 60	1 74	+ 9 43

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8932	..
Emp. 8,80 % 77	124	4 808
9,80 % 78/93	100 10	4 016
10,80 % 79/94	102 30	2 833
13,25 % 80/90	104 65	6 942
13,80 % 81/89	104 92	12 401
16,20 % 82/90	112 45	14 847
16 % juin 82	113 90	8
14,60 % fév. 83	113 25	11 840
13,40 % déc. 83	114 40	12 959
12,20 % oct. 84	108 39	2 087
11 % fév. 85	106	8 770
10,25 % mars 86	100 35	7 625
ORT 12,75 % 83	1804	..
OAT 10 % 2000	98 95	5 355
OAT 9,90 % 1997	102 75	9 792
OAT 9,80 % 1996	98 85	8 404
Ch. France 3 %	137 50	..
CNB Bques janv. 82	101 80	3 846
CNB Paribas	101 90	3 846
CNB Suez	101 90	3 846
CNI janv. 82	101 58	3 846
PTT 11,20 % 85	105 80	0 386
CFF 10,30 % 86	....	..
CNE 11,50 % 85	104 50	5 345
CNT 9 % 86	92 30	5 444
CRH 10,90 % déc. 85	102	9 246
Métrologie I. 6 % 6/7	66 10	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	516	517
Agache (Sté Fin.)	1540	....
A.G.F. (St Cent.)	451	430
Applic. Hydraul.	643	650
Arbel	372	371
Astorg	205 40	187 o
Avenir Publicité	307 10	311
Bain C. Monaco	220	186 o
Banque Hypoth. Eur.	420	430
Béghin-Say (C.I.)	235	235
B.G.L.	400	420
Blanzy-Ouest	575	580
B.N.P. Intercontin.	174 40	175
Bénédictine	4850	4800
Bon-Marché	690	690
B.T.P.	132	132
Caff	550	550
Cambodge	710	715
C.A.M.E.	170	180
Campenon Bern.	208	220
Carbone-Lorraine	344	335
C.E.G.Frig.	410	....
Centen. Blanzy	1830	1840
Contrest (Ny)	184	182
Cambati	105	102 10
Chambourcy (M.)	780	....
Champex (Ny)	141	140
C.I.C. (Financ. de)	217	210
C.I. Maritime	600	500
Ciments (B)	345	348
Clause	330	335
Cofradel (Ly)	1230	1180
Cogifi	350	348
Comiphos	258	245
Cie Industrielle	2000	2000
Comp. Lyon-Alem.	381	365 o
Concorde (La)	711	586 o
C.M.P.	17 35	16 65
Créd. Gén. Ind.	530	520
Cr. Universel (Cie)	535	535
Créditel	134 30	134 30
Darblay S.A.	413	401
Delalande S.A.	745	732
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1308	1310
Didot-Bottin	800	820
Eaux Bass. Vichy	1170	1140 o
Eaux Vittel	1700	1598
Economats Centre	380	415 d
Electro-Banque	266	270
Elf-Antargaz	700	595 o
E.L.M. Leblanc	640	590
Enelf-Bretagne	214	215
Entrepôts Paris	362 50	337 80 o
Epargne (B)	2884	2850 o
Europ. Accumul.	28 30	30 60 d
Eternit	1610	1610
Finalens	175	183 o
FIPP	287	161 o
Fnac	520	475 o
Foncière (Cie)	370	357
Fonc. Lyonnaise	520	510
Foncina	507	505
Forinter	1070	1070
Fougerolle	203	195
France I.A.R.D.	225	225
France (La)	3760	3650
From. Paul Renard	487	455 o
GAN	705	....
Gaumont	325	320
Gévelot	480	461 o
Gr. Fin. Constr.	448	448
Gds Moul. Paris	301	305
Groupe Victoire	2195	2184
G. Transp. Ind.	458	465
H.E.F.	84	85 20
Immindo S.A.	441	435
Immeinvest	250	250
Immobail	389	372
Immobanque	654	688
Immob. Marseille	8600	8260 o
Immofice	459	464
Invest. (Sté Cent.)	2850	2870
Jaeger	130	114 o
Lafitte-Bail	422	422
Lambert Frères	152	145
Lille-Bonnières	430	407
Loca-Expansion	240	238 10
Locafinancière	308	308

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Locatel	720	690
Louvre (Sté)	960	950
Lucia	779	800
Machines Bull	25	25 10
Magasins Uniprix	132 90	130
Magnant S.A.	101 30	101 50
Maritime Part.	207	199 o
Métal Déployé	371	380
Mors	83	79 60 o
Navig. (Nat. de)	40	35 o
OPB Paribas	174 60	162
Optorg	140	141
Oréal (L') C.I.	1360	....
Origny-Desvroise	870	850
Palais Nouveauté	473	430 o
Paribas-CIP	403	387 o
Paris France	240	210 o
Paris-Orléans	232	230
Partenbos	201	193 o
Patern. Banq. Dis.	1290	1238 o
Pathé-Cinéma	330	307 50 o
Pechiney (cert. inv.)	198	190
Piles Wonder	548	580 o
Piper-Heidsieck	480	470 o
P.L.M.	110	100 30
Porcher	390	363
Promodès	707	749
Providence S.A.	1036	1050
Publicis	2000	1950
Raff. Souf. R.	95	82 90 o
Rhône-Poul. (c. inv.)	299	302
Ricqlès-Zan	170	170
Rochefortaise S.A.	494 70	500
Rochette-Cenpa	28 70	24 50 o
Rosario (Fin.)	730	700
Roudière	165	165
Rougier et Fils	52	50
Sacer	365	352 o
SAFAA	285	260 10 o
Safic-Alcan	739	738
SAFT	866	840
Saga	180	170
St-Gobain C.I.	475	413 o
Salins du Midi	395	403
Santa-Fé	112	109
Sanam	82 50	77 o
Savoisienne (M)	250	....
SCAC	329	310 o
Semelle Maubeuge	205	200
S.E.P. (M)	138	135
Serv. Equip. Véh.	63	65
Sicli	215	200
Sicomi	305	309
Sinvim	203	205
Siph (Plant. Hévéas)	365	360
Sté Générale-CIP	254	244 o
Sofal financière	1520	1500
Soficot	695	648 o
Soffo	500	500
Soficomi	670	655
S.O.F.I.P. (M)	119	116
Sofragi	770	740
Soudure Autog.	291	282
Sovabail	596	595
S.P.I.	540	518 o
Suez (Fin. de)-CIP	275	270

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Stemi	817	....
Taittinger	1215	1205
Testut-Aequitas	385	333 o
Tour Eiffel	380	....
Ufiner S.M.D.	510	500
U.A.P.	188	198 50
U.T.A.	825	825
Veuve Clicquot	3000	2628 o
Vicat	990	1000
Viniprix	1130	1130
Virax	95	97
Waterman S.A.	611	611
Brass. du Maroc	112	120

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	714	718
Akzo	225	....
Alcan Alum	130	120
Algemeine Bank	110	110
American Brands	212	218
Am. Petrofina	208	335 o
Arbed	268	....
Asturienne Mines	115	....
Banco de Santander	245	245
Bco Pop Espanol	291	285 10
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1800	1800
B. Régl. Internat.	45000	42000
Br. Lambert	308	330
Canadian-Pacific	77 20	78
CIR	15	15
Commerzbank	707	708
Dart. and Kraft	256	....
De Beers (port.)	48 60	48 50 o
Dow Chemical	403	421
Gén. Belgique	345	346
Gevaert	922	....
Glaxo	97	97
Goodyear	276	....
Grace and Co	223	226 20
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	290	280
I. C. Industries	155	155
Johannesburg	790	....
Kubota	21 80	22
Latonia	279	279
Midland Bank Plc	34 50	36
Mineral-Ressourc.	64	....
Nixdorf	1786	1786
Noranda	95 80	96 80
Olivetti	19 70	19 80
Pakhoed Holding	155	155
Pfizer Inc.	251	257 50
Procter Gamble	430 10	434
Ricoh Cy Ltd	44	42 60
Rolinco	208 50	212
Robeco	233	236
Rodamco	422	420
Saipem	9 80	12 50
Shell fr. (port.)	135	100 o
S.K.F. Aktiebolag	181	....
Steel Cy of Can.	81	....
Tenneco	226	221 c
Thorn EMI	52 60	52
Toray indust. inc	30 20	32
Vieille Montagne	850	860
Wagons-Lits	455	440
West Rand	20	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	266	230
Calciphos	127	130
C.E.M.	....	....
Cima-Stam	240	....
Cochery	164 50	....
Cogephor	152	155
C. Occid. Forestière	190	....
Coparex	280	280
Dubois Inv. (Casto.)	550	512 o
Gachot	90 15	82 95 o
Hoogovens	260	....
Mecanorbica (bons)	31 20	25 30 o
Nicolas	391	400
Paternelle-R.D.	3400	....
Révillon	300	320
Rorento N.V.	165 40	164 30
S.P.R.	334	....
Sté Lecteurs du Monde	840	830
Ulimex	380	....
Union Brasseries	118 30	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/12	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 667	5 648	5 450	5 950
ECU	7 004	7	....	....
Allemagne (100 DM)	339 200	339	329 500	347 500
Belgique (100 F)	16 228	16 224	15 650	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	301 470	301 380	292	310
Danemark (100 krd)	87 900	87 940	84	91
Norvège (100 k)	87 620	87 580	84	91
Grande-Bretagne (£ 1)	10 163	10 161	9 850	10 550
Grèce (100 drachmes)	4 305	4 306	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 603	4 601	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	416 300	414 750	402	422
Suède (100 krs)	93 810	93 700	90	96
Autriche (100 sch)	48 120	48 060	46 650	49 200
Espagne (100 pes.)	5 013	5 020	4 750	5 250
Portugal (100 esc.)	4 170	4 169	3 500	4 400
Canada ($ can 1)	4 315	4 313	4 150	4 550
Japon (100 yens)	4 284	4 258	4 130	4 310

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/12
Or fin (kilo en barre)	87700	88000
Or fin (en lingot)	88000	88050
Pièce française (20 fr)	546	541
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	593	595
Pièce latine (20 fr)	510	509
Souverain	642	643
Pièce de 20 dollars	3020	3035
Pièce de 10 dollars	1560	1537 50
Pièce de 5 dollars	950	.....
Pièce de 50 pesos	3450	3420
Pièce de 10 florins	530	530
Or Londres	480 90	483
Or Zurich	480 60	483 50
Or Hongkong	482 05	481 75
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 7/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	659 27	643 19
Acsilon	176 61	171 88
Actions France	366 15	352 82
Action Invest.	315 69	301 37
Actions sélectives	473 36	456 25
Aedificandi	572 58	551 88
A.G.F. Actions (ex-CIP)	912 80	880 54
A.G.F. 5000	453 53	442 47
A.G.F. ECU	1045 90	1035 54
A.G.F. Interfonds	402 13	382 32
A.G.F. Invest	89 32	87 14
A.G.F. OBLIG.	1061 10	1055 82
A.G.F. Sécurité	10410 54	10410 54
Agfimo	532 59	519 60
Altefi	213 73	206
A.L.T.O.	187 62	180 84
Ameri-Gan	4336	4139 38
America-Valor	636 80	607 92
Amplitude	436 01	423 31
Arbitrages court terme	5579 01	5586 97
Argonautes	328 88	318 54 ◆
Associ Première	23840 91	23840 91
Associc	1180 53	1180 53
Aurecic	1377 60	1337 48
Axa Europe	112 49	107 39
Axa Investissements	94 95	90 64
Bourse-Investiss.	368 88	352 15
Bred Associations	2678 35	2670 34
Bred International	77 58	75 06
Capital Plus	1700 13	1700 13
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convertimmo	319 21	308 93
Cortal court terme	1279 53	1279 53
Cortal Invest. trim.	1048 82	1028 76
Cortexa	791 42	755 53
Credinter	430 36	417 83
Croissance France	228 33	218 50
Croissance Immobilière	539 88	515 40
Croissance Mercure	2802 84	2527 03
Croissance Prestige	300 10	286 48
Drouot-France	522 66	498 95
Drouot-Investiss.	840	801 91
Drouot-Sécurité	238 22	227 42
Drouot-Sélection	132 15	128 16
Ecucic	1192 58	1174 94
Ecureuil Prévisions	310 22	301 18
Elicoop Sicav	11430 34	11430 34
Elf-Valeurs	6895 60	6727 71
Energia	228 09	217 76
Epacic	2837 72	2834 89
Eparcourt Sicav	4128 25	4117 98
Epargne Associations	24645 59	24508 68
Epargne-Capital	7961 14	7882 32
Epargne-Croiss.	1304 23	1269 32
Epargne-Industr.	602 21	574 90
Epargne-Inter	558 11	541 23
Epargne J	54078 57	54078 57
Epargne-Long-Terme	1639 93	1596 04
Epargne-Oblig.	190 63	185 43
Epargne-Ouest	1040 62	1040 62
Epargne-Unie	1010 08	964 28
Epargne-Valeur	365 03	355 26
Eparoblig	1295 20	1292 61 ◆
Epsilon	1006 74	896 77
Eurinvest Croissance	1053 72	1005 94 ◆
Eurinvest Rendement	1051 54	1003 86 ◆
Eurocic	9280 86	9143 70
Euro-Croissance	489 43	475 17 ◆
Eurodyn	912 72	882 71
Euro-Gan	3880 71	3523 35
Extrême Orient Sicav	499 60	485 05
Finord Placement	61315 54	61132 14
Finord Valorisation	13436 03	13172 58
Foncicav (div. par 10)	10985 85	10985 85
Foncival	241 36	230 41
France-Gan	4639 96	4428 60
France-Garantie	278 81	278 25
France-Investiss.	390 82	373 10
France-Net	122 91	121 69
France-Obligations	436 33	432 01
Francic	312 64	303 53
Francic Pierre	91 71	89 04

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	907 20	880 78
Fructi-Associations	1358 95	1358 95
Fructicapi	309 84	305 26
Fructicourt	107367 54	107367 54
Fructidor	240 04	235 49
Fructifrance	608 36	583 52
Fructimmo	221 17	215 78
Fructivalor	420 36	410 11
Fructiver	83289 04	83091 31
Fructi ECU	572 04	563 59
Fructi-Première	11302 08	11135 05
Futuroblig	1008 70	1007 69
Gestilion	56819 31	56677 62
Gestion Amérique	281 04	268 30
Gest. France Europe	80 30	78 66
Gestion Orient	157 50	150 36
Gestion Sécuricourt	10795 75	10688 86
Gestion Sicavimmo	669 33	638 96
Gestion Uni-Japon	1386 56	1333 23
Gestion Associations	136 28	133 28
Gestion Indo-Suez	621 34	593 16
Gestion Mobilière	558 23	532 82
Gest. Rendement	457 62	436 87
Gest. Sél. France	598 03	570 91
Haussmann Associat.	1202 72	1202 72
Haussmann court terme	1218 67	1218 67
Haussmann Epargne	1393 63	1393 63
Haussmann Europe	1834 24	1767 94
Haussmann France	781 19	733 68
Haussmann Oblicroiss.	1277 22	1277 22
Haussmann Obligation	1438 31	1398 32
Horizon	987 31	958 55
I.M.S.I.	540 70	516 18
Interoblig.	11588 39	11142 68
Intersélect France	380 22	362 99
Intervaleurs Indust.	491 91	469 60
Invest. net	14655 64	14626 39 ◆
Invest. Obligataire	18213 13	18178 78 ◆
Japacic	159 53	154 88 ◆
Jeune épargne	229 38	226 99
Laffitte-Amérique	228 70	218 33
Laffitte-crt-terme	58029 39	58029 39
Laffitte-Expansion	694 66	663 16
Laffitte-France	256 89	245 24
Laffitte-Immobilier	218 11	208 22
Laffitte-Japon	304 35	290 55
Laffitte-Oblig.	144 03	137 50
Laffitte-Placements	64926 22	64926 22
Laffitte-Rend.	205 96	196 62
Laffitte-Tokyo	1247 46	1190 89
Lion-Associations	11555 17	11555 17
Lion court terme	116784 55	116784 55
Lion-Institutionnels	23614 27	23655 38
Lionplus	721 25	714 11
Livret portefeuille	548 45	532 48
Méditerranée	136 79	130 59
Minimax	26097 65	26097 65 ◆
Mobiplus	74290 92	74290 92
Mobiprime	61503 90	61503 90
Mondiale Investissem.	395 23	377 31
Monecic	5610 16	5610 16
Monelion	52105 87	52105 87
Moné.J.	55796 25	55796 25
Monelaffitte	272254 54	272254 54
Monevalor	63648 73	63648 73
Multi-Obligations	422 83	403 66
Mutuelle Unie Sél.	137 71	131 47
Natio.-Assoc.	6256 49	6244
Natio.-Epargne	13693 92	13648 44
Natio.-Court terme	203238	203238
Natio.-Immobilier	931 84	908 90
Natio.-Inter.	1134 67	1104 30
Natio.-Obligations	534 30	520
Natio.-Patrimoine	1258 61	1222 98
Natio.-Placements	65170 50	65170 50
Natio.-Revenus	1018 82	1008 73
Natio.-Sécurité	10969 60	10969 60
Natio.-Valeurs	589 70	554 45
Nippon-Gan	4668 06	4454 47
Nord-Sud Développ.	1189 50	1187 13 ◆
Normal IF	13574 81	13308 84

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Oblicic Régions	1036 88	1021 56
Oblicoop Sicav	1337 71	1311 48
Obligations Convert.	392 36	374 57
Oblifico	1108 92	1087 94
Optimavalor	489 87	477 20
Paramérique	486 93	474 40
Paraurope	889 77	867 54
Paribas Croissance	520 33	499 12
Paribas Epargne	15708 70	15677 35
Paribas France	79	76 70
Paribas Opportunités	90 98	88 33
Paribas Patrimoine	473 73	454 42
Paribas Revenu	93 26	92 34
Parnasse-Valor	1098 18	1087 09
Patrimoine-Retraite	1645 64	1613 37
Phénix Placements	249 48	248 22
Pierre Investiss.	629 41	600 87
Placement A	778 37	778 37
Placement crt-terme	72290 31	72290 31
Placement J	56254 77	56254 77
Placement Premier	54332 89	54332 89
Placements Rendement	10783 30	10783 30
Placements Sécurité	107000 41	107000 41
Planinter	774 67	765 78
Plénitude	103 69	100 67
Premières Obligations	10682 20	10660 88
Priv'Association	21898 72	21898 72
Province Investiss.	429 21	409 76
Quartz	99 66	97 21
Rentacic	160 08	157 71
Revenus Trimestriels	5430 58	5376 81
Revenu Vert	1128 42	1127 29
Rivoli Plus	1049 72	1002 12 ◆
St-Honoré Assoc.	14361 26	14289 81
St-Honoré Bio-aliment.	668 65	638 62
St-Honoré Pacifique	460 16	439 31
St-Honoré P.M.E.	379 31	362 11
St-Honoré Réal	11546 89	11500 69
St-Honoré Rendement	11481 82	11424 70
St-Honoré Services	403 45	387 93
St-Honoré Technol.	636 83	607 95
St-Honoré Valor	12231 03	12133 96
Sécuricic	11155 83	11144 68
Sécur. Mobilière	408 64	390 30
Sécuri Taux	10710 35	10710 35
Sélection Croissance	435 64	422 96
Sicadas (Cadres BP)	715 03	704 46
Sicav-Associations	1427 04	1424 90
S.F.I. fr. et étr.	531 63	516 15
Sicav 5000	285 76	279 08
S.I. Est	1066 98	1018 60
Silvafrance	438 91	428 14
Silvam	362 97	353 26
Silvarente	203 52	201 50
Silvinter	376 24	368 17
S.N.I.	1067 67	1026 77
Sogépargne	338 49	326 26
Sogepremière	64924 44	63033 44
Sogetec	50306	48840 78
Sogevalor	78293 49	77440 79
Sogever	874 27	834 63
Sogeinter	1131 37	1080 07
Soleil Investiss.	421 44	402 33
Stratégie Actions	948 48	912
Stratégie Rendem.	1063 39	1029 82
Technocic	956 12	928 27
Techno-Gan	5321 28	5079 88
Trilion	5269 89	5217 71
U.A.P. Investiss.	339 69	327 41
Uni-Associations	113 48	113 48
Unifrance	382 22	364 89
Unifoncier	1073 48	1024 80
Uni-Garantie	1323 38	1297 41
Unigestion	743 65	709 93
Uni-Régions	2414 89	2305 38
Univers	2137 89	2057 59
Univar	183 22	183 22
Univers-Actions	874 92	846 15
Univers-Obligations	1477 83	1429 24
Valorem	432 10	421 56
Valoblig	60593 72	59883 78
Valorg	1646 56	1545 01
Valreal	81334 23	81293 58

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

En visite au Creusot

M. Mitterrand : « Après Washington, il faudra s'en prendre aux armements stratégiques et conventionnels »

LE CREUSOT
de notre envoyé spécial

En visite au Creusot (Saône-et-Loire), où il a été reçu à l'hôtel de ville par le maire socialiste, M. Camille Dufour, le président de la République est intervenu sur trois thèmes : le désarmement, l'Europe, le redressement économique.

« Ou bien l'on désarme ou bien l'on surarme, a-t-il dit. *Mon choix, en votre nom, est fait : il faut désarmer. Il faut refuser la proposition de ceux qui vous disent non (...). Je ne comprends pas cette sorte de refus qui s'est inscrit dans les cerveaux et qui se traduit dans les propos de personnes auxquelles il suffirait de répondre : préférez-vous qu'on se surarme ? Il n'y a pas d'exemple, depuis la deuxième guerre mondiale, que les progrès dans les moyens de détruire accomplis par l'un n'aient pas été suivis par l'autre. C'est l'échelle du perroquet. Où ira-t-on ? On a failli aller jusqu'au ciel. »*

M. Mitterrand, qui visait à l'évidence les réserves exprimées par M. Raymond Barre, estime que *« la course au surarmement »* est le seul choix logique praticable par ceux qui ne se réjouissent pas du processus engagé par les Soviétiques et les Américains. Il affirme que, *« dans cette course-là »,* la France ne serait pas *« gagnante ». « Si l'on ne désarme pas, on ruinera les économies et l'on mettra la sécurité davantage en péril (...). Il faut continuer,* a-t-il dit à propos du sommet Gorbatchev-Reagan. *Après Washington, il faudra aussi s'en prendre aux armements stratégiques (...), aux armements conventionnels. »*

A propos de l'Europe, qui évoque en lui *« les souvenirs récents et pas forcément enchanteurs »* de l'échec du sommet de Copenhague, le chef de l'Etat a déclaré : *« J'ai déjà vu d'autres crises. L'Europe est très nécessaire. La construction européenne est un besoin très impérieux, très urgent. Mais les structures sont lourdes, les habitudes pèsent. Tous les trois ou quatre ans, ça recommence. On s'interdit d'avancer parce qu'on bronche sur des obstacles dérisoires. »*

Dans cette ville du Creusot symbole de l'industrie lourde et de la crise qu'elle a subie, le chef de l'Etat a rappelé l'action des socialistes en faveur des restructurations industrielles. *« Ce qui a été décidé en 1982, 1983, 1984 est le résultat d'un manque de prise de responsabilité de ceux qui étaient responsables »,* a-t-il dit, désignant une nouvelle fois sans le nommer M. Barre.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Point Air en redressement judiciaire

Le tribunal de Mulhouse a prononcé, le 7 décembre, le redressement judiciaire de la compagnie de charters long-courriers. Point Air, qui avait déposé son bilan le 3 décembre (*le Monde* du 4 décembre). La compagnie a été autorisée à poursuivre son activité jusqu'au 24 février 1988. Un administrateur a été nommé. Point Air, propriété à 99 % de l'association Le Point de Mulhouse, a accumulé 42 millions de francs de passif, après l'interdiction de vol de ses avions pour des raisons de sécurité, pendant six semaines, au début de cette année. Point Air ne sera sauvée qu'avec l'entrée dans son capital d'un partenaire — agence de voyages ou transporteur — qui apportera de l'argent frais et avec l'attribution de droits de trafic vers les Antilles.

● **Les Douze et la question afghane.** — *Au cours du sommet de* Copenhague, les Douze ont adopté une résolution en trois points sur une solution du problème afghan, fondée sur *« le retrait de toutes les troupes soviétiques dans le courant 1988, selon un échéancier fixe », « la mise en place d'un gouvernement de transition dont l'indépendance ne pourrait être mise en doute et qui prendrait les dispositions nécessaires pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'un acte d'autodétermination véritable »,* et qui *« reconnaîtrait que la participation de la résistance afghane à un règlement politique d'ensemble est indispensable ».* Les Douze se sont dit prêts à *« contribuer de façon constructive à la définition d'un règlement acceptable »* et ont *« pris acte de l'intention exprimée par la direction soviétique de trouver une solution politique en Afghanistan ».*

A B C D E F G

Au tribunal de Paris

Escroquerie apolitique

Le dirigeant de fait de la Société anonyme des publications officielles (SAPO), M. Georges Alet, a été condamné, lundi 7 décembre, par la 13e chambre correctionnelle de Paris à trois ans de prison, dont vingt-huit mois avec sursis, et à 250 000 francs d'amende, pour avoir, entre 1982 et 1984, obtenu des contrats publicitaires en utilisant des démarcheurs qui se présentaient notamment au nom de la gendarmerie, d'un service de police ou de l'administration fiscale. Une quinzaine d'autres personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis assorties d'amendes.

La SAPO gérait les espaces publicitaires de publications qu'elle éditait, parfois elle-même, et qui concernaient généralement des organismes officiels. Il s'agissait notamment du *Progrès de la gendarmerie et de la garde républicaine,* ainsi que de bulletins dont la réalisation lui était confiée par les services fiscaux, un syndicat de police, des sapeurs-pompiers et même des partis politiques (*le Monde* du 21 octobre). Ainsi, les démarcheurs se présentaient parfois chez les commerçants et industriels en sollicitant une insertion publicitaire *« à la demande du secrétaire départemental du Parti républicain ».*

Dans son jugement, le tribunal constate : *« La SAPO, en raison de multiples relations qu'Alet entretenait dans le milieu des partis politiques de l'époque, développait, moyennant des gains sur la publicité, une vaste activité d'édition et de distribution de revues, opuscules ou journaux politiques (...). A cette fin, elle proposait ses services aux diverses instances du RPR et du PR et passait avec les responsables départementaux ou locaux de ceux-ci des conventions, aux termes desquelles la SAPO s'engageait à réaliser, sur le fondement d'un investissement d'origine publicitaire, une ou plusieurs publications et à verser des redevances contractuellement précisées. »*

Cependant, si les juges ont retenu le délit d'*« escroquerie par fausse qualité »* pour les activités de l'entreprise relatives à des services officiels, ils précisent cependant que, pour les revues politiques, *« il est exclu de retenir les faits d'escroquerie ».*

M. P.

Le sursis à la vente Zola confirmé en appel

La cour d'appel de Paris, sous la présidence de M. Pierre Drai, premier président, a confirmé, lundi 7 décembre, l'ordonnance rendue le 20 novembre par le juge des référés du tribunal selon laquelle il y avait lieu de surseoir à la vente de manuscrits d'Emile Zola, dont celui de « J'accuse », qui devait avoir lieu à Monte-Carlo le 8 novembre (*le Monde* daté 22-23 décembre).

C'est une descendante d'Emile Zola, actuellement en possession des manuscrits, Mme Brigitte Place, qui avait décidé de les mettre en vente. Mais son père, M. François Emile-Zola, devait s'opposer à cette mise aux enchères par la société Sotheby's en faisant valoir qu'il était en réalité le seul propriétaire des documents que lui avait légués Jacques Emile-Zola, fils de l'écrivain. Le demandeur invoquait aussi l'existence d'un testament par lequel Jacques Emile-Zola demandait que les souvenirs qui lui venaient de son père ne soient jamais vendus.

Dans son arrêt, la cour déclare que la vente envisagée, *« qui tend à la dispersion définitive et irrémédiable des composants d'une collection »,* ne peut être réalisée *« dès lors que ce projet a suscité l'opposition d'un descendant direct d'Emile Zola et que cette opposition n'a pas été jugée, à ce jour, injustifiée ou abusive ».*

Sur le vif

Tous égaux

Dites donc, les enfants, vous qui m'écrivez ou goguenards ou grognons, vous qui en avez franche*ment marre de cet étalage de nus* sur nos murs, nos écrans, et nos derrières de bus, attendez d'avoir vu les nouvelles affiches électorales du PS. Faites gaffe ! Marchez pas le nez en l'air, vous allez tomber le cul par terre. Tous à poil, les socialos ! Non, pas les politiciens, pas encore. Les hommes, les femmes et les enfants porteurs d'espoir et d'avenir. Nus comme des vers. Mais chastes. Jambes croisées ou haut levées.

Attendez que je vous raconte. *La liberté ? Voilà ce qu'ils en font,* ceux d'en face. Ils la jettent à la poubelle avec un vieux poste de *télé encore branché sur Polac.* Cette liberté chérie, vers laquelle s'élance, rose au poing, un bel athlète style Arno Breker, vous savez, le sculpteur officiel des nazis, le chouchou d'Hitler. *C'était* très porté sous le IIIe Reich, le simple appareil d'une beauté antique sportive et aryenne.

L'égalité ? De l'autre côté : trois petits bonshommes en papier, découpés dans des billets de 500 balles, trois salauds. Du bon côté : trois petits bonshommes de chair blanche, brune ou noire, trois angelots. Et la fraternité ? Alors là, *moi, je me pose des questions.* Jugez plutôt. Sous le corps de Malik dessiné à la craie, sur le *sinistre trottoir du quartier Latin,* le profil d'une ravissante femme enceinte, une toute jeune fille à la *fois gracile et pleine. Engrossée par* qui ? Par son frangin ?

A *quoi ça rime, cette pub genre eau de toilette pour homme,* assurance vie ou crème antivergetures ? On a demandé à Jospin. C'est *pour faire joli, pour faire* dépouillé. Paraît que les fringues, ça a une connotation sociale ; alors, comme ils veulent ratisser large, les amis à mon Mimi, ils se sont dit : qu'est-ce qu'on leur met, à ces poupées Barbie, un jean, un complet veston, une robe à smocks, *un tablier d'écolier ?* Allez, on les laisse tels que. Ça se vendra mieux. Ils ont cent fois raison. Rien de tel *qu'une paire de fesses ou de* seins pour inciter le cochon qui sommeille au fond de chaque isoloir *à glisser le bon bulletin dans la* fente.

CLAUDE SARRAUTE.

En collaboration avec TF 1

Trois quotidiens régionaux se lancent dans l'audiovisuel

Les quotidiens régionaux se mettent à la télévision : après *le Bien public* qui avait œuvré pour M6, c'est au tour de *la Voix du Nord* de mettre en place une structure audiovisuelle, en partenariat avec *le Courrier picard* et *le Républicain lorrain,* pour assurer notamment la correspondance régionale de TF 1 sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Lorraine, la Belgique et le Luxembourg.

Pilotée par la société Telmédia, émanation de *la Voix du Nord,* cette structure coproduira également des émissions nationales avec TF 1, avec des entreprises et d'autres chaînes de télévision, locales ou européennes.

Pour TF 1, désormais privée des moyens des stations régionales de FR 3, cet accord accélère l'implantation en province. Les quotidiens régionaux concrétisent ainsi les accords passés entre la SET-Presse et le groupe Bouygues lors de la reprise de TF 1. L'accord, négocié par le Syndicat de la presse quotidienne de province (SPQR, présidé par le directeur de *la Voix du Nord,* M. Jean-Louis Prévost), pourrait être étendu à d'autres régions.

M 6 joue la carte de la contre-programmation

M 6 opte délibérément pour une stratégie de contre-programmation. Dès janvier prochain, la chaîne renoncera quatre jours par semaine au sacro-saint carrefour de 20 h 30, pour diffuser de la fiction au moment ou les autres chaînes programmeront variétés, jeux et actualités.

Commencée à 18 heures avec le journal, la soirée se poursuivra un quart d'heure plus tard, soit avec un film (le lundi et le mardi), soit avec le feuilleton « La petite maison dans la prairie » le reste de la semaine. Le « six minutes » — le journal aujourd'hui diffusé à 20 h 24 — s'inscrira dans la grille une demi-heure plus tôt, à 19 h 54. Enfin, une série diffusée de 20 heures à 21 heures clôturera ce premier programme de la soirée du lundi au jeudi. *« Vendredi, samedi et dimanche conserveront leur rendez-vous de 20 h 30, la télévision se consommant différemment le week-end »,* commente la chaîne.

Cette petite révolution s'accompagnera du lancement d'une tranche matinale dès 7 heures du matin, principalement destinée aux enfants, avec *ses dessins animés, ses clips* et ses œuvres de fiction. Enfin, des dessins animés de 12 heures à 12 h 30 et de 13 heures à 13 h 30 encadreront « M 6 Panorama » à la mi-journée.

Le numéro du « Monde » daté 8 décembre 1987 a été tiré à 549 490 exemplaires



